

JACQUES ELLUL

L'ILLUSION POLITIQUE



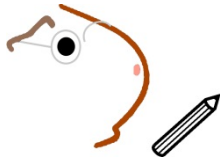
1965



Les cobayes lettrés



Le mot du cobaye



Il s'agit pour nous de diffuser des ouvrages intéressants et utiles ou rares sans aucun autre but que de faire de nous des cobayes *lettrés* et *critiques*, dans un sens différent de la pseudo-critique circulaire émanant des analyses d'une « littérature » qui rôde autour de nos cages, et qui ne fait rien de plus que nous enfermer en nous faisant croire que nous sommes dehors.

Cette édition consiste en un simple scan de l'édition de référence (voir ci-dessous). Le résultat final a été « optimisé » afin de produire un fichier plus léger, plus clair et plus ou moins « cherchable ».

Tous les écrits dits « sociologiques » de Jacques Ellul sont disponibles chez *Les cobayes lettrés*.

Edition de référence :

ELLUL Jacques, *L'illusion politique*, Paris, R. Laffont, 1964, 265 p.

(parution originale)

JACQUES ELLUL

L'ILLUSION POLITIQUE

Essai



ROBERT LAFFONT
6, place Saint-Sulpice, 6
PARIS-VI

© Robert LAFFONT, Paris, 1965

*à Bernard Charbonneau,
mon ami*

*L'imagination du peuple se fera un
préjugé de la liberté; l'illusion sera une
patrie.*

SAINT-JUST.

à Bernard Charbonneau,
mon ami

*L'imagination du peuple se fera un
préjugé de la liberté; l'illusion sera une
patrie.*

SAINT-JUST.

ON pouvait au xvii^e siècle écrire *L'illusion comique*. De nos jours l'illusion est devenue tragique. Elle est politique*. Les hommes de ce temps, avec plus de passion encore qu'au xix^e siècle, chargent le politique de leurs passions et de leurs espoirs, mais vivent dans un état d'hypnose singulièrement inquiétant. Malgré les expériences passées, il ne semble pas que l'on ait acquis une vue tant soit peu réelle de la chose, et l'interposition de mythes rend toujours aussi vaine la pulsion politique, aussi retardataire la pensée. Sans doute les circonstances nous ont conduits à remettre en question nos certitudes politiques d'hier, nous savons aujourd'hui la fragilité de l'opinion publique la plus fortement affirmée dans un glorieux plébiscite, nous savons que la souveraineté du peuple est un mythe étio-logique sans incarnation possible, nous savons que « le suffrage universel n'est pas un procédé efficace pour contrôler et juger le pouvoir, ni un moyen de modérer réellement le combat entre les forces politiques et sociales opposées, ni un processus de sélection des gouvernants les plus aptes ¹ ».

Tout cela, les circonstances du xx^e siècle nous l'ont appris — l'ont appris, du moins, à certains qui ne sont pas très bien accueillis. De ces mythes fanés vivent encore néanmoins la plupart de nos concitoyens. Les démocrates sentimentaux, les chrétiens idéalistes, les assurés du passé, pour qui nulle politique

* Il est vain d'essayer de donner du mot politique une définition exhaustive et sur laquelle tous s'accorderaient! On connaît les divergences dans ce domaine. Toutefois je précise que j'emploierai ce terme dans un sens commun d'une part, restreint de l'autre (c'est-à-dire ne s'appliquant pas à n'importe quel pouvoir). Je dirais par exemple que pour moi le politique est le domaine, la sphère des intérêts publics gérés et représentés par l'État. La politique est l'action relative à ce domaine, la direction du groupement politique, l'influence que l'on exerce sur cette direction. J'englobe ainsi dans ce dernier terme la direction de la « chose publique » comme la compétition entre les groupes prétendant apporter des solutions aux questions soulevées dans la société.

n'est possible hormis celle de 1789 et 1793. Et pourtant ces Tabous ont été violés par les événements. Les constructions juridiques et constitutionnelles qui y correspondaient sont devenues toujours plus complexes pour garder une apparence d'efficacité. Mais l'apparence elle-même a cessé de séduire. Et voici que depuis une vingtaine d'années, nous apercevons de nouveaux astres qui se lèvent, la lente élaboration de nouveaux mythes pour relayer les défunts, la création d'une illusion politique nouvelle, destinée, comme toujours, à voiler un réel qui nous hante et que nous ne savons maîtriser. Alors qu'il me paraît que si nous avons une chance de retrouver une valeur dans la vie collective, c'est à la seule condition de récuser les mythes, et d'accéder à une pleine conscience du réel politique tel qu'il existe dans le temps présent.

Je ne crois pas d'autre part que ce réel soit atteint par la voie, aujourd'hui la plus sérieuse, de la sociologie mathématique, expérimentale et microscopique. Cette tentative, si impressionnante à certains égards, ne conduit à des certitudes rigoureuses qu'au prix de l'abandon de l'objet même de son étude. L'abstraction de nombreux facteurs pour en étudier un, la schématisation des comportements pour permettre leur classification, les présuppositions soigneusement camouflées sous des méthodes extrêmement objectives, sont, entre bien d'autres, quelques réserves que l'on peut apporter à cette sociologie².

Cette méthode n'autorise pas le passage de l'analyse microscopique à l'analyse macroscopique, un essai récent³ a bien manifesté la complexité du problème, et nous a révélé combien l'extension des résultats de l'analyse microscopique conduisait à un monde étrange, qui ne coïncidait nullement avec le réel politique, mais lui superposait des images, et prétendait lui imposer des cadres où l'on s'efforçait de cerner la matière politique sans jamais les faire coïncider! Toujours manquait une condition, toujours était négligé un aspect essentiel! La méthode discursive, moins précise en apparence, me semble en définitive plus exacte.

* * *

Semblables à ces chrétiens qui parlent indéfiniment de Dieu, du christianisme et de leur foi, parce que s'ils s'arrêtaient de parler ils se trouveraient devant un vide immense, nous parlons sans fin de politique pour couvrir inconsciemment le vide de la situation. Le mot, compensation d'une absence, évocation d'une

présence fugace, magie incantatoire, présence illusoire de ce que l'homme prétend saisir par son vocabulaire. Le verbe auto-suggestion, « puisque je le dis et le répète, donc cela existe. » Il est vrai que sa parole existe, et que pour une part nous pouvons bien nous satisfaire de cela. Réaction certes inconsciente d'une prise de conscience tardive et critique. Ce serait trop affreux s'il en était vraiment ainsi, vite il nous faut combler le silence par nos discours, il faut nous convaincre de l'existence par l'expression, et que le vide soit sonore pour l'empêcher d'être effrayant. Rites qui remontent au plus lointain de l'espèce humaine. Sade écrit dans son cachot pour magnifier ce qui fut médiocre et pour compenser l'absence de ses amours ancillaires. On commence à parler de la culture au milieu du XIX^e siècle pour déplorer d'un même coup sa crise. Et le discours sur la culture vient suppléer à la dégradation rapide de sa réalité, le pays qui s'arme féroce est celui qui parlera sans se lasser de paix, qui évoquera l'olive et la colombe, et le dictateur qui resserre sans fin sa police et son organisation provoquera aussitôt parmi ses zélotes les plus fervents discours sur la liberté enfin assurée, sur la démocratie enfin réalisée.

Lorsque l'on tient l'objet, il est vain d'en parler, lorsqu'on vit dans la paix et la liberté, pourquoi en ferait-on un objet de discours ? L'existence suffit, et la joie d'en jouir. Quand la plénitude est là, que pourrait-on lui ajouter ? L'amant avec l'objet aimé n'écrit point de poèmes, la poésie naît comme fruit de l'absence et du déchirement. Affirmation verbale de l'amour quand celui-ci n'est plus que fumée, regret, inquiétude, et que prend à la gorge l'incertitude de l'être.

Parfois, volonté machiavélique, tromperie du prochain sans être soi-même dupe, parole du dictateur, incantation du mage, mais peut-être le peuple alors vit effectivement, par la médiation de cette parole inspirée, la réalité de ce qui lui est enlevé. Et la liberté peut être plus réelle proclamée par le chef à l'ombre des gestapos, que dans l'inertie des possibles vainement ouverts à nos choix défaillants. Plus souvent, cette verbalisation vient du cœur de l'homme, réaction spontanée, profonde pour voiler le constat intolérable où ce qui tient le plus à cœur n'est finalement que défaite, ombre, absence, illusion. Nous y tenons, nous l'avons choisie comme valeur, il nous faut y croire, il faut plus encore que cela soit l'objet indépendant, constant, sur qui je puis m'appuyer, en qui je pourrai vivre. Alors je le parlerai, je le répéterai, d'un mode incantatoire pour m'assurer que je le

tiens, que je le connais, que je le vis. Règle profonde et toujours vérifiée, qui devrait devenir un théorème d'interprétation politique. « Le régime qui parle le plus de telle valeur est celui qui consciemment ou inconsciemment la nie et l'empêche d'être ». Et maintenant cela nous concerne à notre humble niveau politique. Chaque jour paraissent des études savantes, polémiques, didactiques, philosophiques sur la politique et la démocratie. Chacun de ces discours, et le mien le premier, porte témoignage de notre attachement à cette œuvre de l'homme et de la peur qui nous ronge parce que nous savons bien dans le fond de nous-mêmes qu'il n'y a plus que des mots.

INTRODUCTION

LA POLITISATION

C'EST aujourd'hui un lieu commun de parler de politisation. On nous rappelait, il y a peu, qu'elle est « dénoncée à la fois par les moralistes officiels et par les bonnes gens⁴ ». Mais qu'est-ce que la politisation ? On prétend donner à ce terme deux significations au choix : « il vise à signaler ou bien l'importance et la fréquence croissante des débats idéologiques ; ou bien la tendance à traiter tous les problèmes sociaux sur le mode et d'après les procédures qui sont en usage dans le monde politique. » Si ces deux faits font partie du phénomène de politisation, ils sont beaucoup trop particuliers et réduits pour en rendre compte. Il est bien exact que l'un des aspects de la politisation de notre société peut-être la multiplicité des débats idéologiques, les conflits de doctrine, les prises de position systématiques, etc. Mais la politisation sévit aussi dans des pays où les débats idéologiques ne sont pas au premier plan ; qui plus est, il faudrait se demander pourquoi ces débats idéologiques ont augmenté, et quelle attitude les hommes adoptent à l'égard du politique, et non pas nécessairement d'une des doctrines. De l'autre côté, il est bien exact aussi que l'on tend à traiter tous les problèmes sociaux selon des procédures politiques, avec des débats, avec des consultations, etc. Mais c'est une vue extrêmement étroite, réduite de la politisation. Car il faudrait d'abord constater que tous les problèmes sont effectivement entrés dans le domaine du politique. Il ne s'agit pas seulement d'une procédure habituelle en politique appliquée à des questions qui, à première vue, ne sont pas politiques. La réalité est que ces questions sont maintenant du ressort du politique, et si on leur applique des

procédures politiques, c'est parce qu'elles en sont devenues tributaires*.

Le premier élément dont il faille tenir compte pour comprendre le phénomène *global* de la politisation est un élément de fait, qui est sinon la cause, tout au moins l'occasion et le support du processus en question. Ce fait, c'est la croissance de l'État lui-même.

Cela est bien connu. Croissance des domaines où l'action de l'État s'applique. Croissance des moyens d'action de l'État. Croissance du personnel et des fonctions. Croissance des responsabilités. Tout cela s'accompagnant de la centralisation inévitable, et de l'organisation globale de la société à la disposition de l'État. L'État-Nation est la réalité la plus importante actuelle. Elle est beaucoup plus fondamentale dans notre monde que le fait économique. C'est aujourd'hui l'État qui dirige l'économie. Bien entendu, il est également obligé de tenir compte du facteur économique! L'économie n'est pas un objet inerte entre les mains d'un souverain arbitraire et capricieux. Mais le souverain averti des techniques économiques définit l'économie bien plus que celle-ci ne modèle l'État. L'État n'est pas une superstructure. L'analyse marxiste a pu valoir au xix^e siècle où l'essor incontrôlé, rapide, glorieux, de la puissance économique poussait dans l'ombre et la sujétion un état faible, libéral, incertain de ses formes. Mais aujourd'hui, le phénomène social majeur est bien celui de cet État toujours plus étendu, toujours plus assuré, vers qui en définitive se tournent tous les regards. Certes, Lénine avait bien vu que toute révolution devait être politique, mais dans sa dernière lettre (ou son « Testament ») il avouait que l'essor, l'évolution, la consistance de l'État soviétique était pour lui un phénomène surprenant, inquiétant. Ce n'est pas une crise, ce n'est pas un hasard, ce n'est pas une pénible nécessité pour atteindre de plus hauts objectifs si l'État soviétique n'a cessé de se renforcer, malgré l'illusoire décroissance du pouvoir depuis M. Khrouchtchev. Seuls les croyants peuvent encore accepter le dogme du dépérissement de l'État; il apparaît aujourd'hui clairement que l'accession à l'administration des choses par l'État soviétique ne signifiera nullement sa décroissance mais son absolutisation. Le passage ne pourra s'effectuer qu'à partir de la conformisation intérieure de l'homme à quoi

* Nous ne parlerons ici que des pays où le niveau de vie assez élevé a permis le développement d'une certaine démocratie, l'établissement d'une administration stable et le développement des techniques socio-politiques.

travaille toute l'action psychologique. Dans cette confirmation de son pouvoir, l'État soviétique n'obéit pas à un destin propre. Il n'y a pas une évolution particulière de la société soviétique, le passage au socialisme n'a modifié aucune des tendances socio-politiques. C'est le mouvement général de l'État dans le monde, c'est sa croissance et sa structuration, que nous trouvons reproduits dans la société soviétique. Bien entendu nous savons toutes les différences qui peuvent exister entre l'État soviétique et l'État américain, l'État anglais et l'État français. Différences juridiques et constitutionnelles, différences de pratiques et d'intentions. Tout cela existe, mais est en définitive de peu de poids au regard des similitudes, et surtout en fonction du mouvement général. Il y a davantage de différences entre l'État américain de 1910 et cet état en 1960 (malgré l'identité constitutionnelle) qu'entre celui-ci et l'État soviétique (malgré les différences constitutionnelles).

Cette idée que l'État est devenu un phénomène en soi, le plus important dans notre société, est encore exprimée par certains marxistes dans l'analyse bien connue de l'apparition d'une troisième classe (la bureaucratie, les grands cadres, les grands techniciens intégrés dans le pouvoir politique), la classe de ce qui est en définitive le pouvoir politique. Que celui-ci ait en somme provoqué, secrété sa classe, est la marque probablement la plus décisive de cette emprise de l'État sur la société⁵. Et de nos jours la saisie de l'individu par le pouvoir politique est beaucoup plus grave, décisive, que l'aliénation économique. Échanger l'esclavage économique contre un esclavage politique est aujourd'hui un marché de dupes. Il n'avait un semblant de valeur qu'à partir de l'idée de l'État démocratique et libéral du XIX^e siècle, et en fonction de la croyance à la disparition nécessaire de l'État.

Maintenant, le vrai problème est celui de la possession du citoyen par le pouvoir politique. Dans un certain sens, nous voilà rassurés, car nous revenons à un problème bien connu, au débat permanent des politiques, des philosophes. La relation de l'homme et du pouvoir ? Appelons à notre secours Platon et Montesquieu. Le danger de l'absorption de l'individu dans l'État ? Voici Hobbes, voici Rousseau. Mais précisément je voudrais essayer de dire qu'à côté de la réflexion permanente sur le pouvoir (que l'on ne mène plus assez de nos jours, presque seul Bertrand de Jouvenel s'y attache en France...), il faut tenir compte de l'extrême nouveauté de notre situation. Le problème ne comporte

plus aujourd'hui les mêmes données qu'hier. La philosophie politique du passé ne peut nous être que d'un mince secours. Il me semble qu'il existe toute une zone *intermédiaire* peu explorée, entre d'une part celle étudiée par les politicologues et les constitutionnalistes qui restent fréquemment à la surface de l'événement (ce qu'il est toujours nécessaire de connaître!) et d'autre part la pensée politique pure, je pourrais presque dire la métaphysique du politique qui rejoint une certaine permanence. Dans cet entre-deux, j'essaierai de me tenir.

L'autre élément de fait qui conditionne et détermine la politisation de la société, c'est la croissance de la participation de l'individu à la vie politique. Là encore, je ne détaillerai pas : cela est aussi parfaitement connu. Poussée doctrinale de la démocratie, arrangements divers des Républiques, croissance démographique rapprochant les masses du pouvoir, accélération des communications, développement de l'instruction, et puis le fait que les décisions de l'État concernent de plus en plus tout le monde et que l'État ne se sent assuré de sa légitimité que par l'adhésion exprimée du peuple, qu'il va lui réclamer. Tels sont les causes et les témoins de cette croissance de participation ⁶.

Tout cela forme aujourd'hui un corps d'évidences. Mais il n'est pas inutile de souligner un fait négligé. On s'accorde à reconnaître, disions-nous, que depuis le XVIII^e siècle il y a une croissance de la participation des individus au politique. Mais si l'on admet la contre-partie (avant le XVIII^e siècle en Occident, il y avait peu de participation) on omet généralement le corollaire : le politique avait, sauf à de rares moments, assez peu d'importance, en lui-même et aux yeux des hommes. Parce que *nous* jugeons tout par rapport au politique, cela nous paraît incroyable. Comment admettre que dans ces siècles passés le politique n'était pas objet d'intérêt, de passion, que si les individus ne participaient pas davantage, cela tenait bien moins au caractère autocratique du pouvoir qu'à la grande indifférence des sujets? Il semble pourtant que le domaine du politique ait été pendant tant de siècles, et sauf de rares moments, l'objet d'une activité réduite, affaire de spécialistes, d'une catégorie de citoyens ou de sujets, dans un domaine spécialisé, ou jeux de princes qui ne concernaient qu'un nombre réduit d'individus. Les vraies révolutions politiques étaient des révolutions de palais. La foule y était rarement autre chose que comparse ou décor. Quoi qu'il en soit, et même si ce contrepoint sonne faux, la

participation active des masses au politique est une situation nouvelle.

* * *

Tout penser en termes de politique, tout recouvrir par ce mot (en s'inspirant de Platon et de quelques autres, pour les intellectuels), tout remettre entre les mains de l'État, faire appel à lui en toute circonstance, déléguer les problèmes de l'individu à la collectivité, croire que la politique est au niveau de chacun, que chacun y est apte : voilà la politisation de l'homme moderne. Elle a donc principalement un aspect mythologique. Elle s'exprime dans des croyances et prend par conséquent aisément une allure passionnelle.

Nous ne pouvons concevoir la société que dirigée par un État central, omniprésent et omnicapable. Ce qui était du domaine de l'utopie avec une vue organiciste de la société où l'État joue le rôle du cerveau, nous l'avons maintenant non point accepté idéologiquement mais profondément intégré au plus profond de notre conscience sous peine de nous mettre en désaccord radical avec tout le mouvement de notre société, souffrance que nous ne pouvons accepter. Nous ne pouvons même plus concevoir une société où la fonction politique (celle de l'autorité gouvernementale) serait limitée par un obstacle externe : nous en venons à l'idée moniste du pouvoir qui arrête le pouvoir. Nous ne pouvons plus concevoir une société aux groupes intermédiaires autonomes, ni aux activités divergentes. Cette prééminence du politique est l'une des présuppositions sociologiques communes aujourd'hui à tous, et qui s'étend progressivement dans tous les pays.

Il nous paraît évident, sans réserve, que tout doit être soumis au pouvoir de l'État ; il nous semblerait exorbitant qu'une quelconque activité puisse lui échapper. A la situation de fait de l'expansion des domaines d'intervention de l'État, correspond exactement au fond de nous même la conviction qu'il *doit* en être ainsi. La prétention d'une entreprise, d'une université, d'une œuvre d'assistance à rester indépendante nous semble anachronique. L'État incarne directement le bien commun. Il est le grand ordinateur, le grand organisateur, celui vers qui converge toute la voix des peuples, et celui d'où partent toutes les solutions raisonnables, équilibrées, indépendantes des intérêts privés, par conséquent *justes*. Lorsque par hasard nous constatons qu'il n'en est pas ainsi, nous sommes profondément scandalisés, tant nous habite cette image de la perfec-

tion de l'État. Il ne peut à nos yeux y avoir d'autre centre de décision dans un corps social. Encore une fois, ce n'est pas le fait seul qui compte, mais notre adhésion spontanée, notre justification interne du fait : pour que le monde soit en ordre, il faut que l'État ait assumé tous les pouvoirs.

Réciproquement, nous pouvons constater une bien curieuse attitude de certains sociologues ou psychosociologues, pour qui tout phénomène d'autorité, à quelque niveau qu'il se situe, dans quelque groupe, de quelque façon qu'il s'exprime, n'est jamais qu'un accident dont le paradigme est l'État. Qu'il se dégage un leader dans un groupe, que le père exerce une autorité dans la famille, qu'un technicien s'impose dans une corporation, aussitôt le phénomène de l'autorité se trouve dégagé de son contexte pour être ramené à celle de l'État, à la forme qu'elle peut adopter dans le politique, tant nous avons besoin de cette vision pyramidale où chaque autorité n'est jamais qu'un modèle réduit de l'Autorité.

Et cette place faite dans notre cœur à l'État et à la vie politique nous conduit à toute une interprétation de l'Histoire. Celle-ci est d'abord une histoire politique. Pendant longtemps seul l'événement concernant les royaumes et les nations, seules les guerres et les conquêtes, seules les révolutions politiques ont compté. Sans doute cette conception de l'histoire est-elle dépassée, mais elle est remplacée par l'importance attribuée aux structures politiques et administratives. Une société n'a d'être qu'au travers de ses institutions, et ce sont elles qui ont le pas sur toute autre vue (malgré l'importance prise par l'histoire économique et sociale). Mais surtout nous n'échappons pas à cette étrange vue d'une Histoire qui serait en définitive fonction de l'État. Là où il y a État, il y a Histoire digne de ce nom. Les temps mérovingiens ne sont aussi sombres que parce que l'État est dérisoire. Le « Moyen Age » n'est âge intermédiaire, période sans nom, que parce qu'il se situe entre deux périodes de grandeur de l'État : le Romain, le Monarchique. Entre les deux, ce regrettable intermède, où l'on est obligé de considérer la société informe parce que non voulue du sommet, parce que non animée par une volonté unique, parce que non organisée concrètement. Heureusement les rois, d'une main de fer, restaurent l'État. La France redevient une valeur sûre, et l'on compare la supériorité de ce mouvement à la dissolution incohérente du Saint Empire. Bien sûr, parce que démocrates, nous sommes contre l'autoritarisme monarchique de Louis XIV. Mais il conserve notre secrète affection parce qu'il était l'État.

Et nous avons une profonde rancune contre de Gaulle parce qu'il a trop dit, mais point réalisé l'État centralisé, impartial, puissant, si puissant qu'il n'aurait qu'à montrer sa force sans l'exercer, l'État indiscutable et sûr, qui nous eût permis le repos et la fierté. Que de fois avons-nous lu et entendu ces aspirations vers l'État qui enfin aurait l'autorité! Pauvres enfants perdus, qui semblent ne plus se souvenir quels en sont les moyens et le prix! Cette aspiration, cette inconsciente assignation du rôle suprême à l'État nous conduit aussitôt à considérer qu'en définitive tout est de sa compétence. Cette question revient sans fin, comme une évidence, contre laquelle il serait absurde de protester : « Mais après tout, qu'est-ce qui n'est pas politique? »

Assurément si nous commençons par concevoir la société comme cet ensemble de pièces mortes et jamais autonomes, mais recevant une place rigoureuse dans un système cohérent, et recevant vie de l'impulsion souveraine du pouvoir politique, alors, nous devons accueillir la réponse suggérée comme évidente. Et elle l'est pour nos contemporains. Mais il faudrait devenir conscient de ce qu'elle repose sur un préjugé, sur une adhésion préalable. Il s'agit, une fois de plus, de la pénétration de la « vérité » dans l'inconscient par l'adhésion à la réalité : tel est le processus de la politisation en nous. Mais aussitôt cela nous conduit, comme contre-effet, à rendre politiques toutes les questions. Celles qui ne le sont pas... de nature! Celles pour qui cela ne s'impose pas, ni n'apparaît. Il faut bien les politiser, puisque tout en définitive est politique.

Tout est politique. Ce jugement n'est pas seulement celui de l'opinion populaire, mais il est formulé, justifié, par les intellectuels. Ainsi Talcott Parsons : « La politique constitue un centre d'intégration de tous les éléments analytiques du système social, et ne saurait être elle-même reconnue comme l'un de ces éléments particuliers⁷. »

Si l'art ne l'est pas, c'est que nous ne savions pas le discerner. Mais pour le discerner plus clairement, il faut bien donner le coup de pouce qui attribuera sens ou valeur politique, et conduira l'artiste à s'éprouver émasculé s'il ne s'engage et ne fabrique des colombes à afficher sur tous les murs. Cette confusion entre politique et société, que nous effectuons sans cesse, est dans l'histoire un phénomène nouveau. On pourrait sans doute en trouver des exemples : Empire aztèque, Égypte, peut-être Chine, partiellement Rome. Mais avec deux réserves considé-

rables : l'État d'alors n'avait pas les moyens de mettre à exécution ses prétentions. La foule des hommes n'apportait pas spontanément et, pourrions-nous dire, ontologiquement leur adhésion de foi, d'être et d'idéologie à cette confusion. S'il y avait une religion d'État, il n'y avait pas, habituellement, une religion directe de l'État. Dans cette confusion, ce qui autrefois était engagé dans la trame du social, ce qui faisait partie de l'édifice de la société, de la vie collective du groupe, comme l'art. par exemple et la culture, n'est plus aujourd'hui considéré comme engagé que si l'implication est directement politique⁸. Participer à des activités non politiques, mais parfaitement en relation avec notre société, est considéré comme sans valeur. Le poète qui se borne à être poète sans signer des pétitions et manifestes sera tout de suite accusé de s'enfermer dans sa tour d'ivoire. Nous préférons les pièces politiques d'Aristophane à tout Eschyle. Et comme le dit une actrice française en renom, très politisée : « nous prétendons apporter un message au Monde » (Simone Signoret).

Et voici que, dans ce courant général, les valeurs aussi sont politisées. Toutes les valeurs ont à nos yeux, comme le disait Barrès, une connotation, et plus même, un contenu politique. La liberté ? On saute à pieds joints de la plus fumeuse contestation métaphysique, dans la conception des régimes politiques, dans la définition politique de la liberté, qui si elle n'est inscrite dans un régime, si elle n'est le fruit d'une constitution, si elle n'est la participation du citoyen au pouvoir est en définitive à nos yeux négligeable : dire que la liberté, c'est tout simplement que l'individu échappe au pouvoir et décide par lui-même du sens de sa vie et de ses œuvres paraît de nos jours simpliste, dérisoire et réaction d'adolescent ! De même la justice n'existe plus comme vertu personnelle, ni comme contenu, plus ou moins bien actualisé, du droit. Mais si nous voulons lui rendre un sérieux, cette malheureuse valeur doit comporter quelque adjectif, et tout particulièrement celui de social, c'est-à-dire qu'en définitive elle est politique. C'est l'État qui doit faire régner la justice ; il n'est de justice que collective, et les difficiles approches des juristes philosophes depuis des siècles n'ont plus de sens, pas davantage que l'affirmation chrétienne que la justice est la miraculeuse transformation de l'individu justifié par la Grâce de Dieu. Les valeurs qui de nos jours ne peuvent recevoir un contenu politique, ou ne peuvent servir à une politique, ne sont en définitive plus prises au sérieux.

En réalité ce ne sont plus les valeurs qui nous servent de critère de jugement pour estimer le bien et le mal, c'est le politique qui devient aujourd'hui valeur suréminente par rapport à laquelle s'ordonnent les autres. C'est lui qui, avec ses épigones (nationalisme par exemple), devient la pierre de touche du bien et du progrès. Le politique est par soi excellent. Le progrès de l'homme dans la société aujourd'hui consiste à participer au politique. Combien d'articles et de déclarations avons-nous lues à ce sujet : la femme devient enfin une personne humaine parce qu'elle reçoit des « droits politiques ». Dire que la femme, mère de famille, formant en profondeur ses enfants, était la véritable créatrice à long terme, la véritable initiatrice de toute politique, devient discours de réactionnaire. Si l'on n'a pas le droit (à la vérité, magique) d'insérer le papier dans la boîte, on n'est rien, pas même une personne. Le progrès, c'est recevoir cette extrême puissance, cette part mythique d'une souveraineté théorique qui consiste à se déposséder de ses décisions au profit de quelqu'un qui les prendra à votre place. Le progrès c'est lire le journal. Tel savant (Rivet) pouvait écrire sérieusement : « Un homme qui ne peut pas (il s'agissait de l'Afrique) lire un journal pour être informé n'est pas un homme. » Singulière conception de la virilité ! C'est la Trinité politique : « Information-Participation-Exécution », qui constitue aujourd'hui le mot d'ordre par excellence du progrès.

L'on se bat pour la démocratie économique qui fournit à l'homme une occasion d'exprimer sa volonté sur des affaires qui le touchent au plus près, et l'on oppose cette démocratie économique, qui concerne les conditions et les normes de la production, le contrôle des circuits de distribution, les impératifs du plan, les prix et salaires, toutes choses infiniment concrètes, à la pseudo-démocratie politique, que chacun sait aujourd'hui abstraite, théorique, illusoire. Mais reportons-nous deux cents ans en arrière. Pour ceux qui réclamaient cette démocratie politique, de quoi s'agissait-il ? De contrôler directement, effectivement, la police, de ne payer d'impôts (terme remplacé par celui, évoquant la volonté, de contribution) que si on les avait soi-même décidés, de ne partir pour la guerre que si le peuple personnellement le voulait, de pouvoir librement, publiquement, exprimer ses idées, atteindre et former, chacun à partir de soi-même, l'opinion publique... Des choses abstraites ? Non point. Terriblement précises et concrètes. Nous savons comment « la vie a tourné sur

ses talons de verre ». Mais, sauf les idéologues qui voient les choses dans leur rêve et leur imagination, nous savons aussi comment la démocratie économique est en train d'échouer, au moment où on la construit, et comment les pouvoirs attribués aux producteurs, aussi bien en Yougoslavie qu'en U.R.S.S., qu'en France sont théoriques et apparents. Le processus d'abstraction concernant les décisions politiques, qui s'est produit au XIX^e siècle, se reproduit identique, sous nos yeux, au sujet des décisions économiques que l'on prétend confier à l'individu. C'est la même farce qui se reproduit. Toujours avec la prétention de fournir à l'homme une puissance dans sa relation avec l'État. Mais il faudrait commencer par comprendre que là où se trouve l'État moderne, les pouvoirs concédés à l'individu ne sont jamais que la concession d'une parfaite inocuité, pouvoir d'accéder à ce qui est bon pour l'État, celui-ci étant la somme de tout le bien social.

Quoi qu'il en soit, c'est cette participation au politique qui devient la prétention de ceux qui ne l'ont point, le critère de la dignité, de la personnalité, de la liberté. Les peuples colonisés deviennent enfin des peuples civilisés parce qu'ils entrent à l'O.N.U.; les Africains ont enfin une dignité parce qu'ils participent au pouvoir politique; et solennellement, les penseurs nous déclarent : « ils accèdent à l'Histoire ». Car pour les penseurs, il n'y a pas d'Histoire, là où il n'y a pas de politique. Qui ne serait saisi par une telle profondeur de politisation ! Quoi, l'immense aventure des Bantous ou la modification d'un continent par les Mandchous, ce n'est pas l'Histoire ? Mauvaise plaisanterie. C'est bien la plus profonde conviction de notre temps : ces peuples entrent dans l'Histoire parce qu'ils commencent à adopter les structures étatiques et la vie politique de type occidental. Mais ce n'est pas cette incise qui compte ; c'est la référence au politique. Maintenant enfin ils vont faire « entendre leur voix ».

Ce jugement positif, quelque peu exalté, contient sa contrepartie : la condamnation sévère des « apolitiques ». Celui qui dans notre société se tient sur la réserve, ne participe pas aux élections, tient les débats politiques et les changements de constitution pour superficiels et sans véritable prise sur les véritables problèmes de l'homme, celui qui sait bien que la guerre d'Algérie l'atteint dans sa chair ou celle de ses enfants, mais ne croit pas que déclarations, motions et votes y changeront quoi que ce soit, celui-là sera jugé le plus sévèrement par tous. C'est le véritable hérétique de nos jours. Et la société l'excommunie comme

l'Église médiévale le sorcier. Il est un pessimiste, un stupide (car il ne voit pas les relations très profondes et secrètes du jeu politique), un défaitiste qui se courbe devant la fatalité, un mauvais citoyen : assurément si tout va mal, c'est à cause de lui, car s'il faisait preuve de civisme, le vote serait revalorisé (il ne suffit pas de 80 % de votants, non, il faut 100 % !) et la démocratie serait effective ! Les jugements pleuvent sur lui, autant jugements d'efficacité que jugements moraux, et même psychologiques (car l'apolitique est forcément un peu paranoïaque ou schizophrène). Enfin, condamnation dernière en notre temps : ce ne peut être qu'un réactionnaire.

Nous pressentons par là que le tout de l'homme est aujourd'hui jugé en fonction du politique, qui se trouve investi d'une valeur dernière. Tout est devenu politique, dans notre jugement, mais en plus le politique est affecté d'un signe ultime. Il reçoit un contenu global, et en plus, au-delà, il n'y a rien. Le politique ne peut être jugé que par le politique. On peut dire sans doute que la politique doit être au service de l'homme ou de l'économie, il n'en reste pas moins que c'est la grandeur de l'État, sa capacité à organiser, et la participation de l'homme à la collectivité *par la voie politique* qui sont les symboles derniers de notre temps, substitués aux symboles religieux.

*
* *
*

C'est bien à la même conclusion qu'il faut arriver lorsque l'on considère non pas les présuppositions, les préjugés, les évidences habitant l'inconscient de l'homme occidental, mais bien son attitude passionnelle. Sitôt que cet homme accède à la politique, le voilà mené par une passion sans mesure. Les oppositions politiques sont bien dans notre temps devenues les oppositions décisives et dernières. Il suffit d'avoir été en contact avec des fascistes en 1934, ou avec des communistes, ou avec des laïcistes convaincus, ou avec des gaullistes non moins convaincus, pour apprendre à quel point, de nos jours, le désaccord sur la forme du gouvernement, ou sur la décision concernant la C.E.D ou l'Algérie est plus fondamental que le désaccord sur les fins dernières de l'homme. On célébrera comme une victoire de l'Esprit que matérialistes antichrétiens et chrétiens fervents collaborent, qu'intellectuels bourgeois et ouvriers fassent parti des mêmes comités, que fascistes et musulmans, ou chrétiens et musulmans œuvrent

fraternellement. Mais il faudrait d'abord se demander quel est donc le ciment puissant qui permet de passer par-dessus les différences raciales et de classe, qui efface les plus cruelles divergences métaphysiques et religieuses. Il n'en est qu'un : la politique. Auprès des mêmes jugements pour ou contre telle décision concernant la guerre d'Algérie, que signifie encore la différence sur le sens de la vie de l'homme ? Mais il faudrait également se demander si ce bel accord, ce plain-chant que l'on célèbre à l'envi n'est pas payé très cher par d'équivalentes divisions. Et de fait, cette entente ne s'effectue qu'au prix de la désignation d'un ennemi commun, l'ennemi politique, et l'accord se fait d'autant plus grand que la haine contre l'autre est plus inexpiable. Ainsi le chrétien rejettera de l'Église le chrétien, le musulman égorgera le musulman. Les oppositions politiques sont aujourd'hui ce qu'était au ^{xvi}^e siècle l'opposition entre chrétiens. Mais peut-être le fait de savoir si c'est vraiment le Christ qui nous sauve est-il finalement bien moins important que la conclusion d'un traité, ou le choix entre le possibilisme et la révolution permanente...

Mais la vie de millions d'êtres en dépend ? Oui, parce que notre passion l'en fait dépendre. La nôtre, et la leur. Non, dans la réalité. Car les oppositions politiques, les solutions politiques, les problèmes politiques, les formes politiques sont derniers, non pas en soi et par nature, mais par la gloire que nous leur attribuons, par l'importance prise en chacun de nous, par la passion dont nous frémissons chaque fois qu'approche de nous le sacrement politique, drapeau, chef, slogan... Et qui comporte, par là même, son ex-sécration. Nous disions qu'à la base se trouve la situation de fait d'un État en croissance, certes. Mais cet État n'a de pouvoirs que ceux reconnus par les sujets. Je ne dis pas : il est à la mesure de nos abandons. Bien plus, il est à la mesure de nos adhésions et de nos passions. Mais le remède auquel pensait Marx pour l'aliénation politique n'est plus applicable. Il ne suffit plus que l'homme dénie à l'État sa confiance et récuse son autorité (et Fr. Suarez l'avait déjà dit) pour que cet État paraisse un vain fantôme. Aujourd'hui la cristallisation des structures politiques, la croissance des moyens d'action de l'État, la création d'une nouvelle classe politique sont des phénomènes irréversibles pour autant qu'il y en ait, et qu'en tout cas nos sentiments ne peuvent modifier.

Ainsi nos passions ne peuvent que renforcer la politique, et jamais l'affaiblir. Engagés dans cette voie, nous sommes, pour

survivre sans déchirement intérieur, sommés d'assigner aux conflits politiques un sens suprême et, procédant à l'inverse de ce qui fut toujours le cheminement de l'homme en ces matières, de sauter du politique épanoui dans le métaphysique, de cette histoire politisée dans une méta-histoire, sans miracle mais sans fin. D'ailleurs, présence consolante, expérience enviée par les hommes religieux, voici que l'homme retrouve grâce à la participation au politique la foi et la conversion. Ces élus perdus par les Églises sont recueillis par les partis, du moins ceux dignes de ce nom. La foi dans des fins accessibles à l'homme, dans l'amélioration de l'ordre social, dans l'établissement d'un ordre juste et pacifique et tout cela par le moyen politique, est peut-être une des caractéristiques les plus profondes, et probablement nouvelles, de notre société. Parmi tant de définitions lapidaires de l'homme, deux se trouvent par là conjointes : l'*homo politicus* est de ce fait même *homo religiosus*. Et cette foi s'incarne dans des vertus actives qui rendent jaloux les chrétiens. « Voyez comme ils sont pleins de dévouement, d'esprit de sacrifice, ces hommes passionnés, obsédés de politique. » On ne se demande pas si cela vaut la peine. Ces témoins, parce qu'ils acceptent d'être voués, chargent de leur passion l'objet de leur service. Ainsi la patrie devient objet de culte par les millions de morts qui lui furent sacrifiés. Il fallait que ce soit la vérité, puisque tant acceptèrent (?) d'en mourir. Ainsi de l'État et de l'indépendance nationale, et de la victoire d'une idéologie politique...

Mais ceux qui acceptent d'être voués ne restent pas sans compensation et sans profit. Ils trouvent ici la communion qui a fui de partout ailleurs. C'est au niveau de l'action politique, et dans la Résistance, comme dans la solidarité bien connue des parlementaires entre eux, dans la cellule du P.C., dans les groupes de l'O.A.S., ou dans les grands meetings solennels, énergiques, défendant la République, que l'homme connaît cette communion qui lui est indispensable, mais qu'il n'a plus ni dans sa famille, ni dans son quartier, ni dans son travail... un objectif commun, quelque grande pulsation populaire à quoi l'on participe, une camaraderie, un vocabulaire particulier, une explication du monde... Le politique apporte ensemble ces signes et ces joies, indispensables expressions de la communion. Tels sont, me semble-t-il, les aspects divers de la politisation, qui forme un tout. Mais encore nous reste-il à savoir si, politisé, l'homme n'est pas victime d'une mystification, et s'il ne s'engage pas dans une voie sans issue ?

A l'encontre de ce que nous venons d'écrire, certains parlent maintenant de la dépolitisation de l'homme moderne. A ne considérer que l'inquiétude des essayistes ou des politico-logues qui procèdent à l'analyse de cette dépolitisation, nous pouvons déjà mesurer à quel point la politique est devenue valeur. Si l'homme était dépolitisé, quel désastre, comme s'il cessait d'être artiste, intelligent, sensible. Dépolitisé? Toute une dimension de l'homme qui disparaît. La politique n'est certes ni un jeu, ni une activité pragmatique, utile mais modeste, elle est valeur et marque la mainmise de l'homme sur son destin. Or, me paraît-il, si tant est que la dépolitisation ne soit pas un phénomène temporaire et local, il faut en tout cas comprendre qu'elle se situe par rapport et en fonction de la politisation. C'est parce que l'homme moderne est politisé (comme sans doute jamais l'homme ne le fut), que devient sensible et visible le mouvement de recul, et que nous le ressentons comme une régression. Mais ce n'est pas seulement par rapport au mouvement général de politisation que se situe la dépolitisation, c'est encore à *l'intérieur* de ce développement qu'elle prend place. La dépolitisation n'est pas un phénomène de mêmes dimensions; son signe n'est pas seulement inverse. Elle est plus réduite que la politisation, n'affecte que certains domaines, certains comportements, certaines attitudes, alors que la politisation concerne le tout de la conception de vie actuelle, et donne même à la dépolitisation une signification différente de celle qu'à première vue elle semblerait avoir.

Pour préciser davantage ce jugement de dépolitisation, il faut faire les observations suivantes : d'une part on peut admettre une certaine dépolitisation, sous l'aspect d'une « dé-participation », d'une « dés-idéologisation », d'une « dé-partisanisation », et d'un certain abstentionnisme aux élections, mais d'un autre côté il y a politisation de groupes nouveaux se substituant à l'affaiblissement d'anciens groupes politiques, il y a intérêt croissant pour des problèmes politiques, etc. Comme l'a très bien dit M. Calvez : « Un esprit politisé n'est pas le contraire d'un esprit dépolitisé. Un esprit politisé est un esprit envahi, écrasé, passivement soumis. Même là où cette soumission provoque agitation et violence ⁹. »

D'autre part, il n'est pas certain que l'on puisse conclure à une dépolitisation quelconque. L'immense majorité des auteurs qui

se penchent sur ce problème (certains convaincus au départ qu'il y a dépolitisation) admettent que ce terme recouvre des réalités variables (la gauche se plaignant de l'affaiblissement des militants, les partis de leur perte de clientèle, etc.), mais en définitive il s'agit le plus souvent du déclin d'une participation politique à des formes anciennes, traditionnelles, ce qui n'entraîne pas le refus de toute participation (Calvez). Il en est ainsi même quand l'on constate un courant de scepticisme ou d'indifférence dans l'opinion envers l'activité politique (Merle), une relativisation du politique (A. Philip), une « existence politique empirique, ambiguë, prudente et un peu goguenarde » (Lavau). Tout cela n'implique en rien une véritable dépolitisation, et surtout n'entame pas le phénomène de politisation tel que nous le décrivions plus haut. La dépolitisation dont il est question ne vise en fait que les participations à forme démocratique. Mais par exemple la remise entre les mains de l'État non par démission, mais par adhésion, est bien un sommet de politisation (Grosser); de même, en démocratie, la politisation par conception générale de la vie sociale est plus importante que la participation à des réunions électorales. Il peut y avoir désintérêt pour la politique et en même temps surévaluation du politique. Il peut y avoir « désidéologisation » des controverses par abandon des anciennes doctrines, et en même temps « mythisation » de l'État, et « passionnalisation » des problèmes. S'il en est ainsi, cela veut dire que seuls des aspects superficiels sont caractéristiques de la dépolitisation, et que, les circonstances se modifiant, on assisterait à une « re-politisation » brutale et massive, au niveau de ce qui paraissait abandonné ¹⁰.

* * *

Il s'agit d'essayer de percer une certaine réalité du politique en deçà (mais aussi bien au-delà!) d'une philosophie du politique, vaine et en dehors du « cadre d'une conception positive de l'histoire, abri imaginaire où nous reconduit aussi bien la théorie du prolétariat comme classe universelle que l'idée religieuse du devenir de l'Esprit », selon la très remarquable formule de Cl. Lefort ¹¹. Il s'agit de récuser à la fois la conviction que les questions dernières sont résolues et celle d'après quoi il n'y a que des questions de fait. Deux orientations qui ont d'ailleurs le même résultat, comme le note très bien Cl. Lefort : « C'est alors dans des horizons bornés que s'exerce la réflexion

politique... Science politique et idéologie marxiste en viennent à composer deux figures du conservatisme contemporain. »

L'analyse politique est donc généralement menée soit à un niveau philosophique soit au niveau scientifique de la science politique. Nous trouverons par exemple dans le premier courant des œuvres remarquables comme celle de M. Weil ¹². Mais nous n'accepterons pas avec lui que le problème central aujourd'hui soit de concilier des morales historiques, dont l'État serait le gardien, avec l'organisation mondiale de la lutte contre la nature qu'impose la technique contemporaine. Nous sommes en présence d'un mode de lecture théorique du phénomène politique que nous n'adopterons pas dans cet essai.

Dans le second courant, nous assistons à l'effort d'application d'une méthode scientifique pour décrire et analyser le même phénomène. Les ouvrages de cet ordre sont innombrables, mais nous essayons ici une autre « approche ». Notre essai ne sera donc ni scientifique, ni philosophique : il ne sera donc pas sérieux. Et pourtant il n'est pas que vanité.

CHAPITRE PREMIER

LE NÉCESSAIRE ET L'ÉPHÉMÈRE

IL n'est pas vain de rappeler d'abord deux caractères traditionnels de la politique, reconnus implicitement quoique rarement formulés :

1. Pour qu'il y ait politique, il faut qu'il y ait un choix effectif entre une pluralité de solutions. Toutes les solutions ne sont pas également justes ou efficaces ou agréables, mais toutes restent possibles, et l'on ne peut généralement pas en choisir une, comme absolument supérieure aux autres. Ici joueront d'immenses aléas d'appréciation et de circonstances. Entre les divers possibles, un sera préféré pour des raisons morales, un autre pour des raisons d'utilité. Mais chaque décision pourra être critiquée à partir d'un autre point de vue. Les études récentes sur la décision font bien apparaître ce caractère variable et aléatoire (voir par exemple les excellents cahiers de « Sedeis »). L'homme politique, le vrai, sera celui qui discernera la solution, non pas forcément moyenne, et assurant la moyenne supérieure des avantages, ni celui qui en tout cas choisira la réponse rigoureusement efficace, ni celui qui en tout cas exprimera le mieux les valeurs, mais bien celui qui, tenant compte des faits et des opinions, trouve la réponse contenant en même temps l'agrément du plus grand nombre et une ouverture sur l'avenir, une possibilité de développement.

Mais il faut que ce choix porte sur des solutions qui existent effectivement, c'est-à-dire pour qu'il y ait choix (cette fonction éminente du politique) il faut qu'il y ait *réellement* plusieurs solutions entre quoi choisir. Lorsqu'une nation est écrasée militairement, il n'y a pas plusieurs solutions ; elle est bien obligée d'accepter

les conditions du vainqueur. Par exemple la Pologne en 1940. Il n'y a pas à ce moment de décision politique. Celle-ci suppose ce que l'on appellera la liberté. L'homme politique ni trop lié par ses mandants, ou par des textes de lois, ni trop conditionné par une civilisation unilatérale, ni déterminé par les circonstances, l'homme politique investi d'une certaine latitude par la possession de moyens d'action effectifs, par une possibilité d'influence de l'opinion publique, par un jeu de combinaisons d'éléments qu'il peut faire varier, c'est celui-là qui réellement peut prendre des décisions vraiment politiques. Bien entendu, il peut se tromper, mais il n'y en a pas moins eu décision politique. Celle-ci n'est jamais pure et simple obéissance au nécessaire. L'homme politique ne peut pas se borner à être une machine enregistreuse de ce qui se produit.

Et pas davantage, l'homme politique ne peut se borner à des choix partiels. La décision politique contient inéluctablement des choix concernant les fins et des choix concernant les moyens ; la dissociation des deux est absolument artificielle dans le politique. Tous les grands politiques ont été des hommes qui ont extraordinairement compris l'importance majeure des moyens, et qu'il n'y a pas de vraie décision sans un choix, une élaboration rigoureuse des moyens, que la décision politique n'est pas, ne peut pas être une « idée générale », un choix de fins, laissant à de soi-disant exécutants l'option des moyens. Cela est une vue parfaitement dépassée, appartenant à une époque où les moyens n'avaient pas pris l'importance actuelle, où les moyens n'influaient pas directement sur les fins. Bien plus, le choix des fins pour être véritable suppose l'exacte connaissance des moyens assumés. Et la tâche du politique sera justement de subordonner les moyens à des fins qu'il décide, mais ces fins, il ne les décide que par rapport aux moyens qu'il peut mettre en mouvement. Ainsi la décision politique est à la fois profonde, générale, et actuelle, détaillée. Elle procède alors d'une série de choix parcelaires dont l'ensemble aboutit à être la décision. Rappelons la formule remarquable de Hegel résumant tout cela : « L'homme d'action (le politique) a la certitude que par son acte, la nécessité deviendra contingence, et la contingence, nécessité. »

2. Mais d'un autre côté, pour qu'il y ait une décision politique, il faut une certaine durée. La décision ne peut concerner l'événement immédiat. Elle est une certaine prise sur l'avenir, elle fixe pour un temps le visage d'un peuple ou d'un gouvernement. Une décision politique, au sens vrai, comporte non seule-

ment l'impératif de son exécution, ce qui est l'apparence la plus élémentaire, mais encore l'établissement d'une continuité, car de cette décision résultera une situation donnée, qui n'est pas un point 0 (je pense par exemple à l'absurde titre d'un journal qui le 30 juin 1962 déclarait : l'Algérie au point 0), mais un point inscrit sur une courbe, impliquant une durée. De même que le droit, une politique contient forcément une prise sur l'avenir. Il ne faut pas que la fluctuation constante des temps et des circonstances remette en question ce qui fut décidé hier ; il ne faut pas que les hasards de l'opinion viennent modifier les fins élaborées et les moyens choisis (nous avons analysé cela tout particulièrement dans notre ouvrage *Propagandes*). Sans quoi nous ne sommes plus en présence d'une politique. Les petits démagogues disent gravement que le gouvernement doit être la simple expression, l'instrument des volontés de l'opinion. Cette formule qui repose sur la présupposition incontrôlée d'une sagesse de l'opinion, d'une raison universelle équitablement répartie, est d'autre part la pure et simple négation de la politique. Pour qu'il y ait politique, il faut qu'il y ait maîtrise, non pas des hommes ou des pouvoirs, mais de la durée.

Bien sûr, on pourra dire que cela est artificiel, on pourra opposer le courant fluide de la vie, ou le progrès incessant des techniques avec le coup d'arrêt organisateur de l'administration et du droit, la décision crispée d'un politique qui fige cette évolution. Mais comme le remarquait fort bien Marx, c'est sur la base de cette fixité du droit, de cette décision politique englobant un avenir dont on s'est assuré, que le progrès technique ou économique peut s'effectuer. Car il ne peut avoir lieu que dans un certain ordre, une certaine fixité de cadre. Bien plus, la décision politique englobant l'avenir n'est pas une simple prévision de celui-ci, pas plus qu'elle n'est un arrêt. Elle est une mainmise sur l'avenir. Car la prévision que l'homme politique effectue, forcément aléatoire, n'est pas celle du politicologue qui se borne à indiquer la plus probable des évolutions. L'homme politique prétend réaliser sa prévision ; il prétend forcer l'avenir, le rendre conforme. Sans cette prétention, il n'y a pas de politique. Celle-ci fixe pour un temps un régime, une institution, un accord, un traité, mais cette fixité est incluse évidemment dans une évolution. Elle fait partie de la structure de l'avenir, et l'homme politique peut alors mieux prévoir. L'assurance prise n'est évidemment pas éternelle. Mais elle représente un certain appareil dont l'homme politique connaît en partie le principe et le

cours, au milieu des événements fluctuants et des épiphénomènes insaisissables. Le rôle de la politique n'est donc pas de figer une société, mais en tout cas d'y introduire des facteurs de continuité sans lesquels la cohérence et la persistance du groupe deviennent aléatoires. Les adaptations permanentes sont toujours en définitive un épuisement rapide de la substance humaine et sociale.

Or, nous prétendons que de nos jours ces deux caractères du politique n'existent pratiquement plus, tendent, à tout le moins, à disparaître. Il y a dans notre société des choix qui s'effectuent, mais qui n'appartiennent plus aux instances politiques. Il y a des continuités qui s'affermissent, mais qui ne sont plus une prise juridico-politique sur l'avenir. Au contraire ce sont ces continuités nouvelles qui évacuent le politique véritable. Celui-ci se trouve le plus souvent dans une situation de compétence liée, ne pouvant modifier le donné qui fut autrefois la riche étoffe de ses interventions. Le seul domaine dans lequel il lui soit encore possible d'intervenir c'est le domaine de l'actualité, c'est l'éphémère, le fluctuant, et l'on perd de ce fait le sens du sérieux de la décision politique. Ce qui reste vacant n'est plus qu'une apparence. La vanité d'agir dans cette vacance n'est compensée que par l'extrême agitation du personnel politique. Ce qui nous semble donc un caractère décisif du politique aujourd'hui, c'est l'alliance de ces deux éléments contradictoire : Le Nécessaire et l'Éphémère.

I. LE NÉCESSAIRE

Certes, les pouvoirs politiques prennent encore des décisions ! Mais ce sont, au niveau sérieux, des pseudo-décisions, parce qu'elles sont assez rigoureusement déterminées pour que l'homme politique n'ait guère de latitude ni de choix. Nous ne faisons pas ici allusion à une doctrine de la nécessité en Histoire. Chacun connaît cette croyance collective, fondée sur le marxisme, qu'il existe un sens de l'Histoire, un mécanisme rigoureux du mouvement historique aboutissant nécessairement au socialisme. Ce qui peut d'ailleurs paraître remarquable et singulier c'est que ce soient justement les doctrinaires de cette nécessité qui agissent avec le plus de vigueur pour accomplir l'Histoire. Cette doctrine ne conclut pas à cette possibilité, mais fréquemment les doctrines engendrent les actions inverses de celles que logiquement on eût

pu attendre. Ainsi du calvinisme ou du bouddhisme. Ainsi du marxisme. Lénine est probablement celui qui a le mieux montré l'initiative du politique dans un univers par ailleurs contingent. Et, fixant une méthode, il a permis à ses successeurs une politique étonnamment effective. Il ne faut pourtant pas se leurrer. Les possibilités de jeu se restreignent là aussi progressivement. La politique communiste se trouve à son tour envahie par le nécessaire, et non point celui auquel sa doctrine a pu l'accoutumer, mais bien celui qui progressivement s'impose à tout État. Ce n'est donc pas cette pensée d'un cours forcé de l'Histoire qui me paraît décisive, ou inquiétante. Mais bien que cette pensée, sans que l'on puisse attribuer un véritable sens à la séquence des événements, tende à exprimer la condition réelle où se situe le jeu politique. Ce n'est pas la doctrine qui a influencé la situation. Elle ne l'a même pas exprimée quant au sens et à l'évolution, mais elle l'a rejoint quant au conditionnement et à l'absence d'indépendance du politique.

* * *

Pour qu'il y ait véritablement choix dans la décision politique, il faut qu'il y ait possibilité de combinaisons de données diverses et même de diverses natures. Et, pour que ce soit vraiment politique, il faut que ces données ne soient pas imaginaires, théoriques, idéales, mais correspondent à des faits, soit concrets, soit de croyance. Or, l'une des limitations considérables du choix politique est l'élimination — hors de la conscience collective, de la mentalité courante, des attitudes spontanées de l'homme de la rue — l'élimination de ce que l'on peut appeler des valeurs. Malgré toutes les critiques que l'on a pu adresser à Max Weber, sa vue de la tension entre les faits et les valeurs (en tout cas comme phénomène de croyances, non pas comme métaphysique) est non seulement utile mais certainement exacte. Si scandaleux ou invraisemblable que cela puisse paraître, l'homme de notre temps, indifférent aux valeurs, les a ramenées au fait*. La Justice, la Liberté, la Vérité, ce sont des mots encore utiles dans la propagande. Mais la justice veut dire le bonheur par la répartition égale des biens matériels, la liberté est assimilée à la hausse du

* Cependant que par un mouvement inverse et corollaire les faits politiques sont remis en valeur. Ainsi le fait National devient la Valeur Nation qui produit le Nationalisme. Ainsi le fait État devient Valeur et produit l'Étatisme. Nous n'étudierons pas ce phénomène ici et renvoyons à notre étude : *Nation et Nationalisme* (Revue de l'Évangélisation, 1962).

niveau de vie et aux vacances, quant à la vérité, elle correspond plus ou moins à l'exactitude dans la relation des faits. Nous pourrions multiplier ces exemples et détailler l'analyse : pour des raisons multiples, voici donc notre temps dénué de points de repère et de points de visée, ceux qu'il s'est choisis sont étroitement dépendants des faits eux-mêmes, et ne sauraient fournir un moyen de jugement de ces faits, une possibilité de distanciation à l'égard de l'événement. C'est ici que l'homme politique se trouve extraordinairement affaibli, ses capacités de décision sont limitées en ce qu'il ne peut plus valablement, aux yeux de l'opinion comme aux siens, jouer des valeurs à l'encontre, ou en contrepartie des faits. Par une singulière observation, le politique se considère parfois lui-même libéré, plus indépendant, plus efficace lorsque sont écartées les valeurs, lorsqu'il se trouve engagé dans un pur réalisme, cynisme, scepticisme. Combien de fois rencontre-t-on ce jugement au sujet de Machiavel. Mais comment ne pas voir que, bien au contraire, la privation des valeurs est une inclusion du politique dans le pur domaine des faits, ce qui, assurément, lui donne la possibilité d'agir sans règle morale, mais ce qui réduit considérablement sa possibilité de choix et de décision. Car les faits le conditionnent plus étroitement que les valeurs; l'enchaînement des actions du Prince est plus rigoureuse lorsque celui-ci adopte la conduite de Machiavel plutôt que celle de Louis IX.

Bien entendu, lorsque nous jugeons ainsi, c'est en songeant aux valeurs crues, adoptées, assumées par tous ou presque tous, dans une société, une nation. Celles qui seraient particulières au Prince, produits d'une excellente religion ou d'une philosophie raffinée, n'ont aucun poids, n'offrent aucune possibilité de combinaison, aucune latitude de choix. C'est pourquoi la désaffection du public à l'égard des valeurs est si considérable. Elles font partie d'un matériel désuet, subsistant à titre d'apparence à qui personne d'ailleurs n'ajoute plus créance, on les retrouvait sous les III^e et IV^e République dans les « discours du dimanche », mais il n'était question pour personne de régler sa conduite sur elles. Et voici que la joyeuse libération de cette tutelle conduit seulement à la soumission envers une nécessité bien plus impérieuse, mais beaucoup moins ressentie parce qu'elle ne laisse plus le choix. En effet, lorsque nous essayons de comprendre cette élimination progressive de la décision politique vraie, il nous faut remarquer incidemment que l'homme politique n'en souffre nullement. Il n'aspire pas à cette liberté, pas plus qu'aucun homme. La liberté place toujours l'individu dans de pénibles

contradictions, en présence de responsabilités à exercer, en face de choix et de paris. L'individu n'en a jamais envie ; il aime cent fois mieux une conduite nécessaire, inévitable, claire : au moins pas de temps perdu en délibération, pas de responsabilité engagée. L'individu est toujours prêt à se soumettre à la nécessité, pourvu que le vocabulaire de la liberté soit sauvegardé, et qu'il puisse parer son obéissance servile de la glorieuse énergie d'un choix libre et personnel. Les *xix^e* et *xx^e* siècles sont devenus extraordinairement habiles sous des voies diverses dans cette terrible hypocrisie. L'homme politique n'est pas différent. Il ne tient pas à prendre de véritables décisions, pourvu que l'apparence soit sauve ! Il ne regrette pas les valeurs qui, présentes et crues, et acceptées, le contraignaient à de pénibles choix. Je crois que M. Bouthoul¹⁴ se trompe quand il pose la grande option des gouvernements : ou bien la puissance ou bien le bonheur, ou bien subjuguier ses voisins ou bien améliorer les niveaux de vie. Dans la situation concrète actuelle les choix sont déjà faits : tous les gouvernements sont pour l'amélioration des niveaux de vie, la politique de puissance qui existe encore n'est plus qu'un moyen au service de cette fin. Moyen qui dans bien des cas reste nécessaire !

*
* *

A l'autre bout de l'échelle une autre évolution tend elle aussi à évacuer la décision, à rendre le cours politique nécessaire. Nous vivons encore dans le cadre national. Et, à considérer la croissance exaspérée de tous les nationalismes, cette situation n'est pas près de disparaître. Les gouvernements sont nationaux. Mais les décisions politiques sont aujourd'hui à l'échelle mondiale ; chaque nation qui se prétend souveraine, dont le gouvernement prétend faire la politique est en réalité insérée dans un bloc, qui interdit à chacun de prendre ses décisions. En apparence, chaque gouvernement peut faire ce qu'il veut à l'égard de l'O.T.A.N ou à l'égard du C.O.M.C.O.N. Mais en réalité ne règne là aucun choix. Les décisions que le gouvernement doit prendre sont des décisions nécessaires. Que le Parlement français récuse la C.E.D.¹⁵, c'est un scandale, une trahison, et il faut aussitôt reprendre l'affaire sous un autre nom, sous une autre forme pour aboutir au même résultat : l'insertion française dans ce bloc rend le rejet de ce qui est nécessaire à ce bloc impensable et même irréalisable. Toute prétention à l'indépendance est une atteinte à une situation acquise ; et ne saurait être longtemps tolérée. Je sais

bien que l'on m'objectera les innombrables décisions politiques dans ce domaine, de ce qui aurait très bien pu se pas être et qui a été : la Yougoslavie quittant le Kominform, la création patiente et volontaire de l'Europe, l'heure du choix anglais en présence de son adhésion ou non à l'Europe, la décision française concernant la Chine, etc. Il me serait aisé de me référer à des nécessités plus hautes, imposant ces choix. Certes, je n'ai jamais nié l'existence encore possible de la décision politique. Il s'agit seulement pour moi de mesurer la croissance des déterminations qui pèsent sur elle. Des déterminations ont toujours existé. Sont-elles aujourd'hui plus inévitables qu'hier. Voilà le problème. Faut-il rappeler en ce qui concerne l'Europe qu'innombrables étaient les auteurs qui non pas la souhaitaient (ce qui importe peu), non pas la construisaient idéalement, mais la voyaient inscrite dans la logique des faits ? Ortega y Gasset pouvait écrire il y a trente ans que « la probabilité d'un État général européen s'impose mécaniquement ». Mais lorsque nous parlons de nécessité nous ne voulons pas dire que l'homme politique se borne à regarder les choses se faire ! Non certes, il peut ainsi prendre des décisions absurdes qui empêchent le mouvement, comme en France aujourd'hui, ou bien il s'agite beaucoup, il parle beaucoup, il cherche à convaincre, il crée des comités, des institutions, il utilise des « Mass Media of Communications* », il se bat... pour construire l'Europe. Mais s'il a cette conviction, c'est qu'elle lui est imposée par les faits. S'il s'engage, c'est parce que la nécessité de l'objectif est déjà présente, il se bat, mais pour un objet qui est déjà le fruit des circonstances antérieures et qui se fait mécaniquement. Un peu plus tôt, un peu plus tard. Son agitation lui cache seulement le caractère inéluctable de l'objet. Mais encore une précision, que le lecteur ne tire pas de là une conclusion hâtive et générale : je n'ai aucune vue mécaniciste, ni fataliste, ni organiciste. Je dis seulement que le plus souvent et en ce temps-ci, il en est ainsi !

Je dis à tout le moins que les vraies décisions politiques indépendantes sont de plus en plus réduites, de plus en plus exceptionnelles. Nous citerons des cas exemplaires, là où antérieurement la règle était si générale et commune qu'il ne venait pas à l'esprit de citer des exemples¹⁶ ! Je dis principalement que

* Nous emploierons fréquemment le terme de « *Mass Media of Communications* (M.M.C.). Cette expression désigne le complexe d'appareils et de techniques utilisés aujourd'hui pour communiquer des informations ou des opinions à un nombre illimité de personnes.

l'intégration dans les blocs de puissances réduit à l'extrême ces possibilités. Le cas général est celui des nations nouvelles. Trois mois après l'accession au pouvoir de Castro, j'écrivais (je n'y avais nul mérite, mais me suis fait largement critiquer pour ce simplisme!) qu'il serait obligé d'entrer dans le bloc soviétique, qu'il ne pouvait mener sa politique personnelle, et que cet alignement conduirait à la communisation intérieure. De même le fameux Tiers Monde n'existe que dans la mesure où il n'existe pas, et où par conséquent toutes les constructions imaginaires sont encore possibles, où le vocabulaire a beau jeu. Quand les peuples africains et arabes auront pris consistance, ils seront bien obligés d'entrer dans un système rigoureusement clos et déterminant. Que l'on ne vienne pas prétendre maintenant que l'entrée des nations dans un vaste corps déplace seulement le lieu de la décision, celle-ci restant toujours possible de la même manière. « Nous traversons seulement une période d'adaptation, la décision politique, qui était jusqu'ici au niveau national, devient maintenant une décision, aussi libre, à un échelon supérieur. La situation pénible provient seulement de la contradiction entre les deux instances, de la difficulté de leur conjonction. » Nous connaissons l'argument. Nous nous référerons seulement à une constante, que nous n'avons pas le loisir de démontrer ici : chaque fois qu'un organisme change de volume, passe à un stade supérieur de dimension et de complexité, chaque fois augmente le poids de la nécessité et diminuent ses possibilités de choix et d'adaptation. En réalité les blocs obéissent à des mécanismes beaucoup plus implacables, et en même temps leurs politiques deviennent plus simplistes et plus prévisibles. La multiplicité, la complexité des rouages conduit à un mécanisme qui, si l'on veut qu'il marche, doit marcher de façon autonome, avec le moins possible de décision et de nouveauté *.

* *

A partir du moment où l'efficacité devient le critère de l'action politique, nous sommes en présence d'une nouvelle réduction de la décision. Or, nous sommes en ce temps. Même avec la meil-

* Un exemple assez remarquable est fourni par le Conseil œcuménique des Églises. Ce Conseil, à son origine, était très simple, exprimait un souci spirituel et donnait des possibilités de rencontres « informelles ». Mais plus le nombre d'Églises y adhérant a augmenté, plus le Conseil s'est structuré, est devenu rigide et plus a diminué son aptitude à vivre la rencontre œcuménique à son niveau spirituel.

leure volonté, personne aujourd'hui ne pourrait choisir d'autre critère politique que celui-là. Le jeu de la démocratie est fondé, déjà, tout entier sur cette réussite. On élira celui qui peut faire aboutir tel projet, celui qui manifeste le plus d'aptitudes à réussir; un gouvernement qui échoue dans telle entreprise est nécessairement renversé; l'échec est ce qui ne se pardonne pas; les dirigeants d'un État vaincu sont jugés comme criminels de guerre, ils eussent été les juges s'ils avaient gagné. Lorsque l'on se référerait à d'autres valeurs, il était acceptable de conserver un gouvernement vaincu mais légitime. Jean II le Bon reste Roi de France, comme François I^{er} : l'honneur était sauvé, tout était donc possible quoique tout fut perdu. Ce serait aujourd'hui impensable. La loi de la politique est l'efficacité. Ce n'est pas le meilleur qui gagne, c'est le plus puissant, le plus habile, et tous les termes se ramènent à un seul : le plus efficace. Le régime des soviets a conquis sa place aux yeux des anticommunistes, malgré sa doctrine, parce qu'il a gagné la guerre et augmenté la production. De fait, dans un système de concurrences implacables, et dans un monde technicisé, l'efficacité devient le seul critère de légitimité d'un gouvernement. Et comment pourrait-on en choisir d'autres, puisque le challenge étant porté par un partenaire qui choisit la voie de l'efficacité ne peut être supporté qu'en choisissant la même voie? Qu'une nation se décide en ce sens, toutes y seront conduites. Car si elles ne sont pas éliminées par la plus efficace, ce sont les foules intérieures elles-mêmes qui exigeront cette orientation, jalouses de prestige et de réussite.

Par concurrence extérieure, par pression intérieure, l'on doit donc s'aligner sur le plus efficace. Mais cela veut dire que l'on doit adopter le système de l'adversaire, et que celui qui semble haïssable l'emporte toujours. Depuis longtemps nous savons que seul un régime dictatorial peut combattre un mouvement dictatorial en ascension (par exemple la Roumanie 1935-1939), que seule la propagande peut combattre la propagande, que seule une croissance économique rationnelle (par exemple le plan) peut supporter la concurrence d'une économie planifiée. Et qu'en définitive Hitler a bien gagné la guerre! On peut assurément, pendant un temps plus ou moins long, faire semblant, maintenir une forme libérale, mais à la longue, cette concurrence devient insoutenable, et l'on doit adopter le plus court chemin. Or, le choix d'efficacité, s'il n'est pas dicté d'avance, s'il n'est pas univoque, est à un moment donné, dans des circonstances données, extrêmement réduit. En même temps la sanction est

d'autant plus rigoureuse et rapide : c'est l'élimination pure et simple. Le temps n'est plus où l'on pouvait déclarer : après moi le déluge. Car le déluge vient avant notre fin. Nous pouvons formuler une autre constante de notre politique : l'efficacité rend en même temps les choix plus limités et les sanctions plus rigoureuses et immédiates. L'homme politique ne peut pas choisir entre ce qui serait plus et ce qui serait moins efficace ; le choix est fait indépendamment de lui. Assurément, il peut se tromper dans son évaluation. Aussi doit-il se référer à de plus compétents que lui et remettre le choix aux mains des techniciens.

* * *

Nous rejoignons ici un problème bien souvent débattu dans ces dernières années ¹⁷. Nous insisterons sur deux points seulement : le véritable choix aujourd'hui, dans les problèmes politiques, dépend des techniciens ¹⁸ qui ont préparé la question et des techniciens qui devront mettre à exécution la décision. D'où un « amenuisement de la fonction politique »... La marge d'innovation dont dispose l'homme politique est de plus en plus réduite. « Les grands choix sont en fait limités, leur mise en œuvre exige des moyens techniques... qui ne sont pas essentiellement différents d'un parti à l'autre », ou d'un gouvernement à l'autre. Le politique ne conserve plus guère que « l'illusion de l'initiative des choix politiques ». « Le ministre lui-même ne peut que demander à un collaborateur de le conseiller pour choisir entre plusieurs variantes proposées par d'autres techniciens ¹⁹. » En réalité les véritables décisions aujourd'hui ne portent plus sur les spectaculaires et passionnantes questions qui agitent une opinion et peuvent donner lieu à de vastes débats, les décisions qui engagent fondamentalement l'avenir d'une nation sont du domaine technique, technique fiscale ou policière, choix de l'électrification par barrage ou de la prospection pétrolière au Sahara, élaboration du plan, etc. Or, ces décisions, innombrables, sont le fruit du travail des techniciens. L'homme politique est remarquablement incompétent en ces domaines, à moins d'être un spécialiste : auquel cas, il le sera pour telle question, abandonnant tout le reste à ses confrères. Et la décision sera prise non plus en fonction d'un principe philosophique ou politique, non plus à partir d'une doctrine ou d'une idéologie, mais à partir du rapport des techniciens décrivant le plus utile, le plus possible, le plus efficace ²⁰.

Assurément des techniciens peuvent apporter des solutions divergentes. Et l'on se rabat là-dessus pour dire : donc l'homme politique reste maître de la décision. Cela est fallacieux. L'homme politique est situé à l'intérieur des cadres tracés par les techniciens, et son choix, s'il est sérieux, se fera pour des raisons techniques : il fera évaluer par un autre technicien ce qui est « le plus technique ». Assurément, il peut y avoir des erreurs. Je n'ai jamais dit la technique impeccable *. Mais l'important c'est le processus de nécessité subordonnant la décision politique à l'évaluation technique ²¹. De moins en moins se rencontrent de pures décisions « politiques ». Si la politique est toujours définie comme l'art du possible, c'est aujourd'hui le technicien qui détermine avec une exactitude croissante ce possible. Tout cela n'est que la résultante d'innombrables forces que nous ne saurions étudier longuement : technicisation générale de la société au moment où l'État prend en charge cette société, glorification des techniciens dans l'opinion publique, progressivement conduite à ne prendre au sérieux que ce qui est le fruit de la technique, etc. ²²... Quoi qu'il en soit, l'importance des techniciens dans toute décision politique rapproche les régimes opposés. Tous les hommes politiques clairvoyants souhaitent cet appareil technique, et les États-Unis comme l'U.R.S.S. sont engagés dans la même voie de technicisation du politique. M. Mendès-France et le président de Gaulle conçoivent en réalité le politique de la même façon, *malgré les apparences*, puisque le rôle du technicien doit prédominer pour l'un comme pour l'autre. Et de plus, ce sont les mêmes techniciens auxquels il songent !

Malgré les apparences ? Ce ne sont plus que des apparences : un parlement, entouré de fleurs dans un cas, dans l'autre de mépris, mais également impotent ; un exécutif, qui semble souverain dans un cas, qui semble responsable dans l'autre, mais dans les deux étroitement dépendant de la structure technique, les décisions étant aussi nécessitées dans toutes les hypothèses ²³.

* Il est trop aisé de rappeler toutes les erreurs d'orientation ou d'aiguillage provoquées par les techniciens, l'orientation massive vers la construction des barrages en 1945 en France, la décision de culture extensive et de défrichements de terres pauvres en U.R.S.S. en 1954, l'orientation vers la culture du maïs, etc. Mais le fait est qu'en face de l'étude technique du problème, il n'y a rien à opposer : même si les conclusions sont fausses, pratiquement personne ne peut les discuter. Le fait est que le courant psychosocial nous porte à faire immanquablement confiance au technicien, c'est en ce sens que leur force est pratiquement invincible.

L'autre aspect que nous voudrions retenir est celui de la continuité nécessaire des décisions une fois prises. Précisément parce qu'il s'agit le plus souvent de décisions fondées techniquement, et à contenu technique, elles s'étalent sur un long espace de temps, elles supposent une continuité. Aucun changement politique ne peut modifier ce qui a été fait, mais pas davantage ce qui doit être fait comme continuation, car les facteurs techniques se conditionnent les uns les autres. Un changement de gouvernement, ou de législature, ou même de régime modifierait-il quoi que ce soit au plan une fois établi ? Change-t-il les décisions concernant le pétrole ou la recherche atomique (de beaux exemples de continuité nous ont été donnés avec Lacq ou avec la nouvelle usine de Pierrelatte). Il est significatif que pour l'affaire de Pierrelatte, M. Mendès-France considère que l'erreur est qu'elle n'ait pas été intégrée dans le Plan, et ne soulève pas le problème de l'impuissance des députés ²⁴, bien caractéristique puisqu'il n'y eut pratiquement pas de véritable débat sur la question. Or, la discussion était possible ²⁵. Mais l'opinion ne pouvait matériellement pas être informée, les politiciens ne pouvaient pas discuter techniquement le problème, l'affaire ne pouvait être qu'un débat de techniciens. Or, c'est sur leur avis que l'affaire fut engagée bien avant que les instances politiques ne soient saisies. C'est en 1955 que le travail fut entrepris, et poursuivi par tous les gouvernements (principalement le gouvernement Guy Mollet) qui se sont succédé jusqu'en 1958, c'est-à-dire par ceux-là même qui en juin-juillet 1962 prétendaient s'opposer à cette réalisation sous prétexte qu'elle était militariste ! C'est là que l'on aperçoit la fragilité des opinions politiques en face de la continuité de l'action technique. De plus, comme on le sait, une entreprise de ce genre n'est pas en soi « militariste » : il n'y a pas de frontière claire entre les opérations, les unes orientées vers les œuvres de paix, les autres vers des œuvres de guerre. Quelle que soit l'orientation politique du gouvernement, il ne peut pas modifier ce qui a été engagé. Or ces décisions sont effectivement les plus importantes pour la vie de la Nation. Même celles qui sont, en apparence, affectées d'un grand coefficient de jugement politique sont difficilement remises en question, justement à cause du poids et de la continuité technique qu'elles contiennent maintenant toujours. Un gouvernement de droite est obligé d'enregistrer les nationalisations (faites non pour des raisons de doctrines, mais pour des motifs avant tout techniques, comme nous avons essayé de le montrer dans notre

ouvrage *La Technique*), comme il est obligé d'assumer la Sécurité Sociale. L'exemple anglais d'un essai de retour en arrière montre à quel point la décision politique est devenue impuissante.

En tout cela nous nous sommes bornés à tirer des conséquences générales et extrêmes de causes et de processus qui sont bien connus, explicités et analysés. Mais le plus souvent on n'ose pas regarder les choses en face : ainsi, généralement, on se borne à y voir l'origine d'un déplacement de la décision vers l'exécutif ²⁶, mais on considère que la décision reste *dans* le politique. Alors que ce déplacement vers l'exécutif n'est qu'une étape dans l'élimination progressive des politiques. Aussi les solutions qui consistent en un effort pour rééquilibrer le Parlement et l'exécutif nous paraissent vaines : le problème est dépassé.

* * *

M. Crozier ²⁷ estime que le rôle des experts est transitoire, et jamais déterminant. Dans l'exercice du « pouvoir ultime » (pouvoir d'arbitrage dans les situations d'incertitude, c'est à dire le vrai pouvoir politique), on constaterait que les techniciens changent suivant les zones d'incertitude, et aussitôt que l'organisation scientifique du travail, ou la connaissance des phénomènes économiques permet de faire des prévisions rationnelles dans le domaine considéré, le pouvoir des experts décroîtrait. Dans une société en changement rapide, le succès des techniciens conduirait à la destruction de leur pouvoir réel. « Le processus de rationalisation donne ses pouvoirs à l'expert, mais les résultats de la rationalisation les limitent. Sitôt qu'un domaine est sérieusement analysé et connu, sitôt que les premières intuitions et innovations ont été traduites en règle et programme, le pouvoir de l'expert tend à disparaître. En fait les experts n'ont de pouvoir social réel que sur le front du progrès, ce qui signifie que ce pouvoir est changeant et fragile... », et leur pouvoir serait de plus en plus fragile « dans la mesure où les méthodes et programmes auxquels science et technologie parviennent peuvent être utilisés et dirigés par des gens qui ne sont plus des experts... »

Mais M. Crozier me semble assimiler à tort l'expert et le technicien. Sans doute l'expert est appelé, incidemment, pour donner son avis dans une situation d'incertitude. Mais le rôle du technicien, qui d'ailleurs peut aussi être appelé comme expert, ne se limite pas à cela. Or, ce n'est pas parce que la situation cesse d'être incertaine que l'influence du technicien diminue. Et

nous sommes très loin d'une diffusion aisée et simple des techniques! Crozier parle de technique de prévision économique : plus elle se développe, moins elle est à la portée de n'importe qui. En second lieu, lorsque les techniques sont bien connues, plus assurées, le technicien est moins appelé comme expert, occasionnel, et un peu mystérieux : il est intégré dans l'ensemble étatique à titre permanent (mais il n'est pas confondu avec la bureaucratie), et en fait son pouvoir augmente, car il participe constamment à la décision : la prévision économique conduit à la formation constante d'un corps de planificateurs. Et la technique détenue par le technicien, l'étant par lui seul, est aussi mystérieuse pour l'homme politique que le « tour de main » de l'expert (au sens étroit où Crozier le prend). Enfin, plus grandit l'intervention de l'État dans des domaines où les techniques sont nécessaires, plus il faut avoir de techniciens, et aussi d'experts : même si l'analyse de Crozier est exacte, ce n'est pas parce que l'expert dans un secteur disparaît, étant remplacé par un autre dans un autre secteur, que la situation de fond change, et tout particulièrement la relation entre le pouvoir politique et ses techniciens ou ses experts.

* * *

Mais je connais bien l'argument : il faut distinguer entre les fins et les moyens²⁸ ! Le technicien se situe dans l'ordre des moyens, et seulement ici ! Le politique conserve les choix et décisions dans le domaine des fins, des options générales, des orientations à donner à l'ensemble du mouvement. C'est le Parlement qui doit et peut assigner les objectifs du Plan, « ceux que la Nation choisit de faire siens ». Le Plan se bornera à coordonner les mesures permettant d'atteindre ces objectifs. On peut même pour ce choix faire appel au pays lui-même. En simplifiant le débat, il faut arriver à ce que la détermination des besoins à satisfaire reste un acte politique, et que l'on fasse appel au suffrage universel pour y répondre. Choisir, dit-on par exemple, entre les objectifs de consommation, la part relative de consommation et d'investissement, ou la durée du travail, etc.

Or, je prétends que tout cela est terriblement illusoire. Car le choix est limité dans toutes ses dimensions. Au niveau supérieur les orientations sont déjà prises, personne ne peut revenir en arrière : « expansion économique rapide, satisfaction des besoins collectifs, aide aux pays sous développés²⁹ », voilà par exemple (et nous pourrions en prendre d'autres) trois objectifs sur les-

quels personne n'a à décider, car les jeux sont faits. Au niveau le plus inférieur, la décision dépend étroitement des possibilités de réalisation, possibilités financières, possibilités techniques (*stricto sensu*) : ici encore, c'est le technicien qui dira le possible. Il est superficiel de vouloir opposer des fins politiques à des moyens techniques; ce sont les moyens aujourd'hui qui d'une part limitent, et d'autre part permettent de définir les fins. Mais entre les deux limites, supérieure et inférieure, que nous venons d'indiquer, faut-il croire que la décision politique... relativement générale soit libre? En réalité viennent ici s'inscrire les autres nécessités auxquelles elle ne peut échapper, par exemple tel courant sociologique irréductible — l'urbanisation — que l'on peut seulement enregistrer. Et même quand il s'agit seulement d'établir des priorités entre plusieurs objectifs également souhaitables, le plus grand argument, dans des problèmes qui peuvent paraître fort politiques, est celui de l'échelonnement technique des réalisations. Ce sont encore les techniciens qui montrent comment se conditionnent mutuellement les réalisations successives. S'il faut faire d'abord l'usine de Pierrelatte c'est parce que la production de cette usine permettra ceci, qui à son tour engendrera cela.

Lorsque les jugements des techniciens font défaut, alors nous assistons à une impuissance étrange du politique dans la décision. Les exemples cités par Meynaud pour montrer que le pouvoir politique conserve bien à l'encontre des techniciens un pouvoir autonome confirment ce jugement : le problème de réduction des tensions sociales, le statut de l'école confessionnelle, la décolonisation, la C.E.D. montrent à quel point l'homme politique est désarmé lorsqu'il ne peut s'appuyer sur, ou s'abriter derrière une expertise technique apparemment certaine. C'est pourquoi il a raison de noter que, dans bien des cas où le rôle du technicien n'est pas indispensable, l'homme politique se réfère quand même à lui³¹. Cela est tout particulièrement sensible dans les organismes internationaux. Lorsqu'on se trouve en présence de problèmes « purement » politiques, mettons l'Algérie ou la crise de Berlin, alors les politiciens sont saisis d'une incapacité de décision que nous pouvons chaque jour constater. Mais, dira-t-on, vous reconnaissez bien alors l'existence de ces problèmes purement politiques, et l'initiative possible du politicien? Bien évidemment, avec la double réserve suivante : l'incertitude du politicien tient ici au fait qu'il ne trouve plus son tuteur et son conseiller habituel; et surtout, il

se voit livré à d'autres nécessités, celles que nous évoquions plus haut. Dans l'affaire d'Algérie, il n'y a pas une décision qui n'ait été le fruit de la nécessité; aucun homme politique n'a pu infléchir le cours des événements. Cela aurait-il été possible? Je ne le pense pas. Ainsi ceux qui, dès le début, présentaient la victoire du F.L.N. comme inévitable et réclamaient la paix, invitaient à se plier d'avance à une nécessité probable, et présentaient comme un acte libre et une initiative ce qui n'était qu'un calcul de plus grande probabilité. Mais avaient-ils pour autant raison dans l'immédiat? Ils ne tenaient pas compte du fait qu'en 1956, et encore en 1958, 70% des Français étaient fermement pour l'Algérie française, que l'armée y était encore plus décidée, sans parler des Français d'Algérie. La nécessité, prévisible dès le début, a pris corps et a dévoilé son visage à un nombre croissant d'hommes, jusqu'à ce qu'elle ait portée son fruit. Tous les essais de solutions originales de 1956 à 1960 ont échoué³².

* * *

Assurément, le monde politique n'est pas devenu « Machine ». Je connais bien l'école sociologique qui insiste sur le caractère fluide, plastique du monde politique et de l'opinion, sur la mobilité sociale, et les relations « informelles »...

Certes, je sais bien que dans les milieux politiques règne une fébrile agitation, d'innombrables comités, commissions, et que l'on y prend d'innombrables décisions; que l'on signe un grand nombre de manifestes, que l'on conclut des alliances, discute des budgets, élimine des candidats, nomme des fonctionnaires, établit des procédures, des schémas d'action, monte des organigrammes³³... Cette activité débordante donne bien sûr l'illusion de l'action; cette masse de paroles, de papier et de comités donne l'illusion de la décision. En réalité, cette activité est elle-même singulièrement tributaire d'une analyse sociologique où nous ne trouverons pas grande place pour l'initiative et la liberté. Le milieu politique se conduit selon des normes assez rigides, et obéit très exactement aux nécessités que nous évoquions plus haut. Mais bien entendu, il reste la foule des microdécisions, qui s'inscrivent dans le courant général, microdécisions qui expriment les choix et les inventions du personnage politique, mais dont nous aurons plus loin à voir la signification.

Pourtant, dira-t-on, les débats idéologiques existent? N'y a-t-il pas d'homme politique qui obéisse à une idéologie? Et dans

ce cas n'est-ce pas justement échapper à ces nécessités ? Sans entrer dans le débat général de l'idéologie, je voudrais seulement faire remarquer que la seule idéologie qui compte, le marxisme, est imposée par les faits, les situations, et non par une adhésion libre de personnes. Bien plus, le marxisme apparaît aujourd'hui comme une idéologie « valable » et bonne, dans la mesure exacte où elle est périmée. Le marxisme est une idéologie exprimant parfaitement la situation économique, juridique, politique du milieu du xix^e siècle. Elle permettait alors de l'expliquer et de la maîtriser. L'homme qui en 1870 adhérait au marxisme faisait un acte libre, et cherchait à dominer le cours des événements. Mais cette idéologie n'explique aujourd'hui plus rien du tout. Elle ne se réfère en rien à la réalité actuelle, ni dans sa philosophie, ni dans son économie, ni dans sa vue globale de l'histoire, ni dans sa conception de la société, de l'État et du Droit. Le marxisme permettait de comprendre il y a un siècle ce qui normalement devait arriver, et qui est effectivement arrivé (sauf sur quelques points relativement secondaires). Mais précisément parce que les possibilités se sont réalisées, le marxisme, en tant que pensée, s'est épuisé du même coup. Il n'y a plus aucun débat idéologique, et ceux que l'on engage sont parfaitement académiques. Si les foules adoptent l'idéologie marxiste, c'est parce que l'événement ayant apporté confirmation, on cède à l'événement, c'est-à-dire au courant le plus fort. Ceux qui deviennent marxistes, le deviennent en réalité parce que l'U.R.S.S. possède les plus gros bataillons, ce qui a toujours été la marque d'une profonde philosophie et l'expression d'une parfaite liberté ! Mais il est une autre raison, complémentaire à cette adhésion : les masses adoptent cette idéologie précisément parce qu'elle est périmée, précisément parce qu'elle ne se rapporte même plus à la réalité sociale et politique actuelle. Elle est donc devenue ce paravent rassurant qui permet de masquer, et d'abord de se masquer, la réalité. Elle est devenue cette garantie que l'on se donne pour éviter un affrontement avec les vrais problèmes, que l'on ne peut pas voir puisque l'on tient d'avance la clef de tous. Nous nous trouvons ici, au regard du politique et de l'économique, en présence de la même accusation souvent faite aux chrétiens : « Votre christianisme, devenu théologie, système, morale, contient là solution d'avance de tous les problèmes spirituels et moraux : donc ces problèmes, vous pouvez les éviter, ils n'existent pas pour vous. » C'est cette facilité, cette sécurité que recherchent ceux qui aujourd'hui se précipitent vers le marxisme.

Mais il n'y a là nulle expression de la liberté de l'homme, aucune affirmation de la saisie du politique par un homme qui cherche à le maîtriser ou à l'infléchir.

Cette évacuation de l'idéologie ne signifie pas la disparition des croyances, présuppositions, etc., mais la disparition d'une puissance authentiquement révolutionnaire, d'une passion de transformation radicale. On ne peut pas dire simplement avec Meynaud qu'il s'agit d'une adhésion à l'idéologie dominante, ce qui impliquerait un statisme, mais il s'agit d'une adhésion au développement socio-économique pour des motifs et par des moyens techniques et dans le sens d'une continuité technicienne : le débat idéologique n'y a plus de place.

Bien entendu tout cela n'implique pas une division irréductible des techniciens et des politiques, que tous les techniciens soient d'un côté et tous les politiques de l'autre lorsqu'il y a une décision à prendre. Il y a des divisions entre les techniciens comme entre les politiques. Il est vrai aussi que parfois le pouvoir politique décide en passant outre aux avis des techniciens, mais il s'agirait de savoir si l'on se trouve en présence de réussites, quand on donne comme exemple la politique algérienne, la loi Barangé, la nouvelle gestion de la Sécurité Sociale et les décisions inconsidérées de M. Khrouchtchev, contraires aux avis des techniciens, et pour lesquelles, finalement, il a été écarté selon toutes probabilités ! Admettons que l'on puisse réserver le terme de politique au domaine où le technicien n'a pas automatiquement le dernier mot, comme le dit M. Meynaud, où il est subordonné au dessein politique, cependant, même là, son rôle est considérable ; et la décision politique tout à fait indépendante ressortit à l'éphémère. Il est bien vrai que sur les problèmes traditionnellement appelés « politiques », le technicien n'en sait pas plus que le politicien, mais la grande affaire, la grande mutation, c'est que, du fait de l'adhésion de l'opinion au processus d'efficacité, du fait de la croissance des secteurs techniques, du fait de l'habitude du recours au technicien, les problèmes dits politiques sont dévalués aux yeux de l'opinion et des politiciens eux-mêmes, ils sont l'objet de rancœurs, de déceptions, de désapprobation. Il faut tenir compte de ce fait essentiel : le secteur où normalement seul le politique peut décider devient non seulement un secteur réduit, mais un secteur considéré comme secondaire et décevant.

Toutes les analyses d'opinion démontrent l'erreur de la thèse de M. Moulin, d'après laquelle l'opinion serait hostile aux experts³⁴. Bien entendu, il est facile de dire que parfois l'opi-

nion se réjouit de la défaite de l'expert : mais cela est un cas particulier de l'opposition à toutes les « autorités ». Entre l'expert et le politicien le choix de l'opinion va presque toujours dans le sens du technicien ; assurément, on peut toujours espérer une reprise en main du technique par le politique. Mais on est obligé de constater que ceux qui en parlent formulent un vœu pieux. Même M. Meynaud, pourtant si exact et précis, lorsqu'il approche cette question, reste très flou. Comment par exemple « revaloriser l'influence du Parlement » ? ou « moderniser les forces politiques » ? L'on est saisi par la faiblesse, l'incertitude des remèdes proposés en face d'un si grand mouvement ³⁵.

Il est très caractéristique par exemple que M. Hauriou en vienne à considérer que pour valoriser le rôle du Parlement, il faille lui donner la compétence technique. Mais il conçoit que celle-ci ne peut se situer qu'au niveau mathématique. Or il y a bien d'autres éléments techniques qui entrent en ligne de compte, et d'autre part si on juge sur les résultats mathématiques, on exclut les choix. La réponse de M. Hauriou à cette objection disant que les choix sont faits avant l'étude technique est une défaite, car s'il en était ainsi on ne voit pas pourquoi le rôle du Parlement aurait diminué, comme le constate M. Hauriou lui-même !

* * *

Cette réduction du pouvoir de choix répond à l'analyse effectuée par Merleau-Ponty dans *Humanisme et Terreur*. Tant que l'homme politique vit dans un monde d'ambiguïté, tant qu'il procède à des choix non nécessaires, tant que les divers hommes politiques ont chacun leur perspective (qui n'est rien de plus qu'une perspective sans doute fondée en raison ou en passion) et jouent leur vie sur elle alors la politique est Terreur. Si l'Histoire est ouverte, s'il y a un grand nombre de possibles également vraisemblables, on ne peut supprimer ni la contingence de la décision (mais alors celui qui la prend doit forcer l'avenir pour l'imposer), ni la conviction de la vérité (mais celui qui la possède doit également user de violence pour la faire triompher). « L'Histoire est Terreur parce qu'il y a une contingence. » A partir du moment où l'acte du politique est engagement reposant sur un choix (bien entendu non arbitraire ni absurde), il appartient à la catégorie de la violence. Seulement l'alternative n'est pas véritablement de savoir s'il y a un sens rigoureux et prédéterminé de l'Histoire, et encore moins de sauter dans une mystique du

prolétariat, existant singulier incarnant la rationalité de l'Histoire, etc. et impliquant un mouvement signifiant.

L'alternative est donnée par la création d'une nécessité progressivement contraignante, provenant de la technicisation des situations, des méthodes, des analyses, qui conduit à placer l'homme politique devant une seule possibilité finale s'il veut échapper à l'incohérence. Or, cela n'est pas le fait du méchant technicien, mais de la correspondance suivante : le politique doit prendre sa décision dans des domaines de plus en plus intrinsèquement techniques. Or, à ces domaines correspondent des méthodes d'analyse et d'action qui sont spécifiquement techniques. Mais cette branche de l'alternative est ignorée du philosophe. Et c'est ce qui rend vaine son analyse de Staline, car ce qui caractérise ce dernier c'est précisément son acceptation du technique, la soumission de l'Histoire et du marxisme au technique, reconnu comme nécessité. Mais bien plus il nous faut rappeler que le développement de la technique élimine progressivement le prolétariat lui-même, à la fois dans sa condition et dans sa réalité méta-historique, si bien que le prolétariat change de nature et ne peut plus jouer le rôle qui lui est assigné dans les philosophies de l'Histoire*.

2. L'ÉPHÉMÈRE

L'autre pôle de l'oscillation des décisions politiques est l'éphémère. Ces innombrables décisions, ces votes, ces décrets, ces élections, ces plans, le fruit de toute l'activité débordante proprement politique à laquelle nous faisons allusion plus haut, tout cela s'inscrit dans l'éphémère, signe et caractéristique, le plus émouvant et peut-être le plus tragique de notre temps.

Si nous sommes insérés dans le cours d'une Histoire et d'une société où la Nécessité se fait toujours plus exacte, nous ne sommes pas insérés dans la durée, ni établis pour durer. Toute notre civilisation est éphémère. Si l'on se glorifie de consommer beau-

* Le pouvoir des mots est merveilleux car il me serait possible de présenter les thèses ci-dessus (tellement scandaleuses!) de façon à satisfaire le lecteur. Je pourrais dire par exemple à la suite d'un politicologue connu : « La bureaucratisation, la technicité des décisions ont pour effet de limiter l'arbitraire du pouvoir, de réduire le pouvoir discrétionnaire et de permettre une indépendance à l'égard du chef politique » ; ce serait exactement la même chose, mais le lecteur serait satisfait!

coup, c'est qu'il faut jeter rapidement les objets fabriqués pour un usage rapide. On ne répare plus; on jette. Le plastique, le nylon sont faits pour vivre à l'état neuf un laps de temps infime et, ne coûtant rien, sont détruits aussitôt que le brillant de la nouveauté s'est effacé. Les maisons sont construites pour la durée de leur amortissement; l'automobile doit être remplacée chaque année. Et dans le monde esthétique nous ne bâtissons plus des cathédrales mais des films qui, œuvre d'art éminente où l'homme s'est mis tout entier, où il a porté son message le plus profond, seront après quelques semaines oubliés, enfouis dans des cinémathèques où seuls des connaisseurs rarissimes pourront les rechercher. Nous mettons tous nos soins, toute notre intelligence à la réalisation d'une émission de télévision, qui durera vingt minutes et qui ne subsistera plus que dans le souvenir labile d'un spectateur émerveillé. C'est une des visions les plus saisissantes de l'homme et de son temps. Des trésors d'ingéniosité, des sommes immenses de travail, des passions d'hommes saisis par le sens de ce qu'ils font aboutissent à ces objets éphémères, dans tous les ordres d'activité, dont il ne restera rien. Le journal du jour efface celui de la veille (et ne le continue pas dans l'esprit du lecteur!) comme une technique nouvelle efface une plus ancienne. Accélération de l'Histoire, mais en même temps éparpillement en cendres insaisissables de ce qui pourrait faire notre présence dans la durée. Cet homme qui a toujours travaillé pour laisser derrière lui une œuvre éternelle, marquant son passage sur la terre, voici que dans une étrange abnégation, il travaille aujourd'hui pour le plus futile et le plus fugace. Et nos barrages, ces prétendues cathédrales des temps modernes, nous savons bien qu'ils sont techniquement construits pour durer un siècle, mais que la production de l'électricité par des procédés nouveaux les aura dévalués bien avant et qu'ils resteront comme des ossements incompréhensibles, progressivement délités. Nous ne laisserons pas un silex taillé derrière nous.

*
* *

C'est dans cet éphémère que s'inscrit la politique avec sa multitude de décisions. Nous rangerons, hélas! en lui tout ce qui agite si fort, énerve tous les passionnés de politique, le fascisme de nos jours (dont on a si bien montré l'inanité en France), le gaullisme (épiphénomène sans suite), les élections, l'importance des partis, etc. Toutes questions qui détournent comme un leurre des questions effectives du monde politique actuel.

Il existe plusieurs aspects et plusieurs causes de cet éphémère. Nous saisissons un symptôme général dans la formule souvent entendue : « Cela n'engage à rien. » Nous savons bien que le programme d'un parti politique n'engage à rien. On peut faire des promesses, on peut donner sa parole, on peut signer des affiches : demain tout est oublié, demain seuls quelques mauvais caractères auront la désagréable idée d'évoquer ces formules. Il ne s'agit ici rien de plus que des girouettes. A ceux qui risquent d'en faire le reproche, nous connaissons la réponse bien aisée.

« Quoi ! Et la pensée, qu'en faites-vous ? Et le mouvement ? Vous interdiriez à un homme de changer ? Et le temps ? Quoi vous voudriez vous sentir lié par ce que vous avez dit hier ? Mais c'est une conception de l'homme absolument dépassée, une anthropologie qui n'est pas scientifique, ne savez vous pas que la personnalité est discontinuë ! Si vous évoquez mes déclarations d'hier sur la guerre d'Algérie, ou sur le communisme, quand je dis le contraire aujourd'hui, c'est que tout simplement vous niez la Vie. Seuls les sclérosés et les paralytiques ne bougent pas, vous êtes un paralytique intellectuel. »

Quand nous en restons au niveau de ce genre de discours, ce n'est pas très grave. Cela donne seulement à l'homme politique et à l'intellectuel d'admirables moyens de se justifier. De Gaulle peut prétendre sans broncher que, de 1958 à 1962, il a suivi la même politique, et que c'est la même chose. Je ne comprends pas que Sartre et ses amis puissent l'accuser de quoi que ce soit, à ce sujet, puisque ce sont eux qui ont sans cesse justifié (pour leur propre compte) ce genre d'explication. Mais aussi bien de Gaulle ayant démontré que les politiciens de la IV^e s'étaient tous trompés, fait simplement la politique de Guy Mollet. Aussi bien Mendès-France, violent opposant à de Gaulle, avait bien proclamé l'Algérie indéfectiblement française et traitre celui qui la livrerait. Mille virages des hommes politiques peuvent montrer seulement leur faiblesse et leur vanité. Cela n'est pas de grande signification. L'on pourrait de même déclarer que c'est un phénomène bien particulier à la France que le niveau très élevé de consommation des Constitutions. Que le texte éternel, fait pour constituer de façon stable une structure politique, pour régir de façon constante une pratique politique change au gré des vents, que nous en soyons en moins de deux siècles à 14 ou 18 selon les calculs des spécialistes différents, cela pourrait témoigner de l'instabilité politique française, de la versatilité de notre caractère, sans plus.

Il y a plus grave à mes yeux. C'est la formulation *en principe* de la variation du droit et des décisions politiques. Si l'on me dit : « Contre tout ce que nous voulions, il a bien fallu céder », je n'aurais rien à répondre, je reconnais seulement qu'il y a en effet une évolution nécessaire.

Mais voici le léninisme, qui, conservant la notion de superstructure pour le droit, s'étend de la situation capitaliste (superstructure d'un régime d'exploitation) au régime socialiste. Dès lors, le droit, comme n'importe quel régime ou décision politiques, n'a pas la moindre durée par lui même, et doit purement et simplement s'aligner sur le donné socio-économique. Le droit doit être fluctuant, et quand il résiste, il empêche le progrès, il freine l'évolution : c'est alors qu'il est mauvais. L'on sait d'autre part la grande difficulté où s'est trouvé le régime soviétique pour expliquer la persistance du droit après la révolution, alors qu'il aurait dû disparaître puisqu'il était lié à la division capitaliste du monde et des rapports. Mais, ce droit maintenu a été plus que jamais soumis à l'aléa des circonstances. Il n'était que l'expression momentanée, la mise en forme temporaire d'un certain ensemble de relations socio-économiques. Il allait sans dire que ces règles disparaissaient lorsque les circonstances changeaient. Cette doctrine est, de façon bien remarquable, identique à la doctrine hitlérienne du droit et des traités. Un accord n'a de valeur que « *rebus sic stantibus* ». Quand les données se modifient en fait, l'accord devient caduc de lui-même, sans que les intérêts aient à le dire clairement.

Nous sommes ici en présence d'une mutation fondamentale du droit. C'est qu'en réalité dans un cas comme dans l'autre nous avons à faire à une doctrine fondée sur l'intérêt. Ce qui est fait dans l'intérêt du prolétariat, dit Lénine, est bien. Ce qui est fait dans l'intérêt de la race aryenne est bien, répond Hitler. Et l'on étend cette formule dans deux sens : prolétariat s'assimile rapidement à U.R.S.S., race aryenne à III^e Reich. Puis le bien s'assimile au juste, et celui-ci au juridique. Ainsi ce qui est conforme au droit, c'est ce qui est dans l'intérêt de l'U.R.S.S. ou du III^e Reich. Un traité ne dure que suivant cette conformité, et l'intérêt change lorsque les circonstances changent. Il ne peut y avoir de stabilité des contrats ou des institutions, il ne peut y avoir de normativité du droit ni de référence à des valeurs. Le droit est l'instrument, parmi d'autres, de décisions politiques; il n'y a plus de règles du jeu, il y a l'incohérence des faits auxquels on obéit après les avoir discernés.

Et la philosophie de Sartre rejoint benoîtement la conception hitlérienne du droit, par son refus de la normativité et sa doctrine de la discontinuité. Et lorsqu'une grande voix nous disait récemment : « les choses étant ce qu'elles sont... », c'est encore la même orientation générale : les faits sont la loi. Si pendant longtemps on eut la tendance à ne considérer que la loi, la norme, à la tenir pour certaine en soi, à négliger le contexte historique, nous avons collectivement aujourd'hui versé dans l'autre excès.

Si j'ai rapproché des pensées aussi différentes, ce n'est pas pour le plaisir de tout mêler, mais pour montrer qu'en réalité ce que l'on croit être doctrine dans un camp ou dans l'autre, n'est que l'expression d'une tendance commune, qui tient à notre situation elle-même. Et ce que j'ai dit du droit, je l'ai dit d'une expression des plus hautes de la décision politique, la création du droit. Cela pourrait être étendu à beaucoup d'autres. Nous considérons aujourd'hui que la plus haute sagesse est de s'adapter aux circonstances. Loin de moi de dire qu'il ne faut pas en tenir compte ! Ce serait absurde. Mais simplement, je constate que c'est la négation de ce que jusqu'ici l'homme a nommé droit ou politique — c'est-à-dire la création d'un univers stabilisé, de façon artificielle (au sens de : fait par l'art de l'homme) où l'homme reconnaît des formes et des objets, où l'homme assigne des noms et des places, et crée une continuité au moyen de (mais aussi contre) la fluidité de l'univers. C'était la marque la plus haute de la souveraineté de l'homme. Nous y avons renoncé au profit d'un jeu d'intérêts d'une part, et d'une reconnaissance de l'autonomie de l'écoulement des choses, d'autre part. C'est alors ici que nous pouvons retrouver cette indépendance, cette « personnalité » de la décision politique. C'est à ce niveau que se situent les comités, les bureaux, les affiches, les cellules, c'est à ce niveau que toutes les vacances sont possibles, vacations et vanités, mais il ne faut se faire aucune illusion sur la réintroduction par cette voie d'une liberté de l'homme. Il s'agit d'une soumission aux événements.

*
* * *

Le phénomène assurément le plus important de l'éphémère à quoi s'attache la politique d'aujourd'hui, c'est l'actualité. L'homme de notre temps est assailli par l'actualité. Ce qui est advenu en dernier est à ses yeux nécessairement le plus important. Cet homme, c'est l'homme politique qui dépend de l'infor-

mation du jour. Mais c'est aussi le citoyen quelconque, dont je ne nie pas l'insertion dans, et le poids sur la décision politique. Ce citoyen ne connaît que ce qui s'est passé hier, il ne se passionne que pour l'ultime aventure, il exigera que l'homme politique prenne position en face de ce fait-là. Tout le reste lui importe peu. Et l'homme politique sait bien, de son côté, qu'il sera interpellé sur ce fait-là. Il est donc conduit à se tenir toujours au niveau de cette actualité.

Pourquoi donc cette influence essentielle de l'actualité, cette sensibilité, facile à constater d'après la passion de chacun pour le dernier bulletin d'information ? Une multiplicité de facteurs concourent à créer une situation globale. Des facteurs matériels qui rencontrent d'autres facteurs psychologiques. D'un côté, le développement immense des « Mass Media of Communication ». Il est bien évident que sans cette infrastructure, l'actualité n'aurait pas plus d'importance aujourd'hui qu'au Moyen Age. Il n'y a sans doute pas à l'origine un besoin primaire d'être informé globalement du politique. Que des intellectuels aient éprouvé le besoin de diffuser leurs opinions et des nouvelles, cela va de soi. Au début, on ne peut pourtant pas dire que le lecteur, le sujet du roi, ait désiré des informations sinon par une curiosité fort distante du politique. Mais à partir du moment où l'appareillage fut créé, où la nouvelle politique devint dans le processus général d'évolution de l'opinion, un événement qui pouvait éventuellement concerner chacun, et au sujet duquel l'homme apprenait qu'il devait prendre parti, et bien plus qu'il pouvait le modifier par une intervention à temps, alors le besoin d'information fut établi. Et son développement fut foudroyant, exactement en boule de neige, il fallait toujours plus d'informations et toujours plus récentes. Mais cela dépend une fois encore de l'infrastructure économique et technique. Or, cette tendance rencontre de nos jours des facteurs psychologiques totalement différents mais allant dans le même sens. Très superficiellement l'homme moderne désire être informé de la dernière actualité parce qu'elle est une source de prestige incontestable dans un groupe. Rouvoir annoncer aux autres ce qu'ils ignorent, entrer dans ce personnage légendaire du porteur de nouvelles, être celui qui a la supériorité d'être mieux informé, et plus encore celui qui détient un secret, qu'il va transmettre à d'autres, attendant leur réaction, attendant leur surprise, avec cette distance possible de celui qui sait, et qui par là même peut mettre en question ceux qui ne savent pas encore. Quelle affirmation de maîtrise ! Dans

un monde avide de nouvelles comme le nôtre, être celui qui sait et qui transmet est une participation aux forces souveraines, c'est pourquoi l'homme actuel cherche à être le premier informé.

En outre dans une société fortement pénétrée de courants collectifs, l'information d'actualité est aussi un mode essentiel de participation. Et plus l'actualité sera spectaculaire, plus l'homme se sentira participant de son corps social. Mais il ne faut pas lui demander de participer en profondeur, au niveau des informations comme les conçoit M. Sauvy. En réalité plus l'information est superficielle, sans importance, mais spectaculaire, plus l'homme s'y intéressera. Bien plus, dans ces conditions il ne refuse pas l'action. Mais il faut que celle-ci soit bien insérée dans une actualité passionnée, où il voit clairement ce qu'il y a lieu de faire. Il accepte alors de faire un effort intense, glorieux, et bref. La brièveté même de l'actualité. Il faut que celle-ci alors rajeunisse sans cesse. Il faut qu'elle renaisse de ses cendres pour raviver la possibilité d'action de l'homme inséré dans l'actualité. Enfin, notons, sans insister, un dernier point très connu, qu'il n'y a d'opinion publique que pour les problèmes d'actualité. L'opinion ne se forme que sur ce qui lui importe aujourd'hui, ce par quoi elle se sent atteinte (nous renvoyons à ce sujet aux études de Stoetzel et Allport). On saisit déjà par là comment la politique se trouve nécessairement liée à l'actualité. Si tout le monde est d'accord pour dire qu'en définitive aujourd'hui l'exercice de l'autorité a pour unique fondement l'opinion publique, si le pouvoir de commandement puise sa vertu dans l'opinion publique, si d'autre part, il est bien vrai que l'opinion doit venir du dehors, n'étant jamais le fruit d'une auto-crétation, si enfin, il est vrai que cette opinion n'existe jamais qu'à l'occasion d'un événement d'actualité, nous saisirons à la fois l'influence du phénomène d'actualité et le caractère éphémère qu'il impose à la politique.

Nous poserons comme une espèce de principe que la prédominance de l'actualité produit une incapacité politique fondamentale de l'individu, aussi bien gouvernant que citoyen.

Le premier effet de l'actualité est un effet de dispersion. Le journal nous apprend chaque jour des nouvelles venant de partout, la T.V. nous fait assister à des événements du monde. Une vue très classique de l'homme le représenterait comme un être en soi, placé devant cet ensemble de nouvelles et d'informations, et qui absorberait en quelque sorte sa dose d'information, qui ingurgiterait, digérerait et utiliserait pour son plus

grand profit cette somme d'aliments, devenant en quelque sorte par là plus intelligent, plus informé, plus apte à être un bon citoyen. Mais c'est une vue de l'homme qui ne résiste pas à l'examen. En réalité cet homme n'est pas une personnalité maîtrisée, continue, assimilatrice. C'est un être fluent, soumis à des influences qui le divisent, avec une conscience discontinue, et l'actualité a pour premier effet non de le rendre plus apte à être citoyen, mais de disperser son attention, de l'évacuer et par conséquent de lui soumettre à la fois un trop grand nombre d'informations qu'il n'assimilera pas, des informations trop diverses qui ne seront pour lui rigoureusement rien, un fait pur qui n'entrera pas dans sa conscience, qui ne servira d'élément à aucune réflexion. Or, en même temps que l'actualité disperse, dans l'espace pouvons nous dire, au cours d'une même journée, elle disperse également dans le temps. Le caractère même de l'actualité, c'est de varier d'un jour à l'autre, de ne se référer qu'à ce qui existe à l'instant. Ce qui était hier n'a pas d'intérêt, n'a plus d'intérêt. Les nouvelles doivent toujours être nouvelles. Mais cela veut dire qu'une actualité remplace forcément l'autre. Il ne faut pas croire que l'homme garde précieusement en sa mémoire tout ce qui lui a été appris hier. Il y faudrait des qualités que l'homme n'a pas (cf. J. Ellul, *Information et Propagande*). Sous peine d'être submergé par ce flot incessant, l'homme est obligé d'oublier. Nous aurons à voir plus loin la signification profonde de cette disparition de la mémoire. Notons ici que c'est un effet inévitable de l'information. Nous voici conduits au niveau le plus superficiel du politique, à l'apparition des girouettes que nous signalions et qui n'est pas le fait de l'homme ordinaire, mais aussi bien de tel ou tel de nos meilleurs politicologues. Or cela est encore aggravé par le fait que les deux dispersions que nous signalions se combinent. C'est-à-dire que se crée une absence de continuité assez stupéfiante, parce que si une information effaçait l'autre sur le même sujet il n'y aurait que demi-mal, mais rares sont les informations continues, sur une question précise, que l'on verrait naître, se compliquer, grandir, arriver à sa crise, éclater et se dénouer. Le plus souvent, mon attention attirée aujourd'hui sur la Turquie sera demain axée sur la crise boursière de New York et après-demain sur les parachutistes de Sumatra... Comment l'homme non entraîné spécialement pourrait-il, au milieu de tout cela, apercevoir la moindre continuité, pourrait-il vivre la moindre continuité politique, et finalement pourrait-il comprendre? Il ne peut littéralement que

réagir à l'actualité³⁰. Or, une fois de plus prenons garde de ne pas dresser un faux portrait du citoyen. S'il était un homme ayant une doctrine politique bien assise et formée, une pensée politique [apte à juger, alors il se pourrait que certaines informations lui soient utiles. Mais, du moins dans les pays non totalitaires, il n'en est pas ainsi. L'homme vit politiquement sur quelques stéréotypes sans contenu doctrinal (démocratie, république, fascisme, justice sociale, etc.) et qui ne peuvent lui être d'aucune utilité pour comprendre et interpréter l'événement. Il ne peut alors effectivement que réagir, au même titre que la célèbre grenouille de Hales. Il aura des « opinions » purement viscérales, provenant de préjugés et du milieu, d'intérêts et de propagandes, etc. Cela aussi est étroitement lié à sa situation d'homme plongé dans l'actualité.

On dit généralement qu'il y a toujours eu des préjugés, l'influence du milieu, etc. C'est vrai, mais le fait nouveau de l'actualité y ajoute deux dimensions. La première : une incitation sans cesse renouvelée. Lorsque les problèmes politiques portés à la connaissance du citoyen étaient rares, celui-ci ne subissait que de rares impulsions et excitations. Au contraire, la situation moderne de l'information produit un renouvellement incessant de stimuli, qui provoquent des réactions constantes, qui avivent les préjugés, durcissent les groupes, etc., et l'on sait ce qui finalement arrive au muscle de la grenouille : une tétanisation. Ce n'est pas une conséquence favorable à la maturité politique, et l'on comprend que dans les pays autoritaires où l'on procède à l'éducation politique du citoyen, où la doctrine toute faite remplace la vacuité du citoyen démocratique, l'actualité n'existe pratiquement pas, l'information distillée par les spécialistes est insérée au préalable dans la doctrine. Nous évitons ainsi la tétanie, au profit de l'hypnose. La seconde dimension nouvelle apportée par l'actualité, c'est l'incapacité pour l'homme d'intégrer l'information dans une élaboration constante, parce qu'il n'en a jamais le temps. Il était loisible autrefois de combattre préjugés ou influences du milieu par une réflexion volontaire et personnelle. Celle-ci n'ayant d'ailleurs qu'une valeur très limitée, étant généralement historique. Mais aujourd'hui le flot de l'actualité interdit à l'homme de penser sérieusement le politique. Un exemple frappant de cette incohérence nous est donné par le sondage de l'I.F.O.P. de mai 1964 où nous voyons qu'une majorité des Français réprouve la politique sociale et la politique économique du président de Gaulle, et cependant votera pour lui.

Un sondage précédent avait également montré que la majorité des Français approuvait *en même temps* la politique étrangère du président et l'intégration européenne (alors que cette politique était ouvertement hostile à cette intégration).

Il me paraît évident qu'il existe une opposition fondamentale entre l'actualité et la pensée politique. A quatre points de vue :

L'homme, même cultivé, même exercé, devient de plus en plus incapable de saisir un ensemble politique ou économique. Il y aura d'une part des vues générales sur l'U.R.S.S. par exemple, d'autre part d'innombrables faits d'actualité sans commune mesure, et apparemment sans signification. D'où la pénible évidence que les ouvrages écrits sur telle question précise à l'aide d'une puissante documentation sont très rapidement contredits par l'événement ultérieur.

Cl. Lefort ³⁷ analyse remarquablement l'importance de l'« événement » à l'égard d'une pensée politique, ici celle de Sartre. Il montre tout particulièrement qu'il est inacceptable de « s'abandonner entièrement à la vérité de ce qui advient ici et maintenant », mais tout autant « de trouver refuge dans un système où se trouveraient une fois pour toutes énoncées les lois de l'Histoire ». Certes, *tel* événement peut être symbolique et permet de « lire la vérité du temps ». Mais d'une part, il est impossible d'en privilégier un seul, d'autre part il ne devient lisible qu'avec un recul et après un délai. L'engagement dans l'immédiat d'un événement et la soumission de sa pensée à cette actualité sont nécessairement destructrices de toute possibilité de « lire la vérité du temps ». Tout autant que l'application externe d'une grille dogmatique sur la marche des événements.

Trop de touches multicolores et infimes viennent surcharger le tableau pour que nous puissions vraiment, je ne dis pas comprendre, mais saisir un ensemble *. Et l'actualité en ajoute toujours, et

* Sur l'incapacité à « saisir le politique » quand on est plongé dans l'actualité, et quand on devient un spécialiste, je prendrai comme exemple W. Shirer avec son livre sur le III^e Reich, qui précisément s'est constamment situé dans l'actualité par les archives, et à fait un prodigieux travail de dépouillement pour arriver au néant. Car, limité par sa spécialité de journaliste diplomatique, il n'a su restituer que l'élément diplomatique; limité par l'actualité, il en est resté à la plus extrême superficialité. En réalité, il n'a rien saisi de la révolution hitlérienne, de ses composantes économiques, de sa globalité. En revanche nous savons que le 16 juin 1938 à 21 heures 02, Hitler portant un pantalon gris a dit... C'est dans ces conditions que ce livre a été un *best seller*!

les nuances peuvent se multiplier à l'infini. Mais si l'on ne peut saisir, alors combien moins pourrait-on procéder à une réflexion au sens propre, du politique. D'abord on n'a pas le temps!

Ensuite pour procéder à cette réflexion, il faut s'arrêter, il faut suspendre le temps. Il faut réfléchir la somme des événements connus dans un cadre, il faut les interpréter au travers d'une grille de concepts (et ne crions pas à l'arbitraire, c'est la seule méthode scientifique, le fait brut connu n'ayant aucune importance s'il n'est saisi dans une pensée et interprété). Or, si le physicien peut être tranquille, sûr que le fait étudié l'attend, il n'en est pas de même pour la réflexion politique. Comme nous sommes livrés à l'actualité, que notre citoyen est imprégné par la passion de l'actualité, il ne peut croire, accepter, tenir pour important que ce qui se rapporte aux derniers faits, au dernier événement. Toute réflexion politique est dévaluée d'avance parce qu'elle se rapporte à des nouvelles d'avant-hier, et, forcément (en apparence du moins!), ne rend pas compte, n'explique pas celles de ce matin. La réflexion politique doit être aussi instantanée que l'actualité pour être acceptée par le citoyen ordinaire, elle doit prendre la forme de l'« édit », et n'est pas vraiment une réflexion, elle est elle aussi de l'ordre de la réaction, simplement mieux élaborée, en ce qu'elle devient le fait d'un spécialiste.

L'insertion dans l'actualité produit en outre une ignorance des divers niveaux du politique, et une sorte d'incapacité à les saisir. Sous la surface mouvante du quotidien, il y a des courants, et plus profondément encore ces fonds marins qui ne varient qu'à la lenteur des madrépores. Mais voici que seule l'actualité intéresse, et même plus, passionne, que toutes les capacités d'attention et de sérieux politique seront fixées sur la dernière bombe placée par l'O.A.S. Parler à ce moment d'un niveau plus profond, par exemple de la difficulté traditionnelle d'appliquer un statut des minorités, ou plus profond encore, par exemple le totalitarisme sous toutes ses formes, ou la technicisation de la société, c'est avoir l'air d'être l'homme hors du temps, le désengagé; alors que c'est cela qui forme une véritable pensée politique et qui peut, éventuellement, expliquer l'actualité. Mais qui donc s'inquiète d'une explication? Parce que fixés sur l'actualité, les citoyens récusent les problèmes fondamentaux, étant attachés seulement à des images et des vocabulaires parfaitement dépassés et inutiles, par exemple « droite et gauche », « capitalisme et communisme », et considérant que c'est cela, le problème politique fondamental!

Ce citoyen de l'actualité se fixe aussi sur des faux problèmes³⁸, ceux qui lui sont imposés par l'information, qui font partie du « spectacle politique ». La politique prend aujourd'hui souvent en effet la forme du spectacle, spectacle pour le citoyen, comme spectacle offert par les hommes politiques pour régaler leur clientèle. Spectacle des grandes parades hitlériennes ou soviétiques, spectacle des élections et des référendums, spectacle des assemblées observées à la T. V., spectacle en accord avec ce sentiment de l'actualité du politique. Quel frisson d'assister soi-même par la T. V. à la naissance d'une grande décision politique, quel sérieux de voir directement tous les grands personnages agiter de si hauts problèmes ! Ces problèmes paraissent évidemment les plus intéressants, le projecteur de l'actualité leur tombe dessus, fouille tous leurs détails, les dramatise, les exalte. Cela correspond alors à ce mouvement passionnel qui caractérise l'homme politique moderne ; il peut se donner intensément (quoique le plus souvent de façon passive) au spectacle. Mais, disions-nous, ce sont de faux problèmes politiques, parce que ce ne sont jamais que des apparences, que les conséquences visibles, les émergences de phénomènes plus profonds, plus décisifs, desquels le citoyen de l'actualité se détourne parce qu'ils ne sont pas aussi excitants que le dernier discours. Et ce qui est sans doute le plus remarquable dans cette situation, c'est que le citoyen en question lorsqu'on cherche à attirer son attention sur les problèmes véritables, sur les phénomènes de fond, vous accusera de vouloir le détourner du réel, de faire une manœuvre de diversion ! Tels sont les aspects sous lesquels m'apparaît cette contradiction entre l'actualité et la capacité politique.

Il faut tenter d'aller plus profond. L'homme de l'actualité, disions-nous, est un homme sans mémoire. Expérimentalement, la chose est mille fois vérifiable. Cette actualité qui a passionné, agité le plus profond de son âme, voici qu'elle est simplement disparue. Car il est livré à une autre agitation, et ce qui le passionnait hier ne lui appartient plus. Or, nous estimons que cela veut dire que l'homme de l'actualité n'a plus de liberté, qu'il n'a pas de capacité de prévision, qu'il n'a plus de référence à la vérité. Lequier nous dit que « la mémoire, c'est l'action de l'homme libre qui se tourne vers ses actes passés pour les ressaisir ». La mémoire dans la personnalité, c'est la fonction qui atteste l'existence d'une possibilité d'acte volontaire et créateur ; la personnalité fonde la mémoire, mais réciproquement la mémoire autorise la personnalité. « On ne se souvient que de soi-même, ce qui signifie qu'il faut

déjà être soi, capable de se créer pour se souvenir. » Et, toujours dans cette perspective personnelle, on peut dire aussi que c'est la mémoire qui permet de se tourner vers l'avenir et qu'il y a relation entre imagination et mémoire.

Il en va de même dans la perspective de l'homme politique, dans l'activité politique du citoyen. Ortega y Gasset a entièrement raison lorsqu'il rappelle le rôle décisif de la mémoire dans la politique. Il n'y a pas de politique s'il n'y a saisie du passé, s'il n'y a continuité (rappelons le mot remarquable de Dupont White : « La continuité est un droit de l'homme »), s'il n'y a analyse des erreurs et capacité de comprendre le présent au travers de cette analyse et dans cette continuité. Or, précisément, l'actualité fait disparaître tout cela. Même chez les spécialistes. (Il suffit de considérer le rejet progressif de l'Histoire hors de la réflexion politique!) L'actualité évacue les sens de la continuité, empêche l'usage de la mémoire (et il faut y ajouter le faussage constant des événements du passé lorsqu'ils sont évoqués dans le courant de l'actualité : exemple récent, le mélange fascisme O.A.S.).

Mais par là même l'insertion dans l'actualité interdit la prévision³⁹. C'est une erreur considérable de vouloir se fixer dans l'instant présent et prétendre en tirer une évolution. L'analyse même minutieuse, de l'actualité ne permet de tirer aucune conséquence — la méthode statistique entre autres, qui n'est pas une mémoire, présente de fausses continuités qui ne sont jamais qu'une série de clichés d'actualité, mis en série, juxtaposés ; elle ne permet pas vraiment de pensée politique et de prévision malgré l'engouement actuel, lié, d'ailleurs à la passion de l'actualité! — D'ailleurs pourquoi chercherait-il à prévoir, cet homme de l'actualité (malgré ses prospectives!), puisque de toute façon, demain l'actualité lui fournira sa ration politique indispensable et quotidienne, et qu'il peut vivre dans une entière sécurité. Le politique prendra soin de lui-même!

Au demeurant, vivant dans cette actualité, cet homme est fort satisfait de lui-même. Il est de « son temps », lui au moins, il est « au courant », ayant le sentiment que le plus nouveau est le plus important. Qui plus est, il a la conviction de vivre en tant qu'homme libre précisément parce qu'il vit dans l'instant. Nous assistons à une curieuse altération d'une philosophie parvenue à son niveau vulgaire. Obéir au moment semble être la liberté. Prendre parti brusquement dans la dernière querelle, c'est la vocation politique du citoyen le plus libre! Étonnante confusion, ne pas voir à quel point l'obéissance à l'instant,

la réaction à l'actualité sont les plus radicales négations possibles de la liberté. Ne pas voir que celle-ci suppose l'insertion dans une continuité, suppose un projet fondé dans l'appréhension du réel, par de bien autres voies que celles de l'information. Si outré que cela puisse paraître, je ne craindrai pas de renverser la proposition que j'ai déjà citée et d'avancer qu'un homme qui lit chaque jour son journal n'est sûrement pas un homme politiquement libre!

Et par ces pseudo-décisions libres, voici que le citoyen engage le pouvoir politique à agir, à agir encore, à agir sans réflexion, sans délai, car il faut agir dans l'actualité. Prendre trois mois de réflexion quand l'information nous crie de partout que le problème est urgent, quel scandale! Inutile de le crier : il suffit que le problème soit actuel, pour que par là même il soit urgent. Car l'homme de l'actualité, parce qu'il n'est pas libre, parce qu'il est incapable de réflexion et de projet, n'admet pas de délai. Il faut *tout* et *tout de suite*, dans l'actualité! « Il y a dix attentats de l'O.A.S. Comment! Le gouvernement ne fait donc rien! Et puisque, huit jours plus tard, ça continue, puisque tous les comploteurs ne sont pas arrêtés, puisque les réseaux ne sont pas démantelés, c'est donc que la police ne fait rien, et que le gouvernement est complice! » L'homme de l'actualité a d'ailleurs bien raison d'exiger au regard de lui-même des solutions immédiates. Peut-être inconsciemment sait-il que demain sans doute il aura oublié jusqu'au problème qui aujourd'hui sollicitait toute son ardeur, tout son engagement, et toute son intransigeance ⁴⁰.

* * *

Il peut paraître excessif de déclarer seule la sphère des décisions du politique, sphère de l'éphémère, et pourtant l'expérience ne montre-t-elle pas combien différent le durable travail des techniciens et l'aléa des œuvres politiques toujours défaites et recommencées? Il y a un processus cumulatif des œuvres techniques. Et ce n'est pas seulement à cause du remplacement rapide des équipes gouvernementales dont fréquemment l'une défait ce qu'a essayé la précédente, on constate le même fait dans le cas de stabilité. La tentative de transformation politique du gouvernement de Vichy a bien vite disparu. Et nous pouvons être assurés qu'au niveau purement politique, il ne restera pas grand-chose des spectaculaires décisions du gouvernement de Gaulle. Les lois destinées à favoriser le régime dans les élections,

le système pseudo-présidentiel, le parti du gouvernement, l'effacement du législatif, les décisions internationales, tout cela disparaîtra avec la personne qui l'inspire. Cette fragilité ne tient pas à l'instabilité des régimes et des gouvernements, mais à l'objet même de ces décisions, à la qualité des problèmes que peut trancher le politicien. Il faut toujours rappeler un double fait : plus les problèmes sont tenus pour sérieux et importants, plus on cherche à les résoudre par la voie technique. Ensuite, plus on s'attache à la technique, plus on se désintéresse de ce qui ne l'est pas : ce sont deux phénomènes d'opinion. Disons que l'opinion soutient de moins en moins la décision purement politique. Une décision politique qui aurait eu, il y a un siècle, une grande portée et aurait influencé le cours des choses, n'a plus la même valeur, parce qu'on ne lui attribue plus cette valeur, parce que la technique croissante dévalue ce qui n'est pas elle, et rend éphémère ce qu'elle n'a pas construit.

Certes, le politique subsiste toujours, il n'y a pas réduction pure et simple du politique à la technique. Mais même dans les problèmes qui semblent le plus directement « humains », « ambigus », et que cite Meynaud⁴¹, où le « sens politique » devrait garder toute sa place, la technique intervient : par exemple, l'arbitrage entre plusieurs opinions techniques opposées, le fait de « tenir en main ses électeurs », de mesurer l'évolution d'une opinion... Il y aura toujours un domaine mouvant, des options irrationnelles, des choix et des jeux, mais est-ce que c'est l'homme politique ordinaire, le député qui les effectue maintenant lorsque ces choix sont décisifs ? Meynaud a raison de dire que quiconque entre dans la sphère gouvernementale ne saurait éviter de faire de la politique. Mais dans quelles conditions ? Quels sont les caractères actuels de cette politique ? Est-elle toujours décisive ? et qui exerce les choix ? Certes, on n'arrive jamais à un « processus clair », il y a toujours des ambiguïtés, il est impensable de tout ramener au calcul et à des techniques, mais même là où tout est ambigu, le mouvement n'est-il pas de chercher par des moyens techniques de réduire ces ambiguïtés, et la subjectivité de la décision ? Le problème est alors de savoir dans quel sens va le mouvement : quel est le domaine, quelle est la méthode, qui vont en croissant ? La réponse me paraît claire. Et c'est dans cette perspective que se situe tout le reste de mon analyse, non pas comme une disparition du politique, mais comme l'illusion d'un libre jeu des formes traditionnelles de la politique.

Ainsi le politique maintenant se trouve soumis au nécessaire et à l'éphémère. La relation entre les deux peut s'effectuer de diverses façons. Tantôt les deux aspects se conjuguent, c'est-à-dire qu'une même décision produite par la nécessité n'a qu'un aspect, une portée éphémère, n'est qu'un moment de l'actualité. Tout le monde pouvait bien voir que la fameuse Communauté Française n'était qu'obéissance à une situation de nécessité sur laquelle personne ne pouvait rien. Et qu'en même temps, elle ne pouvait avoir qu'une durée dérisoire, elle n'était qu'un stade transitoire. Je ne dis pas qu'il n'était pas utile de ménager la transition, c'était sans doute une décision politique indispensable. Mais il était parfaitement vain de lui donner le lustre et l'éclat, le panache et la structure juridique auxquels on s'est attaché, alors que de toute évidence on se trouvait devant une construction qui devait s'en aller par grands pans, sitôt achevée.

Dans d'autres cas nous sommes en présence d'une rupture à l'intérieur même de l'activité politique. Certaines décisions sont durables, mais elles sont alors le simple fruit de la nécessité. D'autres paraissent volontaires, mais elles sont éphémères. Le nécessaire pour les grandes directions fondamentales, pour les décisions vraiment sérieuses, et qui sont imposées finalement par les techniciens des divers ordres (et à ce niveau, la propagande y fait adhérer l'opinion), l'éphémère pour les décisions superficielles et brillantes, où va jouer la dialectique du pouvoir et de l'opinion (dans le sens où nous l'esquisserons au chapitre III). Si, comme dans l'*Alcibiade*, on pense que l'essentiel du politique est d'agir et de faire agir les autres, aujourd'hui l'homme politique est pris dans un réseau de déterminations qui rendent son action futile, et son intervention en même temps efficace et sans profondeur.

Les décisions éphémères sont-elles plus libres que les autres ? En apparence souvent. Et c'est bien à celles-là que l'on pense lorsque l'on nous dit : voyez donc les hommes politiques, ils font leur choix librement. Ils décident eux-mêmes ! Mais combien de fois décident-ils pour plaire à leur groupe, pour obéir à la pression de l'opinion, et non par suite d'une conviction libre ; ou bien s'ils veulent garder leur liberté envers l'opinion, ils doivent tendre le voile de la fausse information ! Mais ils retombent alors dans les nécessités du technique auxquelles ils ne peuvent échapper. Ainsi se combinent sans fin l'Ephémère

et le Nécessaire pour donner à notre politique son visage illusoire, illusion de la liberté dans un cas, illusion de l'importance et du sérieux dans l'autre. Comme un courant d'eau possède son cours nécessaire, et obéit à des lois inflexibles qui tracent ses méandres et creusent son profil, ainsi le flux politique, non seulement au niveau des « instances » politiques, mais bien dans tout le corps social se déroule sans que la décision, l'idéologie, la doctrine, le choix, la volonté du peuple aient quelque part. Mais à la surface du courant, il y a des remous, des vaguelettes produites par un vent contraire, des tourbillons subits, des seuils permanents, et l'on peut avoir l'impression d'une extraordinaire diversité, d'une multiplicité de formes toujours changeantes. Et le bouchon porté sur ce flot peut avoir l'impression de prodigieuses possibilités, d'aller à droite et à gauche, et même pour un instant de remonter par suite d'un contre-courant (mais ce sera toujours alors pour aller s'échouer!). Il n'aperçoit pas qu'il obéit simplement à un courant général. Rappelons en outre l'existence de la passion d'actualité qui nous fixe au niveau des vaguelettes, qui attache notre attention et notre désir et notre sérieux à leur forme et à leur miroitement. Celui qui s'attache avec toute sa force au plan superficiel, en étant porté par le courant, ne saurait prêter la moindre importance et la moindre attention à l'opposition envers ce courant, ne saurait avoir l'idée même de le détourner.

Je ne saurais mieux conclure qu'en citant la célèbre formule de De Gaulle : « Nous faisons la politique. Le reste nous est indifférent. » Admirable exemple d'illusion politique! Ce qui est durable dans le gouvernement de Gaulle, c'est l'application pure et simple de conclusions établies par des techniciens. Hors cela, les « Grandes » décisions (au sujet de l'Europe, contre l'Angleterre, etc.) sont du domaine du jeu éphémère, susceptibles tout au plus de retarder des échéances, mais destinées à disparaître sans laisser de traces.

CHAPITRE II

L'AUTONOMIE DU POLITIQUE

I. LE MONOPOLE DE LA VIOLENCE

Traditionnellement la politique était classée parmi les sciences morales. Maintenant on l'admet parmi les sciences sociales. Mais on n'a pas renoncé pour autant à l'illusion de démontrer les liens étroits qui existent entre la morale, la religion, la politique. Si l'on accepte volontiers que religion et politique n'étaient liées que dans des temps anciens, certains, dont nous parlerons, restent toujours convaincus que la religion a un rôle politique à jouer. Tous, ou presque, considèrent que la politique n'est pas autonome, c'est-à-dire qu'elle est soumise à une loi morale, qu'elle doit exprimer ou créer, qu'elle doit être soumise à un jugement de valeur ⁴². Si l'on prétend que cela est douteux, on évoque tout de suite Machiavel, et l'on parlera de doctrine machiavélique.

Le débat traditionnel se présente clairement : « Si vous mêlez les valeurs à la politique, vous rendez la politique impossible, et si vous ne le faites pas, vous lui enlevez tout son sens. Qui valait mieux, Isocrate ou Démosthène ? Fallait-il dans l'Athènes de 350, choisir l'expansion territoriale de l'Hellénisme, mais d'un Hellénisme qui n'aurait plus de contenu, la liberté étant perdue, ou bien choisir la liberté, conduisant aux désastres ? De même en France, en 1957, fallait-il choisir l'Algérie française, au mépris de toutes les valeurs de la civilisation française, ou bien le respect de ces valeurs au prix du déclin « définitif » du pays ? » Mais cette façon de poser le problème est aujourd'hui dépassée : le choix est fait, la politique a pris un autre sens.

Il existe ici un fâcheux malentendu. Ceux qui expriment la conviction que la politique est soumise à la morale construisent

en effet une doctrine, donnent un certain visage à la politique, se réfèrent à une certaine éthique, établissent les relations souhaitables entre les deux; mais nous sommes vraiment au niveau du souhaitable, de l'impératif. Or, ce qui, dans ce souhaitable est toujours gênant, c'est l'incapacité où l'on se trouve à considérer l'exercice du politique tel qu'il est concrètement, en fonction de l'État qui existe, avec le personnel politique en place, etc. On commence par raisonner à partir d'une idée de l'État, et bien sûr dans la mesure où l'exercice du politique comporte constamment des choix (apparents) entre de nombreux possibles (théoriques) on n'a aucun mal à réintroduire la morale. Chez Machiavel, il n'y a pas eu véritablement une doctrine, ou plutôt, cette doctrine n'a joué qu'au second degré. Ce qui est important ici, ce n'est pas le machiavélisme : c'est la constatation de ce qu'est effectivement en son siècle la situation politique, de ce que sont les conditions de la politique. Et Machiavel conclut en fait à une autonomie du domaine politique. Là où s'insère la doctrine, c'est dans sa prétention à en tirer une politique générale, et dans sa formulation d'une certaine politique qui apparaît en définitive comme un possible qu'il choisit comme plus efficace, ayant pris l'efficacité comme valeur. Il nous semble que son attitude de départ est excellente, et qu'une réflexion politique ne peut partir que de la réalité du monde politique tel qu'il existe, de la structure de l'État en ce moment, et des courants fondamentaux. Or, cette observation nous conduit aisément à la constatation de fait (et non de valeur, et non d'espérance, et non de devoir être!) que le politique actuellement est un domaine autonome. Mais en plus, par rapport à Machiavel, nous nous trouvons dans une situation de fait où l'efficacité n'est plus une valeur choisie, elle est intégrée dans le politique par l'ordre des choses. Je veux dire par là que, du temps de Machiavel, il existait une apparence de politique chrétienne, on prétendait être chrétien et suivre la morale chrétienne. Machiavel lui, tend à montrer que le rôle du prince, c'est avant tout d'être efficace. Ce faisant, il introduit une perspective nouvelle, il révolutionne son temps, il choisit comme valeur l'efficacité. Aujourd'hui nous n'avons plus ce choix : l'efficacité est admise par tous comme bien suprême. L'efficacité est la loi générale du politique, non pas la loi morale, mais la loi reconnue par tous. Nous l'avons dit plus haut.

On présuppose que tous cherchent à atteindre les mêmes fins, ce qui est vrai; ces fins présupposées ne sont plus l'objet d'une

recherche et d'une interrogation : l'U.R.S.S. recherche exactement la même chose que les États-Unis, et réciproquement⁴³. Dans cette recherche le plus efficace est le meilleur⁴⁴. Le titre que M. K. revendique pour l'U.R.S.S., c'est d'être en définitive plus efficace que les États-Unis. Il n'y a donc pas à choisir la valeur d'efficacité : elle n'est plus une valeur, l'efficacité est le comportement nécessaire, inévitable dans le politique actuel. Si l'on veut avoir le moindre sérieux dans la réflexion politique, il faut assurément reconnaître non seulement le fait de l'autonomie, mais encore sa dimension qui n'est pas toujours la même. Je ne prétends pas d'ailleurs, disant cela, formuler un caractère général, métaphysique, du politique. Je dis seulement que, aujourd'hui, dans la situation créée progressivement pendant le xix^e siècle, arrivée à son épanouissement au xx^e siècle et pour une durée de temps imprévisible, nous avons fini par faire du politique un monde autonome, quelles qu'aient été nos intentions, notre moralité démocratique, notre humanisme libéral ou égalitaire, notre espérance du socialisme-valeur. Par une espèce de retournement singulier et peu rassurant, les intentions morales les plus pures ont produit un secteur politique beaucoup plus autonome qu'il ne l'était. Les espérances d'un socialisme restituant la pleine dimension de l'homme ont donné naissance à la dictature la plus technique et rigoureuse qui ait jamais été, et qui existe toujours malgré les apparences.

* * *

Cette autonomie du politique se caractérise essentiellement, comme l'a dit Weber, par le fait que la loi particulière de l'État moderne, c'est la violence. Le secteur politique se définit comme étant celui où précisément s'exerce la violence. Cette importance de la violence est clairement visible dans le fait que chacun accuse toujours à *juste titre* son adversaire politique d'user de violence. Ainsi la droite en accusera l'O.N.U. (contre le Katanga), et la gauche en accusera les États-Unis à l'encontre de Castro!

Nous nous accordons ainsi avec M. Chatelet⁴⁵ quand il dit qu'« il y a État dès le moment où un pouvoir de décision s'instaure, connu de tous comme ayant pouvoir de décider pour la société globale de ce qui est juste et injuste, légal et illégal ». Mais nous ne comprenons plus à partir de là le romantisme proprement théologique où verse aussitôt cet auteur quand il

affirme que l'État implique la démocratie, que pour réaliser l'existence politique il faut faire coïncider les deux termes, le sujet assujéti étant en même temps le sujet créateur, et que « la démocratie est la vérité de l'État dans la mesure où ce dernier détermine un domaine universel où est reconnue comme élémentaire la décision de chacun ». On est ainsi passé de la constatation d'une situation de fait à un échafaudage idéaliste. Ma sympathie personnelle va vers cet idéalisme, mais il faut savoir qu'il s'agit d'un vœu pieux, et ne pas prétendre que *c'est* l'essence de l'État ou qu'il n'y a de politique que telle. Dans le monde actuel, l'État n'est pris au sérieux que s'il est menaçant, et que s'il se défend dans une lutte à mort contre ce qui le met en question. Il est certes vertueux mais politiquement enfantin de se scandaliser parce que le gouvernement marocain profite d'un complot pour exclure ses adversaires, parce que le gouvernement algérien met ses ennemis en prison, et parce que tous les jeunes États africains s'instituent en dictature. Nous ne sommes pas au niveau de libres choix politiques mais de dures et inévitables nécessités.

Un débat très intéressant à ce sujet fut ouvert aux États-Unis (octobre-décembre 1962) par M. Sylvester, chargé des affaires publiques au Pentagone, qui déclara : « Il est constant à travers l'Histoire que c'est le droit du gouvernement de mentir pour se sauver. Cela me paraît fondamental. » Et il ajoutait : « L'information est un instrument du pouvoir. » Ainsi information et manipulation de l'opinion sont assimilées. D'une part le gouvernement se situe hors des normes de l'éthique; d'autre part l'information est une arme. M. Sylvester rejoint ainsi très exactement les théories de Lénine.

Le fait singulier de l'État, c'est que la violence est pour lui devenue monopole. « L'État moderne est un groupement de domination de caractère institutionnel qui a cherché à monopoliser dans les limites d'un territoire la violence... »; l'État exclut la violence des autres groupes : il n'est plus convenable qu'un syndicat, qu'un parti, qu'un clan agisse par la violence; cela est encore moins concevable de la part d'un individu : il ne serait plus qu'un criminel. Il y eut pendant longtemps hésitation à l'égard des groupes. Mais de nos jours nous voyons bien que précisément parce que des groupes prétendent utiliser encore ce moyen, la réaction de l'État se fait plus dure, plus rigoureuse. La police devient un élément décisif, et nécessairement incontrôlé. Mais dira-t-on, le terme de violence ne convient pas à l'État; il faut

soigneusement distinguer entre contrainte légitime et violence. Par exemple, la police est là pour exercer une contrainte légitime, elle sort de son rôle lorsqu'elle applique la violence, et le citoyen doit protester. La contrainte légitime est celle qui sera exercée par l'autorité légitime et dans le cadre des lois, sous le contrôle des lois.

Que voilà bien l'idéalisme rassurant ! Qu'est-ce donc que l'autorité légitime ? Les théologiens ont fait fiasco pour nous le dire, et bien plus encore les philosophes politiques du XVIII^e et du XIX^e siècle. Bien évidemment, l'on trouve des définitions excellentes, des critères satisfaisants, au devoir être indiscutable, mais qui en restent là. Si nous considérons la situation pratique, nous constatons que sont légitimes les pouvoirs qui se maintiennent en fait. La conquête par la force ne change rien à la légitimité. Ensuite cette légitimité résulte de deux éléments complémentaires : l'adhésion du peuple, et la reconnaissance de légitimité par les autres États. Le premier contrefort est purement factice. Le peuple donne toujours son adhésion enthousiaste au gouvernement qui la lui demande. Le plébiscite ou le référendum en France comme en Yougoslavie, en Hongrie communiste comme en Allemagne hitlérienne, en Algérie comme en Italie fasciste produit toujours de 90 à 99 % de votes favorables ⁴⁶. Il n'est pas nécessaire que ce soit là le résultat d'une pression, d'une oppression, d'une propagande... le mouvement spontané de l'opinion publique y suffit bien ! Mais si cela est nécessaire, le pouvoir politique vient y ajouter sa propagande et déterminer l'adhésion de l'ensemble du peuple, ce qui produit sa légitimité ⁴⁷. D'autre part l'État est légitime quand il est reconnu par les autres. Mais il y a là, même quand on se trouve en présence d'États violemment antagonistes, une sorte de solidarité des pouvoirs ; comme, on le sait bien, dans le régime parlementaire les députés appartenant à des partis radicalement hostiles sont cependant liés entre eux par une camaraderie députative, qui fait que l'on soutient ensemble certains intérêts communs. Chaque État, chaque pouvoir, chaque gouvernement sait bien que si l'on grattait un peu... on trouverait le squelette... ! Alors on se reconnaît mutuellement. La seule condition exigée, c'est la durée. Quand le nouveau régime « tient » c'est qu'il est bon. Ainsi, et pour cette seule raison, l'U.R.S.S. comme l'Allemagne hitlérienne, Gomulka comme Antonesco seront reconnus par tous. L'inimaginable scandale aujourd'hui, c'est que la Chine communiste ne soit pas reconnue par tous depuis le temps. Mais pour tenir... il faut bien que l'État use de la contrainte, et parfois de la violence.

A-t-on dénié la légitimité du régime communiste en Hongrie, ou en Allemagne de l'Est! et celle de Nasser? La violence est donc contrainte légitime lorsqu'elle est exercée par l'État légitime, mais l'État est légitime lorsqu'il se maintient, aussi par la violence.

Replions-nous dans le cadre du droit! La violence est ce qui est contraire au droit. Quelle pauvre défaite! Le droit, mais il est soumis au gré des circonstances, avec l'assentiment de tous. Il varie suivant les cas, et les pressions. En France même, combien de juristes ont abandonné l'idée, inutile et périmée, que le droit est normatif, pour le considérer comme un pur fait. Mais à partir du moment où il est ainsi un fait, le droit ne peut plus être barrière, limite aux faits, et encore moins critère d'une légitimité quelconque. Les faits se heurtent au droit? on change le droit. Comment pourrait-on prétendre dans ces conditions que l'observance du droit change la violence en contrainte légitime ⁴⁸?

Il faut encore aller plus loin. La tradition maintenant est bien établie : le droit est observé par l'État lorsqu'il ne se passe rien, sans quoi sera proclamé l'état d'urgence, ou de tension, etc. pendant lequel sera créé un droit d'exception! Or cela a lieu lorsque précisément un groupe prétend employer à son profit une violence quelconque; à ce moment la réaction de l'État est impitoyable, il abandonne le cadre de la loi, et entre en concurrence de violence avec le groupe en question, jusqu'à ce qu'il brise cette force mise en jeu, et l'oblige à rentrer dans le rang. Autrement dit quand l'État est mis à même par les circonstances d'employer la force, il ne tient plus jamais compte du droit, et nous nous trouvons en présence de la violence nue ⁴⁹, quitte, bien entendu, à légitimer par la suite l'usage de cette violence. Il n'est pas besoin d'insister sur le simplisme de la distinction faite par un de nos philosophes entre une « police » (intérieure) qui serait légitime comme moyen de contrainte, et une « armée » qui serait de l'ordre de la violence. Les deux faits sont en politique identiques. Ainsi plus le droit se raffine pour les circonstances « normales » (rares!), plus le pouvoir se déchaîne quand il y a le moindre risque * et ce que le pouvoir appelle trouble

* Entre mille exemples citons celui-ci : la Commission d'enquête sur les camps d'internement constate (29 juin 1962) que parmi les détenus du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, 64% n'ont fait l'objet d'aucune inculpation, 22% sont en liberté provisoire (judiciairement mais internés) et 14% acquittés (judiciairement mais internés) et elle conclut : « Il faut admettre que le gouvernement chargé d'assurer l'ordre public et la défense de la Nation peut et doit en cas de danger public mettant en péril la vie de la Nation prescrire toutes les mesures de sécurité nécessaires. » C'est tout.

de l'ordre public est toujours plus minime, toujours plus rigoureux. Un carnaval, un monôme d'étudiants qui au XIX^e siècle créaient des troubles parfois considérables n'étaient pas l'objet de contraintes et de pénalités. De nos jours, l'on sait la brutalité des réactions. Or, ce n'est pas seulement là exemple français ! La tendance est la même partout. La plus petite manifestation d'indépendance est aussitôt considérée comme attentatoire au monopole de la violence exercée par l'État.

Oui, mais enfin, dit-on, il y a quand même la réaction du citoyen sur laquelle on doit pouvoir compter. C'est justement le devoir politique du citoyen de s'élever au nom de la morale... et du droit en face de cette attitude de l'État ; c'est lui qui doit être la limite vraie de la violence ! Nous pouvons ici seulement dire : Ce citoyen, c'est celui dont nous avons parlé au chapitre précédent, plongé dans l'actualité, déconcerté, incapable d'une réflexion politique véritable, etc. Qui plus est, ou bien ce citoyen ne s'intéressera pas aux problèmes politiques, auquel cas il ne sera pas limite envers l'État, mais simple objet, ou bien le citoyen entre dans le jeu politique, et il est alors de nos jours, bien plus qu'un citoyen, un partisan, un militant*. Pas partout ? Je veux bien excepter en partie la Grande-Bretagne et les États-Unis. Mais que ces pays prennent garde, car ils sont sur le même chemin, ils deviennent ce que nous sommes. La France est un lieu d'élection pour la réflexion politique. Une fois de plus elle est à l'avant-garde, mais il n'est pas certain que ce soit du progrès. Le citoyen militant ? Cela veut dire exactement qu'il prétend : que l'État n'a pas le droit d'utiliser la contrainte contre son parti, toute contrainte est aussitôt qualifiée de violence ; réciproquement, que l'État doit user de violence contre le parti d'en face, et s'il ne le fait pas, c'est un scandaleux laisser-aller. L'homme de gauche protestera contre la brutalité policière, les tortures, les camps d'internement administratif appliqués à ses camarades, mais oubliera les mêmes faits appliqués à l'homme de droite, ou bien les légitimera, par exemple au nom du grand

* Nous avons déjà dit qu'il est bien difficile de croire à une dépolitisation. Mais surtout, ce qui nous paraît important, c'est la constatation que si le citoyen renonce à intervenir directement dans le cours du politique, cela ne tient à aucune des causes généralement avancées : ce n'est ni la hausse du niveau de vie, ni le développement du confort, des loisirs, ni la perte d'esprit civique qui provoque un certain écart (d'ailleurs peu prouvé) envers la vie politique. Il nous semble que la cause ne tient pas au citoyen, mais à la croissance intrinsèque et incontrôlable du pouvoir.

principe : pas de liberté pour les ennemis de la Liberté ! Il va de soi que la démarche de l'homme de droite est rigoureusement parallèle, mais de sens inverse. Ainsi la prétention de distinguer entre la violence exercée par l'État et une contrainte légitime est aujourd'hui parfaitement vaine. Assurément le moraliste ou le théologien pourront bien présenter toutes exigences, construire toutes théories, mais si cela peut donner satisfaction à l'esprit, le principal défaut, outre que ces définitions ne s'accordent point entre elles, est que rien de tout cela n'est applicable. Je ne dis pas appliqué ! Dire que l'État ne devrait pas employer la violence, c'est simplement dire qu'il ne doit pas être l'État*.

C'est le même problème avec la guerre. Dans la mesure où l'État est chargé d'assurer la survie du groupe social qu'il dirige et représente, il ne peut pas éviter la guerre. Disons que tous les pacifistes ont raison quant à l'exigence, et à condition que leur mouvement international fasse pression sur tous les États ensemble. Toute autre attitude n'est que négation de l'État. Et la guerre comme la violence n'est pas « juste ». Elle est, c'est tout. C'est une grande ingénuité, mais aussi une grande vanité que de prétendre établir des lois à la guerre, ou de définir ce qui est une guerre juste. Dans ce dernier domaine, il suffit de rappeler que les critères sont éminemment variables. La guerre juste selon Saint-Augustin n'est pas définie comme par Gratien. Et ces recherches n'ont évidemment rien de commun avec la définition de la guerre juste par Lénine, de qui diffère sensiblement Mao (on oublie souvent qu'il y a chez l'un comme chez l'autre une large étude de la guerre juste). Ainsi une guerre pourra être parfaitement juste en appliquant les critères de Lénine, et parfaitement injuste pour ce catholique qui applique les critères de Gratien. Quant aux lois de la guerre, c'est aussi une prétention permanente de les imposer, mais ou bien elles sont définies par une puissance supérieure qui les impose par la violence (par exemple les ligues de paix du Moyen Âge), ou elles sont le fruit d'un accord, d'un *gentleman agreement*, mais on n'en connaît que trop les limites : elles ne s'appliquent que dans la mesure où elles

* Constatons, sans jole, que M. Nehru, le 17 juin 1962, a déclaré qu'aucun pays n'était plus capable d'observer la théorie de la non-violence. Certes, dit-il, il faut enseigner aux peuples à penser en termes de non-violence. Mais la pratique politique de l'État ne peut s'en inspirer. Constatons, en face, que le mouvement non violent des noirs contre la ségrégation aux États-Unis a finalement sombré dans la violence (juin 1963).

n'empêchent pas la victoire, et celui qui se sent décliner, violera ces lois sans vergogne. Les lois de la guerre s'imposent en réalité quand il n'y a pas de guerre. Car la seule loi de la guerre, c'est de la gagner. Dans ces conditions, et sans entrer dans la discussion, nous pourrions donc dire que toute guerre est injuste, toute violence condamnable. Mais cela est l'affaire du moraliste, de l'individu, l'État ne peut absolument pas juger ainsi. Il se condamnerait simplement à disparaître, et serait remplacé par un autre État qui n'hésiterait pas. Rappelons la pensée de Marx sur la démocratie, qui n'est un régime acceptable que parce qu'elle n'ose pas employer ses moyens de violence, étant paralysée par des scrupules. Et donc, dit Marx, c'est l'État le plus facile à renverser.

Ajoutons enfin que cette violence qui pendant longtemps fut seulement physique a pris de nos jours une nouvelle dimension : c'est la violence psychique. Lorsque l'État utilise la propagande, lorsqu'il « viole les masses », lorsqu'il détermine insidieusement les comportements, c'est exactement le même problème en plus vaste. La violence n'est plus seulement exercée par la police, mais elle pénètre l'intérieur de l'individu pour obtenir de lui l'adhésion enthousiaste, le comportement fidèle, le dévouement à une cause. Il s'agit encore du même problème, et ce faisant, l'État est encore autonome; nous avons essayé de montrer ailleurs comment la propagande échappe à tout critère, à tout contrôle moral. Et, bien entendu, cédant à ce développement, l'État cherche alors à éliminer tous les groupes qui prétendent exercer une influence intellectuelle ou psychologique. Églises, universités, il y a longtemps qu'elles sont neutralisées ou au service de l'État-Presses et autres moyens de communication de masse, puis, progressivement, les mouvements privés plus récents entrent dans l'orbite de l'État. Celui-ci établit dans ce domaine son monopole : personne ne peut user des moyens de pression psychique, hormis l'État : c'est en cela même qu'il est État. On dit toujours que l'État lutte contre la liberté de la presse; mais cette lutte n'est rien d'autre que l'aspect moderne de la lutte de l'État contre les seigneurs féodaux au xiv^e et au xv^e siècle!... Monopole de la violence, autonomie du politique...

* * *

Il est encore une autre source de cette autonomie. Rappelons d'un mot la prétention de l'État à résoudre tous les problèmes, et de façon concordante, la croyance invétérée des citoyens que

l'État est là pour résoudre tous les problèmes. Cette attitude de l'homme envers l'État est encore plus caractérisée si l'on admet que les intentions, les désirs de l'homme ont changé ⁵⁰. Il est beaucoup moins sensible et intéressé par les problèmes généraux (où il pourrait essayer d'avoir influence et volonté d'intervention). Il demande plutôt une garantie totale et entière de son existence privée. Il désire une « assurance revenus » et une « assurance consommation », il tend vers une assurance existence globale, renonçant à se charger de lui-même. Or, tout cela, il le voit bien, seul l'État peut en assurer l'organisation et la gestion ; quelle que soit l'opinion « politique » du citoyen, son appel à l'État vient de bien plus profond que son idéologie, du plus profond de sa participation à la société, de sa situation même dans la société. Il n'est plus vrai que la majeure partie des questions d'une société ne soient pas politiques. Et même si, en réalité, telle question n'est en rien politique, du fait que, aujourd'hui, l'homme croit qu'elle l'est ; que l'homme en remette la réponse à l'État, elle le devient. Il est faux de dire que la politique c'est tout, mais il est vrai de reconnaître que dans notre société, tout est devenu politique et que la décision de planter des fèves au lieu de maïs et de la luzerne au lieu d'avoine est devenue une affaire politique (discours de Khrouchtchev, le 23 décembre 1961). Mais il faut alors comprendre que cette politisation conduit forcément au totalitarisme de l'État, qui lui-même se traduit inmanquablement par l'autonomie politique. Cela suppose en effet que toute décision de l'État engage en définitive l'ensemble de la communauté, que l'État représente effectivement chaque citoyen, dans ses aspirations, dans ses volontés. C'est d'ailleurs ce que nous entendons et lisons chaque jour. Lorsque le Maroc s'oppose à la Mauritanie, nous apprenons que c'est le plus profond sentiment du cœur de chaque Marocain que de vouloir faire revenir cette terre et inversement que c'est la passion la plus forte de chaque Mauritanien que de sauver cette indépendance. Il y a de fortes chances pour que l'immense majorité des Marocains et des Mauritaniens n'aient à ce sujet que des impressions très vagues. Mais, lié aux masses, l'État est habilité à parler ainsi. Bien entendu, réciproquement, cela veut dire que cet État peut alors demander à chaque citoyen de participer, même si en définitive cela ne le concerne en rien. Ce citoyen est englobé dans une totalité que l'État assume. Et par la voie de cette totalité, l'État représente bien et atteint bien et engage bien chacun.

Nous sommes en présence d'une nouvelle aliénation, qui n'a rien à voir avec le capitalisme, et qui se trouve beaucoup plus profondément acquise en U.R.S.S. que partout ailleurs. A partir du moment où l'État devient ce qu'il est, chargé de toutes choses, qui le contrôlerait? A partir du moment où l'État est bureaucratisé, quelle norme de validité ou de légitimité pourrait s'imposer de l'extérieur? A partir du moment où l'État assume le Tout de la vie du citoyen, comment le politique ne serait-il pas autonome? C'est illusoire d'écrire : « pour exorciser l'anonymat des pouvoirs... il faut créer un nouveau courant d'intelligibilité entre la particularité du citoyen, et la spécificité des détenteurs du pouvoir politique » (*L'État et le Citoyen*, p. 128) : à partir du moment où tout le fondamental est politisé (ce qui est le cas en notre société) il n'y a plus de particularité du citoyen. Je ne veux pas dire par là que les citoyens auront les mêmes goûts, les mêmes vêtements, le même visage, qu'ils seront identiques! Ce serait stupide! Bien sûr, chacun aura son métier propre et des choix amoureux différents. Mais cela n'est rien dans la politique. Il n'y a plus de particularité *politique* du citoyen (même s'il a des « idées » politiques) parce que l'État l'a entièrement assumé. Il ne peut donc plus y avoir de courant, pas plus qu'entre deux pôles électriques du même signe. C'est une conséquence nécessaire de la politisation générale. Et parce que ce courant n'existe pas, et ne peut pas exister, l'exercice politique est effectivement autonome.

Il est illusoire d'évoquer l'autonomie spirituelle de la personne. On ajoute d'ailleurs aussitôt : « il faut qu'un immense travail d'éducation soit accompli afin que les tendances à l'autonomie spirituelle l'emportent sur la standardisation des esprits » (*L'État et le Citoyen*). Mais c'est là un vœu pieux : assurément si l'autonomie spirituelle existait, il y aurait une réponse possible à l'autonomie du politique. Mais comment croire que dans une civilisation entièrement tournée vers la poursuite du confort, et l'élévation du niveau matériel de vie, et qui mobilise pour ce faire toutes les forces, et qui intègre de plus en plus d'individu par des moyens systématiques, comment croire que l'on risque d'accéder à l'autonomie spirituelle? Les loisirs eux-mêmes tels qu'ils sont pensés vont à l'encontre. Et c'est une vue bien superficielle des choses de croire que cette autonomie spirituelle peut résulter d'une sorte d'orientation réfléchie (c'est au contraire le fruit de toute une spontanéité sociale!), d'une éducation. D'ailleurs qui donc la donnera cette éducation? Assurément l'État.

Et comment croire que cet État orienté comme il l'est pourrait élaborer une éducation dans le sens de l'autonomie spirituelle. Rien dans l'évolution du dernier demi-siècle ne permet de l'envisager. Bien au contraire. Nous voyons se resserrer de plus en plus la *nécessité* d'une formation technique, d'une adaptation à la société moderne : c'est tout le programme des réformes de l'éducation ! Mais qui dit cela, dit par-là même négation de toute autonomie spirituelle. Et nous pressentons le nouveau pas que, de partout, on attend : une éducation civique qui enfin en soit une, l'éducation des responsabilités (envers le corps social), du sérieux politique, de la participation et de l'engagement. La formation des vertus qui font les bons citoyens : mais cela veut dire très exactement qu'en effet la politique sera davantage autonome, car le bon citoyen n'a pas à objecter en fonction de sa conscience individuelle (dans ce cas c'est un vilain anarchiste individualiste !) mais à appliquer la morale sociale collective qui dans l'état actuel des choses est un produit de l'autonomie politique.

Et voici le dernier aspect, le plus profond, de cette autonomie. Nous avons indiqué le phénomène de la croissance des moyens et des puissances dans l'organisme étatique. C'est aujourd'hui son caractère essentiel, quelles que soient les doctrines en vigueur. Car nous pouvons poser comme un principe décisif que *plus la puissance grandit, plus les valeurs se dissolvent*. Lorsque nous parlions plus haut de contradiction entre les deux ordres, c'est en réalité entre la puissance et les valeurs. L'opposition entre la fin et les moyens est de plus en plus reconnue fallacieuse. Il est parfaitement illusoire de penser qu'il faut augmenter la puissance-moyen pour atteindre et réaliser la justice, la liberté, la vérité. Les valeurs n'existent que dans une situation d'ambiguïté pour l'homme, dans une certaine tension de la personne humaine elle-même pour les accomplir. Elles ne sont jamais un donné existant en soi et qu'il faudrait actualiser comme un objet qui devient présent. Il faudrait pour croire cela vivre dans l'illusion qu'un ordre social donné peut inclure en soi cette justice, cette liberté, cette vérité : c'est la mythologie à laquelle ont cédé les marxistes, contrairement à K. Marx qui lui prétendait éliminer ces valeurs. Mais l'homme n'arrive pas à s'en passer. Il faut qu'il les réinvente, et lorsqu'il est politisé qu'il élabore la construction de l'union des valeurs à l'ordre étatique. Mais la croissance de puissance efface en définitive le sens de ces valeurs et les limites qu'elles tracent. Lorsque l'État est investi de la

puissance, il n'y a plus aucune limite possible entre le Juste et l'Injuste, le Vrai et le Faux, le Bien et le Mal. La vraie limite est celle du possible et de l'impossible. Et ce qui devient possible pour l'État, il le fait, et cela devient par a priori le juste et le vrai.

Nous ne sommes pas loin, dans cette constatation de fait, de la théorie du droit selon laquelle le droit c'est ce que décide l'État. C'est donc alors à l'État de décider ce qui est juste, autrement dit ce que décide l'État *est* juste. Je n'exagère pas, cette théorie du droit a été soutenue par de nombreux philosophes et juristes d'opinions politiques fort diverses. Mais l'État décide non pas selon la Vertu, mais selon ce qui lui est possible, c'est-à-dire selon sa puissance. Et lorsqu'il atteint un appareil suffisant, il est dans la situation éthique souveraine, de *nommer* le Bien (fut-il le Mal) et de *nommer* le Mal (fut-il le Bien)! État pervers? non, État habité par l'esprit de puissance et il ne saurait en être autrement. Seul un État limité peut accepter l'opposition d'un Bien, d'un Juste externe à lui-même, peut accepter la limite, mais plus sa puissance grandit, plus la limite recule et plus s'estompe dans l'esprit même des citoyens les distinctions que les valeurs permettent d'établir. Un État tout-puissant, quelle qu'en soit sa nature, sa doctrine n'a jamais accepté jusqu'ici la réalisation de valeurs externes et leurs limites. C'est un constat historique, et je ne vois pas pourquoi la situation changerait : affirmer que demain ce ne sera pas pareil, c'est un saut dans l'absurde que rien n'autorise à exécuter.

Les théories sur la croissance des niveaux de vie qui aboutissent à une démocratisation, à une limitation de l'État sont illusoire, car il n'y a jamais aucune preuve d'un recul décisif de la puissance. Tous les exemples invoqués peuvent s'expliquer par le fait bien différent que dans une période de tension révolutionnaire on use de la terreur, et qu'après un temps plus ou moins long, l'État étant installé, non contesté, il y a une détente (le niveau de vie n'est qu'un accessoire très lointain, et sans causalité directe). Mais dans ce processus, il n'y a pas un retour au respect des valeurs : il y a celles que l'État a décrété, un point, c'est tout. Il n'y a pas un recul de l'État : ce que l'État a gagné dans la violence et la terreur, lui reste acquis mais normalisé, institutionnalisé, donc rassurant. L'État khrouchtchevien n'est certainement pas en recul de puissance sur l'État stalinien, mais la normalisation de la société sur les principes de l'État est plus avancée : c'est tout! La contradiction « puissance-valeurs » nous permet ainsi d'atteindre

cette illusion tragique des hommes de notre temps pour qui les valeurs sont enfin réalisées par la voie politique, alors que celle-ci est devenue destructrice des valeurs et puissance autonome.

II. CONTESTATIONS

Spiritualistes et moralistes ne peuvent pas entendre ce discours *. Pour les uns la tentation reste grande de formuler d'une façon ou d'une autre une politique chrétienne. Mais comment celle-ci serait-elle appliquée par un État non chrétien ? Et les expériences passées de l'État chrétien, ou même les expériences présentes, ne sont guère encourageantes. Il y a beau temps que l'on a dénoncé leur hypocrisie. Et nous sommes alors dans cette situation étrange : l'État dit chrétien prétendait appliquer des principes chrétiens, prétendait pratiquer une morale chrétienne, obéir aux commandements de Dieu, et son premier devoir était de promouvoir l'Église. On s'est alors battu longtemps pour démontrer que cet État, *en fait*, ne pratiquait rien de ce qu'il disait, qu'il menait une politique sans référence à l'Évangile, et que ses proclamations n'étaient qu'un paravent hypocrite. L'on s'est donc, de façon très valable, référé dans ce combat à ce qu'était *en fait* la politique. On a donc déchiré ce paravent, dénoncé le mensonge... mais voici que maintenant on ne peut plus supporter cette situation, on ne peut plus supporter que l'État soit ouvertement ce que l'on avait accusé l'État (chrétien) d'être secrètement : esprit de puissance, usage de la violence, dérèglement du pouvoir... Il fallait à tout prix recréer un autre entourage, un autre garde-fou, un autre paravent : la réalité était trop cruelle. Et d'un côté les chrétiens ont repris leur travail, sous des formes différentes, se défendant en France de vouloir un état chrétien, procédant soit à l'établissement de programmes que l'État devrait mettre en œuvre, soit à la construction d'une théologie de l'État, soit, plus fréquemment à des manifestations, protestations, procla-

* Lorsque par hasard un homme d'État parle avec cynisme, tout le monde est scandalisé. Je rappelle simplement cette allocution du président de Gaulle annonçant qu'il fallait libérer l'Algérie (1961) parce qu'en fait « les choses sont ce qu'elles sont » et que c'est maintenant « notre intérêt de partir », comme ce fut notre intérêt de nous y installer. Scandale de tous les bons apôtres !

mations contre les actes de l'État. De toute façon, c'était, pour le politique, une entreprise très vaine, parce qu'inapplicable, les chrétiens se donnant la facilité de ne jamais prévoir les voies et moyens. C'était un refus de responsabilité, en ce que ces chrétiens non seulement n'étaient pas au pouvoir, mais ne cherchaient pas à y participer, fût-ce modestement, se tenant dans la position infiniment commode du refus, de la critique et de l'accusation.

Les moralistes, les humanistes ont pris la relève. Ce ne sont plus les chrétiens qui ont maintenant à parler de, et à l'État, ce sont les idéalistes qui prétendent représenter les droits de l'homme. Malheureusement, l'expérience des années récentes montre que ces idéalistes ne procèdent jamais à leur choix en fonction de leur vision de l'homme ou d'une éthique mais procèdent d'abord à des choix politiques. Or, ces choix politiques sont inscrits dans une autonomie du politique tout à fait rigoureuse. On est de droite ou de gauche, non pour les valeurs que cela représente, mais par une sorte d'instinct, par une impulsion originelle, résultante de la pression sociale, des conformismes et des passions. Les « formes d'hémiplégie morale » que représentent la droite et la gauche sont préalables. Et les Valeurs, l'Humanisme, etc., ne seront que des arguments invoqués pour parer notre choix de liberté, pour justifier notre détermination et glorifier nos positions. C'est-à-dire un retour parfait à l'hypocrisie chrétienne. Ce n'est pas à cause de la valeur de l'homme que je suis de gauche, mais étant de gauche, j'invoque la dignité de la personne humaine, de gauche il va de soi. Car ceux d'en face sont *seulement* des négateurs de ladite personne humaine. Ce n'est pas à cause de l'Honneur que je suis de droite, mais étant de droite, j'invoque l'honneur contre une gauche qui ne sait que déshonorer, vulgariser, avilir tout ce qu'elle touche. Lorsque l'on suit d'un peu près l'évolution de la pensée de nos philosophes politiques, de nos humanistes distingués, lorsqu'on analyse leurs écrits généraux en les confrontant à leurs prises de position concrètes, lorsqu'on examine leurs manifestes, et surtout lorsqu'on prend garde aux *lacunes* de leur action (pourquoi *dans ce cas* se taisent-ils ? pourquoi considèrent-ils *un* côté de la situation ? pourquoi leur doctrine laisse-t-elle cet aspect du problème ?), alors, on se rend compte qu'ils sont les meilleurs témoins de l'autonomie du politique, et combien peu leurs philosophies, théologies, et morales ont de prise sur leur décision, et dictent une conscience claire des situations. On peut dire que, très généralement, la

tension a été parfaitement réduite, et que l'autonomie du politique a absorbé la philosophie de ces humanistes qui la nient. Il faut aussi rappeler le refus dogmatique des marxistes, qui ayant donné un sens à l'Histoire ne peuvent admettre que les choses évoluent autrement que ce qu'ils ont schématisé. Ils ne peuvent alors accepter que la politique soit autonome, et ils sombrent dans l'idéalisme absolu (par exemple : la guerre disparaîtra « ipso facto » avec le capitalisme, dans *le Drapeau Rouge*, 4 mars 1963, etc.)

*
* *
*

Mais il est un autre aspect de la contestation, plus précisément politique : celle qui vient des démocrates. Eux aussi, mais par une autre voie, nient cette autonomie. Il s'agit d'intégrer le politique dans une forme morale qui est la démocratie ou le socialisme. Et c'est Rousseau affirmant que le corps politique *est* un être moral qui a une volonté, et que cette volonté générale tend toujours à la conservation et au bien-être de chaque partie. Il y a donc coïncidence entre le bien et la volonté générale, qui est par excellence la volonté politique. Malheureusement cette volonté générale, nous le savons aujourd'hui, ne se discerne guère, et s'applique encore moins comme expression de l'être moral. Mais c'est aussi bien Jaurès lorsqu'il essaie de démontrer que le socialisme arrivera finalement à donner à la société sa forme, non seulement parce qu'il est nécessaire mais en outre parce qu'il est bon. Alors que Marx aurait voulu éliminer radicalement de son interprétation les valeurs, Jaurès les réintroduit, pour montrer l'identité entre l'évolution politique nécessaire et l'accomplissement du bien et du juste, connus par le cœur de l'homme. Mais nous sommes loin de réaliser les conditions préalables ; nous n'en sommes plus au temps où les questions sont susceptibles d'être tranchées par simple recours à la lumière naturelle, nous vivons dans un temps (et cela pour tous les pays sauf ceux où l'unanimité se crée par la manipulation), produit justement de la démocratie, où les citoyens n'adhèrent pas unanimement à un petit nombre de valeurs communes. Or, cela est bien la présupposition indispensable pour que le politique ne soit pas autonome : il faut que l'unanimité des citoyens acceptent les mêmes valeurs, qui alors s'imposeront à la politique. Mais assurément l'exercice de la démocratie ruine cette unanimité et assure à la politique une autonomie, dirions-nous, par carence, alors que chez Machiavel, il s'agirait d'une

autonomie par conquête. Celle-ci est d'ailleurs toujours assurée dans les pays de dictature.

M. Bourricaud présente d'autre part des critiques fort pertinentes lorsqu'il montre qu'en définitive on cherche à supprimer l'autonomie du politique « par une disjonction et une réduction. La disjonction vise à distinguer les problèmes techniques qui ne sont pas de la compétence des citoyens, et les problèmes politiques sur lesquels ceux-ci ont le dernier mot. Quant à l'assimilation, elle identifie politique et morale... Malheureusement, dit-il très justement, la distinction entre technique et morale apparaît des plus malaisées! » Tout son développement est à étudier, de même que celui sur les choix moraux en politique, celle-ci se ramenant à des « paris sur des variables aléatoires » lorsque l'impératif technique n'est pas clairement déterminant.

Nous voudrions ici souligner un autre aspect : non seulement la méconnaissance idéaliste de l'autonomie du politique est fallacieuse, mais encore elle est dangereuse. On peut dire que les plus lourdes erreurs politiques, celles qui ont coûté le plus de sang et de désordre dans le dernier demi-siècle ont été dues à ceux qui, récusant le fait, regrettable, condamnable, détestable, mais fait, que la politique en ce temps est autonome, ont agi comme si elle ne l'était pas, comme si elle était soumise à des règles et des valeurs indiscutées. (D'ailleurs ces mêmes hommes politiques étaient incapables de formuler clairement les valeurs au nom desquelles ils agissaient.) D'un côté nous avons ainsi assisté à la montée de doctrinaires, Staline ou Hitler par exemple, qui partant de cette autonomie du politique (car chez Staline, malgré le marxisme, l'excès des moyens, l'expansion des tactiques et stratégies revient en définitive à cette autonomie : l'économique et le social étant devenus des pièces de l'échiquier politique), ont dit clairement, très clairement, et toujours, ce qu'ils avaient l'intention de faire. Il suffit de prendre au sérieux leurs affirmations. Or, les démocrates ne l'ont jamais fait, ils se sont constamment trompés (sauf peut-être Churchill parce que lui aussi affirmait sans cesse l'autonomie du politique). Si les hommes politiques démocrates, les socialistes, les humanistes, les chrétiens se sont ainsi trompés, étape par étape, s'ils ont cru que les déclarations de Hitler ou de Staline, comme celles du F.L.N., de Fidel Castro ou de Nasser étaient des discours semblables à ceux qu'eux-mêmes prononçaient le dimanche, cela provenait de leur conviction profonde : « Ce n'est pas possible — la politique n'est pas autonome de la morale. Ce n'est pas possible d'avoir

de telles idées, de bafouer le droit, de ne pas tenir parole, d'engager de vastes conquêtes, de provoquer des révolutions, de déporter en masse, le *Lebensraum*, ce n'est pas possible, ni l'établissement du socialisme par la violence et la conquête. » Lors de la montée de Hitler au pouvoir, les hommes d'Église ont vu que la réédification de l'Allemagne dans un sens « spirituel » était un bien, mais ils n'ont simplement pas pu croire tout ce que Hitler disait quant à ses projets. De même les financiers allemands l'ont aidé en estimant qu'il allait gagner (jugement exact quant au fait) mais qu'un révolutionnaire, ce n'est en définitive pas si terrible que cela, et qu'ils l'apprivoiseraient : or, si ce jugement de « valeur » a été inexact, c'est encore parce qu'ils ont estimé que la politique était « raisonnable », ou que Hitler ne pourrait pas aller jusqu'où il avait annoncé qu'il irait ! En fait, Hitler les a dominés, les a obligés de se soumettre, comme il l'avait dit. Nous trouvons la même erreur de jugement chez les leaders démocratiques des partis qui en Pologne ou en Tchécoslovaquie ont estimé qu'il fallait collaborer avec les communistes. Cela résultait d'un certain idéalisme de la Résistance, mais surtout de la conviction que les communistes obéissant « à la même morale que nous tous, » cherchant la Justice et la Vérité, dévoués au Bien de la patrie, on pouvait donc travailler avec eux ; il y avait une plate-forme idéale commune, des valeurs relativisant l'action politique. On pouvait alors espérer *modérer* les communistes, les rendre démocrates et accessibles à l'excellence d'un libéralisme idéologique et politique, en acceptant le dirigisme socialiste économique. Malheureusement, comme les faits l'ont montré, toutes les alliances, concessions, dialogues, etc., ont servi à la tactique communiste, qui n'était ni libérale, ni pluraliste, ni soumise à des valeurs, etc.

En face d'une action politique parfaitement autonome, aucune invocation de valeur ne peut servir à quoi que ce soit. L'amour de la Paix, et du bonheur des peuples par-dessus tout, comme impératif final d'une politique non acceptée comme autonome, assure la victoire de Mussolini en Abyssinie, de Franco en Espagne et de Hitler en Tchécoslovaquie. C'est seulement à la dernière limite que les idéalistes se ressaisissent, et marquent un coup d'arrêt : qui est alors terriblement coûteux et sanglant, parce que l'on n'a pas pris à temps les mesures qu'une pensée reconnaissant l'autonomie du politique implique. De nos jours, dire que la guerre est juste lorsqu'elle est vraiment l'*ultima ratio*, et qu'elle n'est acceptable que dans ces conditions, c'est une fois

de plus transporter dans un siècle sans morale et sans valeurs un jugement inséré dans la chrétienté. C'est-à-dire qu'on laisse une marge d'action considérable au plus réaliste, au plus adapté des politiques dans un monde de l'autonomie du politique, c'est dire en même temps que l'on assumera la guerre la plus sévère, la plus affreuse ; pour ne pas avoir agi dès le début, pour avoir été arrêté par des scrupules. Prenons garde, je ne dis nullement ici que la guerre est bonne, souhaitable ou juste. Je réaffirme ce que j'ai écrit souvent que *toute guerre est injuste*. Aucun état ne peut avoir bonne conscience en faisant la guerre. Mais dans un monde où la politique est autonome, celui qui fait de la politique doit savoir que la guerre ou sa menace est un des moyens normaux de la politique, et que récuser cette autonomie c'est, sous le couvert de la vertu et de l'idéal, faire en définitive la politique la plus ruineuse pour la communauté. Il n'y a pas, de nos jours, des bons qui sont vainqueurs, qui représentent la justice et le droit ; des méchants qui sont des politiciens réalistes et qui finalement sont vaincus ! Si Hitler avait été vainqueur, nous aurions eu un assez bel acte d'accusation contre l'U.R.S.S. et les nations occidentales, fondé assurément sur des faits exacts ! et qui auraient, bien sûr, valu la peine capitale à nos hommes politiques !

Il ne faut pas croire que l'autonomie du politique soit le fait des seules dictatures. Elle existe à des échelles différentes dans les démocraties. Accuser le député d'hypocrisie comme on le fait souvent, ce n'est pas autre chose. L'erreur a été de considérer le cas des dictatures ou du régime communiste comme un cas anormal, exceptionnel, réductible à la longue, et qui pourrait rentrer dans des normes antérieures. L'erreur a été de croire qu'une politique réglée sur des valeurs, par un droit respecté et admis, une politique qui se soumet à une morale, une guerre qui se soumet à des lois, soient des situations normales, allant de soi. L'erreur a été de croire à une nature qui était cela. Alors qu'il eût fallu se rendre compte que c'était une situation infiniment fragile, une conquête assez étonnante de l'homme, qu'il fallait tenir par volonté, par sacrifice, et dans un renouvellement constant. A peine la tension conquérante s'est-elle relâchée, que la situation est redevenue ce qu'elle est : la politique autonome, la guerre sans lois. L'épreuve que nous avons traversée depuis un demi-siècle devrait nous convaincre que, même si cela ne nous plaît pas, même si nous le désapprouvons, la situation exprimée dans les dictatures et dans le communisme est devenue

la situation normale, et que c'est par rapport à elle que nous avons à réfléchir sur le problème politique, et non pas en fonction d'une idéale démocratie qui n'a aucune chance de s'appliquer. Déjà nous savons bien que les mœurs des états totalitaires ont gagné les démocraties. Déjà le régime de police, les camps (d'internement administratif, de regroupement, de travail... tout cela n'est que qualifications diverses de la concentration!), la toute-puissance administrative incontrôlée, l'élimination systématique des opinions aberrantes et des minoritaires en sont des signes aussi clairs que, au niveau de l'opinion, l'adoption des lieux communs sur le sens de l'Histoire (qui n'est que le camouflage idéologique de l'autonomie du politique), sur les choses qui sont ce qu'elles sont, sur le travail qui est la liberté, ou sur la Nécessité qui fait loi.

Et si l'on considère à l'intérieur d'une démocratie les relations entre les hommes politiques ou entre les groupements politiques, on s'aperçoit très vite que ce sont des relations de force, de chantage, de pression, de marchandages, de prestige, de carrière, de complicité, mais qu'il n'y a là aucune règle morale, aucune suprématie des valeurs ⁵¹. Même dans des groupes très purement idéologiques (je pense à tel groupement d'intellectuels de gauche!), les relations sont parfois sordides et manifestent avec éclat cette autonomie du politique, quoique dans les déclarations publiques ces groupes se représentent comme défenseurs de la vertu, de l'humanisme et de la morale.

Car bien entendu, on conserve tout le vocabulaire de la morale et du spirituel dans la plus parfaite autonomie du politique. Ainsi Hitler et M. Khrouchtchev invoquent sans cesse Dieu. De même le mot « social » devant la justification éthique courante de l'activité politique ^{51 bis}.

Un élément important qui vient confirmer l'autonomie du politique, c'est la perversion de l'utilisation de la valeur morale par les citoyens qui l'invoquent. Le spectacle des dix dernières années en France est révélateur. On constate ainsi :

— Des choix de valeurs d'après la cause que l'on a défendu (on choisit l'honneur ou la patrie ou la fidélité à la parole donnée parce que l'on estime que les Français doivent rester en Algérie); on choisit la dignité de la personne humaine ou le droit à l'indépendance pour justifier le F.L.N. et attaquer l'armée française);

— Des variations de valeurs chez la même personne suivant les causes : ainsi le droit des peuples à l'indépendance, à la sécession est un droit intangible et sacré quand il s'agit du F.L.N., mais

n'a aucune importance quand il s'agit des Croates contre Tito, ou du Katanga contre Léopoldville. Au contraire, les « sécessionnistes » mettent alors en avant une autre valeur sacrée : l'Unité de la Nation, qui n'avait aucun sens lorsqu'il s'agissait de la France.

— L'invocation des mêmes valeurs par les adversaires les plus opposés. Les droits sacrés de la personne humaine furent invoqués par la gauche pour protéger les Algériens contre la torture et les camps de concentration, mais sitôt que ces méthodes sont appliquées à l'O.A.S., elles deviennent légitimes, et il n'y a plus de valeurs. En revanche, la droite qui ne s'était aperçue de rien pendant la guerre d'Algérie lève le bouclier de la dignité de la personne humaine contre le camp de concentration appliqué à l'O.A.S. Les droits acquis par l'Histoire servent de la même façon : ainsi le P.C.F. exige en 1958 que les produits du pétrole algérien soient partagés avec la Tunisie qui a des droits imprescriptibles et sacrés sur le Sahara par suite de l'Histoire. Mais en fin 1961, le même P.C.F. déclare que c'est l'Algérie seule qui a des droits sur le Sahara, et que l'« on ne peut amputer l'Algérie du Sahara ».

Les arguments moraux soutenus par la gauche pour le F.L.N. étaient exactement (parfois mot pour mot) les mêmes que ceux de la droite pour l'O.A.S. : invocation de la justice ; invocation de l'unanimité (le F.L.N. représentait valablement tout le peuple algérien, et de même l'O.A.S. représentait valablement tous les Français d'Algérie, plus une grande partie des musulmans) ; invocation de la nécessité (l'O.A.S., comme le F.L.N. n'ont usé de moyens terroristes que pour se défendre, parce qu'ils étaient acculés par la nécessité injuste où les Autres les avaient mis, et qu'ils n'avaient aucun autre moyen de faire entendre leur voix) ; affirmation que l'on emploie deux poids deux mesures (les siens étant toujours victimes!).

Les arguments moraux sont toujours d'admirables moyens d'attaque contre l'État : on se scandalise lorsque l'État n'obéit pas à vos motifs moraux invoqués dans telle circonstance, et on le taxe alors de dictature. Si on est de gauche, le IV^e Plan est un acte abominable de dictature technocratique attentatoire à la liberté (mais il va de soi que le plan soviétique est une merveille de respect démocratique!) ; si on est gaulliste, ce même plan est étonnamment démocratique tout en mettant la France sur les rails du progrès. Que l'on ne dise qu'il s'agit ici de « jugements de faits », les deux adversaires présenteront toujours des jugements de fait. Il s'agit en réalité de « Valeurs présupposées ».

On n'en finirait plus de détailler tout cela, mais il est un mécanisme curieux qu'il faut encore évoquer : les valeurs servent à justifier les faits : « Il y a une violence qui libère et une autre qui asservit » ; « un terrorisme qui fait naître une Nation est légitime, un terrorisme qui détruit une Nation ne l'est pas » (valeurs : la liberté, la nation). Mais, les valeurs ne sont prises en considération que si elles sont en réalité l'expression d'autres faits : par exemple la liberté ne compte que si elle est dans le sens de l'Histoire, si elle *réussit*. La liberté des bagnards révoltés du monde soviétique ne compte pas ; aucune chance de succès ; la liberté du F.L.N. compte : elle a réussi. De même pour la Nation : « il y a une différence immense entre le F.L.N. et l'O.A.S. : « le F.L.N. peut assurer *seul* la défense de sa République algérienne, alors que l'O.A.S. ne peut faire vivre son Algérie française sans l'appui de la Métropole » (*le Monde*, 14 mars 1962). On peut difficilement pousser plus loin l'hypocrisie dans l'invocation des valeurs, et l'affirmation implicite de l'autonomie politique.

Ces petits exemples montrent qu'en fait l'invocation des valeurs morales en politique est de l'ordre du prétexte, de la justification, de la plaidoirie et de la bonne conscience. On ne peut que s'accorder avec cette déclaration : « Il y a des gens qui font carrière dans la personne humaine, mais qui ne s'occupent de la personne humaine que quand elle intéresse leurs opinions politiques » (Tixier-Vignancourt, procès Salan). Hélas ! l'auteur aurait dû commencer par le prendre pour lui !

* * *

L'opposition entre le problème moral et le problème politique a été admirablement illustrée par la controverse entre un Israélite pieux, M. Gollancz, et le Père Bruckberger à propos de l'affaire Eichmann. M. Gollancz, représentant le témoignage spirituel, affirmait l'inutilité de tuer Eichmann. « A quoi servirait-il d'en tuer un de plus ? Cette mesure déchirera-t-elle le voile de cruauté et de haine que Auschwitz a jeté sur l'humanité ? Eichmann appartient à Dieu. Et Dieu seul peut le juger. Ce n'est pas l'idée mythique de justice compensatrice qui doit nous guider, mais celle de compensation spirituelle. Plus le mal a été odieux, plus la miséricorde doit être grande. L'extrême malveillance de Hitler doit être compensée par un acte d'extrême bonté... » Évidemment ce discours qui exprime la plus profonde vérité morale,

et spirituelle ne peut pas être entendu par l'État. La politique ne peut en rien l'appliquer. Mais alors, prétendre appliquer la Justice, la Vérité, etc., n'est qu'une supercherie et une hypocrisie. Ceux qui prétendent accomplir la Justice en condamnant à mort tombent sous le coup du jugement d'hypocrisie que Jésus portait sur les Pharisiens. Car ce que l'on applique alors, c'est une construction idéologique que l'homme élabore pour justifier ses actes : ces actes sont utiles pour que la société puisse fonctionner et survivre (c'est l'argument du P. Bruckberger : « si on fait grâce aux assassins, eh bien bonne chance à votre société ! »). Il est utile pour la survie du groupe d'éliminer les non-conformes, les fous, les anarchistes, les inadaptés, les criminels, il est légitime que le groupe réagisse ainsi par ses juges, ses soldats, ses hommes politiques. Et c'est le rôle même de la politique de faire cela le mieux possible. Il n'y a aucune condamnation à porter dans ces conditions. Mais il ne faut pas confondre ! Ne parlons pas alors des Valeurs, du Bien et de la Vertu ! Tout le problème est là : problème d'une honnêteté, que d'aucuns appelleront cynique ou sceptique. Il s'agit seulement d'être ce que l'on est, et de faire ce que l'on fait.

* *
* *

Il faut alors tirer de cette situation un certain nombre de conséquences très désagréables pour les idéalistes et humanistes. En premier lieu prétendre interpréter les faits politiques au travers d'un schéma, d'une grille spirituelle ou morale, est une terrible facilité. Nous ne reviendrons pas sur l'erreur. Mais c'est aussi une facilité que l'on se donne lorsque l'on n'est ni un cynique ni un sceptique en trouvant une relation entre deux domaines auxquels on est attaché. C'est le moyen pour ne pas faire éclater la contradiction, toujours pénible. Prétendre, lorsque l'on est un citoyen sans responsabilité d'action que la politique doit se mener selon un canon moral, juger les actes des hommes politiques selon cette morale, c'est être soi-même cet hypocrite que l'on accuse l'homme politique d'être ! Et lorsqu'on prend de toutes petites responsabilités politiques, par exemple, faire un discours à un meeting, signer un manifeste, coller des affiches, etc. C'est encore une facilité que de prétendre interpréter son acte pour des motifs moraux. Je signe, parce que c'est un copain qui me présente le papier, et que c'est un acte de solidarité avec les copains ; je fais le discours parce qu'un tel a effectivement

été arrêté dans des conditions injustes, je vole au secours de ceux qui sont victimes de brutalités parce que j'ai bon cœur, j'aide un membre de réseau clandestin à se sauver parce qu'il est aux abois, je porte des jugements moraux sur le juste et le vrai... et réciproquement je me refuse à considérer les significations purement politiques de l'acte que je fais. C'est évidemment beaucoup plus facile de se livrer à son bon cœur, à ses bons sentiments, de suivre ses penchants et d'agir par amitié. C'est beaucoup plus facile de se poser la question morale individuelle, que d'essayer de voir et de comprendre les conséquences politiques effectives de l'acte que je fais. Si je ne pose pas la question éthique globale (d'où on ne sort pas!), mais que j'en reste au niveau personnel, les réponses sont généralement claires. Un homme se noie, je dois le sauver, et de même un homme est en danger de mort par suite d'un ennemi, je dois le sauver.

Tout se complique et devient impossible quand précisément on ajoute la signification politique. A ce moment les phénomènes deviennent ambigus et les situations incertaines. L'homme que je sauve est un dangereux tueur qui, sauvé, ira poursuivre sa série de meurtres politiques! ou même simplement il appartient à un organisme politique totalitaire, il agit uniquement en fonction et sur ordre de cet organisme, et se trouve solidaire de toutes les injustices, de tous les meurtres commis par ce parti qu'il continuera à servir. Que l'on me dise : il faut choisir l'acte de charité, soit, mais il faut savoir alors les conséquences politiques de cet acte de charité, et entre autres que grâce à lui d'autres hommes seront égorgés ou torturés... Je veux défendre la liberté, et m'insurge contre toute entrave à la liberté d'expression, soit, jugement moral. Mais ce faisant, je me mets au service d'une autre puissance pour le moment persécutée qui très ouvertement nie la liberté d'expression, je l'aide à avancer, à accéder au pouvoir : or, si elle prend le pouvoir, elle supprime ce qu'elle demandait sans fin pour elle-même, par exemple la liberté d'expression, les garanties individuelles concernant la justice et la police, etc. J'aurai donc par mon acte, choisi pour des raisons morales, et sans en examiner les conséquences politiques, accompli en définitive exactement le contraire de ce que je désire.

Or, des décisions de ce genre peuvent avoir une signification morale individuelle, une motivation spirituelle individuelle, elles n'en ont plus aucune au niveau communautaire, collectif et public. « Je suis en désaccord avec telle formule d'une pétition, mais je signe quand même parce qu'il faut que des chré-

tiens se manifestent. Je n'aime pas le dessin haineux d'une affiche, mais je vais l'apposer quand même, parce qu'il est nécessaire de s'engager... et que là se trouve l'attestation de ma propre liberté... » Il faut au contraire comprendre que mes réserves mentales ne dépasseront pas ma conscience, ainsi que mes motifs. Mais mon nom et mon titre se trouveront au pied d'un texte douteux, qui, lui, n'aura qu'un effet politique.

L'effet global est uniquement politique, et c'est cet effet-là que nous devons considérer *d'abord*. Le texte renforcera dans l'opinion tel mouvement qui est un mouvement politique, c'est-à-dire qui, *lui*, se trouve dans la sphère de l'autonomie du politique. Je puis l'éliminer sur le plan de la conscience individuelle, je ne puis faire que mon acte ayant un contenu politique, il n'entre pas en définitive dans cette autonomie du politique, il ne soit en définitive totalement dépouillé de sa valeur morale ou spirituelle, totalement dénudé, pour ne laisser qu'un acte politique nu, auquel j'aurai précisément donné ma caution « morale », mon adhésion de personne et de qualification, renforçant par-là même cette autonomie du politique que je désapprouve par ailleurs! Telle est la conséquence dramatique de cette absence de jugement politique, et de cette fatalité à se référer à une morale.

Car, pour résumer, toute prise de position politique a une signification politique, *d'abord*, indépendamment des interprétations individuelles que j'aimerais lui donner. Mais cette signification politique est donnée par la collectivité, qui juge dans le cadre de ce qu'est la politique aujourd'hui, c'est-à-dire dans le cadre de cette autonomie. Ce serait céder à une illusion romantique que de croire possible une sorte d'injection des valeurs morales et des significations spirituelles dans le politique par l'adhésion, l'action, la présence d'hommes en eux-mêmes éminemment moraux, humanistes, spiritualistes, et chrétiens; car il ne suffit pas que quelqu'un donne un sens moral au politique pour que celui-ci le reçoive, il ne suffit pas de proclamer que la politique doit être soumise à des valeurs pour que cela soit, il ne suffit même pas que le chef d'un parti, ou un dictateur dans un État, prenne des décisions inspirées par un idéalisme ou un spiritualisme. Pour que l'autonomie du politique cesse, il faudrait qu'il soit soumis à des valeurs communes, que la machine des partis ou de l'État n'ait elle-même aucune autonomie, c'est-à-dire ne soit pas technicisée, que les actes et décisions inspirés par des raisons morales aient très évidemment aux yeux de tous cette

qualification. Or, l'éducation du peuple a été en sens inverse. Il est bien trop convaincu de la corruption et du machiavélisme de la politique pour que l'autonomie ne lui en apparaisse pas comme évidente.

Mais cela fait apparaître deux nouvelles conséquences. Du moment que la situation est telle, nous sommes dans l'obligation d'analyser les faits politiques et d'agir sur eux à leur niveau réel, et non pas à celui qui nous conviendrait ⁵². Il ne s'agit pas lorsque je formule cette règle, de déclarer : il faut se plier au fait, ou prendre les choses comme elles sont. Ce n'est pas davantage un souci d'efficacité. Mais en pensant à des intellectuels je propose de récuser la facilité du petit jeu habituel de l'imposition des valeurs et du jugement spirituel sur les faits politiques. Ici, ce sont les politiciens qui ont raison quand ils n'attribuent au fait politique pas d'autre signification, pas d'autres conséquences que politiques, puisqu'il en est réellement ainsi. Si le chrétien présente l'exigence absolue de Dieu, qu'il le fasse mais qu'il sache que ce n'est pas de la politique, qu'il sache que ce ne peut être qu'une contradiction, éventuellement l'engagement d'un dialogue, qu'il sache qu'il n'y a pas de commune mesure donnée, et qu'il le fasse aussi en connaissant si peu que ce soit le monde politique au lieu de parler en l'air ! Si d'autre part nous cherchons un lieu où faire valoir nos bons sentiments et notre humanisme, n'allons pas nous insérer dans la politique : elle n'est plus accessible à la chaleur humaine. Il nous faut très sérieusement, si nous commettons un acte politique, si nous nous engageons dans une entreprise politique, en examiner les effets et conséquences intrinsèques, c'est-à-dire sans mélanger un vocabulaire illusoire. Car c'est bien ce que nous constatons : l'insertion des valeurs n'est jamais plus que du vocabulaire. La liberté, la justice, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la dignité de la personne humaine, etc. ne sont plus que des pâles justifications des conformismes sociologiques. Bien entendu, je ne dis nullement que justice ou vérité, cela n'existe pas ! Mais que, eu égard à l'autonomie de la politique, quand on les invoque aujourd'hui, elles sont réduites à l'état de *son pur* : c'est-à-dire qu'elles n'ont aucun contenu précis, aucun contenu commun, qu'elles n'ont aucune voie d'accès à la décision politique, aucune possibilité d'incarnation (et ici je dis bien *aucune* et non pas une possibilité relative). Invoquées, elles le sont à partir de l'autonomie pour servir le dessein politique. C'est de l'ordre de l'action psychologique.

Justificatrice ; c'est aussi bien souvent parce que l'homme politique cherche à se tromper lui-même sur ses propres actes, et s'attribue sa bénédiction en plaçant les valeurs dans la cauda.

L'autre conséquence à tirer est que l'on doit maintenir une certaine distance entre la personne et les faits politiques. Si nous croyons (et nous le croyons fermement) que la personne a une vie spirituelle, une valeur, qu'elle ne se réalise qu'en accomplissant une vocation éthique, alors il est évident mais il est aussi nécessaire qu'il y ait une distance entre elle et le politique. C'est-à-dire que nous ne céditions pas au jugement selon lequel la personne ne se réalise que par la voie du politique, ou que le politique exprime la personne, que l'homme ne devient lui-même que par un engagement politique, que ne pas faire de politique, c'est être désincarné. Il s'agit de comprendre que l'homme peut éventuellement se prêter à cette activité, à condition de savoir exactement ce qu'il fait. Sans quoi, si l'on ne maintient pas cette distance, c'est l'absorption de la personne dans le politique, c'est la réduction dans la sphère d'autonomie. Bien entendu, nous pourrions considérer que l'homme, n'étant pas un sujet moral, n'ayant pas une vocation spirituelle, peut sans dommage entrer dans cette autonomie du politique et y jouer sa partie. C'est évidemment à partir de là que procèdent la plupart des jugements modernes en la matière. Mais alors je me verrais contraint de dire que la question devient indifférente. A ce moment il importe peu que l'homme fasse ou non de la politique. Cela n'a plus le moindre intérêt, ni même le moindre sens. Pas le moindre intérêt, parce que l'organisme politique fonctionnera dans ce cas comme une machine, par rapport à un homme qui se bornera à le servir, à être utilisé. On ne voit pas très bien pourquoi l'homme y participerait. Pas le moindre sens, parce qu'on ne voit pas ce que peut signifier le devoir de participer au politique, pour quelqu'un qui n'est pas un sujet moral. Susciter l'homme à l'engagement politique, c'est le présupposer muni d'une signification. Mais dans ce cas l'autonomie du politique exige une distance. La dimension personnelle de l'acte peut exister, mais non pas être superposée à son implication collective. La personne peut prendre des participations politiques mais non pas prétendre s'exprimer ou se réaliser en elles, sans quoi elle cesse d'être, tout simplement.

CHAPITRE III

LE POLITIQUE DANS LE MONDE DES IMAGES

Nous sommes donc, jusqu'ici, arrivés à deux résultats apparemment contradictoires. D'une part nous avons trouvé le politique lié, déterminé, n'ayant qu'une sphère d'action superficielle. D'autre part nous avons essayé de montrer que le domaine politique est devenu autonome, ce qui tendrait à donner à l'homme politique pleine indépendance et autonomie. Or les contradictions, ne sont pas achevées. Car il faut faire entrer en ligne de compte maintenant un autre personnage, l'opinion publique. C'est un lieu commun de dire qu'il n'est plus possible de faire une politique quelle qu'elle soit sans l'appui de l'opinion publique. La politique n'est plus jeu de princes, mais elle suppose l'accord de l'opinion. Il n'y a plus aucune différence, en ce sens, entre un régime démocratique et un régime monarchique. D'une part le dictateur est tenu de se référer sans cesse à l'opinion, de s'appuyer sur elle, et de la manipuler de telle façon qu'il donne à tous l'impression de n'agir que dans la mesure où le peuple l'y pousse et l'y contraint. Inversement, un gouvernement démocratique est maintenant tout à fait paralysé s'il ne tient pas par la propagande l'opinion dont il dépend. Il se doit de la former, de l'orienter, de l'unifier, de la cristalliser de telle façon que cette opinion ne bouleverse pas sans cesse le travail politique entrepris.

Maintenant que les masses ont accédé à la vie politique, et qu'elles s'expriment dans ce que l'on peut appeler l'opinion publique, il ne peut plus être question ni de rejeter les masses hors de la vie politique, ni de gouverner contre l'opinion publique. C'est de cette évidence qu'il faut partir pour comprendre la profondeur de la transformation politique par suite de la propagande.

I. LE FAIT POLITIQUE

1. *Le fait.*

Il existe des faits dans le monde politique. Ces faits sont concrets et réels, on peut les connaître directement, les expérimenter. Mais si étonnant que cela puisse paraître, les faits politiques aujourd'hui ne sont plus semblables à ce qu'ils étaient autrefois. Avant le xix^e siècle, l'on pouvait distinguer deux catégories de faits politiques. D'un côté, il y avait des faits locaux, d'intérêt immédiat, constatables directement : une famine locale, une crise successorale dans la famille du seigneur, la faillite d'un consul de la ville : tout le monde pouvait les connaître personnellement dans le groupe qui était intéressé. Le secret était extrêmement difficile à garder, car les conséquences du fait s'inscrivaient dans un monde réduit. Le fait directement connu par les intéressés, en fonction duquel ils prenaient leurs décisions, restait toujours un fait local, concernant des prises de positions locales. Il n'y avait pas de solidarité mondiale, et peu de solidarité nationale. La politique locale n'avait que des références très lointaines à la grande politique. D'un autre côté, il existait des faits politiques d'intérêt général, et qui n'étaient pas connus par l'ensemble des populations. Celles-ci d'ailleurs étaient très peu concernées par ces faits généraux : ils ne visaient en réalité que les « élites » politiques. Révolution de palais, décision de guerre, changements d'alliances, tout cela était très loin du sujet vaquant à ses œuvres personnelles. Il connaissait peu ces faits, sinon par les baladins et trouvères : il s'y intéressait comme à la légende, et sauf quand il était au centre de la guerre, il n'en supportait que très lointainement les conséquences. Les élites politiques, elles, connaissaient très directement les faits en question : ils étaient à leur niveau.

La situation s'est prodigieusement modifiée. Aujourd'hui, par suite de la solidarité mondiale établie par des voies multiples, tout fait économique ou politique dans le monde concerne tout homme où qu'il se trouve. Une guerre au Laos, une révolution en Irak, une crise économique aux États-Unis entraînent des conséquences directes sur le Français moyen. Second élément de la transformation : les gouvernements étant fondés sur le peuple,

celui-ci est appelé à donner son avis sur tout, il faut donc que le peuple puisse connaître ces faits mondiaux. D'où se pose le problème de la connaissance du fait. Celle-ci ne peut plus être une connaissance directe, mais une connaissance verbale et par des intermédiaires nombreux. Cette information doit aboutir à l'opinion publique. Mais justement à cause de l'importance de l'opinion, on peut dire qu'un fait ne devient politique que dans la mesure où l'opinion se forme autour de lui, dans la mesure où il a retenu son attention. Or, le fait qui ne l'a pas retenu, qui ne devient pas fait politique en ce jour, n'existe même plus à titre de fait, quelle que soit par ailleurs son importance. Tel est le schéma de ce que nous allons essayer de démontrer.

Commençons par un exemple des différents niveaux de connaissance du fait et de sa transformation en fait politique. L'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler en mars 1939 est un fait. Un fait concret et réel pour Hitler, pour les généraux allemands commandant la division « Der Führer », pour le président Hacha, pour ses ministres ; c'est encore un fait concret et réel pour les soldats allemands appartenant à la division et pour les Tchèques appartenant aux régions envahies. Mais c'est déjà un fait d'une qualité un peu différente. Il n'est pas inscrit dans tout un ensemble d'autres faits expérimentés auxquels il se rattacherait par des liens nécessaires. Il ne fait partie ni d'un complexe politique, ni d'une nécessité politique. C'est un fait brut. Les soldats allemands sont en armes. Ils roulent sur une route. Ils traversent une frontière. Les Tchèques voient, dans la terreur et la honte, défiler les troupes allemandes. Puis ce fait va s'étaler en éventail dans ses conséquences : des Tchèques qui n'avaient pas vu le fait de l'invasion vont être arrêtés, des Allemands qui n'avaient pas participé à l'invasion vont être expédiés en Bohême pour la coloniser. Là encore nous sommes en présence de faits concrets et réels, mais qui, pour ceux qui les vivent, ont une puissance limitée : c'est seulement par déduction qu'ils connaissent l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Allemands. Cependant cette connaissance est encore personnelle, certaine et directe quoique déductive. Mais tout cela ne forme pas encore une opinion publique. L'opinion publique, elle, va se former lorsque les Français, les Anglais, etc., vont lire dans leurs journaux la traduction verbale du fait qui vient de se produire. Il n'y a d'opinion publique qu'en dehors de l'expérimentation du fait politique. Car cette expérimentation est toujours, forcément, limitée et fragmentaire. Par exemple, personne ne peut avoir expérimenté le fait politique de la guerre

de 1914. Il suffit pour s'en rendre compte d'écouter les anciens combattants; s'ils ne sont pas très cultivés, si ce sont de simples soldats, ils racontent à perte de vue des détails et ne possèdent aucune expérience de la guerre dans son caractère global. Ils sont incapables d'en décrire les phases et les enchaînements. C'est encore plus vrai pour les combattants de nos guerres que pour Fabrice del Dongo. Mais les soldats qui connaissent chacun un détail de la guerre ne formeront jamais avec leur expérience une opinion publique. Il faut que la connaissance ait pris un certain caractère abstrait et global pour donner lieu à une opinion publique, pour que les masses soient concernées et mises en mouvement.

Aujourd'hui, est un *fait* ce qui a été traduit verbalement ou en image; qui a été retravaillé pour lui donner le caractère global que très peu d'hommes peuvent expérimenter; qui a été transmis à un grand nombre d'individus par des moyens de communication; à qui l'on attribue une certaine coloration qu'il n'a forcément pas pour ceux qui le vivent. C'est sur ce fait abstrait que l'opinion publique prend position, et se cristallise.

2. *Le fait politique.*

Dans cette transformation et cette transmission, il y a d'ailleurs plusieurs stades à distinguer. Un fait devrait être dit politique lorsque, par sa teneur, il concerne directement ou non la vie de la cité. Cependant il y a déjà une remarquable transformation actuellement. Un fait n'est en réalité politique que dans deux hypothèses : d'abord lorsque le gouvernement ou un groupe puissant a décidé d'en tenir compte, ensuite lorsque l'opinion publique considère ce fait comme tel et comme politique. C'est donc, non point le fait en lui-même, mais le fait traduit pour l'opinion publique qui maintenant est appelé fait politique, parce que le gouvernement doit gouverner en fonction de cette opinion publique.

Le gouvernement qui prendrait ses décisions en vertu de faits connus de lui seul, qu'il cacherait à la masse, serait tout de suite impopulaire parce que totalement incompris. Cela entraîne l'anéantissement de x faits concrets qui, politiques par nature, ne deviendront jamais politiques par absence de formation d'opinion. Dès lors un fait parfaitement politique dans sa teneur, expérimenté par quelques centaines ou quelques milliers de personnes, peut ne pas « exister » si l'opinion publique n'en est pas saisie. L'exemple le plus caractéristique en a été le camp de concentra-

tion nazi. Nous sommes en présence d'un fait considérable, reposant sur des données matérielles visibles, expérimenté par des milliers de personnes ; or, encore en 1939, c'est un fait qui n'existe pas. Sans doute y a-t-il de farouches ennemis du nazisme qui affirment l'existence du camp de concentration, mais on met en général cela sur le compte de leur exagération, de leur haine, etc. Personne ne veut les croire, et eux-mêmes ne font guère de différence entre ces camps et les prisons ordinaires. Le *Journal* de l'amiral Dœnitz (1958) atteste avec beaucoup de vraisemblance qu'en 1945 il ignorait encore ce qui se passait réellement dans les camps. Il ne l'a su que par des documents américains. Ainsi dans la mesure où l'opinion publique est une puissance déterminante aujourd'hui de la politique, ce que l'opinion publique ne reconnaît pas en tant que fait n'a pas d'existence politique. L'attestation de ceux qui ont vécu ce fait ne peut ni prévaloir sur l'opinion publique, ni former ou informer celle-ci, car ces individus n'ont pas à leur disposition les moyens de communication à l'égard des masses.

Et même lorsqu'une expérience comme celle à laquelle je fais allusion a eu lieu, cela ne suffit pas pour avertir l'opinion à l'avenir. C'est ainsi que la connaissance des camps allemands, dissimulée pendant dix ans, ne sert absolument pas à éclairer le public au sujet des camps russes⁵³ : au sujet de ceux-ci planent le même doute, les mêmes hésitations, avec la seule différence que l'opinion sait maintenant qu'une telle méthode de gouvernement est possible au *xx^e* siècle, et qu'il y a une grande différence entre le camp de concentration et la prison.

Mais dira-t-on, une telle élimination des faits n'est possible que dans les pays autoritaires, et même totalitaires. La même analyse vaut entièrement pour les démocraties. Là aussi, il y a des faits qui n'existent pas, parce que l'opinion n'en est pas avertie. Ce sont, comme dans les régimes de dictatures, des faits fondamentaux, que presque tout le monde a (implicitement) intérêt à ne pas connaître. Un de ces faits énormes, c'est la condition ouvrière en Angleterre et en France au *xix^e* et au début du *xx^e* siècle. L'opinion publique ignorait purement et simplement la condition de la classe ouvrière. Travail des enfants, taudis, bas salaires, maladies, conditions inhumaines de travail ; tout cela n'existait pas. Il a fallu la constance et parfois la violence de l'action ouvrière pour imposer à l'opinion publique l'existence d'un fait aussi considérable, dont 15 à 20 % de la nation avait l'expérience, dont une simple promenade dans les quartiers

ouvriers pouvait donner une évidence sensible. Cependant, malgré ces conditions l'opinion effaçait le fait.

Plus récemment, nous trouvons le même phénomène avec le travail forcé aux Etats-Unis. Là encore, une population évaluée à 500 000 personnes est réduite en esclavage (*wet backs*), et cependant l'opinion publique ignore purement et simplement le fait, qui par conséquent n'existe pas sur le plan politique. Il a fallu une enquête de l'O.N.U. pour le révéler, et encore avec combien de contestations et de limitations. D'ailleurs on ne peut pas dire que la publication d'un rapport de l'O.N.U. puisse avertir l'opinion publique, et moins encore la former ⁵⁴.

Et dans notre propre pays, le phénomène du camp de concentration est également hors du champ de la conscience. Qui a connu l'existence du camp de concentration du Gurs en 1939, ou d'Eysses ou de Mauzac en 1945 ? Qui a connu les conditions de vie dans ces camps ? Personne ou presque. En réalité, on les a connus après leur disparition, au moment où il ne peut plus y avoir opinion publique, car il s'agit d'un fait passé, qui n'est donc plus un fait politique. Assurément, ces faits étaient également connus des ennemis du régime, et dénoncés dans leur presse. Le camp de Gurs était dénoncé par *l'Humanité*, le camp d'Eysses par *l'Époque* (de droite). Mais cela ne forme pas une opinion publique, car ces journaux sont incapables de convaincre quiconque hors du cercle étroit de leurs amis. Tout le monde se défie de leurs informations, parce que l'on sait qu'elles sont partisans. Et du fait même de cette défiance, il ne peut y avoir opinion publique. Seul le parti, le clan est touché, mais à ce moment le fait n'a pas d'existence en lui-même, car il est englobé dans une conviction *a priori*, qui n'a même pas besoin de faits pour s'alimenter. Le faux et le vrai sont également bons. Le fait n'a alors d'existence que par un système de références déterminé qui conduit à affirmer comme faits des inductions portant sur une irréalité, ou à nier les faits existants parce qu'ils ne cadrent pas avec l'opinion prédéterminée.

Dans ce domaine de la disparition du fait, par suite de l'absence d'opinion publique, il faut également citer la recommandation de la S.D.N. : celle-ci en 1927 recommandait de s'abstenir de toute publication de nature à compromettre la paix internationale et le développement des bonnes relations entre peuples. Il s'agit donc d'une élimination systématique de certains faits. Ce n'est pas parce que le motif est bon, et le projet louable, que le phénomène change de caractère : c'est bien une volatilisatio

de faits qui n'accéderont jamais à la vie politique parce que l'opinion ne les fera pas tels. Tout ce que l'on peut dire, c'est que cette recommandation n'a pas été suivie, mais elle montre comment, même en régime démocratique, ce phénomène peut avoir lieu, non seulement inconsciemment, mais volontairement et pour la « bonne cause ».

Ainsi le public ne connaît qu'une apparence et c'est cette apparence qui, par l'opinion, est transformée en fait politique.

3. *Le fait et l'information.*

Mais si le fait n'existe que par l'opinion publique, suffit-il d'une bonne information pour résoudre le problème ? Autrement dit, si une information honnête traduisait les faits, tous, au fur et à mesure et les livrait au public, cela aboutirait-il à rendre ces faits politiques et à éveiller objectivement une opinion publique coïncidant avec la réalité ? Cela n'est qu'un beau rêve, celui que font tous les tenants d'une conciliation entre *Mass Media of Communication* et démocratie.

Il y a deux obstacles à cette réalisation.

Tout d'abord, une information ne suffit pas à donner au fait sur lequel elle porte le caractère de fait politique. Lorsque l'information est passée, le fait est oublié. Il n'est pas entré dans le champ des préoccupations. Une information chasse l'autre, même si elle a duré cinq ou six jours. Le public n'est pas pris par un simple exposé qu'il comprend mal, et auquel il n'attache pas attention. Nous avons d'innombrables exemples de faits dont le public a été informé, et qui ne sont pas entrés dans le domaine de l'opinion ni de l'attitude. Un fait entre cent peut illustrer cela. Au moment où les Rosenberg étaient exécutés aux U.S.A., avaient lieu les émeutes de Berlin — arrestations massives — et l'on apprenait que le 18 juin, l'un des manifestants, Goettling, avait été jugé, condamné pour espionnage et fusillé. Les deux faits étaient rigoureusement parallèles : procès pour espionnage, faiblesses des preuves — exécution. Or, l'opinion publique a été soulevée, profondément émue par le procès de Rosenberg, alors que personne n'a songé à relever le procès de Goettling. Celui-ci n'est jamais devenu un fait politique, l'information était effacée dès le lendemain dans la mémoire du public par d'autres lui venant de Tchécoslovaquie, ou de Moscou, sur les grèves ou l'épuration de Béria.

Le second obstacle, c'est qu'une information ne produit jamais une opinion publique. Des milliers d'hommes informés ne consti-

tuent pas une opinion publique. Celle-ci obéit à des impératifs mystérieux, à des mobiles secrets, elle se forme et se déforme irrationnellement, alors que l'information se situe sur le plan de la connaissance claire, de la conscience lucide, de la raison et du pur mécanisme intellectuel.

L'information en elle-même n'a ni la durée ni l'intensité suffisantes pour créer une opinion publique après avoir intéressé les individus. Précisément parce qu'il y a une grande diversité d'informations, une seule ne suffit pas à polariser les attentions diverses. Il faudrait que la très grande majorité des individus fasse attention au même moment au même fait, or, cela est inconcevable. D'autant plus que le fait brut en lui-même n'a aucun pouvoir, comme nous le montrerons plus loin. Il faut l'élaboration de symboles pour que l'opinion publique se constitue et s'organise en tant que telle ⁵⁵.

L'information ne suffit donc pas pour faire naître un fait à la vie politique, pour lui donner le caractère de fait politique. Seule la propagande y parvient. Seule elle éveille l'opinion publique à la conscience de tel fait, seule elle oblige l'attention mouvante de la foule à s'arrêter, à se fixer sur tel événement, seule elle enseigne les conséquences prévisibles de telle mesure, elle coagule l'opinion et l'oriente par rapport à tel facteur qui devient un fait politique, ou un problème politique à ce moment-là. Seule la propagande transforme l'expérience individuelle en opinion publique. Il faudrait reprendre tous les grands événements politiques pour démontrer la généralité de ce processus. Nous ne donnerons que quelques exemples.

* *

Mais auparavant paraît une autre question : est-ce que le « fait important » en lui-même agit directement ? Nous trouvons par exemple en ce sens la loi d'opinion posée par Cantril. « L'opinion est très sensible aux événements importants ⁵⁶. » Mais qui détermine l'importance de l'événement ? Au contraire, des centaines d'expériences montrent que certains faits vraiment importants, matériellement, laissent l'opinion indifférente : ainsi l'expérience de la Tennessee Valley Authority a laissé l'opinion américaine parfaitement froide tant que l'on s'en est tenu à une information honnête et paisible. L'opinion n'a réagi qu'à partir d'une propagande déchaînée. Lorsque Young dit que l'opinion n'est publique que

lorsqu'elle concerne une question « publique », c'est-à-dire intéressant tout le monde, cela implique en réalité qu'il y a eu un véritable forçage de l'opinion pour lui démontrer que telle question est vraiment d'intérêt général. Car de lui-même l'individu l'ignore, et il n'y a d'opinion publique qu'à partir du moment où la propagande a créé ce sentiment d'importance autour d'un problème qui fera que tout le monde aura à son sujet une opinion.

Des auteurs américains, pour montrer que le fait agit de lui-même sur l'opinion, disent que c'est l'enlèvement du fils de Lindbergh qui a fait accepter par l'opinion la loi sur le développement du F.B.I., ou que ce sont des empoisonnements par sulfamides qui ont fait passer la loi Copeland sur le contrôle pharmaceutique : mais ces faits n'ont été « actifs » que par la propagande. Car ce n'est pas le fait brut qui a été livré au public, mais un fait conditionné de telle façon qu'il entraînait dans un courant de préoccupations, dans un débat où il avait un rôle à jouer *. Il y a eu bien d'autres enlèvements d'enfants, bien d'autres empoisonnements par des remèdes, ils ne sont pas devenus historiques, parce qu'ils n'ont pas été l'objet d'une propagande. Cela devient encore plus évident lorsque l'on a affaire à des situations et non pas à des faits simples et restreints. Par exemple, au moment des élections de 1952, aux U.S.A., un fait considérable qui eût dû jouer en faveur des démocrates était la prospérité du pays. La gestion démocrate s'était avérée excellente, la reconversion avait été une réussite, le chômage avait diminué et le niveau de vie augmenté : voilà des faits généraux, importants par eux-mêmes, et constatables par chacun. Or cela n'a pratiquement pas joué de rôle dans la formation de l'opinion électorale. Le fait par lui-même n'est rien. Mais en outre si ces faits ont peu joué, c'est qu'ils n'étaient guère susceptibles de propagande (d'information, oui — de propagande, non), parce qu'ils n'avaient aucun pouvoir émotif, et qu'ils ne se transformaient pas aisément en image, car il n'y a qu'une certaine catégorie de faits susceptibles de devenir des faits d'opinion publique, et ce ne sont pas forcément les plus importants objectivement.

* Rappelons encore que le « fait important » des conséquences de la Thalydomide n'a pas atteint l'opinion tant que l'on est resté au niveau de l'information scientifique honnête, correcte et non passionnelle. C'est le scandaleux montage publicitaire et passionnel du procès de Liège qui a fabriqué l'opinion sur ce problème qui en lui-même est important, mais n'intéresse pas l'homme moyen !

Il en est exactement de même lorsqu'en mars 1959, le général de Gaulle fait le bilan des mois précédents de gouvernement. Il souligne l'importance des mesures prises, rétablissement de la valeur de la monnaie, dévaluation avec faible hausse de prix, libération des échanges extérieurs, équilibre de la balance des comptes, afflux des capitaux en France, etc., mais constate-t-il, ces faits positifs, importants objectivement n'atteignent pas le public et ne le disposent pas favorablement pour le gouvernement. Cela est absolument exact. C'est que ces faits, si important soient-ils, « ne sont pas mis en vedette », ne sont pas plantés dans la conscience de l'opinion par une propagande bien faite, qui force l'attention. Le fait important objectivement, qui modifie effectivement la structure politique ou économique n'est ni reçu ni retenu par l'opinion directement. Or comme le fait n'est important politiquement que si l'opinion s'y attache, il nous faut dire que, dans la situation actuelle, par suite des *Mass Media of Communication*, il n'y a plus de fait important ou non en soi ⁵⁷. Un incident de frontière, un avion abattu, un bombardement de nation en paix n'est important que si on « monte » l'affaire : une information neutre et purement objective n'émeut pas l'opinion. Celle-ci ne prend le fait au sérieux que si une campagne est déclenchée, si l'on met des « valeurs en jeu (la paix, la justice, la vie, etc.), si l'on fait appel au lecteur pour juger le fait : à partir de ce moment les lecteurs sont concernés, ils vont commencer à réagir et à former une opinion, et c'est à cet instant que le fait deviendra sérieux politiquement. Et si la campagne se poursuit, alors le gouvernement ne pourra plus éviter de prendre une décision sur le problème posé. Mais si inversement, après la violation de frontière, on donne simplement le texte des notes diplomatiques échangées objectivement aucune opinion ne se forme, aucun mouvement n'intervient.

Toutefois, il faut remarquer que certains faits frappent l'opinion dès leur publication première et sans qu'il y ait apparemment de propagande. Cela est rare mais peut être constaté : quand on analyse les conditions du phénomène on s'aperçoit qu'il en est ainsi lorsque le fait en question heurte un stéréotype bien établi fixe et assorti d'un jugement de valeur dans l'opinion publique. Un exemple : en juillet 1959, on apprend à Londres qu'un criminel, Podola, a été maltraité par la police. Cette pure information a produit un choc dans l'opinion. Il en est ainsi parce que c'est une idée force, un préjugé ferme dans l'opinion anglaise que : la police anglaise ne torture pas les prisonniers — la liberté

privée est un bien essentiel et protégé en Angleterre — le coupable doit être respecté. Ces schèmes n'étant pas remis en question, l'information qui les contredit provoque une émotion (on peut dire aussi que l'image de Lindbergh était un stéréotype américain d'où l'émoi au sujet du kidnapping) ⁵⁸. Mais il faut alors observer deux choses : ces stéréotypes sont eux-mêmes le plus souvent le produit d'une influence sur l'opinion, d'une propagande indirecte, ou d'une éducation : en tout cas d'un « training social ». En second lieu : lorsque le même fait se reproduit, à la seconde fois, l'opinion réagit beaucoup moins : le stéréotype n'a plus la fraîcheur première, n'est plus aussi bien fixé. A ce moment, il faut une propagande pour le raviver et recréer une opinion publique. Nous dirons donc en résumé qu'un fait n'a, actuellement, d'importance que lorsqu'il heurte un stéréotype social bien fixé, ou lorsque l'on oblige l'opinion à lui donner de l'importance par l'usage des *Mass Media of Communication* ⁵⁹.

* * *

Mais il faut faire un pas de plus. Nous verrons plus loin que l'on peut créer un problème politique ou une opinion à partir d'un fait inexistant. Nous avons examiné ailleurs la situation de l'information et la quasi-impossibilité de l'objectivité de l'information. Nous devons considérer ici la situation de l'homme informé, le lecteur ou auditeur moyen, qui ne peut jamais constater le fait personnellement, et qui n'en peut connaître que la traduction verbale, qui vit dans un univers verbal. Cet homme ne peut jamais avoir aucune garantie du fait, ni de son existence, ni de son contenu. Un petit exemple très significatif : en 1954 la femme d'un diplomate soviétique en Australie, M^{me} Petrov, a refusé de rentrer en U.R.S.S., et ayant été arrêtée en Australie par deux agents du Kremlin, elle allait être emmenée de force, lorsqu'elle fut délivrée par les autorités australiennes. Tel est le fait raconté par la presse australienne et répété par la presse anglaise, américaine, française. Mais en Russie le fait est autre : M^{me} Petrov voulait rentrer, mais elle fut arrêtée et détenue par la police australienne. *La même photo* illustrait la nouvelle dans le *Manchester Guardian* et dans le journal polonais *Swiat* : mais elle représentait dans un cas les agents soviétiques arrêtant M^{me} Petrov, et dans l'autre des agents australiens. Comment croire l'un des récits ? En réalité chacun adhérera selon ses allégeances politiques à l'un ou à l'autre. Mais dans

aucun des cas, il ne s'agit du fait. Les exemples de ce genre sont innombrables. L'on se rappelle qu'au moment du rapport Khrouchtchev au XX^e Congrès, une première réaction du P.C. en France fut de déclarer que c'était une invention des capitalistes. Il y a plus fort. Le 10 mai 1957, Khrouchtchev lui-même déclarait pour ce fameux rapport. « Je ne sais de quel discours vous voulez parler. J'ai entendu dire qu'on avait publié aux U.S.A. un texte quelconque fabriqué de toutes pièces par les services de renseignements américains. C'est ce texte que l'on a fait passer comme étant celui de mon rapport au XX^e Congrès. » Or les passages de ce rapport qui, par la suite, ont été officialisés par Moscou concordent exactement avec le premier texte publié en juin 1956.

Remarquons encore que, bien entendu, le fait peut disparaître : aucune information n'a été donnée en Egypte sur l'action soviétique en Hongrie en 1956. C'est seulement trente mois plus tard que les premières informations ont été fournies !

L'on peut faire cette analyse en suivant soigneusement les dépêches d'information pour presque tous les faits. Le problème est alors généralement posé à faux lorsque l'on dit que les journaux « présentent » les faits différemment les uns des autres, et que suivant le journal qu'on lit on a une perspective variable. Avant ce problème de présentation qui change selon les opinions, doit se poser la question : quel est ce fait ? Or il est pratiquement impossible d'y répondre. C'est seulement à la suite d'une longue enquête, d'une analyse de tous les textes, du reclassement du fait dans le contexte économique-politique, et après un recul suffisant que l'on peut atteindre une certaine probabilité quant au fait, c'est-à-dire après un travail d'histoire, et quand le fait est devenu historique, donc quand il n'a plus de poids d'actualité et que l'opinion publique est devenue indifférente envers lui.

Dans l'immédiat, aucune certitude ne peut être acquise. Les autorités se trouvent devant la même difficulté, et ne sont guère mieux informées sitôt qu'il s'agit d'un fait exorbitant. Il est certain que le gouvernement a été très mal informé avant et après Sakhiat. Le livre de Bromberger (*Les Treize Complots du 13 mai*) montre bien que le gouvernement était absolument sans connaissance exacte des événements. Bien entendu cela tenait à l'action de propagande d'Alger qui avait réussi « l'intoxication » de l'Élysée, du Palais-Bourbon, etc., et avait remporté une victoire psychologique permettant de faire l'économie de l'opération véritable (notons qu'il y a là un succès indiscutable de la

propagande en France). Mais cela n'est possible que dans la mesure où le fait matériel n'est plus connu qu'au travers de sa manipulation verbale : et aucune manipulation n'est plus indemne d'interprétation involontaire ou volontaire. Dans *Les Treize Complots* on a noté que la publication simple de faits exacts (par exemple le *Calendrier de la Révolution*) suffisait à être en soi une opération de propagande. Les autorités sont donc très désarmées pour connaître les faits. Pourtant lorsqu'il faut prouver un fait politique par exemple en justice, on s'en rapporte à l'opinion des hommes politiques ou des principales personnalités de l'État ! Comme dans le procès entre *l'Humanité* et *l'Aurore* (mars 1954) pour savoir si *l'Humanité* touchait de l'argent russe : le fait, impossible à prouver, a cependant été admis parce qu'il « était tenu pour constant par les plus hautes autorités politiques et administratives » (jugement du tribunal de la Seine). Tel est le critère retenu pour l'existence d'un fait politique, car dans le contexte « information-propagande », il est impossible de déterminer celle-ci.

Comment alors en face de l'« information » réagit l'homme moyen* ? L'intellectuel sera tenté par l'agnosticisme. Mais s'il arrive que le citoyen déclare : « Tout ça, ce sont des bobards », il y croit pourtant. Ce n'est pas un agnosticisme fondamental. Mais nous avons prononcé le grand mot : Croire. La connaissance du fait en revient à une question de foi⁶⁰. Lorsqu'en 1957, des Algériens déclarent à Lyon avoir été torturés, l'archevêque de Lyon atteste qu'il y a bien eu des tortures. Le ministre de la Justice affirme qu'il n'y en a pas eu. Où est le fait ? On est en réalité appelé à croire l'un ou l'autre de ces deux éminents personnages sur parole. Et il est grave de démentir l'autre. En mai 1957, un Algérien, Telidji, accuse dans une lettre adressée à toutes les autorités, puis rendue publique, la police de l'avoir torturé deux mois auparavant. Bien entendu les autorités ont nié le fait. Il n'y a aucune preuve matérielle possible, et après les enquêtes les plus objectives (non officielles), on conclut à l'impossibilité de savoir. Là encore on est ramené à une question de foi. Celui qui croit que la police torture les Algériens, croira

* Il se doute généralement de cela, il se défie de l'information, et surtout il récuse toute information officielle, d'État, fût-elle la plus honnête possible (Sauvy, *Nature sociale*, p. 282 et suiv.). Fréquemment l'homme moyen préférera les rumeurs aux informations officielles : parce que cachées, et parce que venant par des canaux humains, les rumeurs lui paraîtront plus dignes de confiance (Albig, *Modern Public opinion*, p. 363).

Telidji et l'archevêque. Il y trouvera même des preuves complémentaires. Le fait cru sert de preuve pour celui qui croit au préalable. Celui qui croit que ces tortures sont de la propagande communiste, rejettera tout cela. La multiplication des témoignages dans le sens de la torture n'est une preuve de rien (diffusion sociologique d'une impulsion primitive, cause à servir par tous les moyens, réaction de l'inculpé contre ses juges, désir de devenir un héros, etc.). L'affirmation de bonne foi d'un homme comme Alleg n'est preuve de rien. L'on a eu des hommes aussi insoupçonnables que lui qui ont attesté la culpabilité des seize médecins de Moscou, ou en France des savants qui ont affirmé l'exactitude de la guerre bactériologique : deux faits qui ont été ensuite anéantis par les Soviétiques eux-mêmes ! Tout se réduit à la « capacité de croire » de l'homme informé.

Or, cette croyance est le fruit d'une propagande préalable qui crée un certain nombre de préjugés, et c'est à partir de là que l'homme accueille ou rejette telle information. Quand le préjugé est établi, que les stéréotypes sont bien créés, qu'il existe un schéma mental, les faits se classent par rapport à cela et ne peuvent, en soi, rien changer⁶¹. Lorsque deux ans après l'événement, on publie un recueil détaillé de tous les documents, les témoignages, les informations les plus élaborées sur le procès de Nagy, lorsque l'on atteint au plus près de la réalité, qu'est-ce que cette approximation du fait apportera ? Qui lira ce volumineux ouvrage ? (*La Vérité sur l'Affaire Nagy, 1959*)*. Assurément l'opinion publique n'en sera pas affectée. Et les faits ne changeront rien aux croyances, aux stéréotypes qui maintenant sont fixés pour l'homme moyen, et pour qui les faits de 1956 ont perdu tout intérêt. Ce schéma a plus de puissance que le fait brut. Celui qui est habité par des stéréotypes de propagande n'est jamais atteint par une démonstration ou par un fait exact. Le fait est alors nié, rejeté dans la catégorie « propagande » parce qu'il remettrait en question un préjugé qui fait partie de la personnalité.

Mais alors n'y a-t-il plus de fait objectif ? Pratiquement, il faut répondre : non. Ce qui en serait une contre-preuve, c'est l'attitude d'hommes comme Sauvy qui, insistant (à raison) sur l'importance d'une information exacte, en reviennent toujours, comme exemple, à la statistique. Seul le chiffre peut à la

* Bien entendu les exemples de cet ordre abondent : par ex. *Le Procès Rajk* (1961), *La Vie de Toukhatchevski* (Nikouline, 1962), etc. Les rétrospectives n'ont plus de sens !

rigueur être une information. Mais nous vivons dans un monde où les événements chiffrables ne sont qu'une toute petite minorité et ne peuvent absolument pas, à eux seuls, constituer une information véritable.

II. L'UNIVERS PSYCHO-POLITIQUE ET LES PROBLÈMES POLITIQUES

Ainsi se constitue maintenant l'univers politique. Il n'est pas un univers réel, mais pas davantage un univers mensonger. C'est un univers d'abord psychologique, et par rapport à la réalité, fictif. Mais c'est aussi une nouvelle réalité superposée à l'autre, et relativement indépendante, une réalité composée de slogans, d'images en noir et blanc, de jugements clairs, qui retirent de la réalité ordinaire, pour faire vivre l'homme dans un univers singulier, qui possède sa logique, sa cohérence, et qui enferme l'homme de plus en plus incapable de rejoindre le monde matériel par lui-même. Or, c'est dans cet univers-là que l'homme politique doit maintenant agir. L'action politique ne peut plus être maintenant organisée selon les principes anciens, ni même comparée à l'ancienne politique. Un facteur décisif est intervenu que l'on doit sans cesse faire entrer dans le calcul de l'action : la traduction verbale des faits, l'univers des images.

C'est ce caractère d'« univers » qui différencie la situation que nous venons de décrire de la situation permanente au point de vue historique selon laquelle seule la publication d'un événement le rend durable. Siegfried en donne un exemple avec humour : Leif Erikson a découvert l'Amérique au XI^e siècle, mais personne en Occident ne l'a su. Au contraire tout le monde a su que Colomb avait découvert l'Amérique. Et cependant il ne lui a pas donné son nom, car Amerigo Vespucci, lui, a diffusé un livre sur son voyage : publicité encore mieux organisée qui attachera son nom à cette nouvelle terre. On peut reproduire cette histoire souvent, mais jusqu'à notre temps, l'on ne pouvait pas aboutir à un univers illusoire concernant les faits importants et l'homme ne vivait pas dans cet univers. C'est le caractère global du fait qui a tout changé : il n'y a aucune commune mesure entre cet univers et les faits incidents que l'on peut retrouver au cours des temps.

Il s'agit d'un univers mental, c'est-à-dire où tout est traduit en images, où tout est image ⁶². Ce n'est pas un fait qui est ainsi traduit ou transformé, c'est l'ensemble. Pour l'homme des sociétés traditionnelles, les faits transformés en images par un mécanisme collectif sont rares et secondaires. Le troubadour apportait des chants sur un thème historique, le marchand apportait des nouvelles d'un monde lointain : mais cela ne concernait pas vraiment l'auditeur qui restait étranger à ces histoires : c'était une distraction, ce n'était pas le milieu où il vivait. Au contraire par suite des *Mass Media of Communication* ces images verbales ou visuelles composent le monde total où vit l'homme moderne. Il est à la dimension du globe terrestre, mais il n'en a plus qu'une expérience médiate, une traduction. Il vit dans un univers retraduit, recomposé ; il n'a plus de relation directe avec aucun fait. Cette formule semble exagérée. Pourtant remarquons d'abord que les faits d'intérêt général auxquels l'individu peut être amené à assister lui sont rapportés, eux aussi, par les intermédiaires : il va retrouver dans le journal la description de la grève, de la bataille, de l'accident à quoi il a assisté. Il va les retrouver traduits, expliqués, restitués : et contre cette image collective, son expérience ne pourra rien. Il sera bientôt amené à composer entre son expérience et cette image. A la longue, celle-ci l'emportera, et finira par effacer les faits. Il en est ainsi surtout lorsque la traduction verbale s'inscrit dans le cadre de stéréotypes. Les faits d'expérience ne peuvent rien contre leur interprétation. L'on a pu voir comment en 1957-1958 l'opération de traduction et d'interprétation entreprise par le P.C. pour les événements de Hongrie a fini par oblitérer l'impression faite par l'événement. Les plus scandalisés ont fini par se rassurer : ils sont revenus dans l'univers verbal familier et rassurant ⁶³. Un autre exemple : à Melouza, le 1^{er} juin 1957, trois cents Arabes sont massacrés. Le premier jour, le F.L.N. en a revendiqué la responsabilité en indiquant qu'il s'agissait de membres du M.N.A. Mais devant la réprobation générale, le F.L.N. commence les jours suivants à nier sa responsabilité, et les partisans du F.L.N. en France commencent à admettre la traduction, l'interprétation. Le fait lui-même s'est effacé assez rapidement. L'ambiguïté s'est introduite. On préfère alors, au mieux, ne plus faire allusion à l'événement : soit qu'il apparaisse comme troublant soit comme incertain. Les plus scandalisés reviennent à leurs présuppositions préalables après quelques semaines d'hésitation. Le fait brut est évacué grâce à son intégration dans l'univers

mental, psycho-politique. Mais par là, ce fait local, parfois secondaire, est investi d'une portée universelle, il est connu de tous, il est porté par des moyens collectifs; or, comme nous l'avons déjà dit, les *Mass Media of Communication* ont un caractère singulier : elles atteignent l'*individu dans la masse*. Et elles entraînent chez l'auditeur une extraordinaire confusion du personnel et du collectif ⁶⁴.

L'homme saisi dans le réseau de la presse, du cinéma, de la radio ne sait plus bien discerner ce qui lui est personnel et ce qui existe socialement, hors de lui, et dans cette catégorie de faits, ce qui est réel ou non. Ces moyens étonnants, la radio surtout, ont pour effet de rendre immédiats et contemporains les événements les plus lointains et disparates. Au moment où le speaker parle, l'événement se déroule, et l'auditeur y assiste. La terre n'est plus qu'un point, où tout est saisissable. Le temps n'est plus qu'une extension indéfinie du « maintenant » que peut prononcer l'auditeur. La radio, mais aussi la presse (il suffit de considérer l'exaltation du public de la « dernière édition »), synchronisent la durée divergente des événements et des vies.

Le fait pour devenir vrai aux yeux de la foule doit être social, et socialement daté et localisé. Social, non point forcément collectif, mais social en ce que chacun peut s'y reconnaître. Le fait le plus individuel, saisi dans ce qu'il a de typique (la mort du jeune Marius Renard), est le fait collectif, si chacun se retrouve dans cet héroïsme, dans cette misère, dans ce combat avec la mort, dans ce sentiment. La même densité sociale fait le succès du mélodrame et du feuilleton. Les *Mass Media of Communication* ne peuvent avoir pour objet que ce genre de fait; et dans la mesure où il est social mais en même temps où il prend sa réalité d'évidence dans sa localisation, il conduit à la parfaite confusion entre le fait individuel, vécu par l'auditeur, et le fait massif qui lui est transmis par le journal ou la radio. Il ne sait plus discerner ce qui est de sa vie et ce qui n'en est pas.

L'on comprend alors que l'événement ainsi élevé à cette catégorie d'universel par les *Mass Media of Communication* refoule totalement hors du champ perceptible les autres faits. Ceux-ci existent d'autant moins que l'autre existe d'autant plus. Le fait reçoit maintenant sa réalité de la communication qui crée pour l'homme un univers fictif. Les faits de la vie quotidienne, sont dévalués, sont méprisés par celui-là même qui les vit. Qu'est-ce que la routine du travail, qu'est-ce que l'expérience familiale, à côté de l'événement que l'on voit à la télévision ! Et justement l'homme

vit tellement dans cet univers verbal et fictif que la vie familiale est elle aussi assumée par les *Mass Media of Communication*. La femme vivra bien plus intensément la relation avec son mari par l'intermédiaire de *Marie-Claire* par exemple, et le roman remplit cette fonction de traduction sur une grande échelle. Il s'agit donc bien d'un univers qui intègre tous les faits, ou qui dévalue et refoule les expériences personnelles qui n'y sont pas intégrées.

Cette élaboration est du même ordre que celle relative aux grands hommes. La légende des grands hommes n'est plus laissée à l'arbitraire des troubadours et des gazetiers. L'on a maintenant des spécialistes de ce travail. Ainsi McDougall montre comment se constitue l'image de Rockefeller. Les faits de sa vie, transposés, éclairés, aménagés, sortent des catégories du vrai et du faux et l'illusoire devient plus réel que la plus proche réalité.

Il serait absurde de confondre la question de l'univers illusoire de problèmes politiques créés par la propagande avec la vieille question soulevée par les philosophes : nous ne connaissons le monde extérieur que par l'intermédiaire de nos sens, et nous n'avons aucune garantie que nos sens ne nous trompent pas ou même que l'univers extérieur existe. D'ailleurs de toute façon nous ne percevons le monde qu'au travers de nos images... C'est pourtant cette assimilation que les amateurs de généralisation simili-philosophique et du « Il n'y a rien de nouveau » seront tentés de faire. Rien ne permet de faire ce rapprochement. Il y a un monde de différence entre la connaissance expérimentale du fait et sa connaissance au travers de l'écran verbal. Diogène y avait déjà répondu.

Cet univers mental n'est pas mensonger, mais il permet d'autoriser toutes les interprétations, toutes les translations. C'est pour la même raison que les variations des informations et les virages de propagande sont possibles. C'est encore parce qu'on vit dans un univers d'images que l'action sur la foule peut être ramenée à un jeu de symboles. Si nous vivions dans un microcosme d'expérience directe, la manipulation des symboles aurait très peu d'effets sur nous. Et bien entendu, cela autorise un écrivain à changer très rapidement d'opinion, variant non pas selon une doctrine ou selon l'événement, mais selon l'image d'Épinal de ces événements*. Cet univers est global et

* C'est encore cet univers qui permet à chacun, lorsqu'il prend position sur un problème social ou politique d'avoir la conviction que la majorité (ou l'unanimité) de sa nation est avec lui, et qui permet enfin de procéder

organisé. L'ensemble des événements traduits se conjuguent pour former en effet un système complet, une vision du monde. Tous les faits subissent la même opération, la même réfraction, et se retrouvent ainsi à la même échelle et situés les uns par rapport aux autres. Une différence de propagande ne change rien à la constitution de cet univers illusoire. D'autre part, cet univers est volontairement, scientifiquement organisé. Il n'est pas le fruit d'une attitude individuelle, ni ne comporte de divergences. Il est produit par l'usage collectif, massif des *Mass Media of Communication*, il ne procède pas d'un machiavélisme, d'un désir de tromper. Il est une création invisible mais universelle par suite de la systématisation de la traduction verbale de l'événement. Or, les informateurs ne peuvent faire autrement que d'organiser cette traduction et par conséquent de renforcer sans cesse, de développer, de rendre plus complexe, de modeler cet univers mental où l'homme moderne se meut et qu'il confond avec la réalité.

* * *

C'est dans cet univers mental que se pose maintenant le problème politique. Lorsque le fait est devenu fait d'opinion, fait politique, il peut donner naissance à un problème politique. La propagande est aujourd'hui créatrice de presque tous les problèmes politiques. Il n'y en a presque point qui ne soient en définitive créés par elle. Il n'y a guère de problème politique qui existe en soi et objectivement. La plupart ne deviennent de vrais problèmes que lorsque la propagande les a organisés.

Bien entendu nous ne voulons pas dire qu'il n'y a pas de question à résoudre dans le cours normal de la politique! Ce serait absurde. Il y a l'organisation des pouvoirs, la crise du logement ou l'alcoolisme, ou des organismes économiques à mettre en place, etc. Ce que nous soulignons ici c'est seulement le fait qu'il n'y a aujourd'hui de crise, de problème aigu, brûlant, que par l'intervention de la propagande, jouant dans l'univers mental et exhaussant au rang de problème un ensemble d'événements par la création d'une opinion publique à ce sujet. A partir du moment où l'opinion publique intervient, la question ne peut

ni filtrage des nouvelles que l'homme effectue spontanément : s'il s'agissait de refuser un fait d'expérience, ce serait très difficile, mais entre de multiples symboles, il est toujours aisé d'annihiler ceux qui ne correspondent pas à votre univers mental (Lipset, *Formation de l'Opinion*, Hyman, Sheatsley, et Katz).

plus être repoussée, ne peut plus recevoir de solution médiane et paisible. Il faut immédiatement une solution extrême. Et le problème s'aggrave avec le temps. Il est certain que la révolte d'Algérie est au début une affaire réduite : une toute petite minorité d'Arabes est en action. C'est la propagande dans les deux sens qui, d'une part mobilise les Arabes, d'autre part émeut l'opinion française et rend le problème à la fois insoluble et suraigu.

Nous avons l'habitude de penser que le problème existe en soi, et que l'information se borne à le soumettre à l'opinion publique. La réalité ne correspond en rien à ce schéma. Il n'y a pas d'opinion publique en soi. Il n'y a presque pas de problème en soi de nos jours. L'action du mécanisme global « Information Propagande » est la suivante : les faits traduits et interprétés sont diffusés par les *Mass Media of Communication*. La propagande constitue à leur sujet une opinion publique (c'est à l'occasion de tel événement universalisé que l'opinion publique se crée). Celle-ci s'empare des faits, et les réorganise à son tour, les charge d'un potentiel de passion, de couleurs violentes. La propagande exploite ce mouvement spontané, et à ce moment organise le problème politique. L'opinion se cristallise sur ce problème et exige la solution, et l'on ne peut plus éviter la crise parce que l'opinion ne peut accepter de solutions discrètes et moyennes. La propagande peut ainsi créer de toutes pièces des problèmes dramatiques ; bien entendu à partir du moment où l'opinion est montée, le problème existe même si son point de départ était infime. Certes, le problème algérien est bien dramatique et crucial, même s'il est pour 75% une création des propagandes adverses. Le fait de la passion d'opinion montée par la propagande est un fait. Il y avait en soi un problème social et économique de relations d'exploitation, un problème démographique, il n'y avait aucun problème de Nation, ni de peuple algérien, ni d'intégration, ni de mise en question de la France ou de la République : tout cela fut surajouté, produit par la propagande.

Prenons une question moins brûlante pour l'étudier avec moins de passion : les Sudètes. Les Allemands incorporés en Tchécoslovaquie en 1918 étaient une minorité ethnique et politique. Dans l'ensemble ils n'étaient pas mal traités. Objectivement et officiellement ils étaient les égaux des autres peuples de Tchécoslovaquie, ils avaient les mêmes droits. Dans la réalité concrète ils subissaient quelques vexations, Des difficultés administratives, des réactions populaires tchèques parce qu'on ne les aimait

pas, mais cela n'atteignait jamais une grande ampleur, et si quelques Sudètes pouvaient se plaindre, ce n'était que de faits de détail, comme tout citoyen peut en relever dans n'importe quel Etat. Là-dessus la propagande hitlérienne s'empare de ces vexations, de ces manifestations hostiles, etc., les grandit, les fixe, les unit en faisceau. Cela fait prendre conscience aux Sudètes à quel point ils sont malheureux, aux Tchèques à quel point ils peuvent détester les Sudètes (et de ce fait ils font l'objet d'une discrimination accentuée par la défiance même qu'ils inspirent). Les Allemands prennent conscience de leur responsabilité envers leurs frères séparés : c'est un fait politique qui apparaît, un problème politique qui se développe, et que, *à partir de ce moment*, il faut bien résoudre.

De même en ce qui concerne les juifs. Bien entendu l'on peut admettre dans une petite mesure que les juifs constituent un corps étrange (plutôt qu'étranger) dans une nation. Ils occupent dans les milieux intellectuels et financiers une place qui gêne certains. Ils sont envahissants et c'est vrai qu'on peut leur reprocher certains défauts... mais pas plus qu'à n'importe quel non-juif ! De vieilles traditions forment un fond de défiance ou d'inimitié à leur égard. Mais en Allemagne, en France, en Amérique, il n'y a pas de fait juif existant objectivement. La propagande s'empare à un moment de ce que l'on peut leur reprocher. Elle se sert en général de faits véritables, mais présentés, expliqués, etc. A ce moment l'opinion publique se forme. Le fait juif existe. Il devient un problème politique. Lorsque Sartre et McDougall affirment que la clef de problème juif se trouve non pas dans la race juive, mais dans la psychologie de l'antisémite, ils montrent une voie partiellement exacte, mais sans la prolonger suffisamment. Car ils ne visent que l'antisémite convaincu, et qui se trouve à l'origine du phénomène : or, celui-ci n'a d'importance que par l'adhésion de l'opinion publique. Si l'antisémitisme restait l'opinion de quelques individus, cela n'irait pas loin. Mais la propagande fait de cette opinion un élément de l'attitude publique : à ce moment seulement on peut dire qu'il y a problème juif, et cette diffusion se fonde à la fois sur quelques dispositions naturelles larvées, inconsistantes, et sur quelques faits véritables que l'on peut reprocher aux juifs.

Or, ce qui montre bien l'élément agressif que la propagande donne à un fait politique, c'est la diffusion qu'il en reçoit : quand le problème juif est posé, ce n'est pas seulement dans l'Allemagne

nazie que cela se révèle, mais aussi progressivement aux États-Unis, en U.R.S.S. ; maintenant il est doué d'une force d'expansion spécifique parce qu'il est devenu un *problème*. Nous pourrions faire la même analyse avec Berlin depuis 1950, ou avec les questions d'Israël et d'Égypte.

La masse est invitée à prendre un parti, c'est-à-dire une attitude. Jusqu'à l'opération de propagande, la masse reste amorphe. Celle-ci seule est déterminante pour la masse. A ce moment le fait politique est devenu un problème politique, et cela implique qu'il faut le résoudre (même si dans la réalité des faits, ce n'est pas du tout un problème) pour donner satisfaction (non pas aux intéressés directs) à cette opinion publique dorénavant éveillée, inquiétée. Et le gouvernement ne peut plus esquiver l'exigence de l'opinion. Il faut répondre à ce que l'homme moyen a la conviction d'être une question. Là est le fait politique, et pas ailleurs.

Or, nous indiquions plus haut que le fait n'existe pour l'opinion, que si l'information possède une certaine durée, si en réalité, elle est portée par la propagande. Ainsi un pays sur lequel se répand un *black-out* ne connaît plus de problèmes politiques réels. Il n'y a pas eu de problème Goettling, il y a eu un problème Rosenberg. Il n'y a pas eu de problème des Vietnamiens massacrés et torturés dans le Nord Viêt-nam, ni des Chinois massacrés et torturés dans les premières années du régime actuel, par contre, il y a eu le problème de la torture en Algérie. Il n'y a pas de problème de l'antisémitisme et du racisme soviétique, il y a un problème de racisme américain ou sud-africain. Quelle est la situation des Thibétains annexés par la Chine ? des Cubains sous la dictature Castro ? Cela veut dire que lorsque l'oblitération de l'information tombe sur un pays, les problèmes politiques n'existent pas pour l'opinion (ils n'existent que pour des partisans hostiles au régime, et se fondant sur des éléments inconsistants). Autrement dit, les mouvements d'opinion publique s'ils ne sont pas montés de toutes pièces par une propagande ne peuvent jouer que contre des régimes démocratiques et libéraux, à l'occasion de faits qui auront été répandus et connus. Ils ne peuvent pas jouer contre des régimes autoritaires qui volatilisent faits et problèmes. D'où l'extrême facilité de soutenir que l'opinion dressée contre l'injustice des démocraties se fonde sur des faits, alors que l'opinion hostile aux régimes autoritaires n'est que le fait d'une propagande. Ce qui dans une grande mesure est exact.

Qu'il ait pu y avoir les campagnes que l'on sait (et justifiées) contre la torture pendant la guerre d'Algérie prouve que l'on était encore un régime démocratique. Mais c'est en même temps la plus grande cause de faiblesse de ce régime. L'opinion toujours émue de scandales se dresse contre ce régime, en exige un autre, et celui qui lui sera donné sera *nécessairement* une dictature où les faits seront anéantis. Tout ira dès lors très bien. Mais un régime démocratique peut-il tolérer d'être ainsi conduit à l'abattoir par l'opinion la plus démocratique, exigeant plus encore de démocratie? Ne sera-t-il pas tenté de se défendre? Un gouvernement a-t-il vocation au martyre religieux et à la sainteté?

Or, ce sentiment d'existence d'un problème politique pour l'opinion est renforcé lorsqu'il y a deux propagandes contradictoires. On a souvent l'impression que, dans les démocraties, l'existence de propagandes adverses détruit le mécanisme que nous avons décrit; en réalité, il n'en est rien. Lorsqu'en effet se produit une contradiction dans les affirmations relatives à un fait, l'attitude correcte est l'agnosticisme. « On ne peut rien savoir. » Donc, se confirme d'un côté le caractère purement fictif du fait politique. Cette attitude se développe souvent dans les pays où se combattent deux propagandes de force égale. Il y a en même temps un certain désintérêt pour la vie politique tout entière. La politique paraît alors comme un jeu illusoire dont l'opinion publique se lasse, et s'écarte. C'est peut-être un des faits importants de la vie politique française depuis 1948. Mais le plus souvent l'opinion publique se trouvant en présence d'affirmations contradictoires se partage selon des critères qui n'ont rien à voir avec la réalité des faits. Ce n'est pas parce que l'on a constaté d'expérience la véracité de telle affirmation qu'on l'accepte, mais parce qu'elle concorde avec nos préjugés, notre milieu, etc. (tout l'irrationnel qui caractérise l'opinion publique), ou parce que la propagande dans un sens était mieux faite que dans l'autre.

Mais même s'il y a doute, hésitation sur les faits, il faut souligner que tout l'ensemble de l'opinion d'un groupe, en présence de la propagande contradictoire, ressent l'existence sérieuse d'un « problème », ainsi l'antisémitisme a posé le problème juif non seulement pour les antisémites, mais aussi pour les autres. Celui-ci est posé même pour ceux qui le récusent, et l'opinion par le fait même qu'elle se divise durcit le problème ou le crée encore mieux. Car à partir du moment où deux fractions de l'opinion répondant à deux propagandes se dressent l'une contre l'autre,

c'est *cette* division de l'opinion, c'est la polémique et la haine qui en résultent qui forment le problème politique. Si bien que par des voies complètement différentes la propagande unilatérale ou bilatérale arrive au même résultat. Et les « hésitants » ressentent plus fortement le problème politique en cas de deux propagandes adverses et peuvent beaucoup moins se protéger.

Non seulement la propagande transforme le fait concret en fait politique puis en problème politique, mais encore elle peut y arriver à partir d'un fait illusoire, inexistant. Et cela, même si une grande part du public sait que le fait est inexistant. Pour prendre un seul exemple parmi bien d'autres :

La propagande de paix du communisme ne correspondait à rien objectivement dans la politique de l'U.R.S.S. sous le règne de Staline. Celui-ci de 1948 à 1952 n'a pas fait un acte positif pour la paix, il n'a pas pris une mesure concrète, pratique pour la détente internationale. Tout ce que l'U.R.S.S. proposait était parfaitement inapplicable; en même temps elle gonflait indéfiniment son armée et prenait toutes les mesures militaires possibles. Cependant, quoique fondée sur une absence totale de faits, la propagande des Combattants de la Paix a posé le problème de la paix en termes communistes. Elle a effacé tous les autres mouvements non communistes pour la paix, elle a réussi à persuader l'opinion publique globale de la volonté de guerre des États-Unis, à monopoliser pour le communisme et l'U.R.S.S. le mot de Paix, qui devient symbolique du vocabulaire communiste et de l'attitude communiste. Il ne s'agit pas là de la croyance des sympathisants, des crypto- et para-communistes : il s'agit de tout le monde, même les anticommunistes sont obligés de concevoir le problème politique de la paix comme la propagande l'a posé. Tout homme qui combat pour la paix est à ce moment suspect de communisme et de même l'opinion tout entière est convaincue que personne ne fait rien pour la paix que les communistes⁶⁵...

L'on assiste alors parfois à un débat entre adversaires et partisans, à partir d'un fait peut-être illusoire en tout cas incontrôlable. McDougall analyse l'impossibilité de se défendre à partir d'un fait illusoire. Il s'agit des incidents d'une grève dont un seul journal a parlé. On fournit des témoignages irrécusables (mais inventés). La presse du travail ne peut absolument pas nier. Elle cherche alors à expliquer, à excuser le fait. Et c'est évidemment inouï de voir un débat s'instaurer pour l'interprétation d'un fait qui n'existe pas. Lorsque après une enquête difficile on finit pas savoir que le fait n'existe pas, le public n'est

pas touché par la rétractation, car il a oublié le fait, mais il a gardé l'impression générale de l'histoire et du débat.

L'évocation de l'inexistant à l'existant, la création d'un problème politique à partir de rien est une des virtualités les plus étonnantes de la propagande. Rappelons ainsi la campagne de propagande Khrouchtchev en novembre 1957 : les Turcs s'apprêtaient à envahir la Syrie, un plan en quatre parties du complot était aux mains de l'État-Major soviétique, on connaissait la date de l'opération, et les manœuvres de l'O.T.A.N. en Méditerranée s'effectuaient pour appuyer la Turquie. Insultes à Menderes. Menaces à la Turquie. Rassemblements de troupes. Évocation de la guerre générale. Autant que l'on puisse être renseigné, strictement rien n'existait en fait de tout cela. D'ailleurs, un mois après, Khrouchtchev proclamait qu'il n'y avait aucun danger, et que c'était la détente, sans que l'on ait pu davantage trouver le moindre signe concret de détente. Quel qu'ait été le but de la campagne (probablement souder la Syrie à l'U.R.S.S.), il semble qu'elle ait été créée à partir de rien et que pendant deux semaines les uns ont été surexcités, les autres terrorisés par Rien. On peut faire exactement la même analyse pour le fameux problème de Berlin en février 1959.

Ainsi l'enchanteur, d'un coup de baguette, crée le problème, ou le fait disparaître. Mais retenons que, une fois le problème évoqué, même s'il ne repose sur rien, il existe parce que l'opinion publique croit qu'il existe, et qu'elle se forme et se divise à son sujet. Sera-t-on sceptique sur cette attitude de l'opinion ? L'expérience concrète montre pourtant qu'il en est ainsi, et le petit tour de passe-passe bien connu qui consiste à créer une opinion sur rien, à titre expérimental, est toujours réussi. Rappelons le célèbre sondage effectué par Tide en 1947 sur le *Metallic Metals Act*. On demandait l'opinion des Américains sur cet « act ». 70% des personnes questionnées ont donné leur opinion, 30% n'en avaient pas. Sur les personnes ayant une opinion : 21,4% pensaient que c'était un bien pour les U.S.A. ; 58,6% que cela devrait être laissé à la décision individuelle ; 15,7% que de telles décisions étaient peut-être bonnes à l'étranger, mais devraient être évitées aux U.S.A., et 4,3% que cet acte n'avait aucune valeur. Or, le plus remarquable est qu'il n'y avait jamais eu aucun *Metallic Metals Act*. Et pourtant il y avait une opinion à son sujet ⁶⁶.

III — L'ACTION POLITIQUE

Quel est donc maintenant l'aspect de l'action politique ? Le premier principe, évident, est que l'homme politique doit concevoir son action en fonction du fait politique que connaît l'opinion publique et comme celle-ci le connaît.

Le ministre peut avoir des renseignements précis par des sources directes d'information, mais les faits que lui seul connaît, il vaut mieux qu'il n'en fasse pas état. Toute décision secrète de l'État, *mais dont les effets risquent de devenir publics* par la propagande, doit être condamnée. Si un gouvernement agit en fonction d'informations qu'il est seul à posséder, l'opinion publique sera très rapidement alertée, car, placée devant des données incompréhensibles, elle se raidira. L'homme de la rue, en 1950, convaincu de son intelligence politique et de la valeur de la démocratie, n'accepte pas d'être tenu à l'écart⁶⁷. Il est prêt à accepter les scandales ou l'injustice du gouvernement : il n'accepte pas d'être dans un univers politique incompréhensible, et de ne pas y avoir d'influence.

Dès lors le gouvernement est placé devant les possibilités suivantes :

Ou bien il livre au public ses sources d'information, la totalité des faits qu'il connaît et en fonction desquels il faut décider. Mais cela se heurte à bien des difficultés : il y a d'abord toutes celles relatives à l'information du public, que nous avons étudiées ailleurs et auxquelles nous renvoyons⁶⁸. Il y a ensuite l'impossibilité, évidente, où se trouve un gouvernement de livrer des secrets au public. Il s'agit souvent de faits qu'il serait catastrophique de révéler, non seulement sur le plan militaire ou diplomatique, mais aussi sur le plan économique. L'on a protesté contre ce « secret » (ainsi Sauvy, Wiener, etc.) et l'on a raison en ce que les gouvernants ont tendance à l'exagérer, mais le bon sens suffit à démontrer que, portée à la connaissance du public, une réforme monétaire en préparation par exemple, serait désastreuse.

Ou bien le gouvernement se résigne à ne pas faire état des faits qu'il connaît seul. Ici nous rencontrons une critique possible aux thèses de Sauvy. Celui-ci considère que c'est folie de la part du

gouvernement de ne pas agir en fonction de la réalité des faits que lui révèle l'analyse économique, la statistique principalement. Ce raisonnement est, en apparence, irrécusable. Mais il se heurte à l'existence d'une opinion qui ne *peut* pas être correctement informée, qui se croit la dernière instance politique et en fonction de laquelle l'homme politique doit décider. Dès lors cet homme va suivre non pas la réalité des faits, mais l'opinion. Il la suit en négligeant dans ses décisions la documentation précise qu'il peut avoir. Il se peut ainsi qu'il dresse les « faits » contre lui, mais c'est à *brève échéance* beaucoup moins grave que de dresser l'opinion contre lui.

Ou bien enfin le gouvernement agit en fonction de son information privée, mais il va en même temps procéder à une opération de propagande qui justifie cette action, l'explique, la transforme en fait politique et lui donne des raisons aux yeux de l'opinion. Bien entendu nous supposons ici que les raisons et motifs livrés au public ne sont pas ceux, réels, que le gouvernement tient secrets. Il ne s'agit pas vraiment de propagande, seulement d'une construction de l'information. Très caractéristique a toujours été l'attitude de l'U.R.S.S. dans ces domaines. Encore en novembre 1962, dans la relance de la campagne de déstalinisation, il est indiqué au parti qu'il faut choisir dans l'ensemble des informations ce qui sert à la déstalinisation. Ainsi le système de K. n'est fondamentalement en rien différent de celui de Staline. Retenons cette formule remarquable de Ehrenbourg (*Mémoires, 1936-1941*) : « Encore naïf, je pensais qu'une information véridique aide à définir la politique; c'était le contraire qui était vrai : on demandait une information qui confirme le bien-fondé de la politique choisie. »

C'est alors la création d'un monde politique réfracté où l'opinion se constitue et s'installe. Mais pour que cette orientation soit possible, il faut une propagande unilatérale : il faut un gouvernement autoritaire qui exclut toute autre propagande. C'est dans ce cas seulement que la pluralité de propagande en démocratie exerce une influence profonde.

L'on peut dire en gros qu'entre ces trois solutions, les gouvernements démocratiques choisissent la seconde.

Non seulement, d'ailleurs, l'homme politique doit tenir compte uniquement des faits connus par l'opinion, mais il doit aussi en tenir compte *comme l'opinion elle-même*, selon sa compréhension et son interprétation. C'est alors ici que la propagande joue un rôle majeur : celui qui entreprend une action doit au préalable

manier l'opinion publique de façon qu'elle ait en main les raisons (vraies ou fausses) de cette action. C'est, nous l'avons dit, l'habileté des dictateurs qui créent l'opinion en vue de telle décision, et, la prenant, ont l'air de suivre la volonté populaire. C'est aussi le fait des Public Relations qui « créent l'ambiance » autour d'une entreprise, d'un gouvernement, etc., et préparent de la même façon une mesure politique ou économique. Dès lors le partenaire choisit les faits qu'il appelle à l'existence politique, puis qu'il transforme en problème politique, afin que l'opinion exige la solution, ou tout au moins l'accepte. Le jeu politique est alors fondé sur ces choix de faits appelés à la vie. Il est aisé dans les systèmes autoritaires, il devient très complexe en démocratie où l'opposition appelle à la vie les faits qui contredisent l'action du gouvernement.

Dans bien des cas la censure se justifie parce que les paniques d'opinion, les interprétations absurdes d'un fait rendent impossibles les décisions raisonnables. Faut-il rappeler entre mille exemples que la *première* décision d'Eisenhower lors de l'offensive de Bastogne fut d'interdire toute publication d'information à ce sujet. On craignait avant tout un effondrement du moral ou une agitation stérile de l'opinion qui aurait gêné les décisions à prendre ⁶⁹.

A ce moment le jeu politique tend à devenir de plus en plus abstrait car les faits choisis et révélés le sont dans les deux camps en fonction des répercussions de l'opinion : il ne faut pas croire que l'opposition révèle la vérité que le gouvernement cache, par exemple le parti communiste révélant la vérité contre le régime bourgeois : il ne diffuse que l'apparence hostile à la société bourgeoise de faits dont le gouvernement révèle l'aspect favorable. Quant au fait lui-même il est volatilisé. A ce moment le jeu politique tend vers un illusionnisme. Ainsi l'homme d'État doit agir selon la connaissance que le public peut avoir des faits, et dans le sens de celle-ci.

Car ce qui est essentiel c'est d'obtenir une « impression », un « sentiment ». Pourvu que le peuple ait l'impression de vivre en démocratie, que le gouvernement « paraisse » démocratique aux yeux de l'opinion, c'est évidemment l'essentiel. On connaît parfaitement des gouvernements très démocratiques qui donnent l'impression d'être autoritaires, inversement des gouvernements dictatoriaux qui savent créer l'opinion dont ils ont besoin pour qu'ils soient *ressentis* comme démocratiques : ainsi les démocraties populaires ⁷⁰.

Mais compte tenu de cette influence de l'opinion, quelle doit être l'action politique aux yeux de l'opinion ?

Tout d'abord cette action doit s'insérer normalement dans la série de faits que connaît l'opinion. Il faut qu'elle soit du même ordre que ces faits répandus par la propagande, il faut qu'elle y corresponde aux yeux de la foule. La masse a besoin (alors que les sociologues insistent à juste titre sur le caractère illogique de ses opinions et de ses tendances) de découvrir une logique apparente dans les actes de ses gouvernants. Une mesure législative n'a de chances d'être appliquée que si elle rejoint un contexte d'opinion préalable fondée sur la connaissance du fait politique et la conviction du problème politique.

Par conséquent celui qui crée l'opinion publique lie par là l'action du gouvernement et l'oblige à aller dans un certain sens. Dans ce contexte l'on n'a plus à tenir compte en réalité que de ceux qui détiennent les instruments capables d'atteindre l'opinion publique. Celui qui n'a pas le moyen d'influencer d'une façon ou d'une autre la représentation des faits, n'existe pas dans le monde politique. Les viticulteurs faisant des barrages, les instituteurs faisant une grève d'examen n'ont d'autre but que de saisir l'opinion. Sans doute leur méthode est la plus élémentaire, la plus informe, et par conséquent la moins efficace : mais ils ne comptent pour l'action politique qu'à partir de ce moment. Seule la force de modification des représentations politiques fait partie de l'« échiquier » politique. Tout le reste peut être réel, légitime, juste, l'action politique n'a pas à en tenir compte. L'acte politique pour être efficace dépend donc du travail préalable sur l'opinion.

De toute façon l'État doit savoir que son action se situe dans un monde verbal, et que les opinions ont d'abord un caractère verbal. Donc l'action politique doit obéir à ce double principe : qu'elle doit elle-même être traduite dans ce courant d'images et de stéréotypes, qu'elle doit éviter d'opposer des faits réels à ces images.

Selon l'analyse de Lipmann, les images par lesquelles l'homme moderne vit le monde sont des schémas, des stéréotypes. Les schémas ont deux qualités : d'abord ils s'interposent entre nous et les choses. Nous ne voyons les choses, nous ne recevons les faits, nous ne comprenons notre milieu qu'au travers de ces stéréotypes. Une action politique doit donc être pensée en fonction de ces verres déformants que l'opinion porte nécessairement.

Il faut connaître les stéréotypes de tel groupe pour savoir comment ce groupe va comprendre telle action, car cette action, comme toute réalité objective, est dépourvue de sens par elle-même : elle n'a ni portée, ni coloration, ni valeur : elle prend la portée, la coloration, la valeur que les stéréotypes lui imposent.

Ensuite ces schémas ont plus de puissance que la réalité même⁷¹. L'on connaît parfaitement la faculté d'interprétation que possède l'homme pour tourner les faits à son avantage, et la faculté d'oubli de refoulement des faits qui contredisent nos convictions, nos stéréotypes. Un fait n'a jamais convaincu personne, n'a jamais modifié la vue du monde que l'on pouvait avoir. L'extraordinaire inhibition que l'on constate chez les communistes à l'égard des procès comme celui de Rajk, ou à l'égard du pacte germano-soviétique, ou à l'égard de la révolte de Berlin de juin 1953 n'est pas exceptionnelle. Il ne sert à rien de vouloir opposer la « réalité des faits » aux représentations. Une action politique n'a pas à se fonder sur cette réalité objective, insaisissable, elle n'a pas à contredire les stéréotypes par les faits : on ne peut rien gagner ainsi. Tout se réduit alors à une série de manipulations psychologiques ayant pour but, par des mécanismes que l'on connaît de mieux en mieux, de modifier les schémas et les stéréotypes eux-mêmes.

* * *

Nous atteignons maintenant la loi majeure que la propagande impose à l'action politique. Celle-ci doit actuellement avoir un double caractère. Antérieurement une décision politique était calculée par ses conséquences de fait, c'est-à-dire qu'elle se répercutait concrètement sur tel milieu, tel gouvernement ; elle comportait telle répercussion économique, etc. Et normalement cette action était faite pour réussir. L'efficacité de fait de la décision politique tendait à modifier les choses et les situations. C'est d'ailleurs toujours la conception de l'action politique que l'on a dans la plupart des démocraties et particulièrement en France. L'incapacité prodigieuse du gouvernement français depuis 1950 tient d'abord à une conception périmée de l'action et de la décision politiques.

Aujourd'hui l'action politique doit être calculée en fonction de deux objectifs : d'une part comme il le fut toujours, l'objectif précis que l'on veut atteindre dans les domaines économiques, militaires, administratifs, etc., et d'autre part les possibilités de propagande qu'offre cet acte⁷². En tenant compte de ce dernier

élément nous faisons un pas de plus : jusqu'ici nous avons montré comment il fallait tenir compte de l'opinion existante (spontanée ou préparée) pour obtenir tel résultat de fait ; cette préoccupation entre donc dans le cadre du premier objectif à délimiter pour une action. Mais l'opinion se fait encore sentir en ce qu'elle réagira à l'acte politique. L'on doit alors se poser les questions suivantes :

— Cette décision a-t-elle des conséquences spectaculaires ou de fait susceptibles d'atteindre l'opinion publique ?

— Cette décision porte-t-elle en elle-même son élément de propagande, et peut-on laisser jouer la spontanéité entre les conséquences du fait et son interprétation par l'opinion ? L'orientation que celle-ci en recevra est-elle souhaitable ?

— Cette décision est-elle susceptible de servir de tremplin à une action de propagande ?

Le fait brut sert à la propagande, et nous devons considérer l'acte politique comme un fait brut. Il peut être alors soit un tremplin pour une campagne, soit un stimulus renouvelant le réflexe conditionné, soit une coloration plus vive donnée au mythe. Cela ne contredit pas la description que nous faisons de l'univers mental, car nous avons bien dit que cet univers est constitué, sauf exceptions, à partir de faits bruts. Mais la question que doit se poser l'homme politique, c'est de savoir si son acte est susceptible d'entrer dans cet univers mental.

Une décision politique est aujourd'hui devenue plus importante par les réactions d'opinion qu'elle peut provoquer que par ses répercussions concrètes, sa signification pratique. Il en est de même du fait. Rappelons par exemple le choc extraordinaire du Spoutnik. Bien entendu les satellites peuvent être utilisés, l'expérience démontre une supériorité soviétique dans le domaine des fusées, et par conséquent une supériorité militaire. Mais cela n'est rien à côté du choc psychologique. Nous sommes en présence d'un triomphe de propagande. Crise de l'opinion publique américaine, renforcement du mythe de la société communiste, prestige chez les peuples sous développés, attraction sur les neutralistes. Dans tous les domaines, les répercussions psychologiques sont immenses, et les Soviétiques ont su utiliser le fait avec une habileté extrême dans la propagande, transformant le fait scientifique en fait politique intégré dans une action politique globale.

C'est donc en fonction de cette répercussion de propagande qu'il faut calculer toute décision politique. Cela suppose une certaine continuité de la propagande, et une orientation déter-

minée de toutes les décisions. L'on ne peut donc plus prendre une mesure économique en fonction des données de la science économique seule, mais corrélativement à la propagande. Seuls les communistes sont arrivés à une grande maîtrise dans cette combinaison. Cette maîtrise tient surtout à la continuité dont nous venons de parler, et qui repose sur une rigoureuse technique d'action.

Mais l'art politique complet aujourd'hui doit aller encore plus loin. L'action politique sera choisie de telle façon qu'elle puisse être un tremplin de propagande valable quelle que soit sa conclusion réelle : qu'elle aboutisse à un succès ou à un échec de fait. Nous avons ici l'élément le plus subtil. Lorsque la décision donne d'heureux résultats, ceux que l'on escomptait, il est encore aisé de développer cela dans l'opinion. Mais c'est traditionnellement le seul aspect que l'on considère. Le général romain victorieux célébrait un triomphe. Or, un emploi total des possibilités de propagande transforme ceci : alors que la décision échoue, que l'adversaire l'emporte, que les résultats escomptés ne sont pas obtenus, etc., il faut cependant que l'orientation générale de l'action ait été telle que cet échec serve de propagande. Entendons-nous : il ne s'agit pas de voiler un échec, de rattraper une erreur par une explication fumeuse, de baptiser un repli stratégique une retraite, etc. ; de cela tout le monde est aujourd'hui conscient, personne ne s'y laisserait plus prendre. Il s'agit d'une action calculée *au départ* de façon que : ou bien elle réussit, et l'on est satisfait des résultats concrets recherchés — ou bien elle échoue, mais cet échec même est un excellent instrument de propagande pour la cause (quelle que soit la cause). Tel est le calcul où les communistes sont passés maîtres. Si bien qu'ils acculent toujours leurs adversaires à un dilemme dont les deux issues sont favorables au P.C. Quand le P.C. dépose une proposition de loi sur les F.T.P. ou sur l'échelle mobile des salaires, on ne peut absolument pas distinguer si le but est l'obtention de la réforme demandée ou son échec en vue d'une propagande contre le gouvernement : l'élément de fait et l'élément de propagande sont tellement bien unis dans toute action communiste que l'on ne peut les dissocier : toute activité politique du P.C. a en même temps des buts réels et des buts de propagande. Si la loi sur l'échelle mobile est acceptée, cela met le régime capitaliste un peu plus en danger, lui cause des ennuis économiques profonds et de plus c'est une propagande positive pour le P.C. qui l'a proposée : ce n'est pas le gouvernement qui peut se prévaloir de

progrès au yeux du peuple : c'est le P.C. Si elle est rejetée, quel déchaînement de propagande contre le régime bourgeois hostile à la classe ouvrière ; ce rejet accentue la scission des classes.

La plupart des propositions soviétiques sur le plan international sont marquées par l'existence de cette double issue. Tout projet d'accord soviétique est couvert par une apparence psychologique favorable aux yeux de l'opinion de l'homme moyen. Si on l'examine avec un regard objectif, on doit dire que ce projet est raisonnable (par exemple la rencontre au sommet, le projet de contrôle des armes thermo-nucléaires, le retrait des troupes d'occupation, la proposition polonaise de neutralisation). Mais ce projet est tel que : ou bien il est accepté, il réussit et d'une part la gloire psychologique en revient à l'U.R.S.S., d'autre part on s'aperçoit que dans le concret il est favorable à l'U.R.S.S. — ou bien le projet est rejeté, mais alors celui qui le rejette est un fauteur de guerre, et refuse la collaboration, la coexistence, etc. Et généralement le fait de lier plusieurs éléments ensemble dans un seul projet est très efficace (cf. le discours de Boulganine, 1^{er} janvier 1958).

De même en 1962, l'U.R.S.S. établissant des bases de fusées à Cuba pratique cette politique à double issue : ou l'opération réussit, les États-Unis ne disent rien, n'osent rien dire, et de ce fait il y a une arme menaçante dirigée sur les États-Unis, ou bien les États-Unis réagissent, et au point de vue propagande, c'est une opération remarquable : les États-Unis manifestent leur impérialisme en s'attaquant à un si faible adversaire, l'opinion mondiale doit être scandalisée de ce que l'on intervienne dans les affaires intérieures d'un pays indépendant, etc. — Malheureusement les alliés de M. Khrouchtchev ont gêné sa liberté de manœuvre dans l'exploitation de la seconde possibilité !

Cette double possibilité d'exploitation permet alors de maintenir une attitude extrêmement intransigeante. On peut ne céder sur rien à l'adversaire, puisque si l'adversaire refuse de céder, cela se tournera contre lui. Il n'importe pas d'aboutir vraiment à un résultat. Ainsi, typiquement, les pourparlers d'armistice de Pan Mun Jon. Du point de vue communiste, s'ils réussissent, tant mieux, mais on ne fera aucune concession, et ils ne réussiront que si les alliés de l'O.N.U. font tout le chemin et accèdent à tous les désirs chinois. Car s'ils échouent, tant mieux encore, ce sera la faute des alliés de l'O.N.U., qui auront ainsi montré leur volonté de guerre, ce qui accroîtra la propagande des Combattants de la Paix. Et dans les deux cas on oblige le partenaire à perdre la

face (présentation d'exigences objectivement raisonnables mais inacceptables pour l'adversaire).

Le seul exemple du côté américain d'une action combinée en fonction des deux éventualités est la distribution de colis de vivres aux populations de l'Allemagne de l'Est (1954). Là encore nous avons la possibilité d'exploitation des deux côtés. Si la distribution de vivres se poursuit, quelle propagande pour les Occidentaux (sans compter le résultat non négligeable de nourrir quelques affamés)! Si elle est interdite, quelle propagande contre le gouvernement communiste! Celle-ci d'ailleurs est si évidente qu'elle n'a presque pas besoin d'être « faite ». Elle se fait toute seule. Le jugement contre le gouvernement communiste est à ce moment de l'ordre de l'évidence. Il n'est pas nécessaire d'orchestrer une campagne de propagande : il suffit de laisser se développer spontanément les conséquences psychologiques des faits eux-mêmes; nous en sommes ici à une forme de propagande subtile où l'action porte en soi la propagande.

L'action politique menée dans ces conditions permet d'économiser une grande partie de l'effort politique, soit en obtenant par adhésion et bonne volonté ce qu'il eût fallu obtenir par contrainte, soit en dissociant les possibilités de résistance de l'adversaire, soit en permettant d'économiser la guerre. C'est ainsi par exemple que la propagande qui développe la crainte de la 5^e colonne, qui produit l'intoxication d'un milieu, d'un gouvernement, réduit l'adversaire à la passivité est un moyen spécifique de la politique. Il est d'ailleurs vrai qu'elle permet d'éviter la guerre, la propagande de Goebbels amenant l'Autriche et la Tchécoslovaquie à céder, celle de Staline à l'égard de la Tchécoslovaquie, celle de K. pour Cuba, etc., permettent justement d'obtenir sans guerre des résultats qu'autrefois on n'obtenait que par la force.

Nous en arriverons alors à dire, devant ces constatations, que l'on ne doit plus accomplir d'action politique que dans la mesure où celle-ci présente la double issue que nous venons d'analyser. Peu importe que l'action soit vraiment utile. Ce qui compte c'est son utilisation dans cette ambiguïté. Une politique aujourd'hui doit s'élaborer selon le choix précis de décision présentant ce caractère et parce qu'elle présente ce caractère. Toute autre orientation est le fruit d'un idéalisme dépassé ou d'une politique incohérente de la petite semaine.

Au terme de cette longue analyse nous sommes arrivés à décrire une double détermination, en apparence réciproque. L'homme politique agit dans l'univers d'images de l'opinion, mais il pe

aussi créer ces images et les modifier par ses moyens d'information et de propagande. Inversement l'opinion publique se formant dans cet univers détermine le politique qui ne peut gouverner qu'en fonction d'elle. Mais si, en effet, tout se situe dans un univers d'images (y compris avons-nous vu l'image que le gouvernement mal informé se forme de l'opinion!), les déterminations ne sont ni automatiques, ni rigoureuses. Le gouvernement ne « fait » pas l'opinion, celle-ci tient aussi à ses stéréotypes et ses préjugés difficiles à combattre. Et l'opinion n'oblige pas le gouvernement, car elle n'a pas de moyens spécifiques d'expression. En réalité nous sommes bien plus en présence d'une double paralysie que d'une double efficacité. Paralysie du gouvernement par le poids de cette opinion incohérente, contre qui l'on ne peut gouverner, et qui sera sans cesse un empêchement à l'efficacité. Paralysie de l'opinion qui ne peut pas s'exprimer véritablement, et quand elle y arrive ne le fait que par la pression d'une propagande qui seule constitue une opinion active.

Cela nous amène à formuler la notion d'une facticité de ces deux éléments du politique. Ils se ramènent mutuellement à une situation d'apparence : chacun a l'apparence de maîtriser et de gouverner l'autre, mais chacun en réalité n'a qu'un pouvoir factice, non tellement du fait de sa dépendance envers l'autre, mais du fait que tous deux, en commun, ne peuvent plus s'attaquer aux questions réelles et ne détiennent plus les véritables pouvoirs. Car n'oublions pas, et nous l'avons dit plusieurs fois, que dans ce jeu, il y a un troisième partenaire, le détenteur des moyens d'action. Dans cet univers des images, ce détenteur c'est l'informateur-propagandiste. Or, si, en apparence, il est aux ordres du politicien, il est lui dans la situation du technicien étudié plus haut. Si, en apparence, dans une démocratie libérale, il est « l'expression de la liberté d'information », nous savons bien qu'il est un technicien fort peu soucieux du citoyen, mais représentant des intérêts politiques ou économiques, en fonction desquels il formera l'opinion. C'est dans ces termes et par rapport à cet univers d'images que se développe l'illusion politique, illusion de ceux qui croient pouvoir aujourd'hui modifier la réalité même par l'exercice du pouvoir spécifiquement politique. Illusion identique mais inverse de ceux qui croient pouvoir maîtriser et contrôler l'État par la voie d'une participation au jeu politique.

CHAPITRE IV

L'ILLUSION POLITIQUE : LE CONTROLE DE L'ÉTAT

EN face de la croissance des organes et de la puissance étatiques, en présence du phénomène de l'autonomie du politique, on sait la réaction habituelle aujourd'hui; il faut arriver à ce que le citoyen contrôle effectivement l'État. Il faut que, par des voies et moyens, que certains ouvrages récents analysent avec grand souci d'exactitude et de possibilité, le citoyen arrive à sortir de sa passivité, et parvienne à reprendre en main la situation. Beaucoup estiment que c'est difficile, mais possible. Le plus souvent, il s'agira du contrôle du personnel politique, d'une resignification du suffrage universel, d'une revalorisation du principe délibératif, ou d'une organisation particulière de la démocratie, par exemple ce que l'on appellera démocratie organisée. Mais, en général, on estime que tout repose sur la capacité du citoyen, et son engagement politique. Le grand mal, ce qui donne à l'État son indépendance, ce serait en réalité l'apolitisme du citoyen. Celui-ci, éduqué, conscient de ses droits et devoirs, intervenant en politique, pourrait en définitive imposer sa loi à l'État*.

* Problème différent de celui examiné plus haut : l'individu comme limite à l'autonomie de l'État. Ici c'est la possibilité pour le citoyen de contrôler l'État. Faut-il rappeler les innombrables articles parus de juillet à septembre 1962 en prévision du référendum sur ce problème du contrôle du pouvoir? L'on y retrouvait principalement les vieilles idées de contrôle de l'Exécutif par le Parlement, de sauvegarde de la liberté par le maintien du législatif entre les mains de l'Assemblée, etc. Bien peu de choses ont été dites alors qui manifestaient une prise de conscience réelle de ce qu'est l'État moderne!

Cela me paraît reposer sur une vue idéaliste de l'homme, une vue ancienne de l'État⁷³. Une vue idéaliste de l'homme nous n'évoquerons pas le problème de la capacité, si généralement mis en avant, mais simplement le problème du temps : comment exercer valablement un contrôle sur le pouvoir (et un contrôle est toujours la chose la plus difficile qui soit) alors qu'on n'a pas le temps d'être vraiment mis au courant des questions, de suivre une affaire, même si l'on vous donnait toutes les pièces et tous les moyens ? Exercer un vrai contrôle de l'État implique une entière disponibilité. Être citoyen dans ces conditions est un métier. C'est ce que Grecs et Romains avaient parfaitement compris. Que, dans la prétendue civilisation des loisirs qui nous est annoncée, la politique devienne la fonction principale de l'homme libre, je veux bien. Mais cette civilisation des loisirs n'est pas à nos portes, et j'ai bien peur qu'il faille nous attendre à de grandes déceptions. Et même s'il en est ainsi, je ne suis pas certain que cet homme vacant et de bonne volonté puisse remonter le courant de ce qui s'est progressivement institué dans le domaine politique. Ces choses ne sont pas aussi malléables qu'on veut bien le dire. C'est ne pas avoir une vue concrète des situations, une expérience effective des relations avec le pouvoir que penser à une intervention réelle du citoyen dans cet engrenage.

Et de même lorsqu'il est question de l'État à contrôler, on s'aperçoit vite que la vue que l'on a du pouvoir politique est ancienne : c'est encore l'importance attribuée aux structures et aux constitutions, la recherche de procédés juridiques, la fixation de compétences et de contrôles, etc., toutes choses qui bien entendu ont leur importance mais qui ne permettent jamais une véritable transformation, et encore moins ne changent le sens de l'évolution de l'État. Je ne veux pas dire qu'un État démocratique moderne soit la même chose qu'un état autoritaire bien sûr ! Je ne veux pas dire que la règle de droit n'a pas d'importance ! Ni que les réformes proposées dans *L'État et le Citoyen* soient sans intérêt ! Je veux dire que tout ce que j'ai lu et entendu concernant le contrôle du pouvoir politique par le citoyen se réfère à une vue totalement dépassée de l'État, et que l'on nous présente là une illusion qui comme toute illusion est un danger mortel.

I. LA BUREAUCRATIE

L'idée que le citoyen doit contrôler l'État repose sur la vision que, dans l'État, le Parlement dirige effectivement le corps politique, les organes administratifs et les corps techniques. Or, nous sommes ici en pleine illusion *. Böhm montre bien que les organes de la démocratie représentative ne servent plus qu'à avaliser les décisions élaborées par les experts et par les groupes de pression ⁷⁴. Et de même, Sartori ⁷⁵, dans une étude exceptionnelle sur le Parlement, a montré l'impuissance du Parlement à remplir les fonctions dont l'idéologie démocratique l'a investi, et sur quoi repose encore toute l'innocente conviction d'une possibilité de contrôle par le citoyen. Sartori montre en particulier que la place actuelle du Parlement au centre de l'État et s'identifiant avec le gouvernement modifie radicalement les fondements sur lesquels l'État parlementaire fut construit, à savoir : l'idée de représentation, l'idée de contrôle, la nécessité d'une protection par la loi. C'est une des études les plus lucides sur l'échec de la représentativité, par exemple, par suite de la professionnalisation des hommes politiques, par le filtrage dû aux partis politiques (le personnel parlementaire tend à devenir une projection représentative du personnel des partis) : il conclut que nos parlements sont « atypiques » par rapport à l'ensemble de la Nation. Nous ne reprendrons pas le détail de ces analyses car nous considérons que le problème du parlementarisme est en lui-même secondaire.

On nous représente toujours l'État comme un organe de décision, relativement simple, la décision étant prise selon des procédures établies, régulières, maîtrisées. Nous avons déjà indiqué que l'objet des décisions a considérablement changé, n'est plus cette question politique passionnante sur laquelle se fixe l'attention des foules. Il en est de même du processus de décision. Il n'est plus ce système simple de procédures juridiques claires établies dans une constitution. Bien entendu, cette procédure

* Il va de soi que je ne porte aucun jugement de valeur. Je ne dis pas que la bureaucratie est bonne ou mauvaise. Ce type d'organisation me paraît concorder avec tout le mouvement de la société actuelle, et de ce fait me paraît inévitable. Pas davantage le problème pour moi ne se pose comme un conflit entre bureaucratie et démocratie (cf. Michels : *Les Partis politiques*), mais bien comme une évacuation du politique par le fait bureaucratique.

existe toujours, mais ce n'est pas elle qui est significative. Le processus de décision est fait d'un ensemble complexe de jugements personnels, de traditions, de conflits entre des organismes multiples de l'État, de pressions de groupes extérieurs. Et la pluralité des centres de décision est devenue la règle à l'intérieur de l'organisme politique. Car cet organisme n'est pas simple du tout. Quand on a parlé d'un président, de ministres et d'assemblée, on n'a exactement rien dit, l'État est devenu un immense corps s'occupant de tout, possédant une multitude de centres, de bureaux, de services, d'établissements.

Tout ce que je viens d'indiquer est parfaitement connu des politologues ⁷⁶. De nombreuses études de détail, fort réalistes, ont été faites, aussi bien sur la structure que sur le processus de décision. Mais ici se pose alors un problème psychologique singulier. Ces mêmes politologues (parfaitement avertis de ces questions), lorsqu'ils écrivent un article de politique, lorsqu'ils prennent parti sur un problème donné, semblent oublier complètement leurs minutieuses analyses pour revenir à la conception antique de l'État; à notre grande surprise on les voit à nouveau débattre du régime présidentiel ou de la procédure électorale comme si l'avenir politique résidait en ces apparences. Il n'y a pas encore, me semble-t-il, de lien entre les études concrètes sur la réalité de l'État et la réflexion concernant le politique dans le monde moderne. Et tout particulièrement au sujet du contrôle du pouvoir, il se trouve une contradiction manifeste entre la connaissance effective de ce qu'est l'État moderne et l'affirmation toujours renouvelée selon laquelle le citoyen peut contrôler l'État*.

* Il nous paraît essentiel de souligner la différence entre l'influence des techniciens, des experts, dans le domaine politique, et l'organisation bureaucratique. Ce sont deux phénomènes souvent mal distingués. Crozier lui-même (*Le Phénomène bureaucratique*) ne voit pas toujours la différence. Il la retrouve parfois dans les faits et par la bande : par ex. (p. 183) dans telle organisation : « les leaders de cette organisation conservatrice et bureaucratique professent une philosophie du changement tandis que les techniciens... sont au fond systématiquement conservateurs dans leur conception des problèmes d'organisation ». Cela est en effet très caractéristique des deux positions. De même il voit clairement (p. 219) la différence entre « le pouvoir de l'expert, c'est-à-dire le pouvoir dont un individu dispose du fait de sa capacité personnelle à contrôler une certaine source d'incertitude affectant le fonctionnement de l'organisation, et le pouvoir hiérarchique fonctionnel (qui correspond au vrai type bureaucratique), c'est-à-dire le pouvoir dont certains individus disposent du fait de leur fonction dans l'organisation ». Mais nous ne pensons pas, comme lui, que ces derniers puissent contrôler le pouvoir de l'expert ou y suppléer. Cela est vrai quand l'expert est incli-

Un État moderne n'est pas *d'abord* un organe centralisé de décision, un ensemble d'organes politiques. Il est *d'abord* une énorme machinerie de bureaux. Il est composé de deux éléments

dans la bureaucratie, fait partie du système — cas étudié par Crozier — mais il faut aussi penser aux experts dans leurs relations avec les appareils de gouvernement, on a alors un autre schéma. Nous avons déjà noté plus haut notre désaccord avec Crozier sur l'influence réelle et l'« avenir » des experts. La minimisation de leur rôle le conduit, nous semble-t-il, à certaines erreurs : par exemple lorsqu'il considère que le changement en France est presque impossible à cause du « pouvoir bureaucratique omnipotent sur le plan de la routine et impuissant devant le problème du changement. » Il néglige ici l'influence des techniciens qui provoque, dans l'ordre des techniques, des changements certains, se répercutant sur la bureaucratie. Il aurait fallu étudier la différence d'évolution d'un système bureaucratique suivant qu'il est ou non en relation directe avec des techniciens. On constate on fait une évolution assez tendue dans les secteurs soumis aux exigences des techniciens, ce sont eux bien plus que les politiciens du « sous-système délibératif » qui provoquent les changements. En fait contrairement à ce que pense Crozier, les politiciens sont incapables de promouvoir le changement bureaucratique.

Ce défaut d'analyse est très net lorsque Crozier montre (p. 377 suiv.) que dans un système où se développe la prévision économique, où « l'avenir s'élabore plus rationnellement », la rigidité administrative ne peut se maintenir : il apparaît une nouvelle forme de rationalité, ce qui provoquerait la désintégration du modèle traditionnel. Et il donne comme exemple le Commissariat au Plan : c'est justement ce que nous indiquons avec le rôle du technicien et des administrations techniciennes. Mais ces administrations de type nouveau correspondent à des besoins différents, ont des fonctions différentes et des modes d'action différents. Cela ne remet pas en question automatiquement les administrations bureaucratiques traditionnelles qui ont d'autres fonctions à assumer, et qui les assument correctement.

Meynaud (*op. cit.*, p. 59 et suiv.) montre clairement la différenciation et les points de jonction entre bureaucratie et influence des techniciens ; le champ de la technocratie dépasse celui de la bureaucratie, etc. On se trouve en présence de la conjugaison de deux séries de formes au sein de tous les appareils. Il y a alors, indique Meynaud, une « techno-bureaucratie » lorsque les techniciens (ce qui n'est pas toujours le cas) peuvent s'appuyer sur l'appareil bureaucratique et en manipulent les éléments.

Enfin il faut constater l'effort accompli un peu partout pour procéder à l'articulation du corps bureaucratique et du rôle des techniciens. Les deux ne complètent, mais sont encore, le plus souvent, en opposition ou en état d'ignorance. La réforme préfectorale de 1964 est très caractéristique de cette volonté d'articuler les deux facteurs. Le rôle attribué au sous-préfet (que certains appellent déjà technocrate) est manifestement destiné à faire correspondre l'action de l'État bureaucratique à l'impératif technicien. Mais cette articulation, il faut bien le comprendre, ne se fera qu'aux dépens, une fois de plus, de l'État politique. D'ailleurs, très expressément, la réforme à laquelle nous faisons allusion contribuera à confirmer l'indépendance de l'administration à l'égard du pouvoir politique... local, dit-on... mais en réalité de l'État-politique, malgré l'intention de créer un corps étroitement dépendant du pouvoir central.

contradictoires : un personnel politique, des assemblées, des conseils, et un personnel administratif avec les bureaux (la distribution entre personnel politique et personnel administratif étant d'ailleurs de moins en moins claire). La tradition attache une très grande importance aux assemblées, aux conseils, aux votes, à la désignation du personnel politique. C'est là qu'il réside la pensée politique, c'est là que, du point de vue de la démocratie, se trouve l'expression de la souveraineté populaire. L'on présente en même temps le schéma bien connu, bien classique et rassurant de l'administration. Le personnel administratif est nommé par les politiques : il dépend donc entièrement d'eux. Il forme le corps des fonctionnaires n'ayant aucune latitude à l'égard de l'État comme autrefois le corps des officiers. Tout juste a-t-il le droit de grève pour ses intérêts professionnels. L'administration est là pour exécuter la décision des corps politiques, et c'est son seul rôle. Elle est mise en mouvement par la décision du cerveau. Ce vaste corps administratif n'est donc rien sans le centre politique qui est tout. En face de cette administration, le citoyen peut-être, est effectivement protégé : il a des recours. Mais bien plus, les citoyens sont maîtres, par les élections des conseils et assemblées. Ils peuvent agir sur les décisions de l'État, et par conséquent sur l'administration. Celle-ci n'est rien de plus qu'un relais, un mécanisme, une courroie de transmission.

Cette vue très simple, très classique, résume (sans les connaître aussi bien l'idée hégélienne de l'administration relais entre l'État et la société, que l'idée marxiste de l'administration, moyen de l'État. Et c'est aussi ce qui explique le peu d'importance (sauf en droit administratif) attribuée à l'étude de l'administration. Il y a très peu de véritables études sociologiques sur l'administration. Même dans un livre par ailleurs sympathique comme *L'État et le Citoyen* on trouve juste un petit paragraphe sans intérêt sur l'administration. Or, nous pensons qu'en réalité l'État s'absorbe peu à peu dans l'administration. Il existe une façade, une apparence du pouvoir politique dans la personne de tel homme, dans tel conseil mais ce n'est plus qu'une façade, même dans un régime de pouvoir personnel. Les véritables problèmes politiques, ceux de la vie quotidienne de la Nation, ceux de la relation entre citoyens et pouvoir public, ceux de la croissance de l'autorité, ceux du pouvoir économique sont aux mains des bureaux. Il réside la réalité de l'État moderne ⁷⁷.

Cette administration est d'abord devenue d'un poids et d'une complexité considérables. Il est très bien de prétendre ramener

le corps des fonctionnaires à quelques règles simples, à quelques statuts, et l'administration à quelques structures générales. Mais cela ne rend pas compte de la réalité. Il faudrait au contraire pénétrer dans l'innombrable fouillis des bureaux et de leurs compétences, les centaines de services d'un ministère, les divisions, les hiérarchies et surtout les organes de connexion. On sait en effet que les relations entre des sections administratives sont devenues terriblement complexes, que l'on a été obligé de créer des organes de connexion : des plates-formes, des aiguillages. Une fois commencé, un dossier doit passer dans cinq, dix, vingt services, chacun ajoutant une pièce, un visa. Et lorsque ces services dépendent de directions différentes, et mieux de ministères différents, il n'est pas certain que la filière soit claire. Les organes de connexion connaissent les filières, mettent en relation tel bureau compétent avec tel autre, etc. Ne protestons pas contre l'inflation de la bureaucratie : cette complexité est à l'image de la complexité même de la Nation et de la multiplicité des tâches dont on charge l'État ⁷⁸. Nous y reviendrons. Personne ne peut avoir une vue exacte de cette énorme machinerie, il n'existe pas à ma connaissance d'organigramme. Même s'il existe un organigramme pour un ministère (ce dont je ne suis pas certain), celui-ci n'est pas grand-chose puisqu'il lui échappe la relation avec les ministères voisins et avec les organes locaux de l'administration. Personne ne saisit l'ensemble, et personne ne le contrôle en réalité.

Or, il faut en même temps saisir que cette bureaucratie pénètre le corps de l'État. Un ministre n'est exactement rien sans son infrastructure bureaucratique. Mais le ministère c'est en réalité cet énorme organisme administratif : on voit que la bureaucratie compénètre la tête politique, et que celle-ci se ramène, sauf quelques personnalités dont l'utilité n'est pas toujours évidente, à un complexe bureaucratique. Je sais bien que l'on contestera cela en disant : le ministre prend les décisions et s'il ne connaît pas tous ses bureaux, toute la structure administrative, il connaît bien ses différents directeurs. Les directeurs connaissent bien les chefs de service, lesquels... et par une série de cascades hiérarchiques, chacun à chaque étage connaissant bien ses subordonnés immédiats, et les bureaux qu'il a sous ses ordres, la machine bien réglée dépend en définitive de la tête. Je prétends que là encore il y a une vue théorique de la chose. A partir du moment où une décision globale de principe est prise par le ministre, elle lui échappe, l'objet prend une sorte de vie propre, circule dans les

services, et tout dépend en définitive de ce que les bureaux vont décider d'en faire. Il en sortira peut-être un ordre conforme à la volonté première. Il en sortira peut-être un texte assez éloigné. Plus fréquemment, il n'en sortira rien. La décision se sera épuisée dans les circuits nombreux de l'administration et ne verra pas concrètement le jour. Nous connaissons les cas où l'ordre ministériel n'aboutit à rien, simplement parce qu'il a été bloqué, volontairement ou non, à un endroit quelconque. Nous connaissons les cas plus nombreux où la décision de principe est publiée en un décret d'une ligne, à laquelle on ajoute que des décrets d'application suivront. Ces décrets d'application ne voient jamais le jour. Ils dépendent entièrement de la bureaucratie ⁷⁹. Je pourrais même citer telle grande et essentielle ordonnance de 1945 qui n'a jamais été appliquée. Par deux fois en 1951 et en 1959 le ministre a donné l'ordre de prendre les mesures d'application : elles n'ont jamais été prises. Mais dira-t-on, c'est simplement du désordre ? De la complicité ? L'impuissance du chef ? La gabegie des bureaux ? La paresse ? En réalité c'est un phénomène bien plus profond : c'est le fait que les bureaux ont pris maintenant une vie indépendante, que l'administration possède son pouvoir de censure et de décision, en dehors du pouvoir politique, obéissant beaucoup moins à des intérêts (ce qui arrive parfois) où à des pressions personnelles (ce qui est rare) qu'à des lois de fonctionnement contre lesquelles on ne peut rien. Ce qui semble avoir souvent échappé, c'est que la complexité de l'appareil administratif rend impossible la décision par un seul centre, la lourdeur (inévitabile, nous le verrons) de la bureaucratie rend impossible l'impulsion par une tête qui transmettrait les ordres à tout l'organisme.

Faut-il conclure à la paralysie, à la faillite de l'État ? Point du tout, mais à une mutation, d'une importance inimaginable : ce qui était un système de transmission s'est progressivement transformé en système de décision, ce qui était un Ministère (service) est devenu un Pouvoir. Mais nous ne sommes pas en présence d'une véritable pluralité oppositionnelle de centres *diversifiés* de décision, nous sommes en présence d'une multiplicité de centres de décision corrélatifs, non directement responsables, et inclus dans un même appareil. Aujourd'hui, c'est *cela* qui est l'État. Cela se trouve renforcé si nous pensons qu'il ne s'agit pas d'une, mais chaque jour au niveau des organismes divers, de plusieurs centaines, parfois des milliers de décisions (en ne tenant compte que des pouvoirs centraux). Or cet ensemble de décisions n'est pas le fait d'un individu. On ne

peut même pas dire qu'elles s'inscrivent vraiment dans *une* décision générale dont elles ne seraient qu'application et diversification : même lorsqu'elles se réfèrent à une option fondamentale prise, c'est en définitive ce millier de décisions fragmentaires qui donnent à cette option sa couleur, sa valeur, son efficacité. L'option générale est très peu de chose. Par exemple, un traité comme les accords d'Évian n'est rien : ce qui fera quelque chose de ces accords ce sont les milliers d'interprétations, les milliers de décisions prises par les diverses administrations : et l'on ne peut même pas dire que ces accords vont fixer la ligne générale : ce sont de bien d'autres lignes générales qui détermineront les décisions de prétendue application, et les interprétations justificatives des textes théoriques. « Quelle que soit la personnalité du directeur général, le pouvoir de décision est nécessairement réparti entre des services différents, et au sein de chaque service il ne se concrétise qu'au travers d'une participation plus ou moins collective à la solution des problèmes fixés. S'interroger pour savoir si la direction est ou non distincte de la bureaucratie, c'est poser un faux problème. Dans toute organisation dont la hiérarchie aboutit à délimiter une fonction de direction suprême, celle-ci transcende d'une certaine manière celles qui lui sont subordonnées ; *il n'en demeure pas moins qu'elle fait elle-même partie du cadre qu'elle domine...* » (Cl. Lefort). Tel est le véritable objet auquel nous nous heurtons sitôt que nous essayons de réfléchir concrètement au politique*.

* *
* *

Or, cet appareil obéit à certaines... lois. Non pas celles de la constitution ou du parlement. Non pas même les règles établies par le droit administratif (quoique bien entendu, d'un point de vue formel celles-ci s'appliquent évidemment, et nous ramènent à un univers rassurant, où sont correctement établis les contrôles, les corrélations et les hiérarchies!). Il s'agit de lois de l'organisation, de tendances sociologiques, de coutumes. Indiquons seulement en passant celles qui sont toujours citées :

* Crozier (*Le Phénomène bureaucratique*) a infiniment raison de montrer le caractère nécessaire de la bureaucratie non seulement du point de vue de l'État mais du point de vue de l'homme. « Une des raisons profondes du développement du système bureaucratique, c'est le désir d'éliminer les relations de pouvoir et de dépendance, la volonté d'administrer les choses au lieu de gouverner les hommes. »

la continuité, la stabilité. L'administration reste, le personnel politique change. Vrai et faux. Nous connaissons la tendance à balayer les administrations quant aux personnes lors des changements de régime (1940, 1944, 1958). Nous connaissons aussi bien l'ancrage du politicien dans la politique devenue son métier. Balayé du pouvoir, il y reste quand même par personne interposée, par influences. Mais ce qui est exact, c'est que, derrière les changements de personnel administratif, une constante de structure, une continuité de la tradition assure la vraie force de l'administration. Changez le personnel, modifiez même des règlements, vous ne changez pas grand-chose : après certains tâtonnements, des flottements où l'on perdra en efficacité, l'on reviendra très vite aux procédures anciennes : c'est que celles-ci n'étaient pas le fruit de l'arbitraire, de la routine et de la sottise des « ronds de cuir ». Elles sont pour 75 % d'entre elles les mieux adaptées et les plus efficaces pour obtenir le résultat voulu ⁸⁰ ! Ce n'est évidemment pas le sentiment du citoyen moyen, mais c'est une autre affaire !

Autre loi, très connue de cette structure administrative : la spécialisation et la rationalisation. C'est même la spécialisation des tâches, la division des fonctions pour arriver au maximum de compétence et d'efficacité de chacun dans son domaine qui est l'une des causes fondamentales de la prolifération bureaucratique et de sa complexité croissante. D'où une assez grande précision dans le travail, la non-ambiguïté des décisions et des exécutions, et aussi, malgré le sentiment commun et l'apparence, la rapidité. C'est un leitmotiv que de parler de la lenteur administrative. Or, si l'on considère la complication des problèmes, l'énormité des tâches, la masse colossale d'informations reçues et transmises ⁸¹ (non par désir, mais parce qu'en fait les moyens d'information permettent de rassembler et d'utiliser une documentation toujours croissante, et ce serait mal de ne pas le faire !), on se rend compte qu'il s'est en réalité produit une accélération extraordinaire de la transmission et de l'exécution, sans proportion avec la croissance du personnel. C'est qu'en définitive toute la loi de cet appareil, c'est l'efficacité. Il est vraiment en relation avec le monde et l'idéologie de la technique par cet impératif. La bureaucratie n'a rien à faire, ni à voir avec les valeurs. Elle ne sait pas ce qu'est la Justice sociale ou la Liberté politique. La bureaucratie est là pour fonctionner, pour faire fonctionner un ensemble politico-économico-social, pour le faire avancer en tant qu'ensemble. Elle ne cherche pas à pro-

mouvoir des vérités. Elle ne peut considérer les individus. Elle obéit à la seule règle d'efficacité... « Oui, mais pour atteindre un but!... et ce but est fixé par le politique!... et ce but est valeur!... » Non point. Si un but est fixé par le politique, il se dilue dans l'appareil et n'a bientôt plus de sens. L'administration, pas plus qu'elle n'obéit à une impulsion centrale, ne connaît ce but Valeur. Il s'agit seulement pour chacun que son secteur économique-politico-social fonctionne bien, sans crise, sans arrêt; chacun a son secteur, et ne connaît pas l'ensemble.

Mais il ne faut pas croire non plus que ce soit un pouvoir politique suréminent qui coiffe l'ensemble! il s'établit seulement entre ces secteurs (à l'intérieur desquels la seule règle est donc d'efficacité) des liens de coordination, d'interdépendance, et aussi des hiérarchies. Mais ces hiérarchies ne sont pas du tout celles prévues par la loi et le statut des fonctionnaires. Pour des raisons multiples, très subtiles, venant du corps social lui-même, des nécessités de l'État, de la plus ou moins grande efficacité d'un corps, les administrations prennent des poids et valeurs différents. On sait combien « les Finances » furent la clef de tout le reste. Mais ce n'est plus absolument exact. Suivant les pays, l'administration de la propagande peut devenir celle qui dans les décisions a le plus de poids, ou encore la police, ou encore la Recherche scientifique et technique. On sait aussi combien sur un plan local, en France, l'administration des Ponts et Chaussées a de puissance, et que ses décisions sont pratiquement inattaquables, et que toutes les administrations de rang théoriquement égal doivent plier... Cela pour indiquer qu'il s'agit effectivement d'un corps ayant ses principes particuliers de structuration et d'évolution, ayant ses motivations indépendantes du politique pur. Or, comme on l'a remarqué, cette bureaucratie, à cause de sa stabilité même, tend à une certaine fixité, une certaine rigidité.

« Les administrations diffusent, a-t-on dit, une orthodoxie idéologique dont la rigidité dogmatique est le reflet de ce système de Pouvoir » (G. Lapassade). Bien entendu, l'administration (sauf de propagande) n'est pas un agent de diffusion d'une idéologie. Mais inconsciemment, involontairement, elle engendre cette rigidité pour le corps social. L'exemple aujourd'hui le plus clair est le développement des *Public Relations*, qui n'ont d'autre objet que d'assurer une plus grande efficacité de l'administration par une parfaite adaptation psycho-morale du corps social à ladite administration.

Enfin, derniers caractères que nous indiquerons aussi rapidement : l'anonymat et le secret⁸². Les décisions prises sont anonymes. Cela est apparu clairement lors des grands procès nazis après la guerre. Personne n'avait jamais pris aucune décision. Cela s'est renouvelé au procès d'Eichmann. Il ne faut pas dire : « C'est une argutie d'avocat, c'est un mensonge. » C'était au contraire l'image exacte de tout ce qui se passe dans un État moderne. Tout ce que peut faire le chef le plus personnel, c'est d'assigner une directive générale, qui habituellement n'implique pas en soi de décisions concrètes, et par conséquent de vraie responsabilité de l'acte concret qui apparaît à l'autre bout. Mais à chaque échelon une nouvelle *décision* est prise, anonyme parce que fruit de la collaboration des bureaux, des techniciens, des circonstances. Finalement chaque décision est indépendante de toute personne. Et de même que la décision est anonyme, les critères de jugement, les processus, les méthodes d'action de chaque service, de chaque élément bureaucratique sont en définitive parfaitement secrets. Ici encore, il faut dissocier les formes juridiques officielles publiques et les règlements connus des seuls intéressés (et même s'ils étaient publiés, ils ne seraient connus que des intéressés, parce que trop nombreux et trop techniques!), et les coutumes qui sont décisives et qui restent rigoureusement secrètes. Tout cela vient de ce qu'en définitive les bureaux ne connaissent que des problèmes de nécessité.

Il ne peut exister à aucun moment pour aucun des personnages de l'administration, ni pour l'organe administratif en lui-même, aucun choix décisif possible. Ils ne peuvent connaître que des décisions de nécessité qui sont la meilleure illustration de ce que nous écrivions au chapitre premier. Or, les décisions globales ne peuvent pas davantage être prises au niveau de l'instance dite politique, justement à cause de cette structure bureaucratique de l'État. On connaît bien, à titre d'illustration, le conflit entre l'État libéral et l'administration impériale. La liberté ne peut à aucun degré s'insérer dans l'ordre bureaucratique.

II. L'ADMINISTRATION ET LES HOMMES

Je sais bien, d'ailleurs, l'objection venant des sociologues : « Une administration, ce n'est pas un organisme, elle n'obéit pas à des lois, la bureaucratie ne fonctionne pas selon les « règles » connues. Tout cela est abstrait. En réalité, une administration

est faite d'hommes, elle subit à la fois les faiblesses, les désordres et les tendances individuelles, comme aussi les impulsions, les décisions personnelles. Il y a des groupes de fonctionnaires plus influents, il y a des réseaux « informels » d'organisation et de communication, il y a des habitudes purement humaines, des systèmes de valeurs appliqués ou contestés, un élément psychologique et moral beaucoup plus important que l'automatisme. Il y a des conflits de carrière entre fonctionnaires, le travail dépend en réalité de la conquête d'un avancement ou du maintien d'un statut personnel; la bureaucratie est faite tout entière de ces réseaux de concurrences et de dépendances personnelles. Il y a des luttes de classe, souvent séparées pour des raisons politiques ou syndicales. Et quand se produisent de grands changements politiques, l'attribution des postes importants de l'administration est l'équivalent d'un partage de butin : le politique reprend ici toute son autorité ³⁸... » En réalité tout cela me paraît secondaire *. A vouloir le valoriser, on peut avoir des

* Crozier (*Le Phénomène bureaucratique*), dans son analyse minutieuse, ne modifie guère en définitive la conception que l'on peut avoir à la suite de Weber de l'impact du système bureaucratique dans et sur l'État. Certes, Crozier a raison de montrer dans l'organisation bureaucratique l'importance des relations de pouvoir, mais cela ne change pas le mouvement qui conduit le système bureaucratique à éliminer les pouvoirs politiques extérieurs à lui. Il a montré qu'à partir de l'analyse de Weber, il faut examiner la relation entre le caractère rationnel efficace de la bureaucratie et ses « dysfonctions » (routine, oppressivité, etc.), ainsi que la relation entre le système et les personnes qui en font partie. Mais un aspect qu'il néglige, c'est l'aspect « macrosociologique ». Lorsqu'il relève que les caractères « bureaucratiques » étaient plus marqués dans les organisations de type ancien que dans celles d'aujourd'hui, il n'examine pas le fait que dans les bureaucraties anciennes, le système est pragmatique et parcellaire, alors que ce qui caractérise notre société et l'État moderne, c'est l'universalisation du système bureaucratique. Le fait qu'il devient universel lui permet alors justement d'« assouplir » certains caractères rigides par défense. Plus la société se bureaucratise, plus la bureaucratie perd de rigidité sans cesser d'être pour autant rationnelle, anonyme, hiérarchisée, etc., parce que du fait de la généralisation, la « dysfonction » est d'autant moins ressentie au profit de la sécurisation généralisée.

C'est pourquoi je ne suis pas certain que l'opposition tracée par Crozier entre système bureaucratique français et système américain soit située exactement. L'oppression bureaucratique américaine est autre, plus intériorisée, agissant par des moyens psychologiques plus qu'externes, parce qu'elle est plus généralisée encore, plus profondément intégrée. La centralisation est moins visible, mais l'effort d'insertion de tout le monde dans le système bureaucratique par des méthodes comme les relations humaines y supplée. Les règles impersonnelles s'y multiplient aussi, et lorsque Crozier oppose les règles impersonnelles qui tracent le travail à faire (type français) et celles qui donnent des procédures de solution de conflits (type américain),

raisons métaphysiques d'affirmer la liberté de l'homme, mais on cache le systématique de l'ensemble. C'est un cas typique où les arbres cachent la forêt. A trop vouloir regarder le « fonctionnaire en son milieu », on oublie la bureaucratie. Je ne nie aucun des faits rapportés plus haut. Je dis seulement qu'ils n'existent qu'à l'intérieur et en dépendance du système décrit plus haut. C'est par rapport aux caractères dégagés de la bureaucratie que le bureaucrate se crée sa petite sphère de liberté, de progression et de concurrence. Il n'y a pas contradiction. Il n'y a même pas compensation. C'est l'alouette dans le cheval, qui permet d'accorder une valeur personnalisée à la fonction publique! Considérons d'ailleurs que tous les faits « humains » rapportés plus haut sont habituellement assez mal jugés par l'opinion publique : celle-ci demande que l'administration fonctionne comme une machine, avec sa rigueur, son objectivité, sa rapidité. Elle ne comprend pas les luttes d'influence, les pistons, les ingérences partisans dans ce jeu, elle s'en scandalise très vite, considérant que cela est le signe de la corruption, du mauvais esprit « fonctionnaire », etc. Et l'opinion publique agit évidemment en imposant le modèle de ce que doit être la bureaucratie. Et l'État lui-même cherche à empêcher ces influences de clans, à normaliser le fonctionnement, à l'objectiver. Bien entendu, nous n'arriverons jamais au pur niveau mécanique, et le flottement de l'élément humain restera inévitable, mais réduit à une très faible marge d'incertitude : très importante pour chaque fonctionnaire, sans influence réelle sur les caractères de la bureaucratie ⁸⁴.

*
* *

En face de cela, que pourrait l'homme politique, le ministre, le député, le Parlement? Laissons de côté l'aspect déjà indiqué

ce n'est pas une véritable opposition mais le schéma d'évolution du système bureaucratique et nous sommes en train d'évoluer en France vers le type américain. C'est d'ailleurs ce que Crozier lui-même semble suggérer lorsqu'il montre dans sa conclusion que la bureaucratie est obligée de changer de forme et de méthodes sous la pression d'une société industrielle en croissance rapide. Mais il en reste à une vue fragmentaire des bureaucraties.

Il me semble que Bensman et Rosenberg (*Mass, class and bureaucracy*, 1963) ont beaucoup mieux vu que Crozier que la bureaucratisation n'est pas un phénomène que l'on puisse étudier véritablement de façon fragmentaire en prenant une administration. Ils insistent à juste titre sur le fait qu'il s'agit d'une nouvelle forme de société globale, et c'est par rapport à cela que certaines conclusions de Crozier sont insuffisantes.

précédemment. Rappelons pour mémoire que l'homme politique est généralement incompétent pour les problèmes qu'il a à résoudre. Surtout s'il est devenu (ce qui est obligatoire) un spécialiste de la politique. Mais il faut ici distinguer, car nous sommes dans une étrange confusion de vocabulaire concernant ce terme de politique; toutefois on sait bien ce que veut dire « faire de la politique »; il s'agit toujours d'une action méthodique en vue de l'accession au pouvoir; il n'est pas nécessaire que ce soit pour faire une « carrière » politique, ni en vue d'une réussite personnelle, ni pour gagner plus d'argent, le simple goût du pouvoir suffit. Il n'y a pas non plus de différence entre les pays capitalistes et les pays communistes. M. Khrouchtchev est un habile politicien, dans son action méthodique en vue de l'accession au pouvoir, comme le furent Tardieu ou Laval ou Hitler. Les méthodes peuvent être légèrement différentes : l'essence est la même. Il faut éliminer les rivaux, assurer une clientèle, tenir des voies d'accès et des postes stratégiques, etc.; la politique se joue à l'intérieur d'un parti, pour arriver aux premières places. C'est la guerre au couteau entre « camarades » du parti. Puis arrivé à cette place, il faut s'y maintenir (Mollet, Mendès-France nous ont donné de bons exemples). En même temps qu'il faut pousser le parti à prendre de l'importance, à avoir plus d'adhérents ou d'électeurs. Le parti est lié à votre propre sort, et réciproquement (comme le parti S.F.I.O. à Blum, et radical à Herriot), et quand on arrive au pouvoir le principal souci est de le défendre et de le garder contre les embûches, les traquenards constitutionnels, juridiques, semi-délictuels, etc., ou purement politiques. L'homme politique ne peut être qu'un politicien de métier. Et être un politicien de métier, cela veut dire être un habile technicien pour conquérir et garder les places. La situation est la même dans une dictature. Hitler a été un tacticien génial, mais a dû passer tout son règne à veiller aux embûches de ses propres amis. Nous sommes évidemment très, très loin du sens noble et idéaliste de la politique : « bien commun, recherche des institutions justes, bonne gestion de la cité, etc. ». Or, entre les deux, il est évident que le premier élément a la primauté, non parce que le politicien de métier (et il ne saurait y en avoir d'autres!) est malhonnête, intrigant ou ambitieux, mais (faisant abstraction de tout cela qui est possible) parce qu'il ne pourra procéder aux réformes justes et souhaitables, veiller au bien commun, que s'il a d'abord le pouvoir et s'il le conserve! Là est donc l'objet premier. Et lorsqu'il a le pouvoir, cela reste

le souci premier auquel se subordonne nécessairement tout l'exercice de la politique idéaliste ou révolutionnaire, etc.

Mais je prétends que ces deux formes de la politique sont en réalité incompatibles. Elles exigent des qualités radicalement différentes comme des préoccupations contraires. Être un habile manœuvrier pour arriver au sommet ne qualifie absolument pas pour discerner le bien commun, prendre les décisions les plus justes, avoir une clairvoyance politique générale, trancher des problèmes économiques. Et inversement, avoir des qualités morales et la compétence intellectuelle pour penser vraiment et éventuellement mettre en œuvre une authentique politique ne donne aucune chance pour arriver au pouvoir! Le spécialiste de la carrière politique n'est pas et ne deviendra pas (même s'il s'y emploie, mais il a très peu de temps de répit pour le faire!) un promoteur de civilisation, ni même un gérant correct de l'ensemble de la cité. Je ne prétends pas donner une vue permanente de la carrière politique, mais de ce qu'elle est dans un État moderne, c'est-à-dire en face de « machines » politiques, partis ou administrations, énormes et complexes, fonctionnant dans une multitude humaine considérable. Cela n'a plus grand-chose de commun avec la vie politique de la cité grecque. Et l'exemple de Périclès ne saurait nous servir ⁸⁵!

Ainsi du fait que l'homme politique, dans n'importe quel régime est tenu de jouer ce jeu, il est par là même incompétent pour penser le politique. Il ne sera jamais qu'un amateur, hâtivement formé, hâtivement renseigné, n'ayant jamais le temps de réfléchir le politique.

A un tout autre point de vue, si nous reprenons le problème de la bureaucratie, nous voyons très vite que l'homme politique n'a aucun poids en face des bureaux ⁸⁶. Il les connaît mal. Il a peu de moyens de se faire obéir, sauf en peuplant ces bureaux de ses hommes. Il conserve évidemment un pouvoir de décision mais purement théorique, d'autant plus qu'il est cet incompétent dont nous parlions plus haut : et cela, les bureaux le savent parfaitement. Il ne peut même pas profiter du système seigneurial, s'attacher ses hommes par une vassalité ou par les prébendes. Quand cela se produit, nous sommes rapidement en présence du scandale! Seule l'appartenance au même parti politique peut éventuellement le garantir de la fidélité de ces fonctionnaires qui font leur carrière à eux. Et cependant il faut bien qu'il fasse confiance aux bureaux, puisque tout ce qu'il dira à l'Assemblée, ou dans ses discours publics, tous les décrets qu'il signera, pro-

vient d'eux. Qui plus est, chaque jour cet homme politique signe plusieurs centaines de pièces, qu'il ne peut matériellement pas lire. Mais sa signature y est. C'est alors un singulier phénomène de dédoublement : l'homme politique est là pour endosser la responsabilité d'actes et de décisions qu'il n'a pas vraiment prises, dont il ne peut répondre puisque dans la pratique il ne les connaît pas, ou n'en connaît qu'un tout petit nombre! Et cependant il est aux yeux de l'opinion ou du parlement, le responsable! L'homme politique opposé au règne des bureaux n'est rien d'autre en définitive qu'une espèce de bouc émissaire, rôle pour lequel l'initiative et la décision sont des plus limitées! *

Or, plus grandit la machine bureaucratique, plus il devient impossible à l'homme politique d'en avoir une connaissance effective et un pouvoir effectif sur elle, de donner vraiment une impulsion, de diriger vraiment. S'il peut, en partie, agir sur le personnel, nous avons vu qu'en réalité cela ne modifie rien. Le poids de la structure administrative est beaucoup trop lourd ⁸⁷.

Lorsque par hasard on se lance dans des modifications, des bouleversements de structure, cela produit de grands désordres mais ne modifie pas sensiblement le déséquilibre du politique et du bureaucrate. Pour un bref instant le premier a l'illusion de la liberté et de la domination, mais c'est au prix de l'efficacité dans la gestion du pays! Il reste alors une voie apparente : l'homme politique peut améliorer les méthodes administratives, ajuster les organes, préciser les circuits, accroître les contrôles, développer les systèmes de coordination, il peut certes, donner des impulsions à la bureaucratie (et c'est ce que nous voyons sans cesse en U.R.S.S. par exemple) : mais ces impulsions ne peuvent aller que *dans un seul sens* : l'accentuation de l'organisation, le perfectionnement de la bureaucratie, son objectivation progressive : c'est-à-dire toutes les réformes entreprises par le politique ne peuvent en définitive qu'augmenter la spé-

* On peut ajouter à ce sujet cette remarque de Crozier (*Le Phénomène bureaucratique*, p. 72), concernant à la vérité une autre situation, mais généralisable : « Les décisions doivent être prises par des gens qui n'ont une connaissance directe ni du terrain sur lequel doit s'exercer leur action ni des variables qui peuvent l'affecter. A défaut de cette connaissance directe les responsables doivent se reposer sur des informations qui leur sont données par des subordonnés qui ont intérêt à leur masquer la vérité... Ceux qui ont les informations nécessaires n'ont pas le pouvoir de décider. Ceux qui ont le pouvoir de décider se voient refuser les informations dont ils ont besoin. » C'est pourquoi, invinciblement, ceux qui ont les informations, les bureaucrates, finissent par prendre un pouvoir de décision!

cificité de l'administration, son auto-fonctionnement, et diminuer la capacité de décision du politique!

**

Dans ces conditions, peut-on prévoir une évolution? Serait-il concevable que la bureaucratie par exemple arrivée à son sommet entre en déclin? Si le communisme nous promet un dépérissement de l'État, c'est uniquement au profit d'une bureaucratie plus triomphante et totale. Mais il se trouve ici une pénible mystification. Dans la mesure où, dans tous les pays, la bureaucratie compénètre l'appareil politique, accapare de plus en plus de pouvoirs de décisions, elle devient la structure véritable de l'État. Dire que la bureaucratie subsiste, c'est dire seulement qu'en U.R.S.S., plus vite qu'ailleurs, mais partout comme en U.R.S.S., on change la forme de l'État, celui-ci restant en définitive ce qu'il est fondamentalement. L'on nous dira d'un côté : pour que la bureaucratie décroisse il faudrait la libre circulation des ressources, une grande mobilité sociale, une distribution large des pouvoirs. Une lutte entre différents groupes pour la conquête du pouvoir, des groupes politiques puissants et fortement articulés (S. Dasso). Je veux bien, mais est-ce dans cette direction que nos sociétés ont tendance à évoluer? Absolument pas⁸⁸. Réciproquement on nous dit que la croissance bureaucratique est liée au développement du travail industriel, à la spécialisation des services dans la société, à la multiplicité des délégations d'autorité à chaque étage, à la croissance de l'autorité dans l'État : or n'est-ce pas justement dans cette direction que va notre société, spontanément et dans son ensemble? Plus l'État devient autoritaire, plus il se charge de fonctions, et plus, d'un même mouvement, il augmente son système bureaucratique. C'est à la fois le mouvement spontané de la société, et la croissance volontaire de l'État qui aboutissent à ce résultat. Et ce fut sans cesse l'illusion des gouvernements révolutionnaires modernes de croire qu'ils pourraient liquider la bureaucratie, le fonctionnarisme.

Rappelons que tous les dictateurs qui multiplient la bureaucratie le font toujours au cri de « A bas la bureaucratie! » Ce fut un des grands leitmotive de Hitler, une de ses plus cinglantes ironies contre les démocraties bourgeoises. Et successivement Staline (au moins dix fois entre 1947 et 1953), Khrouchtchev, Nasser ont attaqué la bureaucratie qui est le bouc émissaire

de toutes les erreurs. A leur suite, comme un bon dictateur, Fidel Castro (août 1963) a repris la même explication facile : « Les organisations gouvernementales sont remplies d'employés qui ne font rien... Dans la mesure où les fonctionnaires ont leur salaire assuré, ils ne s'inquiètent pas de servir le public... les camarades de l'Institut de la Réforme agraire devraient se remuer, etc. »

Mais tous sont sagement revenus dans la voie de l'organisation bureaucratique. Non par absurdité, mais par nécessité. Car un État qui veut tout changer et tout faire, ne peut y arriver que par l'intermédiaire d'une énorme bureaucratie. Les litanies antibureaucratiques sont de l'ordre de la magie conjuratoire, mais il n'existe aucune modification véritable de cette autonomie de la bureaucratie, dont les rapports récents venus d'U.R.S.S. nous révèlent l'in vraisemblable croissance. Or, il ne faut pas oublier que si K. l'avait emporté en définitive, c'est parce qu'il a été soutenu par les chefs de l'appareil bureaucratique qui l'ont finalement abandonné ! Comme les barons faisaient le roi, ce sont les bureaucrates qui font l'homme politique.

Il existe toutefois une réaction bien connue : les hiérarchies parallèles, et le parti d'État. Ainsi durant la Révolution de 89 les représentants en mission ou les sociétés populaires contrôlaient, faisaient et défaisaient les administrations. Mais il est bien connu aussi que jamais la France n'a connu une pareille pagaïe *administrative*, et malgré la Terreur, le gouvernement était prodigieusement impuissant ! Toutefois les éléments du choix sont bien posés : le gouvernement qui assume toute la vie de la Nation peut élaborer une administration qui progressivement lui enlève tout pouvoir, ou bien récusant la bureaucratie, il peut user de la Terreur. Mais aujourd'hui le contrôle par le parti d'État a pris d'autres fondements et d'autres aspects. Parti communiste, parti nazi sont les grands propulseurs, les grands contrôleurs : ils font pénétrer la mystique politique dans le moindre bureau, ils soumettent à l'impulsion politique de l'État tous ces rouages. Ils sont les contre-poids politiques à l'administration. Nous n'insisterons pas sur le danger bien connu du parti unique, mais sur deux autres aspects : tout d'abord ce parti ne change en définitive rien à la compénétration à la *tête*, au niveau *suprême* de la décision entre les organes politiques et la bureaucratie. Celle-ci, *au sommet*, se trouve en réalité dans la même situation envers le pouvoir politique que dans tous autres États car au sommet ce sont les chefs du parti qui sont les hauts fonctionnaires. Et

très vite, ils agissent en tant que hauts fonctionnaires. Le rôle du parti comme contrôleur et promoteur ne joue que dans les hiérarchies inférieures. En second lieu, par un singulier retournement, voici que c'est progressivement et *dans tous les cas* le parti lui-même qui s'est bureaucratisé ⁸⁹ ! Le parti qui devait lutter contre la bureaucratisation de l'État ne peut le faire que s'il a lui-même une forte structure, une hiérarchie rigoureuse en même temps qu'une capacité autonome de décision à tous les niveaux (car c'est une observation que l'on n'a pas suffisamment approfondie que l'existence d'une hiérarchie avec une très grande dépendance des degrés inférieurs n'est pas du tout incompatible, contrairement à ce que l'on écrit théoriquement, avec un grand pouvoir de décision autonome à chaque degré, non voulu par la loi, mais établi dans les faits!) Ce parti suppose de grands contrôles surtout s'il est nombreux, une forte structuration puisqu'il doit être militant : il doit obéir à des règles précises d'organisation; c'est exactement une administration. Il n'est pas nécessaire d'insister là-dessus. Tout le monde sait que le parti nazi comme le parti communiste en U.R.S.S. et dans les républiques populaires (et en France!), comme les syndicats partout, sont devenus d'énormes bureaucraties.

On trouve alors deux bureaucraties qui souvent se combattent et nuisent à leur efficacité réciproque, mais il n'y a aucun mouvement de régression de la bureaucratisation de l'État.

*
* *

Si l'État moderne est véritablement cela, avant tout, on voit aisément l'un des aspects de l'illusion politique ⁹⁰. Le citoyen, lorsqu'il ne réfléchit pas, et se heurte aux « bureaux », réagit selon son tempérament, en les trouvant absurdes, il pense aux « ronds de cuir », ou bien en se mettant en colère, parle de la gabegie des fonctionnaires, du désordre des bureaux. S'il réfléchit, il verra la chose sous l'angle de l'absurdité profonde, du mystère insaisissable, il s'éprouvera lui-même objet impuissant d'une sorte de fatalité incompréhensible, dont les décisions qui affectent le tout de la vie sont aussi impénétrables que la prédestination. Et ce sera Kafka. N'oublions pas que cet aspect-là du *Procès* ou du *Château* est celui, non de l'État mais de la bureaucratie, car c'est au travers de la bureaucratie que le citoyen touche et atteint l'État. Et réciproquement. Toutes les descriptions de la relation État-Citoyen sont abstraites,

théoriques et métaphysiques, ce n'est pas par le bulletin de vote que s'établit le contact, c'est par l'administration seule, dans un courant ascendant. Et du point de vue du citoyen, lorsqu'il essaie d'agir sur ce point de contact réel (et non idéologique!) c'est à cela qu'à ses yeux sert le député : qu'il intervienne auprès des contributions, des douanes, de la police, etc., cette vue pragmatique du citoyen est juste. Par contre, dans la vision kafkaïenne, il faut considérer deux aspects contradictoires : elle est assurément exacte lorsqu'on se place du point de vue du citoyen, qui comprend mal ce qu'on lui demande, qui ne voit pas pourquoi on rejette sa requête ou sa protestation, qui a toujours le sentiment de l'arbitraire, de la lenteur. Mais la même décision vue du côté de l'administration est (laissons de côté les cas de plus en plus rares de malversation, d'abus, d'influences personnelles) très généralement justifiée par des circulaires, motivée par des microdécisions successives, intégrée dans une pratique générale, et par conséquent parfaitement explicable et légitime. Or, le citoyen ne peut absolument rien y comprendre, justement parce que le système est complexe, et plus les problèmes sont vastes et nombreux, plus le système sera complexe! D'où le sentiment d'absurdité chez le citoyen, et l'impression de la toute-puissance des bureaux.

Mais effectivement les bureaux sont tout-puissants. Et c'est là que réside la toute-puissance, bien plus que dans les intentions et déclarations d'un homme d'État, ou dans la structure des constitutions. Que le pouvoir soit « personnel » ou « démocratique », c'est un assez beau thème de propagande, mais cela n'a pratiquement pas de sens concret. Car le visage véritablement autoritaire de l'État n'est modifié ni par une décision, ni par l'autre. Autoritaire? l'administration ne peut pas être autrement, quoique n'ayant aucune intention de l'être. Il faut bien, simplement, que les circulaires s'appliquent, il faut bien que le système tourne, il faut bien que les citoyens qui ne peuvent pas comprendre obéissent, il faut bien que l'ordre public soit maintenu et les travaux publics exécutés. Ceux qui protesteront le plus contre les excès de la police sont ceux qui, devenus préfets de police, tiennent le plus à la rigueur de la répression (cela s'est vu en 1848 et deux fois depuis 1944), au maintien de l'ordre, qui est le bon puisqu'il est : l'administration ne peut pas avoir un autre point de vue. La bureaucratie dira-t-on fonctionne sans aucun égard pour l'homme (Weber), car elle exécute des règles objectives⁹². Ce serait justement nier tout le progrès de l'État moderne et de

l'administration que de gérer en ayant égard pour l'homme, c'est-à-dire suivant des intérêts particuliers et des jugements subjectifs, l'administration est objective, elle ne peut fléchir devant la plainte d'un particulier ou pour sa satisfaction.

Mais ce qui fait l'épineux du problème, c'est que ne pouvant par nature objective avoir d'égards pour l'homme, cette bureaucratie est justement le lieu d'application à *l'individu* des normes objectives, le point de rencontre entre l'idée politique, la règle juridique et la chair et le sang de l'administré. Or dans ce contact, même si les employés fonctionnaires sont très gentils, compréhensifs et humains, l'homme est livré pieds et poings liés à l'autorité*. Il ne peut jamais contester la décision des bureaux, car il ne peut pas connaître les règles en vertu de quoi cette décision est prise. Il n'a aucun recours véritable. Car les célèbres « recours administratifs » supposent une importance de la question débattue qui est rare, et des moyens de divers ordres que 99 % des administrés n'ont pas. Et même si la décision est irrégulière, même si elle est cassée après deux ou trois ans de procédure, elle a eu lieu, et la chose est irréparable (par exemple le barrage de Tignes ou les saisies de journaux). Pourrait-il en être autrement ? Absolument pas, à moins que le citoyen ait ouvertement le droit de désobéir à l'administration, ou même de faire condamner sur dénonciation le fonctionnaire par un tribunal politique partisan : mais dans ces cas il n'y a simplement plus du tout d'administration ni, *de ce fait*, d'État. Et l'on verra bientôt, dans ces hypothèses, la majeure partie des citoyens se plaindre du « désordre » ; et d'ailleurs pour faire condamner un fonctionnaire dans la situation révolutionnaire que je décrivais d'un mot, il faut déjà, aussi, appartenir au côté du manche. Ceux qui, en Hongrie, se voient supprimer leur carte d'alimentation en 1955, par une décision irrégulière de l'administration, pouvaient toujours se

* Comme le dit excellemment Th. Caplow (*Arguments*, 1962) : « Morceau par morceau la vie de famille, la communication, l'éducation, les arts, l'agriculture, la religion et même les mouvements de protestation sociale sont assujettis aux normes de la bureaucratie et à ses modes de contrôle. » Chaque jour une plus grande part du comportement humain est placée à l'intérieur d'une grande organisation. Et, en plein accord avec Whyte (*L'Homme de l'organisation*), il montre que l'insertion de l'homme dans l'organisation résout effectivement la plus grande partie des problèmes (même de conscience) de l'homme. « L'individu n'a plus besoin de motivations intérieures pour choisir entre le bon et le mauvais. Il n'apporte ni tentations ni luttes avec des problèmes de conscience aussi longtemps que son allégeance à l'organisation est acceptée de bon cœur. »

plaindre!... Or, cette toute-puissance de l'administration, c'est cela exactement qui est la nature de l'État. Celui-ci n'est pas autoritaire parce qu'il y a un Führer absolu, parce qu'il y a une grande décision de politique générale, mais parce que chaque jour, il se prend en France dix ou vingt mille petites décisions absolues envers qui les administrés n'ont aucun recours et aucune protection. D'ailleurs ces décisions, le plus souvent normales et régulières, portent sur des questions relativement peu importantes chacune, si bien que cela ne vaut pas la peine de faire une révolution, qui n'aurait d'ailleurs pour effet que de renforcer cette administration.

Mais il est un moyen pour diminuer ce sentiment d'arbitraire et de toute-puissance. C'est l'application des « Public Relations » à l'administration : il s'agit d'amener le citoyen à comprendre le pourquoi des décisions prises et, bien plus, à le faire collaborer activement avec l'administration. Des services spécialisés vont alors être à la disposition des administrés pour leur montrer comment fonctionne le service, quelles sont les règles appliquées, pourquoi telle décision plutôt que telle autre a été prise, en quoi ceci est juste, etc. Dès lors disparaît le sentiment d'angoisse : l'individu se trouve devant un univers explicable, où les actes ne sont pas absurdes, mais au contraire rationnels et réfléchis. Il entre *dans* le système. La décision qui le révoltait devient absolument normale à ses yeux aussi. Le comportement de tel corps de police qui lui paraissait scandaleux devient exactement explicable quand on se situe dans le service et l'optique de ce corps; les P.R. sont donc une méthode pour incorporer psychologiquement l'administré dans l'administration, pour lui faire accepter de bonne grâce l'acte commis, pour le faire adhérer à ses raisons. Autrement dit, il s'agit de réduire le conflit, de créer de bonnes relations, mais celles-ci fondées non sur le fait que l'administration serait au service de l'administré (ce qui, est impossible; la formule est souvent employée, mais elle n'a tout simplement pas de contenu réel imaginable!), mais sur le fait que l'administré, ayant compris, ne rouspète plus. Comme dans tous les domaines les P.R. sont un mécanisme de conformation : qui ne fait qu'accentuer l'autorité, la toute-puissance administrative et ne la compense absolument pas.

*
*
*

Or, c'est bien ici que réside l'illusion politique : croire que le citoyen par la voie politique pourrait maîtriser ou contrôler cet

État, pourrait le changer. M. Lalumière montre admirablement cette impuissance sur un point précis : le rapport de la cour des comptes, excellent contrôle, n'aboutit à rien parce qu'il repose sur le présupposé que « l'exposition publique du scandale doit amener les administrations à résipiscence » sous la pression de l'opinion publique. Mais « l'opinion publique n'exerce pas une pression sociale suffisante pour contraindre les services publics à réformer leurs méthodes » (*Le Monde*, 14 juillet 1964). Et comment pourrait-il en être autrement ? Dans la mesure où le personnel politique ne peut rien sans l'administration, et pratiquement rien contre elle, le contrôle du personnel politique par le citoyen ne sert à rien parce que le vrai problème politique est celui de cette structure de l'État, bien plus que la guerre d'Algérie ou la force de frappe. L'antinomie entre bureaucratie et démocratie est bien connue, bien étudiée. Mais l'illusion est de croire que la bureaucratie peut-être dominée par la démocratie.

Toutefois la nouvelle notion de la démocratie (populaire) concorde bien avec la bureaucratie sur le plan totalitaire : la démocratie n'est plus un moyen de contrôler le pouvoir, mais un moyen d'encadrer les masses. C'est avec la démocratie-contrôle qu'il y a contradiction, c'est la démocratie-contrôle qui est impuissante envers l'État administratif. Mais il est si simple de changer le contenu d'un mot, de faire adopter par des foules un nouveau stéréotype. Si la démocratie devient encadrement du « démos », alors... il y a concordance parfaite, car c'est par l'intermédiaire de l'administration d'État et de l'administration du parti que cet encadrement aura lieu ! Mais revenons à la « démocratie-contrôle ». Comment pourrait-on espérer contrôler l'État ? L'illusion est totale par la voie du suffrage universel. Je sais bien que nous n'en sommes plus aux croyances élémentaires de 1789 ou de 1848, d'après quoi le suffrage exprimait la volonté nationale, qu'il permettait de désigner les vrais représentants du peuple, qu'il permettait de contrôler les actes et décisions du gouvernement, qu'il était la plus juste façon de sélectionner des gouvernants... et bien d'autres attributs du suffrage. Tout cela progressivement a été abandonné, sinon dans les méthodes et les croyances populaires du moins dans les réflexions de ceux qui essaient de penser le problème politique. L'expérience a bien montré que le suffrage n'engendre pas le pouvoir, et ne permet en rien un contrôle véritable, que l'incertitude de l'opinion sur toutes questions est telle que recourir à son expression pour trancher sur une question politique n'a pas de valeur. Bien

entendu; on admet toujours que le vote symbolise la participation du citoyen à la vie politique, et lui permet (d'une façon d'ailleurs inadéquate) d'exprimer ses opinions sur une question, mais il s'agit de manifestations illusoire, car c'est une participation à ce qui n'est plus vraiment le pouvoir, et c'est l'expression d'une opinion sur des questions qui sont spectaculaires mais fausses le plus souvent.

Et citons pour terminer un dernier fait : on parle beaucoup de l'effet de la T.V. sur la politique. La transmission des séances du Parlement par la T.V., la connaissance directe du personnel politique, la possibilité pour un homme d'État de s'adresser avec son visage, à tous les citoyens, tout cela permet d'accéder à une sorte de démocratie directe.

Nous avons déjà critiqué ailleurs cette interprétation d'une situation parfaitement passive du citoyen, et qui n'a rien à voir avec l'exercice de la démocratie. Retenons ici seulement que cette transmission par la T.V. nous met justement en présence de la division que nous indiquions plus haut : d'un côté, la politique-spectacle, de l'autre la réalité du pouvoir. La T.V. accentue le côté spectacle, et le rend d'autant plus accaparant qu'elle donne à l'individu l'impression de la vie même, de la réalité saisie directement. La politique? Mais c'est ce débat si important à l'Assemblée que j'ai vu, où tout le monde jouait si sérieusement son rôle. L'État? Mais c'est le général de Gaulle, ou Mendès-France, que j'ai vu me parler hier à la T.V. Alors que tout cela, c'est le spectacle, l'apparence sans racine, le jeu. Et c'est précisément parce qu'il n'y a là qu'un jeu que la transmission est possible. Mais le mécanisme politique réel, la structure de l'État, tout cela reste parfaitement caché, parfaitement hors contrôle. Et d'autant mieux hors contrôle que la scintillation du petit écran fixe définitivement l'attention de l'individu sur le spectacle, et l'empêche par là même de chercher au-delà, et derrière, de se poser la question de la réalité du pouvoir*.

Enfin nous renverrons à l'excellente étude de Sartori qui montre clairement comment le personnel politique, et spécialement le Parlement, ne peut pas jouer le rôle de contrôleur. Il insiste à juste titre sur la « surcharge », sur l'absence de « temps qualitatif » et de disponibilité. Le parlementaire souffre d'un surme-

* Celle-ci échappe aussi totalement aux doctrinaires communistes à cause de leur conviction d'avoir une explication simple, cohérente et universelle, lorsqu'ils ramènent tout le problème de l'État à la lutte des classes et ne savent rien expliquer autrement!

nage chronique et se trouve obligé « d'éviter les choix fondamentaux ». Il expose très finement que dans l'opposition entre l' « État parlementaire et politique » et l' « État bureaucratique » (qui ne sont pas *deux* mais mêlés en un corps) le problème de savoir « qui exerce le pouvoir », ou « qui contrôle qui » dans la structure démocratique est une « modeste querelle de famille ». « Lorsque nous avons posé la question de savoir si c'est le Parlement qui contrôle le gouvernement ou les partis qui contrôlent le Parlement, ou s'il faut un régime présidentiel, etc., le fait demeure que des secteurs essentiels et des zones entières de pouvoir échappent à tout contrôle : le fait est que le volume même de l'objet à surveiller menace d'envelopper le surveillant, que l'éléphantisme de l'État bureaucratique échappe toujours davantage en vertu de ses dimensions mêmes au contrôle de l'État démocratique. » Et je ne crois pas applicables les solutions que propose Sartori pour que le Parlement exerce vraiment un contrôle.

CHAPITRE V

L'ILLUSION POLITIQUE : LA PARTICIPATION

UN autre aspect de l'illusion politique est l'illusion de croire que le citoyen *peut* participer effectivement à la vie politique. Rappelons sans insister le problème de la compétence. On nous dit par exemple qu'il n'est pas besoin d'être compétent pour trancher en gros et en bloc sur le problème de la bombe atomique ou de la paix en Algérie. Cela est fallacieux. Poser les questions de cette façon est aussi erroné, aussi faux politiquement que les questions posées aux divers référendums ces dernières années. Que le citoyen se laisse aller à son humeur, il dira qu'il ne veut pas de guerre. Jamais et aucune. Égoïsme, confort, tranquillité, voilà des critères assurés de jugement. Le citoyen manque d'imagination pour prévoir ce que son attitude donnera. Il est tout surpris de voir les résultats, et que Munich conduit à mai 1940. M^{me} de Beauvoir nous dit qu'il n'est pas utile d'avoir la moindre compétence, ni même de l'information, pour participer à la démocratie : le vote est affaire de sentiment et d'instinct*.

* Justice Holmes : « Je ne sais pas ce qui est vrai, je ne connais pas le sens de l'univers. Mais au milieu du doute, dans l'écroulement des croyances, il est une chose dont je ne doute pas, c'est qu'elle est vraie et adorable la foi qui pousse un soldat à exposer sa vie par obéissance, à un devoir aveuglément accepté pour une cause qu'il ne comprend pas, dans un plan de campagne dont il n'a pas la moindre idée, d'après une tactique dont il ne voit pas la moindre utilité. »

Nietzsche : « Toutes les fois qu'à notre époque éclate une guerre, alors éclate aussi et surtout parmi les plus nobles fils du peuple un désir secret : ils s'exposent eux-mêmes au nouveau danger de mort parce que dans leur sacrifice pour leur patrie, ils croient qu'ils ont enfin trouvé la permission qu'ils n'ont cessé de chercher, la permission d'échapper à leur destinée humaine. La guerre est pour eux une forme plus aisée du suicide, elle leur permet de se suicider la conscience en paix. »

Très impressionnante à ce sujet est l'assurance de J.-P. Sartre. Dans le domaine politique, il possède cette même conviction qu'il exprimait au débat sur la dialectique en novembre 1961, en disant à un physicien parlant de la matière « Taisez-vous, il n'y a que nous, philosophes, qui comprenons quelque chose à la matière. » Cette formule explique son intervention permanente en politique, où, de son jugement même, il ne connaît rien. Même s'il y met de la coquetterie, son aveu d'incompétence politique⁹³ doit être pris au sérieux d'autant plus qu'il est illustré dans l'article même par ses habituelles formules aussi assurées qu'inexactes⁹⁴. Mais cet aveu d'incompétence éclate plus souvent de façon involontaire⁹⁵, confirmant les palinodies et les jugements superficiels répandus dans tous les articles politiques de Sartre⁹⁶. Or, c'est cet homme qui se reconnaissait incompetent, qui l'était, qui l'est toujours, et qui en même temps formulait pour les jeunes les mots d'ordre, qui donnait l'exemple de la prise de position, de l'engagement que tout intellectuel digne de ce nom se devait d'adopter. Tout cela est simplement dérisoire. Il faut renvoyer pour l'engagement de ces « intellectuels incompetents » à l'excellente analyse de M. Lavau⁹⁷, et en particulier à l'exemple d'O. de Magny, très caractéristique : celui-ci décrit la situation de l'intellectuel aujourd'hui comme une impossibilité d'une connaissance véritable du monde et des hommes. Pour l'intellectuel aujourd'hui tout est faux, « l'ordre de la société, la liberté, la justice, notre connaissance psychologique des êtres, les pouvoirs du langage », ce qui n'empêche pas cet auteur de signer le Manifeste des cent vingt et un. C'est le saut parfaitement irrationnel dans l'absurde, mais hélas avec toute la peinture nécessaire de bons sentiments, de vertus et de valeurs ! Nos intellectuels engagés incompetents en sont exactement au niveau du *Credo quia absurdum*. Ce que l'on nous propose là, c'est en réalité la démocratie de propagande, celle où le citoyen ne décide plus rien parce qu'il est intégré dans une masse fortement organisée, manipulée par la propagande, et qu'il se borne à adhérer avec enthousiasme à toutes les décisions prises en son nom, ou encore à formuler avec autorité tout ce qui lui est suggéré. On sait que M^{me} de Beauvoir estime que le régime castriste est une démocratie...

Il n'est pas question de reprendre les critiques traditionnelles de la droite et des partis autoritaires contre la démocratie. Je prétends justement sortir complètement de ce cadre, et je ne me réfère qu'à l'opinion d'hommes attachés à la démocratie. Il est

justement significatif que M. Tibor Mende (insoupçonné à cet égard!) puisse écrire sur l'Inde ces deux jugements: — d'une part la démocratie est valable comme processus éducatif pour former un sentiment national, pour combattre les particularismes, et pour avoir un prestige et une respectabilité internationales (mais la démocratie n'a aucune espèce de valeur en elle-même, comme régime et comme légitimité); — d'autre part la démocratie est condamnée en Inde, en présence des problèmes technoeconomiques ⁹⁸.

Cette appréciation est partagée par un grand nombre d'ouvrages récents sur l'Afrique noire. Si bien que l'analyse que nous présenterons n'est pas particulière à un pays, si influencée soit-elle par l'exemple français. Je trouve, par exemple, les mêmes problèmes indiqués pour les pays du Tiers Monde, dans le rapport de l'Institut de Recherche de Stanford ⁹⁹.

Dans une démocratie où la propagande d'État est réduite, le citoyen qui se sent conscient, qui tient à la démocratie, qui est attaché à ses droits croit participer au pouvoir. Il y a les élections, les référendums, les articles, les pétitions, les motions des associations, les discussions dans les groupes auxquels il participe. Il croit alors connaître les problèmes politiques. Il croit pouvoir participer à la politique, et ce qu'il propose, nous le voyons dans les lettres de lecteurs par exemple, ce ne sont pas des « opinions » dont on reconnaîtrait le caractère subjectif et mouvant: ce sont des solutions, que l'on prétend bien appuyées, convaincantes et réfléchies. Mais pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que le citoyen soit bien informé. On connaît la doctrine de la relation entre démocratie et information. Doctrine qui d'un point de vue général et théorique est assurément exacte. Mais il nous faut alors rappeler ce que nous écrivions au chapitre III, et le caractère illusoire, non de l'information, mais de la politique à l'intérieur de ce nouvel univers mental, qui est le seul où puisse en définitive se situer le citoyen moderne.

Il faut d'ailleurs aussi se demander si le citoyen *désire* participer. C'est un autre problème que celui de la dépolitisation. C'est un problème de culture. Or, il semble bien que le citoyen aujourd'hui cherche à assumer le minimum de responsabilités dans le cadre de l'État. Il veut certes, dire son opinion sur les grandes questions, il exige qu'on ne le considère pas comme quantité négligeable, mais en même temps, il refuse d'être l'agent actif et constructeur du pouvoir et surtout de se considérer comme responsable de l'action et de l'événement politique ¹⁰⁰. Il conteste

assurément, discute et proteste, mais n'assume rien. Dans cette absence de désir de participer, il faut aussi constater que le déplacement des centres d'intérêt de l'homme actuel joue un grand rôle. Moins fervent pour les grands thèmes démocratiques, moins poussé par l'exigence de justice sociale au fur et à mesure du progrès de celle-ci, le citoyen se préoccupe davantage par exemple du plein emploi, de sa sécurité, et s'il l'attend de l'État, ne voit pas où se situerait sa responsabilité. Les enquêtes d'opinion sur la dépolitisation sont alors assez trompeuses, car le citoyen dira, certes, qu'il ne se désintéresse pas de la politique, mais de là à participer activement s'établit une différence qualitative infranchissable.

*
* *

Il faut poser ici un problème d'une gravité considérable. Et je ne prétends pas faire plus que poser la question. On admet couramment, comme allant de soi, que plus l'État s'organise, se fortifie et s'étend, le tout lié à une conception démocratique du pouvoir, plus le citoyen participe, plus il devient politiquement majeur comme si la croissance de fonction politique de l'État rejaillissait sur le participant à cette fonction (le citoyen) et le valorisait. Corrélativement, on admet comme allant de soi que plus le niveau de vie s'élève, plus la forme gouvernementale se libéralise, et plus le citoyen devient également apte à exercer la fonction politique. Tels sont les deux fondements de la conviction générale selon quoi les citoyens deviennent de plus en plus majeurs politiquement. Or, ces deux points ne nous paraissent nullement certains et démontrés. Des hommes sont arrivés à un haut degré de maturité politique sans participer à un organisme étatique et sans élévation du niveau de vie, les Bantous du xvi^e siècle, par exemple, les anarcho-syndicalistes français, les Ukrainiens du xix^e siècle, les Irlandais et les anarchistes espagnols. Ils semblerait au contraire que plus l'État s'organise, les institutions se rationalisent, l'économie se planifie, et plus il devient indispensable d'éliminer l'homme politiquement majeur, indépendant, réfléchi, volontaire. On lui demande en réalité *une autre* « majorité » politique, à savoir la participation, l'adhésion, et à la rigueur la contestation dans les limites, dans le champ prédéterminé par les techniciens ou l'État. Mais quant à la maturité spécifique qui provoque le pouvoir de contestation radicale, il ne peut plus en être question.

Il apparaît au contraire que l'État (même démocratique) en croissant n'a que faire de ce genre d'hommes et ne peut que les éliminer. En effet ces hommes reprennent forcément le politique au niveau de l'homme, de l'expérience, ils récusent les généralisations et les abstractions. Ils ne se laissent pas encadrer dans des options établies par les organismes techniques. Ils troublent le jeu du pouvoir. Ils deviennent, précisément parce qu'ils sont majeurs, les principaux obstacles à la bonne organisation politique ; l'État éprouve la nécessité de les éliminer parce qu'ils ne peuvent être ni utilisés ni intégrés. Ainsi seront éliminés aussi bien les anarcho-syndicalistes que les Ukrainiens. Rappelons que pour ceux-ci l'histoire est tout particulièrement édifiante : on sait que les Ukrainiens, après avoir fortement combattu le régime tsariste, puis les occupants austro-allemands, avaient également rejeté un gouvernement nationaliste totalitaire, s'étaient ensuite battus, contre les armées blanches de Denikin et Wrangel, ensuite contre l'armée rouge centralisatrice. Il y avait une organisation politique très forte et une participation, non pas sur une base nationaliste, mais à partir d'un certain ensemble de valeurs politiques, communément partagées. Le combat reprit contre les troupes nazies en 1942 (contrairement à ce qu'on a dit souvent), puis à partir de 1944 contre les troupes soviétiques. Un gouvernement moderne ne peut pas laisser subsister une autonomie politique aussi forte, fondée sur la maturité politique des membres du groupe. Et, réciproquement cette maturité conduit forcément à la recherche d'une certaine particularité en face de l'État.

* *

Mais dira-t-on, le citoyen peut intervenir et participer effectivement par l'intermédiaire du parti politique. Mais ici encore beaucoup de politicologues modernes sont sceptiques : ce n'est pas seulement la transformation interne des partis, ce n'est pas seulement l'échec répété (et comparable dans beaucoup de pays) de la création de partis neufs, énergiques, exprimant une doctrine et essayant de penser le politique (cf. l'échec du P. S. U), mais c'est dans l'ensemble l'amenuisement de la fonction politique des partis ; à l'intérieur, dans le jeu de la démocratie, les partis ne sont plus autre chose que des masses de manœuvre pour assurer le pouvoir à telle équipe *. Ce n'est plus une force

* Cet amenuisement est incontestable (cf. *La Dépolitisation*) ; il y a dévalorisation des partis dans l'esprit des citoyens, moins de prise électorale (comme l'a prouvé le référendum de novembre 1962), moins d'intérêt chez

vive pour le jugement ou l'inspiration d'une politique; à l'intérieur du parti, la réflexion disparaît, les positions trop anciennes se conservent, les pensées sclérosées restent identiques et les équipes portées au pouvoir par des partis différents feront en définitive la même politique parce que conditionnées par des éléments et des moyens qui n'ont rien à voir avec les doctrines. Les grands choix sont hors de portée des partis. Le citoyen qui, parce qu'il se mêle à l'agitation des comités d'un parti, ou parce qu'il répond à une convocation d'un meeting, croit participer à la vie politique, cède à la plus lamentable illusion, confondant participation au parti, avec participation à la politique réelle.

Et cela met en cause tout le problème de l'engagement politique. Que des citoyens moyens, radicaux socialistes de famille, ou de droite par intérêt, ou socialiste par l'air du temps s'inscrivent dans des partis et croient faire de la politique, leur illusion entretenue par la presse, par les discours des hommes politiques et par leur attachement sincère à la démocratie, est explicable et respectable. Que l'on cède à ce raisonnement inconscient à cette défense désespérée, à cette justification : « La démocratie est bonne. Pour qu'il y ait démocratie, il faut qu'il y ait participation du citoyen; donc ce que je fais, c'est ma participation, et elle est réelle. Sans quoi ce serai à désespérer de tout... », c'est normal, et l'on subit forcément cette tentation lorsque l'on est attaché à la démocratie. Mais que des intellectuels viennent confirmer cette réaction spontanée avec leur théorie de l'engagement, que des philosophes puissent passer à côté de la réalité de façon aussi extraordinaire, cela ne se comprend que par suite de la situation un peu... en marge du philosophe dans notre société, et à titre de réaction de compensation, et là aussi de justification. Si J.-P. Sartre proclame sa théorie de l'engagement politique, c'est en vue de liquider ses complexes personnels, sans référence avec la réalité politique; c'est aussi, et c'est sans doute là une raison importante du succès de cette invitation à l'enga-

les étudiants pour les partis, moins de militants. A. Philip (*Pour un socialisme humaniste*) décrit remarquablement cette décadence, quant à la qualité et au nombre des militants, à leur vertu, à leur dévouement. Il souligne que les réunions publiques sont désertées. Mais par contre il insiste sur ce qui maintient les partis : c'est l'« appareil », l'organisation, la Machine. Une poignée de cadres est investie d'une confiance générale, a priori. Or, il faut rappeler que la participation aux élections est liée à l'appartenance à des groupes. Le groupe fait pression pour que ses membres votent (Lipset : *L'Homme et la politique*, chap. VI). Il est vrai qu'il faut ajouter que cette pression est d'autant mieux ressentie que le vote perd de plus en plus sa signification

gement politique, un moyen de fuir devant la réalité au nom d'une pseudo-réalité.

Il se produit aujourd'hui chez les existentialistes et les phénoménologues une étrange oblitération. Ils construisent des théories générales prétendant se rapporter à la situation concrète de l'homme dans le monde et ils aboutissent à dire exactement le contraire de ce que les sciences s'appliquant à discerner la réalité peuvent avancer comme conclusion. Il est assez impressionnant que tous les discours de ces philosophes sur l'histoire ne s'appuient en définitive jamais sur ce que la science historique peut nous donner à connaître des événements historiques. Le philosophe moderne ne nous parle pas de ce qui s'est passé, de ce qui a constitué la trame de l'histoire. Il en cherche la clé, et pour cela, il construit une idée, ou mieux un mythe de l'Histoire. C'est de son mythe, qu'en définitive, il trouve la clé! Hegel et Marx procédant à leur philosophie de l'Histoire partaient des données de fait de la science historique de leur temps, comme Montesquieu. Mais cela est jugé trop fragile : car les faits connus sont progressivement contestés, remplacés. Il est évidemment plus sûr, plus facile de ne plus tenir compte du tout des faits, et de se livrer à ce qui n'est rien d'autre qu'un romantisme de l'Histoire, devenu force, sens, et occupant pratiquement dans cette métaphysique la place des anciens dieux. De même, c'est au moment où le constat psychologique et sociologique, après le constat physique et biologique du xix^e siècle, nous conduit pas à pas à admettre une assez rigoureuse détermination de l'homme par son milieu, qu'un existentialisme pose l'homme comme liberté, et non pas une liberté-conflict avec cette nécessité. Une liberté qui simplement ne tient pas compte du résultat de ces études de fait, par le procédé purement arbitraire et théorique de la néantisation. On ne peut s'empêcher de penser que de telles pirouettes, qui prétendent se rapporter au réel de l'homme et invitent l'homme à l'engagement dans le réel, sont en fait justement un procédé pour échapper au réel par la construction artificielle d'un pseudo-réel. C'est dans cette ligne que s'inscrit toute l'affaire de l'engagement politique.

Là encore l'étude des textes de Sartre, entre autres, manifeste qu'il y a toute une élaboration abstraite du concept de politique, en vue de l'action politique, sans aucune référence avec la réalité de l'État ou des problèmes politiques. Cela obéit sans doute à un point de départ philosophique sur la nécessité pour la liberté de s'engager dans le réel, mais un réel fait sur mesure, et destiné à

pouvoir se donner bonne conscience d'une part, à prouver sa liberté d'autre part. Mais les initiatives de M. Sartre, et surtout ses palinodies manifestent tout autre chose que la moindre liberté! Nous sommes en présence d'une mystification portée à son comble d'habileté, et acceptée par beaucoup de jeunes parce que, dans la situation générale de politisation que nous décrivions au début, ceux-ci ont *besoin* de faire de la politique, mais ont aussi *besoin* d'y trouver un sens.

Or, l'engagement, dans un parti surtout, repose non seulement sur une impulsion philosophique mais sur deux autres éléments. D'abord un échafaudage de présuppositions non critiquées, non mises à jour, incontrôlées; on présuppose que le parti a une influence réelle sur la politique, et peut vraiment influencer des décisions qui font l'Histoire. C'est pourquoi lorsque, poussé par la nécessité, le gouvernement fait un acte, tel parti se glorifie aussitôt en disant : « C'est nous qui... » Ainsi, quand le président de Gaulle signe la paix en Algérie, le P.C. clame que c'est le résultat de son action! On présuppose que l'action de son parti est, en somme, bonne en soi, car le parti est de plus en plus inconditionnel, et la discussion aboutit normalement à la scission. Il faut donc admettre — ce que fait le militant de base — que l'action du parti est bonne; on présuppose par là-dessus que le parti va conquérir le pouvoir afin d'exercer son action bonne. Et finalement que, le parti étant au pouvoir, c'est le militant de base qui va dicter sa volonté aux députés et aux ministres, et qui en réalité décidera par leur intermédiaire. Toutes choses pour le moins discutables!

Le second aspect de l'engagement dans le parti, c'est un aspect personnel, psychologique : le besoin pour l'individu de trouver une sécurité, des jugements clairs et tout faits, une sorte de besoin de démissionner : on n'insistera jamais assez sur le fait que l'engagement dans un mouvement politique ou dans un parti, c'est une démission de sa responsabilité individuelle, de sa liberté de jugement. L'engagement, c'est la mise en gage. Effectivement, le citoyen se met en gage, perd sa disponibilité et son authenticité, il ne peut être qu'utilisé par un créancier combien féroce, il ne peut être que manipulé jusqu'au paiement de son dernier carat de liberté. L'engagement dans l'armée : voilà le signe et le symbole de tout engagement, et qui concorde parfaitement avec la mise en gage! C'est l'insertion dans un mécanisme bien huilé, bien organisé, mais qui ne peut fonctionner qu'en se nourrissant de pâtée humaine (l'armée sans militaire

n'est rien, comme le parti sans militant). *Perinde ac cadaver* : c'est la formule de l'engagé. Mais chez les jésuites, c'était le résultat d'une dure ascèse, d'une rupture contre nature ; chez nos militants-militaires, c'est le résultat de leur abandon, de leur démission personnelle. Bien entendu, cette démission concorde parfaitement avec un grand dévouement, une grande mystique, des réunions tous les soirs jusqu'à deux heures du matin, le collage des affiches et la bagarre s'il le faut. Tout cela n'étant que bromure et véronal pour endormir la conscience, fuir les vrais problèmes du politique en agissant beaucoup, et avoir l'illusion de l'importance par le prestige acquis dans le groupe. Le mensonge de l'engagement est probablement une des plus belles réussites de l'illusion politique.

Celle-ci reparaît sous une autre forme avec la théorie récemment admise que si le suffrage universel ne correspond pas du tout aux anciennes idées et doctrines cherchant à expliquer et justifier cette institution, il peut au moins être le moyen pour engager le dialogue avec l'État, il est une sorte de langage politique : les gouvernants doivent parler avec l'homme qui a un bulletin de vote. Il y a vraiment langage, doléances et promesses, slogans et formulation de programmes, et par-là, forcément possibilité d'un dialogue. Ainsi le suffrage universel deviendrait aussi un moyen de prendre des décisions (à condition que ces décisions portent sur des choix élémentaires, et relativement exceptionnels). Il y aurait beaucoup à dire sur le caractère fallacieux de ce dialogue et j'ai déjà parlé de l'impossibilité de cet ordre de décision. Je me bornerai à deux remarques : d'abord cela suppose une constance de l'opinion publique, et une concordance entre l'opinion et son expression dans le vote, que la plupart des spécialistes de l'opinion publique récusent avec énergie. En second lieu : le dialogue qui *peut* ainsi être engagé, et l'ordre de questions sur lesquelles il *peut* porter entrent exactement dans la catégorie du Nécessaire et de l'Éphémère que j'analysais au chapitre premier. Nous sommes ici en pleine illusion.

Enfin, n'oublions pas que dans l'effort commun accompli de nos jours pour restituer à la démocratie un sens et une valeur, on rencontre un courant important de politicologues, depuis Schumpeter, pour qui la démocratie ne consiste pas à choisir entre des programmes, des idées, des objectifs, mais seulement entre des équipes dirigeantes, des responsables de mener le jeu. Constatons d'abord que cela est diamétralement opposé à la tendance décrite plus haut d'après laquelle il faut que le peuple

choisisse lui-même les grands objectifs de la nation (car si on essaie de concilier les deux, on revient aux programmes et à l'énoncé des moyens, c'est-à-dire à la notion la plus traditionnelle!). Mais au surplus on doit se demander : — si les dirigeants en question sont liés quant aux buts à atteindre, et par les experts, quant aux moyens, y a-t-il vraiment de l'importance de débattre de tel ou tel? est-ce que le peuple est apte à discerner les compétences techno-économiques qui feront d'un homme un agent plus efficace qu'un autre de l'accomplissement du plan? Cela me paraît encore plus idéaliste que le choix en fonction des idées, doctrines et programmes!

*
* *

L'avenir, dit-on alors, c'est la démocratie organisée. « Sans doute, le citoyen seul ne peut rien, sa voix n'a pas de portée, il ne peut se défendre contre l'administration, il ne peut choisir dans un problème politique, il subit toutes les influences de la propagande, et au moment des élections, il se laisse piper par un orateur habile... Mais est-il nécessaire que la démocratie soit individualiste? La volonté du peuple est-elle vraiment une addition de voix individuelles parfaitement solitaires? Ne faut-il pas, au contraire, concevoir une organisation de l'infrastructure d'une démocratie? En quelque sorte, la constitution de l'équivalent des anciens groupes intermédiaires de la société d'avant 1789. Le syndicat, le parti politique, les mouvements de jeunesse. La formation d'une administration démocratique. Éventuellement de très divers groupes de pression. Le citoyen s'exprime alors au travers et par le moyen de ces groupes intermédiaires. Parce que ces groupes sont puissants, ils ont vraiment de l'influence sur le pouvoir. Celui-ci d'ailleurs ne demande pas mieux que de joindre l'opinion au travers de ces appareils, du syndicat le plus représentatif par exemple. Mais ces groupes eux-mêmes constitués de cellules plus petites ne sont que l'agent de l'adhérent de base. Celui-ci se trouve dans des groupements à sa hauteur, à sa dimension, sa voix n'est pas perdue, elle sert à dégager vraiment une opinion. Et c'est ce corps ainsi organisé qui par des instances successives désignera ses candidats aux élections, selon le mécanisme des partis américains. Cela évite les surprises aux élections enlevées par un beau parleur, ou par des influences locales invouables. On peut alors appliquer la formule de « choix médiatisés » (en la détournant du sens pre-

mier où M. Duverger l'avait employé). Par toute une série d'instances successives, les choix de la base (qui sont des choix réels, puisque effectués dans des petits groupes, et à la suite de nombreuses séances d'information et de discussion) passent au sommet, et ce « sommet » national peut parler avec autorité, non seulement parce qu'il a une masse derrière lui, mais parce qu'il représente la vraie volonté du peuple. Il s'effectue une véritable composition des idées individuelles, on tire une sorte de composante de toutes les impulsions, qui donne l'image la plus approchée de la volonté d'un groupe du corps électoral. La démocratie devient ainsi véritable : le citoyen est vraiment consulté, en permanence en quelque sorte dans toutes les réunions de base, sa volonté est vraiment écoutée. les groupes peuvent vraiment agir sur l'État au nom de la base. »

Peut-on dire que ce panorama idyllique correspond à une réalité ? Dira-t-on que c'est l'idéal à atteindre, et la voie où il faut s'engager ? A ce moment, je ne vois pas pourquoi changer d'idéal, et pourquoi la formulation de la volonté générale dans et par la volonté individuelle, selon les modes les plus individualistes n'est pas aussi bonne. Mais, dira-t-on, les faits ont prouvé que cet idéal-là n'est pas accessible. Alors je dirai que les faits nous démontrent déjà abondamment que la démocratie organisée n'est pas plus démocratique que la démocratie individualiste, et probablement moins. Cette démocratie organisée est une vision théorique, dont on voit parfaitement se dessiner l'évolution réelle.

Signalons d'abord pour mémoire que la démocratie organisée ne peut fonctionner de toute façon que si les différents éléments se font contre-poids et que l'un d'eux ne cherche pas à paralyser les autres, comme ce fut le cas pour le P.C. en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie. Je ne parlerai pas de la machine des partis américains et de l'étouffoir que cela représente. Je ne parlerai pas non plus du mécanisme du centralisme démocratique dans le P.C. ou de la planification soviétique. Toutes choses dont on sait parfaitement qu'elles sont très éloignées de quelque forme d'expression de la volonté du peuple qui soit.

La vision de la démocratie organisée néglige une question préalable de la plus haute importance : l'étude de M. Rémond ¹⁰¹ montre combien de groupes nouveaux entrent dans la sphère du politique, se politisent. Mais cette politisation semble bien plus être une entrée du politique dans des activités entièrement autonomes qu'une tendance au contrôle de la politique par des groupes eux-mêmes démocratiques ! Je ne suis pas convaincu

par l'étude de M. Touraine sur le syndicalisme de contrôle ¹⁰² qui serait un « contre-pouvoir » et un « anti-pouvoir ». En réalité l'intégration croissante du syndicat dans le mécanisme étatique conduit peu à peu à en faire un élément du pouvoir, et lorsque le syndicat « contrôle » le pouvoir, sa tendance est de le renforcer ; à ce moment le syndicat devient un mécanisme d'encadrement des masses ouvrières au profit du pouvoir. Il n'est pas en lui-même un contre-pouvoir. Il ne pourrait l'être qu'en conservant la position anarcho-syndicaliste.

Si, maintenant, quittant le problème général nous considérons seulement des exemples concrets, que voyons-nous ¹⁰³ ? Prenons d'abord l'adhérent de base et les sections de base. Même dans les cellules du P.C., l'absentéisme est considérable aux réunions. Dira-t-on que c'est la faute de l'adhérent ? Mais le plus souvent quand on interroge ces absents, on apprend que c'est à la suite de vexations, de mépris, de l'impossibilité pour eux de s'exprimer qu'ils ne viennent plus. Ils ne veulent pas aller jusqu'à abandonner le parti ou le syndicat, mais ils savent que leur participation est fictive et vaine. Les réunions sont en général passablement orientées par des informations venant d'en haut, par l'autorité du délégué local et souvent par des directives. Les opposants, s'ils s'obstinent sont mal vus, et les leaders doivent ou neutraliser leurs objections, ou user leurs résistances ¹⁰⁴. Je n'ai encore vu dans aucun groupement aucune véritable consultation partant de zéro, et tenant compte de toutes les opinions. Les motions sont finalement celles qui étaient au départ orientées par le délégué local. Il faut une crise exceptionnelle pour qu'il en soit autrement. Il est d'ailleurs un autre moyen pour neutraliser l'adhérent de base, c'est de le plonger dans l'action. Le plus souvent d'ailleurs, il ne demande pas mieux. Mais à partir du moment où il est engagé dans le collage d'affiches, la distribution des tracts, le porte-à-porte pour collecter les signatures, il ne songe plus à discuter, à s'engager dans une dissidence.

A un niveau supérieur, voyons les congrès nationaux de ces groupements de la démocratie organisée. Ces congrès reposent déjà sur un doute, celui du nombre d'adhérents, et de l'importance de chaque section locale. On sait l'inflation des cartes d'adhérents, les falsifications des statistiques, les concurrences des sections dans ce domaine : cela existe dans les partis les plus rigoureux et les mieux organisés comme le P.C. En outre lorsqu'un congrès est réuni, il y a des méthodes d'action. Dans les meilleurs partis ou syndicats, elles sont rien moins que fraternelles et amicales.

Et c'est probablement ici un des vices de base de tout le système de la démocratie organisée * : les relations entre les hommes d'un même parti, d'un même syndicat sont des relations de concurrence, de défiance, de guerre au couteau (soit pour une réussite personnelle, soit au nom d'une orthodoxie). Il n'existe aucune raison profonde, décisive, pour que ces hommes fassent taire leurs sentiments spontanés et leur volonté de puissance ; le fait d'adhérer à une même idéologie est très insuffisant. Ceux qui ont approché le P. C. où la fraternité est plus grande qu'ailleurs ont tous pu être saisi de ce scandale qui consiste à voir des camarades, très unis, brusquement se condamner, s'exclure, s'insulter comme si aucun sentiment humain n'existait par soi, mais reposait sur l'objectivité d'une adhésion à la même idéologie.

On connaît les méthodes et techniques des congrès nationaux pour empêcher les opposants de s'exprimer, noyauter leurs groupes, faire passer des motions quand il n'y a personne dans la salle, réussir un vote par surprise, obtenir des décisions qui laissent en définitive les mains libres au bureau, publier des textes à un moment où le congrès n'a pas encore décidé mais ne peut plus avoir l'air de se dégager, etc. Aucun congrès national d'aucun parti, d'aucun syndicat ne reflète la volonté de la base, tous usant des truquages classiques que la connaissance de la dynamique de groupe permettront d'améliorer sensiblement.

A cela s'ajoute, et nous nous bornons à le rappeler, la bureaucratisation des syndicats, des partis, des mouvements (même pour des mouvements aussi fluctuants que les syndicats d'étudiants) ; les cadres deviennent des spécialistes, ils sont séparés à la fois des militants de base et de la profession représentée, ils sont des professionnels chevronnés et appointés du syndicalisme et de la politique, ils y font carrière : comment se laisseraient-ils évincer, remplacer par des mouvements de la base ? Cette base, ils la maîtrisent très bien, ils en obtiennent très généralement le renouvellement de confiance. Ils en assurent le recrutement et distribuent à leurs fidèles des postes, des avantages. Dans la mesure où ils sont de plus en plus souvent consultés par les administrations et le gouvernement, ils disposent de moyens de pres-

* Avec en outre le fait que Schumpeter (*op.cit.*, chap. XXII, § 6) rappelle à juste titre : le parti politique dans la démocratie n'est qu'un appareil agissant dans la lutte concurrentielle pour le pouvoir. « S'il n'en allait pas ainsi, il serait impossible que les partis différents adoptent le même programme. L'existence des partis correspond au fait que la masse électorale est incapable d'agir autrement que les moutons de Panurge et elle représente une tentative de régulariser les modalités de concurrence politique. »

sion considérables sur leurs adhérents (par exemple consultations pour les attributions de bourses aux étudiants, pour les attributions de postes et avancements de carrière pour les instituteurs, etc.) Pratiquement, ils sont indéracinables. Les débats sur la nomination des responsables au XVII^e Congrès du P.C.F. éclairent remarquablement cette impuissance du choix démocratique.

Au sommet, nous trouvons un phénomène comparable avec le Bureau, quoique beaucoup moins stabilisé. Mais le Bureau se manifeste de façon aussi antidémocratique, d'une autre manière : par sa façon de parler au nom de tous sur des problèmes politiques où personne n'a été consulté. Périodiquement nous voyons paraître dans les journaux une proclamation d'après laquelle le parti X, ou la fédération Y, parlant au nom des cordonniers, des intellectuels ou des Européens, prend position sur la torture, la guerre d'Algérie, la défense de l'Occident, etc. Or, ces proclamations sont rarement portées au préalable à la connaissance des intéressés, et quand elles le sont, c'est toujours beaucoup trop tard pour que les intéressés puissent répondre. Elles sont encore bien moins l'incarnation de la volonté claire des individus prétendument représentés. Ce sont toujours des ukases concoctés à Paris par cinq ou six membres du Bureau, qui considèrent avoir le droit de prendre leurs décisions *. Ce faisant, ils imitent

* M. Mendès-France (*La République moderne*, p. 171 et suiv.), en décrivant la structure des syndicats, reconnaît implicitement que nous sommes en présence d'organismes autoritaires. Bien entendu, il conserve le vocabulaire démocratique pour en parler ! Mais ce vocabulaire est en contradiction avec les faits qu'il admet : « L'efficacité syndicale ne se mesure pas au pourcentage des travailleurs inscrits mais à une série d'effets directs ou indirects... » Or ceux-ci ne reposent en rien sur une volonté positive de la base, mais sur un suivisme d'élites autoritaires. Il vaut mieux reconnaître franchement la chose comme le fait Tixier, et cesser de s'illusionner sur une « démocratie syndicale » !

Il est strictement exact d'écrire que du fait de leur organisation interne, les syndicats ressemblent non à des démocraties mais à des régimes autoritaires à parti unique. Le système oligarchique qui les caractérise n'est pas le résultat de quelque abus, mais comme l'a bien montré Lipset, de nécessité : ce sont de vastes organisations qui ne peuvent fonctionner que s'il y a une forte structure bureaucratique, compétente et rigide. Ce sont des groupements réclamant des responsabilités collectives, et qui doivent de ce fait avoir une continuité dans la politique. Plus ils sont en contact avec les organismes patronaux et l'État, plus ils doivent se structurer comme eux (Lipset, *L'Homme et la politique*, p. 394). De même Lipset a montré comment, de façon immanquable, l'information est détenue par les leaders dans les syndicats, filtrée par eux, et les adhérents ne peuvent pas avoir de liberté d'opinion. Enfin, les leaders sont pour des raisons sociologiques et idéologiques amenés à renforcer sans cesse leur pouvoir et à ne pas laisser place à

les députés qui, une fois nommés, votent des textes parfois très éloignés des vœux de leurs électeurs. Mais ces représentants sont beaucoup plus libres encore que les députés. Ceux-ci en effet sont obligés de se heurter aux opinions des députés des tendances adverses, de rendre leurs raisons, les textes qu'ils votent ne représentent que partiellement leur volonté, ils sont le fruit d'amendements et de marchandages : au contraire les papiers rédigés par un bureau de parti ou de syndicat le sont de façon parfaitement arbitraire et sans contrepoids *. De même, les députés risquent de ne pas être réélus, s'ils ont trop souvent agi contre la volonté de leurs mandants (bien que le fait soit assez rare), alors que les membres du bureau parce qu'ils tiennent l'appareil ont de très fortes chances de se maintenir avec le système des représentations à plusieurs degrés. Mais, outre cette indépendance, il faut noter une différence considérable entre certains mouvements, fédérations, syndicats, et les députés. Un député parle au nom de gens qui, dans le parti, ont affirmé une certaine identité de croyance idéologique, et il ne parle qu'au nom des membres du parti. Lorsqu'un député indépendant-paysan parle, c'est au nom des électeurs qui ont choisi cette tendance, ou

un jeu démocratique. On se trouve en réalité en présence du choix toujours renouvelé dans notre société : ou bien le syndicat veut être efficace dans son action, ses grèves, sa participation à la vie politique et économique : dans ce cas il devient autoritaire, centralisé, bureaucratique ; ou bien il reste informel, démocratique, mais il ne peut dépasser le stade de la révolte et de l'opposition fragmentée.

La discipline syndicale exige de plus en plus qu'il n'y ait pas d'opposition et de minorité pour que le syndicat soit efficace. C'est pourquoi un pasteur conseillait fermement à ses paroissiens syndicalistes de se rallier à la majorité, parce que le problème n'est plus celui des opinions individuelles, mais celui de l'efficacité du syndicat. Bien significative de cette attitude autoritaire est la politique suivie par les syndicats lors de l'action contre l'O.A.S. (janvier 1962) : refus de la C.G.T. d'une action syndicale commune, violences contre des militants anarchistes et trostkystes, centralisme de la C.F.T.C. (affirmant que l'on ne peut laisser l'action à des comités d'individualités incontrôlés), etc. On comprend que les ouvriers aient été réticents !...

* Pourtant, objectera-t-on, il y a dans ces groupements un Congrès annuel, qui étudie la politique suivie par son bureau et la critique. Ce bureau est responsable devant le Congrès. Cela est vrai, mais l'expérience montre deux choses : la première, que les proclamations du bureau sont généralement oubliées deux ou trois mois après, et ne viennent pas en discussion ; la seconde, que la composition du Congrès est très modelée par le secrétariat général de façon à obtenir une majorité certaine pour le bureau. Les critiques sur l'action du bureau provoquant son renversement sont un événement rarissime dans l'histoire des partis et des syndicats. Quand l'opposition est assez forte, elle provoque plus fréquemment une scission.

des membres de ce parti (pour autant qu'il y en ait). Il y a une certaine concordance entre ce que le député prétend représenter et ce qu'il représente.

Mais dans l'optique de la démocratie organisée, la voie normale pour que le citoyen se fasse entendre, c'est la voie de son groupement. Il faut que chaque citoyen appartienne à un ou mieux à plusieurs groupements, puisque c'est par là qu'il agira et qu'il agira de façon bien plus constante que lors d'élections lointaines. Le parti, si l'on en reste là, doit devenir un organe d'encadrement de la masse, en vue d'interventions par meetings, pétitions et non pour des élections seulement ¹⁰⁵. Le groupement en général se trouve alors habilité à parler au nom d'une catégorie de citoyens beaucoup plus large que celle de ses adhérents. Ceux-ci sont en quelque sorte les garants (les gages!) de tous les autres. Ainsi le syndicat des métallurgistes (je prends un exemple fictif) parlera au nom de tous les métallurgistes même s'il n'en groupe que 10 ou 25 %. Le mouvement prétend représenter un groupe social qualifié par sa profession, son milieu de vie (rural, par ex.), sa classe, etc. Mais c'est le mouvement de son propre chef qui déclare qu'il en est ainsi, à moins que ce ne soit l'État qui lui attribue l'insigne de syndicat le plus représentatif. Dès lors, les non-adhérents se voient publiquement assigner des opinions qui peuvent ne pas être les leurs! Lorsque la F.E.N. proclame au nom de tous les enseignants que « ... », cela donne publiquement un grand poids. Mais on néglige la quantité d'enseignants qui n'en font pas partie, et les minorités en désaccord, ce qui peut finir par faire une bonne majorité! Cependant l'enseignant quel qu'il soit se trouve à partir de ce moment catalogué dans telle orientation par l'opinion publique, et comme les protestations seront toujours individuelles, elles ne comptent pas. Elles ne sont pas représentatives. On voit donc ce double abus, parfaitement antidémocratique, de textes rédigés par un bureau et présentés non seulement au nom des adhérents mais de toute une catégorie sociale.

Je connais bien l'argument qui consiste à dire ¹⁰⁶ : « ceux qui n'appartiennent pas au groupement n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes de ne pas être là, ils n'ont qu'à adhérer et à venir discuter le texte, on les écouterait sûrement. D'ailleurs, l'affiliation au syndicat étant un signe d'un haut degré de conscience politique, ce sont en définitive les plus évolués, les plus aptes qui parlent. Il est donc légitime qu'ils le fassent au nom de tous. » La première partie de l'argument est inacceptable, car elle pré-

suppose que ce genre de groupements est légitime en soi, que l'individu n'a aucune importance, que la seule voie politique est l'adhésion au groupe. Elle présuppose aussi que dans de tels groupes les minorités peuvent infléchir les décisions du bureau. La seconde partie de l'argument est également fausse, mais surtout en ce qu'elle se réfère au passé. Il est vrai qu'en 1880, et pour la classe ouvrière, le syndiqué représentait la partie évoluée, intelligente, active, volontaire, révolutionnaire de la classe ouvrière. La conscience politique avait alors, en effet, un signe positif. Mais cela est complètement dépassé. Aujourd'hui, l'adhésion à ces fédérations et mouvements est de l'ordre de la coagulation sociologique. Ce ne sont sûrement pas ceux qui ont la conscience morale, sociale, la plus élevée, le sens le plus profond du politique qui adhèrent. Il est même vraisemblable que ceux qui ont les plus fortes conscience et connaissance politiques se refusent à entrer dans ces machines à fabriquer du conformisme. Il en est de même pour ceux qui très engagés au niveau professionnel ou social considèrent l'énormité de temps à perdre dans les réunions des syndicats et partis. Car si l'on dit : « mais un homme de forte personnalité finira toujours par influencer le groupe et par percer, donc, engagez-vous... », je demanderai : « oui, mais au prix de combien de compromissions et de manœuvres ? » Je ne crois pas au triomphe automatique de la vertu et de la vérité, mais à celui des procédures et des techniques. « Oui encore, mais au prix de combien de temps perdu ? Au bout de combien d'années ? Peu à peu, le temps passé dans ces groupes est tel que l'on abandonne la vie courante... et que l'on se professionnalise là-dedans. Et si on ne le veut pas ? »

En réalité la démocratie organisée que l'on nous présente comme l'avenir de la démocratie n'est rien d'autre que la constitution d'un système féodal, structuré sur d'autres bases que la propriété terrienne, mais présentant exactement tous les caractères sociologiques d'une féodalité traditionnelle, et les cadres professionnels des partis, syndicats et mouvements représentent parfaitement la hiérarchie des nouveaux seigneurs. Il n'est pas besoin pour en arriver là d'avoir un système à parti unique. La France s'y achemine bon train. Reste toutefois un problème : les opposants, les fractions. Cela existe : périodiquement nous voyons se manifester une opposition, donc, me dira-t-on, le système n'est pas si clos que vous le décrivez. Je répondrai d'abord que le système n'est en effet pas achevé, loin de là. Mais surtout que le processus habituel de ces oppositions et ruptures ne révèle

pas une initiative de la base. Quand on examine les fractions qui se sont produites aussi bien dans la S.F.I.O., que chez les radicaux, que dans le P.C. ou dans le P.S.U. ou dans l'U.N.E.F., on voit que l'opposition se produit dans l'équipe dirigeante. C'est un des patrons qui, pour des raisons personnelles souvent, entre en conflit avec les autres, donne sa démission, et alors se produisent des remous à la base, le militant se trouve devant un choix, dont bien souvent il ignore les vrais motifs, et il suit celui à qui il est le plus attaché. Évidemment, le fractionniste prétendra souvent agir ainsi sur l'impulsion de la base, ou encore parce qu'il connaît ses aspirations secrètes, mais ce sont là le plus souvent discours de justification ¹⁰⁷.

Reste évidemment la thèse soutenue par Lipset : un assemblage d'associations à caractère oligarchique contribue à maintenir la démocratie. Pour que la société soit démocratique, il n'est pas nécessaire que la règle démocratique soit appliquée au sein des organismes qui la composent. Les syndicats, par exemple, défendent les intérêts généraux de leurs membres, et ceux-ci ont plus d'avantages à adhérer qu'à rester livrés au patron (l'ouvrier n'a le choix qu'entre deux soumissions : soumission envers son leader syndical ou envers son patron); la combinaison des diverses associations représente les intérêts divergents de toute la société, chacune de ces associations limite la liberté individuelle mais accorde aux dirigeants une beaucoup plus grande liberté *réelle*. Cette conception de la démocratie est fort passionnante, car elle est la description littéralement exacte de la société féodale. Il faudrait quand même mesurer la distance qu'il y a entre un régime reposant sur une prise de conscience individuelle de ses intérêts et de ses opinions, et un régime reposant sur le jeu des masses autoritairement organisées et confrontées. Bien entendu, on peut appeler la féodalité une démocratie, étant donné que l'on peut toujours mettre n'importe quoi derrière un mot. Ce n'est ni plus ni moins absurde que la fameuse formule de la Constitution de l'an XII : « Le gouvernement de la République est confié à un Empereur. » Mais c'est la même chose.

Il faut d'ailleurs ajouter qu'en face de *chacun* de ces groupes, l'État avec sa pluralité de compétence technique et sa prétention à représenter de façon globale l'intérêt général, l'emporte forcément. Chacun de ces groupes représente un intérêt limité avec des compétences particulières : dès lors le jeu de la démocratie n'est pas mieux assuré par cette organisation qui reste très théorique! On ne saurait trop insister sur la différence entre

cette « organisation » de groupes intermédiaires, en réalité intégrés dans une fonction sociale centralisatrice, et l'existence spontanée des groupes intermédiaires faisant contrepoids à l'État et le limitant de l'extérieur. Ces pouvoirs locaux et intermédiaires ont disparu, ce qui a laissé place à l'autoritarisme démocratique.

Et cette remarque nous conduit à une dernière constatation : comment ne pas voir qu'en réalité, il y a une profonde parenté entre cette « démocratie organisée » et les conceptions plus anciennes de reconstitution des corps intermédiaires, d'institutionnalisation des corps naturels et des forces vives. Autrement dit un système vichyssois et corporatiste. L'idéologie de la démocratie organisée a beau être de gauche, elle ressemble étrangement à du meilleur Maurras. Le fait que ce soit aux partis et aux syndicats que l'on songe pour cette organisation ne change pas le sens général de l'opération et la conception globale du rapport État-Société. Les mots n'ont pas de vertu magique, lorsqu'ils laissent percevoir une réalité.

* * *

Au sujet de cette démocratie organisée on entend également parler souvent d'une administration démocratique ou d'une administration populaire. Bien entendu on se garde de donner un contenu précis à ces formules. Dans tout ce que j'ai lu à ce sujet, je n'ai pu percevoir l'ombre d'une réalité derrière ces mots, agités comme une muleta. Que peut-on entendre par là ? Pour certain, il est encore parfois fait allusion à une administration exercée directement par le peuple lui-même. Et l'on évoque les grands souvenirs de la Commune de Paris ou de la Terreur. Mais ces vues sont généralement abandonnées. On reconnaît qu'en réalité ces expériences furent des échecs, et que l'administration n'a pendant ces périodes tout simplement pas fonctionné. Le résultat également fut de développer l'arbitraire administratif, de détruire les régularités, les contrôles, et de créer finalement des dictatures administratives locales bien plus écrasantes et incohérentes que l'administration ordonnée examinée jusqu'ici.

On peut entendre aussi le contrôle de l'administration par un parti populaire tout-puissant. Nous avons déjà plus haut envisagé le cas. Pour d'autres, l'administration deviendrait démocratique si son recrutement s'effectuait dans les couches populaires. On se rappelle à juste titre l'intention napoléonienne de recruter l'administration dans la bourgeoisie pour en faire l'ins-

trument autoritaire par excellence; on se fonde sur l'analyse de Marx pour qui tout effort politique du prolétariat se brise sur l'administration recrutée dans la bourgeoisie, celle-ci casant dans cette fonction, les « puinés », qui recueilleront ainsi la part de profit abandonnée à l'État. Si l'administration est ce qu'elle est, cela tient à son caractère de classe, démocratiser le recrutement aboutirait à transformer tout le problème! Il nous semble que c'est une vue complètement théorique et abstraite. La machine n'est pas modifiée, le système bureaucratique n'est pas altéré dans ses principes et ses caractères parce que le personnel n'est plus le même.

On peut à ce sujet faire trois remarques : manifestement en France depuis 1945, il y a eu un très large recrutement, et la « démocratisation » s'accélère non par suite de doctrines, mais par suite de l'accroissement du nombre des fonctionnaires. Or, c'est au même moment que le système bureaucratique devient de plus en plus « lui-même »! La seconde remarque concerne les administrations prolétariennes; le recrutement administratif en U. R. S. S. et dans les démocraties populaires n'a nullement conduit à un autre type administratif : nous retrouvons là la bureaucratie au sens traditionnel..., ce sont les autorités soviétiques qui l'affirment! Enfin la troisième remarque concerne précisément l'attitude du personnel administratif recruté dans les milieux populaires et prolétariens. On constate concrètement que sitôt qu'ils sont investis d'une parcelle d'autorité, ils sont beaucoup plus rigoureux, administratifs et bureaucratiques que les autres*. L'employée de la Sécurité Sociale ou de la Poste, l'appareilleur ou l'huissier de Préfecture ou de Ministère, le douanier sont des exemples classiques d'autoritarisme bureaucratique. Lorsqu'on a affaire à des fonctionnaires qui n'ont pas été recrutés dans une classe populaire, on trouve plus de souplesse et d'aptitude à sortir du comportement bureaucratique. C'est d'ailleurs un fait bien connu que celui qui est sorti du rang est plus rigide, comme l'Africain investi d'un pouvoir traite ses frères de « sale nègre ». Et le patron issu de la classe ouvrière est le plus dur envers ses ouvriers.

* Il faut souligner l'étude essentielle de Lipset démontrant que les milieux populaires et la classe ouvrière spécialement ont une attitude autoritaire. La structuration autoritaire du P.C. n'est pas une déviation ni un accident historique, mais l'expression de la tendance profonde de la classe ouvrière surtout dans les pays en voie d'industrialisation rapide (Lipset : *L'Homme et la politique*).

Rappelons-nous enfin que l'échec de la colonisation tient, non seulement à l'exploitation capitaliste, mais encore à la mauvaise qualité du personnel administratif représentant la France. Or le plus souvent ces éléments d'administration inférieure avaient un recrutement très populaire. Il n'y a absolument rien à espérer, pour changer le phénomène de l'État bureaucratique, d'une modification du personnel. Celui-ci est absorbé par l'appareil, et transformé par la structure dans laquelle il entre.

Enfin, pour certains, l'administration démocratique recouvre l'idée d'une décentralisation administrative. Il va de soi que nous serions d'accord avec ce développement des « libertés locales », et que nous considérons en effet l'autonomie locale comme essentielle. Mais... il nous semble d'abord qu'il y a infiniment peu de probabilité pour qu'une vraie décentralisation puisse s'effectuer, car elle va contre le courant tout entier de notre société. Et je ne vois pas l'ombre d'un signe concret annonçant un renversement. Et surtout il faudrait se rappeler que cette décentralisation éventuelle ne pourrait jouer que pour un type d'administration précis : communes et départements. Mais il ne s'agit là que d'un aspect devenu secondaire de l'administration. Les grandes forces administratives, finances, police, propagande, administrations scientifiques et techniques, ne peuvent pas être vraiment décentralisées. Elles supposent une minutieuse organisation nationale, et non pas des centres épars de décision autonome. Quant à l'administration du plan, si elle prévoit des organes décentralisés c'est quand même à l'intérieur d'un plan parfaitement centralisé. On ne voit donc pas qu'il y ait véritable décentralisation quand l'organe local est, sauf pour des détails et certains moyens techniques, tenu de faire et d'exécuter ce qui est en définitive prévu d'avance. Ainsi nous apparaît que le terme d'administration populaire ou démocratique n'est qu'une formule creuse sans contenu autre qu'émotif.

CHAPITRE VI

L'ILLUSION POLITIQUE : LA « SOLUTION POLITIQUE »

I. LA POLITIQUE COMME SOLUTION GÉNÉRALE

UN autre aspect encore de l'illusion politique réside dans la conviction ancrée au cœur de l'homme occidental moderne qu'en définitive tous les problèmes sont politiques, et qu'ils sont susceptibles d'une solution par la politique, qui d'ailleurs offre la seule voie praticable. Sans reprendre ce que nous avons déjà dit sur cette conviction de l'homme moderne, ni sur l'influence de la pensée léninienne, constatons par exemple que, pour nous tous, quand un homme est « mauvais » « c'est la faute à la société ». Toutes les études sur les criminels ou sur les blousons noirs ont pour but de démontrer que ce n'est pas eux... Le coupable, le responsable, c'est le milieu, le corps social, les parents, le logement, le cinéma, les circonstances. Nous tous. Nous sommes tous des assassins. En contrepartie, on est convaincu que si la société était ce qu'elle devrait être, il n'y aurait ni criminels ni blousons noirs. Et qui donc, pour l'homme moyen moderne, devrait réorganiser cette société pour qu'elle soit ce qu'elle devrait être ? L'État, toujours l'État. Ainsi donc tout le problème de moralité est rejeté, sans aucun a priori marxiste, sur l'État. C'est une affaire politique. Affaire politique encore que celle des Valeurs. Il faut réaliser la Justice, la Liberté, et même (par la science et l'information) la Vérité. Mais quelle est donc l'attitude de l'homme moyen à cet égard ? C'est assurément l'État qui peut et doit le faire. C'est l'État qui doit assurer la Justice sociale, c'est lui qui doit garantir la Vérité dans l'information, c'est lui qui doit protéger la Liberté (ce qui conduit à l'admirable rac-

- courci de Tito : plus l'État est puissant, plus il y a de liberté). L'État créateur et protecteur des Valeurs : c'est affaire de politique.

Or, nous prétendons que dans tous ces domaines nous sommes en présence de l'illusion la plus tragique de notre temps. Que la politique permette de résoudre des problèmes administratifs, des problèmes de gestion matérielle de la cité, des problèmes d'organisation économique : c'est certain, et ce n'est déjà pas mal. Mais elle ne permet absolument pas de répondre aux problèmes personnels de l'homme, celui du bien et du mal, du vrai et du juste, du sens de sa vie, et de sa responsabilité devant la liberté. Bien entendu nous savons aussi que tout cela n'a aucune importance. Soit. Mais s'il en est ainsi, alors qu'on n'en parle pas, qu'on cesse de nous casser les oreilles avec ces histoires de tortures, de saisies de journaux, de démocratie, car tout cela ne vaut que si le bien et le mal, le vrai et le juste, le sens de la vie et la responsabilité ont un sens personnel. Sans quoi celui qui torture étant un « on », et celui qui est torturé un autre « on », il n'y a aucun sens perceptible à la moindre protestation, indignation, dénonciation ou glorification. Ceux qui débattent de la torture présupposent que tout cela a un sens personnel et non pas collectif. Mais ce n'est pas alors par la voie politique, par l'action politique, et la transformation de l'État que l'on y apportera réponse et solution. En fait, et si l'on évite les explications mythologiques de style post-marxiste, ou marxiste inconscient, l'enthousiasme avec lequel tout le monde s'est emparé de cette commode explication, qu'il s'agisse des intellectuels formés dans l'existentialisme, qu'il s'agisse du commerçant poujadiste ou du petit bourgeois radical, trahit une préoccupation commune : celle d'échapper à la responsabilité personnelle dans l'affaire. La conviction que les affrontements intérieurs de la personne comme la réalisation extérieure des valeurs sont affaire collective, sociale, et trouveront leur solution dans l'aménagement politique n'est que la face mystifiante de la démission personnelle de chacun devant sa propre vie. C'est parce que je suis incapable de réaliser le bien dans ma vie que je le projette sur l'État qui doit le réaliser par procuration à ma place. C'est parce que je suis incapable de discerner la vérité, que je réclame que l'administration la discerne pour moi, me dispense de cette quête pénible, et me la remette toute produite. C'est parce que je ne puis accomplir moi-même la justice que j'attends d'une organisation juste que la justice soit, dans laquelle j'aurais seulement la peine de m'insérer.

La démonstration parfaitement convaincante de Feuerbach à l'égard de Dieu, doit aujourd'hui être exactement transposée au sujet de ce qui a pris la place de Dieu dans la conscience de l'homme moderne, à savoir l'État. Ce sont les mêmes motifs, c'est le même processus, c'est la même mystification qui conduisaient l'homme dans la religion et à attendre de Dieu l'accomplissement de ce qu'il ne savait pas faire, et qui le conduisent aujourd'hui dans la politique et à attendre de l'État ces mêmes choses. « Mais, dira-t-on, dans la politique, l'homme est décidé à agir par lui-même, il s'engage, il se sacrifie, il assume lui-même son destin... » On oublie trop que dans la religion aussi l'homme n'était nullement passif, il agissait beaucoup, se sacrifiait encore plus, et s'engageait à fond. Et si l'on considère la politique actuelle, nous avons déjà vu combien peu l'homme y assume vraiment son destin. En réalité, ce n'est pas de lui qu'il attend l'accomplissement, ni d'aucun homme, mais d'une Puissance mystérieuse et supérieure, investie de qualités indéfinissables comme la Souveraineté, une Puissance qui, par une sorte de magie, transmue en Efficacité, en Bien et en Absolu les pauvres efforts du citoyen. Comme le moulin à prières déclenche les forces transcendantes, le bulletin de vote provoque la Volonté souveraine. Il n'y a pas de relation raisonnable plus dans un cas que dans l'autre. Car nous sommes tous d'accord que la Volonté souveraine n'est pas une simple addition de Volontés individuelles... C'est vraiment un phénomène religieux. L'engagement politique est alors comparable à la religion. Les deux termes comportent d'ailleurs la même tonalité de « lier l'individu » (*in wadium, re-ligare*). Et c'est alors une véritable fuite devant soi-même, devant son propre destin, devant ses propres responsabilités. D'un côté on se charge de responsabilités politiques, collectives, sociales, mais elles ne sont jamais que vicaires et secondes, elles ne sont jamais qu'externes, même si l'individu s'y dissout totalement; elles ne sont jamais qu'un divertissement qui peut être pris absolument au sérieux dans le comportement, mais non autrement. D'un autre côté on récuse, on cache, on fuit, en ce qui concerne l'affrontement avec soi-même, sa responsabilité dans l'immédiat, envers le voisin. Nous sommes devant une mystification identique, mais de sens inverse, à celle que le marxisme dénonçait à juste titre lorsqu'il disait que la vertu personnelle permettait d'oublier sa responsabilité collective, ou que la charité permettait d'éviter la justice. Cette dénonciation était juste au XIX^e siècle. Aujourd'hui, ce n'est plus le problème : c'est la même opération

qui s'effectue sous nos yeux, mais en sens inverse. Rejeter sur l'organisation de la société, la solution de tous les problèmes personnels, la réalisation des valeurs, c'est réaliser une opération très commode d'absentéisme humain.

Cette opération présente deux aspects : tout d'abord cela veut dire que personne n'est en définitive responsable de l'affaire, personne n'est chargé ni de la justice, ni de la vérité, ni de la liberté : c'est affaire d'organisation, affaire collective. C'est « on ». Si ces valeurs ne sont pas réalisées, si les choses vont mal, cela veut dire que l'organisation est mauvaise, ou qu'il y a un saboteur, un titulaire du Mal, qui empêche que je sois juste grâce à la justice objective de la société. On accusera dès lors cet Ennemi, et bien entendu le Pouvoir, puisque c'est le Pouvoir qui doit assurer l'organisation juste et l'élimination de l'Ennemi corrupteur. Cette fuite rigoureuse devant une responsabilité personnelle d'avoir à accomplir soi-même le bien ou le juste, s'accompagne souvent chez les intellectuels et les chrétiens d'un vice corrélatif, celui de la responsabilité universelle. Se persuader que je suis responsable de la torture en Algérie alors que je fais un cours à Bordeaux, que je suis responsable de la faim du monde, ou des réactions racistes en diverses parties du monde, c'est exactement la même chose que la récusation de toute responsabilité. Car ce qui caractérise cette attitude, c'est l'impuissance au fait : je n'y peux rien réellement, sinon signer des papiers et faire des déclarations, sinon prétendre agir par la voie politique et établir un ordre juste grâce à son abstraction. Nous tous sommes des assassins cela se traduit en clair : personne ne l'est individuellement, donc je ne le suis pas. Reconnaître que je suis solidaire de tout le mal qui se passe dans le monde, c'est grâce à une mauvaise conscience fictive m'assurer la bonne conscience en ne faisant pas ce qui est à ma portée. Reconnaître que je suis un salaud, parce que, étant Français, je suis engagé par les actes de tous les Français en Algérie, c'est m'éviter le moindre effort pour cesser personnellement d'être un salaud, et au moindre prix possible, en m'engageant dans un parti politique, en criant dans la rue ; je suis en outre assuré d'être du bon côté de ceux qui œuvrent pour que « les Français » cessent d'être des salauds. Les exigences de la religion étaient manifestement plus sévères ! Et ces proclamations de scrupules, de mauvaise conscience, de responsabilité partagée se résolvent très vite dans l'accusation du vilain d'en face, du F.L.N., de l'O.A.S., du communiste ou du para. Et ce sont les mêmes qui, sans voir la contradiction,

proclament les deux choses. Cette contradiction dévoile la mystification.

La seconde mystification de la politisation des problèmes et valeurs, c'est la facilité que l'on s'accorde de renvoyer à demain ou après-demain la prise au sérieux de toute l'affaire. Parce que la justice est affaire de politique, parce qu'elle sera enfin réalisée dans une organisation nouvelle, attendez donc demain. « Attendez donc cette organisation. Nous en sommes aujourd'hui au stade de la préparation, au stade des moyens, nous suivons des cheminements tortueux, mais soyez assurés que la direction est bonne. Nous accumulons les injustices, mais c'est en vue d'une plus grande justice. Nous détruisons les libertés, mais nous préparons la Liberté. Nous te demandons, aujourd'hui, dans l'immédiat, à toi militant, de mentir, de tuer, d'emprisonner... mais tu es lavé de ta faute par la réalisation grandiose que tu ne verras pas, car nous avons besoin d'une, ou deux, ou trois générations sacrifiées, mais sois tranquille, ton sacrifice n'aura pas été vain, ton injustice est couverte par la grande Justice à venir. » Nous sommes ici en présence de l'aspect individuel, moral, psychologique du problème éthique et général de la fin et des moyens. Et l'on voit combien la facilité est admirable pour chacun d'éviter la question personnelle de sa propre conduite en la politisant. Puisque la solution est à venir, aujourd'hui Tout est permis.

M. de Jouvenel ¹⁰⁸ nous rappelle, à juste titre, que le « mythe de la solution obscurcit notre compréhension de la Politique, et que peut la faciliter au contraire la reconnaissance que l'on ne parvient en ces matières qu'à des règlements précaires. » Un problème comporte des données précises concordantes et connues, et de ce fait peut être résolu : pour un problème arithmétique, il y a forcément une solution. Mais une situation politique n'est pas de cet ordre : ce qui fait l'élément politique, c'est « précisément que les termes dans lesquels il est posé, n'autorisent aucune solution au sens exact du terme ». « Apparaît un vrai problème politique quand les données sont contradictoires, c'est-à-dire quand il est insoluble. » Un problème politique peut seulement faire l'objet d'un règlement, mais non d'une solution. Il peut alors y avoir compromis, pourrissement, évolution, conciliation, méthode d'autorité, etc. Ce ne sont pas des solutions. Mais de plus en plus, l'homme moderne exige des solutions. De plus en plus des techniciens prétendent formuler des problèmes de la société comme des problèmes exacts et en des

termes qui permettent une solution. Le mythe croissant de la solution, évacue progressivement de nos consciences le sens du relatif, c'est-à-dire de l'humilité du politique vrai.

Enfin retenons un dernier aspect : la politisation d'un problème réel, existant, permet d'échapper à sa réalité, à sa profondeur, à son aspect humain¹⁰⁹. Le processus de politisation d'une question contient une généralisation et une abstraction. Au niveau politique, ce que l'on dit et fait peut être juste tout en faisant rigoureusement abstraction de l'humain et des valeurs. Mais vouloir considérer cet humain et ces valeurs anéantit la possibilité de penser le problème politique. Il n'y avait aucun doute pour le III^e Reich qu'il fallait « régler » le problème juif. Cela était aux yeux des chefs nazis un problème politique. Et l'on pouvait donner l'ordre abstrait du massacre. Mais tous les historiens du III^e Reich soulignent que Himmler s'évanouit lorsqu'il vit fusiller devant lui quelques dizaines de Juifs. La question était redevenue brutalement humaine. Mais le processus consiste généralement à cacher *cette* question humaine. On peut célébrer le canal du Don, cela permet de cacher qu'il a coûté cent mille vies humaines pour le creuser. La guerre d'Algérie a montré clairement cette fonction de la politisation. Torture, la droite dira : « Il faut mater le F.L.N., il faut garder l'Algérie, passé français, patrimoine, grandeur, œuvre civilisatrice, etc. » (position politique de la question), et l'on ajoutera, entre parenthèses, *mezzo voce* : « sans doute la torture (problème humain) est bien regrettable mais... », et on revient au politique. La gauche au contraire va monter en épingle la torture. Elle soutient l'humain contre le réalisme politique de la droite, issu de Maurras ? Allons donc ! Elle veut voir ce problème humain seul pour détruire la possibilité politique de la droite. Mais elle fait la même opération pour son compte : les tortures, attentats, égorgements pratiqués par le F.L.N., la gauche dira : « Il faut que les musulmans acquièrent leur indépendance, c'est la lutte pour la liberté, la dignité de l'homme, car la colonisation et le capitalisme, c'est le mal, etc. », et l'on ajoutera, entre parenthèses, *mezzo voce* : « sans doute les égorgements, c'est regrettable (problème humain), mais... », et l'on en revient aussitôt au politique. Ici alors la droite soutiendra l'humain contre l'affreux réalisme de la gauche issu de Marx. Ainsi la politisation d'une question va beaucoup plus loin que la question de la fin et des moyens, ou de la tentative de justification. En réalité la vue politique permet aujourd'hui d'échapper aux valeurs, d'obli-

térer la réalité humaine des situations (qui d'ailleurs étant toujours particulières sont sans intérêt). On cache le réel et le vrai sous le politique, on ferme le placard et l'on discourt à l'aise des plans et des révolutions. La considération politique permet alors de penser que l'on tient la « solution générale » parce qu'elle permet d'évacuer d'un coup la Réalité humaine et la recherche de la Vérité.

II. LA POLITIQUE COMME ACCOMPLISSEMENT DES VALEURS

Si nous prenons le problème de la justice ¹¹⁰, nous prétendons que c'est une illusion de croire qu'elle puisse être réalisée par une organisation politique quelle qu'elle soit. Faisons grâce au lecteur du petit rappel de la variabilité des concepts de la justice, et de son contenu selon les civilisations ou même les points de vue. Nous sommes aujourd'hui devant la très claire démonstration par les communistes que la justice bourgeoise n'est qu'une justice de classe. Mais on peut reprendre exactement point par point la même démonstration pour la justice conçue en U.R.S.S. ou en Chine. Passons. L'argument est trop facile. Laissons de côté le problème de la justice judiciaire, et même celui de la justice sociale, dont les ambiguïtés sont bien connues. Retenons, en ce qui concerne le problème politique, deux aspects de la justice : la justice d'opinion et la justice de la décision. Ce ne sont évidemment que des « temps » dans la politique, mais si nous renonçons à l'idée qu'un jour, dans une création inattendue, l'État créera une société immobile incluant en elle la justice absolue (ce qui est la vision de tous les utopistes, et de la plupart des militants, ce qui signe leur caractère de propagandés), il nous faut bien accepter que, dans le politique, la justice est en réalité exprimée de façon fragmentaire, *hic et nunc*, et en quelque sorte prophétique, dans *une* décision juste, dans un mouvement d'opinion *juste*. C'est cette justice-là que, effectivement et *au mieux*, le politique pourrait réaliser.

Commençons par prendre un exemple, peut-être excessif, de la justice d'opinion. Que signifie la justice accomplie contre le régime hitlérien ? Bien sûr, tout ce que l'on a dit contre lui est exact, et les condamnations parfaitement méritées. Demandons-nous toutefois ce qui se serait produit si Hitler avait gagné ?

Nous n'aurions jamais entendu parler des camps de concentration hitlériens, ni des massacres, ni des expériences sur l'homme. Par contre, on aurait découvert en 1945 les crimes de Staline, on l'aurait jugé comme criminel de guerre. On aurait créé le crime de génocide contre les Russes, pour leurs camps de déportation, pour leurs massacres dans les pays baltes, en Ukraine, en Roumanie (rappelons que sur les 100 000 soldats allemands faits prisonniers à Stalingrad et déportés, moins de 5 000 sont revenus, tout le reste est mort dans les camps russes!). Dans la victoire, l'hitlérisme se serait progressivement adouci, après avoir liquidé les éléments à liquider (comme le communisme); et on aurait dix ans plus tard admiré la modération de pareils chefs qui desserraient l'étreinte. Dans l'explication de l'Histoire, la lutte des races aurait pris la première place, au lieu de la lutte des classes. La doctrine nazie aurait été de plus en plus creusée, approfondie, et des philosophes éminents comme Heidegger y auraient apporté leur contribution, cependant que le marxisme aurait disparu du champ des préoccupations intellectuelles. Les chrétiens après avoir été violemment opposés à la doctrine nazie se seraient progressivement interrogés sur les nécessités de rencontre avec les hitlériens, dans les mêmes termes et avec les mêmes arguments qu'ils l'ont fait pour le marxisme, qui de son côté n'aurait certes plus posé aucun cas de conscience à la foi chrétienne. Et comme on n'eût connu du communisme, grâce à la propagande, que ses crimes sans aucune allusion ni à son amour de la justice, ni au progrès économique de l'U.R.S.S., etc., comme on aurait baigné dans un bain idéologique national-socialiste permanent, tout cela eût paru parfaitement juste au bout de dix ans, les crimes connus ayant été oubliés.

Cet exemple extrême (et il suffit de considérer l'évolution à l'égard du communisme entre 1939 et 1950 pour savoir que cette description aurait pu être exacte!) nous rappelle que la justice de l'opinion est excessivement fluctuante, indécise et varie selon les circonstances, tout en se donnant les assurances doctrinales les plus fortes. C'est exactement cette incertitude que nous avons pu constater dans les pénibles années de la guerre d'Algérie. La justice invoquée dans les deux camps n'était qu'un prétexte à couvrir et exprimer une opinion politique ¹¹¹.

Il ne s'agit pas ici seulement du caractère fluctuant de l'opinion publique, mais bien du singulier mélange d'idées, d'influences, de préjugés, de justifications, de prise de parti irrationnelle que nous appelons « nos » opinions. Ainsi ce sont *les mêmes*

qui en juillet 1962 étaient contre la personnalisation du pouvoir de De Gaulle et pour la même personnalisation chez Ben Bella. Je sais que l'on s'éciera aussitôt : « Cela n'a rien à voir ! Cette personnalisation est réactionnaire chez De Gaulle et progressiste chez Ben Bella. Cela est un pur verbalisme. En effet la personnalisation du pouvoir chez Staline était-elle réactionnaire ? Elle est condamnée par les mêmes qui condamnent celle de De Gaulle ! Et *objectivement* elle n'était pas réactionnaire (malgré les discours tordus à ce sujet !), puisque c'est exactement cela qui a permis à l'U.R.S.S. de progresser dans la voie du socialisme et d'accéder à cette situation que M. K. considère comme proche du communisme ! Quelle justice de jugements y a-t-il dès lors dans ces opinions ? Mais nous pouvons en corollaire affirmer que la justice d'opinion, pensée selon le politique, est nécessairement partisane et ne peut donc en soi, et quelle que soit la définition que l'on veuille donner de la justice, être la justice.

Considérons maintenant l'autre aspect : la justice de la décision politique. J'aimerais dire que dans le politique, la justice n'est pas une affaire d'objets, de statique, de situations, mais une affaire de moments. Il ne s'agit pas de cette banalité (qui contredirait ce que je viens d'écrire sur la justice d'opinion !) que la justice varie selon les moments, mais j'entends que la possibilité qu'une solution, qu'une décision politique soit juste ou non, dépend du moment où elle est prise et non pas de la plus ou moins haute conception de la justice chez son auteur, de sa bonne volonté ou des tendances politiques qu'il peut avoir. Disons par exemple qu'une solution juste dans un problème politique délicat peut être trouvée au début du problème, lorsque l'affaire commence à paraître, lorsque les cartes se distribuent, lorsque le procès est en train de se nouer, avant qu'il n'ait éclaté dans son ampleur, avant que la partie n'ait vraiment commencé, avant que la procédure ne soit engagée dans un mécanisme implacable. Il faut prendre une décision avant que des actes irréparables n'aient été accomplis, ou que l'opinion publique ne soit saisie, car dans la première hypothèse nous sommes engagés dans la voie des contraintes, des réparations que l'on refuse et qui même obtenues ne sont jamais satisfaisantes. Dans le second cas, entre en jeu la justice d'opinion c'est-à-dire la passion politique, qui à partir de ce moment interdit toute solution juste. Nous pouvons prendre comme exemple du premier cas le régime hitlérien qu'il n'eût pas fallu de grands efforts pour éliminer en 1934-1935, et la crise traversée eût au contraire permis un grand

assainissement politique en Allemagne et probablement le redressement général de ce pays. Mais après 1936, aucune solution juste n'était plus possible. Nous pouvons prendre comme exemple du second cas, soit la relation des puissances occidentales avec le monde arabe : en 1918 il eût été possible d'établir une situation saine, et une vraie justice dans le Proche-Orient. Mais à partir de 1919, ce n'était plus possible. De même la guerre d'Algérie : en 1954-1955, une solution juste, satisfaisante pour tout le monde, était assurément possible, mais à partir de 1956, plus aucune solution juste n'était possible. Il fallait à partir de là, soit l'écrasement du F.L.N., le massacre de millions d'Algériens, soit (ce à quoi on a abouti) le sacrifice pur et simple de la population européenne, par la victoire réelle du F.L.N. La partition, on l'a souvent démontré, n'aurait pas été en définitive plus juste, les musulmans étant refoulés dans les régions économiquement faibles.

Or, si ce diagnostic est exact, il faut se demander à quelles conditions une solution juste peut être mise en application au début, à l'apparition d'un problème politique. Il me semble qu'il y a trois conditions : une prévision à long terme d'abord : il faut la capacité intellectuelle de discerner ce que risque de devenir le phénomène que l'on voit naître ; il faut discerner par un ensemble de signes, souvent très petits, que le mouvement du F.L.N. en 1954 est un mouvement susceptible de prendre une grande ampleur, que Hitler en 1934 est en train de faire ce qu'il a annoncé et continuera, etc. Cette prévision n'est ni prophétique, ni surhumaine. Un bon politicologue, bien informé, peut évaluer correctement une évolution. Mais il semble que ce soit là une opération à laquelle on s'attache de moins en moins !

La seconde condition : la capacité à s'engager dans des actes qui ne semblent pas nécessaires *hic et nunc*. En effet, dans une situation naissante, il n'est pas nécessaire d'intervenir, l'acte risque de paraître un acte gratuit (alors que, dira-t-on, cent autres urgents, nécessaires, nous pressent et attendent d'être faits...). Une solution juste ne peut en effet être trouvée que dans la liberté de l'inventeur qui a un lot de solutions et de combinaisons possibles devant lui. Lorsque par suite de l'évolution, les solutions sont progressivement éliminées, que la liberté du joueur diminue à chaque pas, et que finalement il n'y a plus qu'une solution qui s'impose obligatoirement, qui devient nécessaire : on peut dire que dans tous les cas, cette solution est l'expression de la plus grande puissance et *jamais* celle de la justice.

Une solution imposée par la nécessité en politique n'est jamais une solution juste, accorder aux musulmans une participation politique vraie, un statut économique décent n'était pas nécessaire en 1954, c'était juste.

Enfin la troisième condition : la générosité. Il faut que celui qui s'estime maître de la situation agisse selon la générosité à l'égard de son partenaire actuellement plus faible. Une solution juste ne peut être trouvée que si le plus fort accepte de tenir compte de la situation réelle du faible, non pour le dominer mais pour le relever. Quand je dis que l'élimination du régime hitlérien en 1935 eût été une solution juste, c'est à condition que l'Europe se coalise pour permettre le rétablissement économique et politique vrai de l'Allemagne. Et probablement la solution comme certains le préconisaient, c'était la création de « l'Europe » à ce moment.

Or, hélas ! ces diverses conditions paraissent impossibles à réaliser concrètement. Plus grandit la puissance des techniciens, plus grandit une certaine prévision technologique (à un moindre degré économique), mais plus disparaît en contrepartie la prévision politique. Il semble qu'il y ait contradiction entre l'ordre technique et la méthode de prévision politique. Je suis frappé par exemple de la stérilité dans le domaine des prévisions de toutes les études de statistique politique. La prévision politique non mathématique est de plus en plus dévaluée, parce que soi-disant non scientifique, aléatoire : et c'est une critique aujourd'hui mortelle qui implique en elle-même que la pensée politique dans son ensemble n'a aucun sens ni aucune valeur !

La seconde condition est encore plus irréalisable : car il faut tenir compte de l'opinion ! Une solution juste pouvait être trouvée en 1934 contre Hitler ? Oui mais l'opinion de droite française aurait crié à l'injustice, l'opinion de gauche ne voulait de risque de guerre à aucun prix et l'opinion française en général ne voulait pas d'histoires, cherchait son confort et sa tranquillité. Dans ces conditions, pourquoi se mêler de ce qui ne nous regardait pas ? Une solution juste pouvait être trouvée en 1954 en Algérie ? Oui mais les Européens d'Algérie ne voulaient pas entendre parler de concession, et les Français de France dans leur énorme majorité ne voyaient pas pourquoi il fallait prendre au sérieux ces « bougnouls » ? En réalité, du fait de l'insertion de l'opinion dans la politique, l'*inertie* de l'opinion fait obstacle à toute initiative juste possible au début, et *quand l'opinion s'ébranle*, c'est pour devenir aussitôt partisane et demander

des solutions injustes. Dans l'ensemble, les peuples, en partie parce qu'ils sont submergés par les informations et l'actualité, ne peuvent pas prendre au sérieux les questions qui ne sont pas déjà d'énormes affaires, engagées de façon irréversibles. Ils ne peuvent pas prendre au sérieux les indices d'un drame naissant, ils ne s'y intéressent pas, ils n'acceptent à ce moment aucun sacrifice pour que la justice règne. Ils ne peuvent pas prendre la décision d'un sacrifice dans la liberté. Les peuples consentent tous les sacrifices que l'on voudra, mais lorsque le drame a éclaté, lorsque le monstre est là, lorsque l'on obéit à la pure et simple nécessité, lorsqu'ils sont totalement propagandés, c'est-à-dire trop tard pour qu'une solution juste puisse jamais en sortir.

Essayons d'aborder par un autre angle la question de réalisation de valeurs par la politique. Il existe une contradiction fondamentale entre les deux ordres. Le politique, avons-nous déjà dit, ne peut pas utiliser d'autre mode d'action que la violence, matérielle ou psychique, la contrainte spirituelle, idéologique ou policière. Et une action politique bien menée ne peut absolument être que créatrice de puissance (les institutions qu'elle crée ne sont que des aboutissements ou des instruments de cette puissance). « Mais, peut-on objecter, le citoyen, si vraiment il se trouve concerné par la politique, n'a pas pour idéal l'accroissement de la puissance, au contraire il aura pour tendance à la freiner ? » Je crois qu'il y a là une grande illusion. Car en réalité plus l'individu est politisé, plus il voit et pense les problèmes comme politiques, plus il accorde d'importance à l'action politique, plus il la considère comme la seule voie possible, et de ce fait tend à donner à cette voie le maximum de puissance et d'efficacité. En même temps, plus il est politisé, plus il se trouve centré, axé sur la véritable forme et force politique : l'État. Plus il a recours à l'État, plus il accorde de puissance à celui-ci ; le *seul* problème pour lui est de savoir *qui* contrôlera cet État : sera-ce *son* parti ? auquel cas c'est parfait ; sera-ce le parti adverse ? auquel cas c'est mauvais ; mais il n'est pas question de réduire l'État en *soi*, au contraire. On ne pensera qu'à déloger le titulaire du pouvoir (donc temporairement à diminuer certains de ses moyens d'action). Il ne faut pas croire que la minorité veuille arrêter la puissance de l'État. L'expérience de ce dernier demi-siècle montre que chaque minorité arrivant au pouvoir renforce la puissance de l'État pour empêcher que le parti vaincu ne profite des mêmes moyens qui ont été employés

pour le vaincre. A chaque pas la force de l'appareil étatique a grandi. L'homme politisé cherche de moins en moins à contrôler l'État; en politisant tout, il trouve normal et que l'État occupe de plus en plus le domaine d'action, et qu'il emploie de plus en plus de moyens de puissance. C'est légitime à ses yeux puisque c'est par la voie politique que tout sera résolu.

Et nous retrouvons alors un ensemble de phénomènes que nous avons déjà étudiés. Rappelons seulement pour mémoire : l'autonomie du politique à l'égard de la morale et des valeurs; la contradiction entre l'accroissement de puissance et les valeurs; la cohérence entre les moyens et les fins.

Tout cela combiné fait éclater le caractère tragiquement illusoire de la croyance d'une possibilité de réalisation du bien, de la justice, de la vérité, de la liberté par la voie politique, c'est-à-dire en les remettant entre les mains de l'État.

Je sais bien qu'à toute l'analyse précédente, on objectera la partialité de mes choix, la grossièreté de mes approximations, on affirmera que la politique n'est pas partout et toujours telle, que le politique est plus nuancé, que ce ne sont pas les excès qui doivent être pris comme exemples, et quand même la démocratie américaine ou anglaise n'ont rien à voir avec tout cela. Je le sais bien. Mais je crois que les faits *significatifs* vont dans le sens que j'indique, et ceux que l'on m'opposera ne représentent que des survivances condamnées; qu'entre Ferhat Abbas et Ben Bella, ce soit ce dernier qui l'ait emporté indiscutablement (malgré les pronostics de spécialistes éminents) n'est pas un accident; ce n'est pas non plus un fait de crise temporaire, explicable par la situation des pays sous développés, et appelé à revenir dans le cadre des démocraties libérales lorsque le niveau de vie aura monté. Non, c'est un signe de l'évolution permanente du politique, ainsi que l'établissement successif dans un nombre croissant de pays de gouvernements militaires qui ne sont ni des dictatures ni des démocraties. Il s'agit seulement d'évaluer le fait porteur d'avenir, je prétends que c'est celui-ci, et non pas le maintien fragile de démocraties parlementaires et de traditions libérales.

CHAPITRE VII

DÉPOLITISATION ET TENSIONS

I. DÉPOLITISER ?

JE sais bien quelle sera, si le lecteur a eu la patience d'arriver jusqu'ici, sa réaction : « Voilà donc encore un plaidoyer pour l'apolitisme. Mais est-ce vraiment une solution ? Car enfin, si cet État mène la politique que l'on nous a décrite alors que les citoyens ou des organisations s'intéressent, ou essaient de s'intéresser à la politique, ne fera-t-il pas bien pire si personne ne le contrôle, si personne ne vient interférer dans l'exercice du pouvoir ? La dépolitisation n'est pas une solution ? Bien au contraire. » Comme le dit exactement M. Fauvet résumant l'opinion de centaines de politicologues : « Il n'est nulle part de démocratie vivante sans partis politiques... En condamnant les partis, on fait une double option politique : on s'appuie sur la droite (qui n'est pas structurée en partis) et on lutte contre la démocratie... La personnalité du pouvoir est une loi générale des sociétés politiques contemporaines. Elle n'exclut pas la démocratie là où des partis organisés, des institutions décentralisées équilibrent le poids nécessairement accru du pouvoir exécutif. Elle la menace là où il n'y a rien entre le pouvoir personnalisé et une masse dépolitisée... Le gaullisme en aggravant le vide politique, en l'institutionnalisant, peut préparer la voie à un régime autoritaire » (*Le Monde*, janvier 1962).

Il est bien vrai que de toute façon la dépolitisation n'est en rien un remède* aux défauts actuels du monde politique et de

* Les jugements concernant la dépolitisation sont extrêmement contradictoires : Nous trouvons d'abord des études analytiques comme le rapport de M. Merle (*Inventaire des Apolitismes*) qui distingue un apolitisme tactique

la croissance des pouvoirs de l'État. Je n'ai nulle part érigé l'apolitisme en vertu ! Il est bien certain que l'apolitisme d'un grand nombre (mais sûrement pas de la majorité) de Français aujourd'hui n'est en rien favorable. Il s'agit en effet d'une espèce de soulagement assez vil de ne plus se sentir responsable de rien. « Enfin quelqu'un d'autre prend le soin des décisions, enfin quelqu'un d'autre prend les responsabilités, maintenant cela ne me regarde plus, je n'ai plus à me faire de mauvais sang pour ce qui va de travers : il y a un pilote. Je n'ai plus à me creuser la tête pour trouver des solutions, il y a un inventeur qui s'en charge. Je puis tranquillement me livrer à mes affaires person-

(propagande de droite, effort pour affaiblir tel adversaire), une dépolitisation organisée (dirigeants qui cherchent à « détacher l'opinion des jeux stériles de la politique », à favoriser l'apathie et l'indifférence), enfin un antipolitisme doctrinal caractérisé surtout par la tendance maurrassienne et la conception technocratique. Tout cela n'est pas très encourageant !

Pour d'autres, la dépolitisation est néfaste, elle prouve que le régime n'est pas légitime aux yeux de l'opinion, que les classes pauvres sont tenues à l'écart, que les citoyens sont inaptes : et qu'en ces cas la démocratie ne peut fonctionner.

Et l'on insiste sur la nécessité des partis : voir A. Philip, *Pour un socialisme humaniste*, et Vedel : « Il ne peut pas plus y avoir de démocratie sans partis que de pensée sans langage. »

Mais il y a d'aussi sérieux politicologues pour expliquer que l'apolitisme est la preuve que le régime est très satisfaisant aux yeux de la majorité, que l'on ne désire pas changer le gouvernement ou la constitution (Tingsten) que, de plus, la population est occupée à des tâches plus utiles que la discussion politique (Riesman) : d'ailleurs c'est dans les états autoritaires que l'on trouve la plus forte participation.

Des études très sérieuses ont montré que l'accroissement rapide de la participation électorale est dangereuse pour la démocratie, car ce sont les citoyens les moins éclairés qui se mettent soudain en mouvement. Par conséquent l'apolitisme n'est pas automatiquement et en soi condamnable (Lipset, *L'Homme et la politique*).

Nous constatons les mêmes contradictions dans les œuvres littéraires : Le roman de Broch, *Les Irresponsables*, est significatif par le mélange de vrai et de faux qu'il contient : Broch a raison de souligner que l'indifférence politique est la base solide sur laquelle se construit une dictature criminelle. Mais il est rigoureusement illusoire et mensonger quand il veut rendre chaque homme responsable de tout, parce que la totalité des êtres humains est impliquée dans tout ce qui se fait de bien et de mal. Nous avons déjà vu qu'il est parfaitement vain de constater que je suis responsable de tout, puisque effectivement je ne peux RIEN sur TOUT. Le problème est de mesurer ce qu'un homme peut effectivement dans une situation politique donnée. Et c'est justement ce que Broch évite soigneusement, grâce à la généralité philosophique. Au contraire Dostoïevsky (*Les Possédés*), Böll (*Les Deux Sacrements*), et Dimitriu (*Incognito*) attaquent le problème avec exactitude... Mais ils sortent aussitôt du politique !

nelles. Rien de collectif ne me concerne plus. » Cet apolitisme qui n'est rien d'autre qu'une sorte de repli général dans la vie privée, une fuite, une renonciation par lâcheté, par paresse devant la difficulté est pour une grande partie condamnable, ainsi que l'espèce de refus de voir qu'en définitive dans notre société tout est politique, et ce n'est pas parce que l'on a tourné le dos qu'en réalité le politique ne peut plus nous atteindre : il ne vous atteindra que mieux ! Il est absurde de penser que l'on puisse aujourd'hui se replier vraiment en son particulier pour se défendre de l'attentat venant de cet État dévorant : en fait celui-ci ne change pas de nature et, quelles que soient vos prétentions, il vous retrouve toujours aussi aisément ! D'ailleurs me paraît exact ce qu'un humoriste décrivait comme l'apolitisme particulier de le V^e République : « Une association ou un groupement est apolitique d'après le gouvernement lorsqu'il poursuit activement la politique du gouvernement. »

Mon dessein n'a jamais été de rejeter le lecteur vers un apolitisme. Je sais parfaitement le mensonge radical qui se cache là : être apolitique, c'est faire un choix politique, et de fait l'apolitisme cache le plus souvent des choix politiques fort précis, comme en témoigne *Paris-Match* et l'illusion (croire que l'on puisse échapper au politique) qui s'y nourrit est non moins absurde que l'illusion politique ! Il ne s'agissait donc pas pour moi d'inviter à ne pas s'intéresser à la politique ou à ne pas en faire. Il ne s'agissait pas non plus de démontrer l'inutilité de la politique. De toute façon elle existe ; l'État, d'une façon ou d'une autre, mène une politique. Assurément aujourd'hui dans des conditions différentes de celles d'hier, mais c'est une politique. De toute façon, le citoyen est concerné par elle, et l'État considère, avons-nous dit, qu'il ne peut rien sans l'appui des masses. Même dépolitisées, quand les masses votent dans un référendum, c'est un acte politique *indispensable* à l'État. L'idéal serait que chaque citoyen soit parfaitement à la hauteur des actes politiques nécessaires dans cette société. Mais c'est pure illusion que de croire à cette éventualité, or tout cela ne signifie en rien que je veuille affirmer l'inutilité de la politique ou que toutes les attitudes envers le politique soient identiques, et semblablement illusoire.

* * *

Inviter l'homme à se dépolitiser, ce n'est pas forcément le conduire à une situation d'apolitisme, l'inviter à s'occuper « d'autre

chose », mais au contraire parce que le problème politique est essentiel, c'est amener l'homme à le prendre par un autre biais, dans une autre perspective. Il nous faut abandonner l'espoir que des règles constitutionnelles, de bonnes institutions, un changement socio-économique modifieront quoi que ce soit de façon décisive. Il nous faut abandonner l'espoir que le citoyen puisse contrôler l'État. La politique est un problème de vie, et de vie sans repos. L'erreur fondamentale de 1789 fut de croire que les freins de l'État pouvaient se trouver *dans* l'État, et que celui-ci pouvait être un mécanisme autorégulateur. L'État s'arrête seulement là où il rencontre un obstacle insurmontable. Voilà ce que l'expérience nous a appris. Cet obstacle, ce ne peut être que l'homme, le citoyen avec ses groupements *indépendants* de l'État. Mais cela veut dire alors qu'il faut, pour dépolitiser et repolitiser ainsi, amener le citoyen dépouillé de ses illusions, à une attitude vraiment démocratique. Le problème n'est pas d'opinions et de vocabulaire mais de comportement.

Ce comportement démocratique me paraît avoir deux grandes orientations : en premier lieu, c'est la démythisation et relativisation du politique. Il est étrange et même incompréhensible que ce soient les plus démocrates en parole qui absolutisent la fonction politique, et que ce soient les plus libéraux qui se montrent les plus intransigeants et les plus durs en fait *. Un comportement démocratique suppose que l'on connaît la fluctuation des opinions, l'impossibilité d'aboutir à un système pur, la vanité d'atteindre la justice dans la politique, et par conséquent admet la relativité du débat politique. Admettant cette relativité, cela conduit à ne pas se passionner de façon délirante comme on le voit aujourd'hui ¹¹². Tout homme qui inscrit sur un mur : « un tel au poteau » (quel que soit le crime politique de celui-ci) est un antidémocrate. Car pour un démocrate, aucune attitude politique, fût-elle ce que l'on appelle crime, ne mérite la mort. Aucune décision politique, aucune action politique, fût-elle contre la démocratie formelle ne mérite d'être portée à cet absolu où se décide la vie et la mort. Dans ce domaine tout est relatif. Il faut dédramatiser les sentiments, les réactions, les pensées du citoyen

* Nous ne partageons pas la conviction des auteurs qui croient constater chez le citoyen moyen un manque de passion politique, qui parlent d'un scepticisme général, d'une indolence. Il nous semble au contraire qu'il existe une passion politique latente qui éclate à chaque occasion, à chaque événement. Ce qui fait défaut c'est l'opinion personnelle réfléchie, mais non pas la passion !

dans le monde politique. Mais cela signifie que l'on démythise la pensée politique, alors que malheureusement on peut dire que toute la presse par exemple, de *l'Aurore* à *l'Humanité*, en passant par *l'Express* et *Paris-Match*, ne fait que de la mythologie et n'existe en quelque sorte que dans la mesure où elle attribue à l'événement choisi une dimension passionnelle d'un côté, mythique de l'autre, qui empêchent rigoureusement l'individu de connaître et comprendre raisonnablement, et qui plonge le lecteur dans l'illusoire arbitraire des jugements politiques superficiels et des passions élémentaires. Bien entendu, c'est dans ces conditions que l'on fait une presse qui se vend. Mais il faut choisir, et quand je parle de mythe ce n'est pas pour employer un grand mot, commode et mis aujourd'hui à toutes les sauces : c'est de façon rigoureuse. Car ce que j'ai justement essayé de dénoncer, c'est de façon caractéristique un mythe avec ses diverses tonalités, par exemple : « la construction d'un ensemble d'événements, ramenés à *une histoire*, à partir d'une structure et aboutissant à un absolu ». Nous sommes bien en présence d'une construction, tout le politique l'est, à partir de structures (comme les institutions politiques) qui n'impliquent pas nécessairement en elles cela. Nous sommes en présence d'un raboutage d'événements, plus ou moins synthétisés, mais qui dans leur façon d'être racontés finissent par constituer une histoire (ce que le politique n'est pas spontanément). Une autre tonalité, c'est l'explication. Le mythe est toujours explicatif d'une situation, d'une condition humaine, d'une structure : or, précisément le politique, tel qu'il est vécu, et compris au travers des *M.M.C.* et des hommes politiques, est justement toujours une explication, de la situation du prolétariat, de l'effondrement de l'Allemagne en 1918, de la Science en U.R.S.S., etc. Une dernière tonalité que nous pourrions retenir, c'est le caractère d'image colorée, globale, et poussant à l'action que revêt toujours le politique. L'homme politisé ne pense pas raisonnablement, mais au travers d'images, qui forment un ensemble explicatif construit, une image globale du monde. C'est justement cette dimension mythique, interdisant tout comportement démocratique parce que poussant à des démarches radicales et fournissant des appréhensions et des jugements absolus, c'est cette dimension mythique qu'il faut tenter de détruire à tout prix pour revenir à une prise de conscience personnelle, beaucoup moins facile et beaucoup moins satisfaisante, mais seule susceptible de sauver, et la démocratie et le réel en politique.

La seconde grande orientation en vue de la possibilité d'un comportement démocratique, c'est la formation personnelle du citoyen en vue de connaître et de comprendre, de façon à ce qu'il ne soit pas le jouet des orthodoxies. Sur le principe, il ne doit y avoir aucune difficulté, aucune contestation : c'est même une pure et simple banalité qui se trouve énoncée ici. Mais l'extraordinaire difficulté, c'est que *tous* les moyens jusqu'ici avancés pour mettre le citoyen à même de connaître et comprendre jouent à contresens. Ainsi de la formation scolaire : plus on s'oriente vers la formation pratique, technique, adaptée au monde moderne, plus on prépare l'enfant à entrer dans ce monde moderne, et plus on interdit toute connaissance vraie, toute réflexion, toute prise de conscience par l'adaptation préalable. L'enseignement des jésuites de 1830 me paraît bien plus apte à cela que le plus moderne et pédagogique de nos enseignements audiovisuels qui n'est jamais rien d'autre qu'un mécanisme d'adaptation pure et simple à la société et donc interdit a priori toute prise de conscience et toute réflexion. Il en est de même en ce qui concerne l'information. Il ne s'agit pas de *plus* informer le citoyen. Il ne l'est déjà que trop. Il est faux que le citoyen très informé soit plus apte... il est plongé dans l'actualité, présente le type même de l'illusion politique, et se trouve plus facilement livré à la propagande. Bien entendu nous ne voulons pas dire par là qu'il faut supprimer enseignement et information, mais simplement tels qu'ils sont conçus (et j'entends par là les plus ultimes pointes du progrès pédagogique et de la bonne information), ils ne peuvent que préparer l'homme à se gaver d'illusion. Le connaître et le comprendre ne peuvent être le fait que de la personne privée, et non de l'être social. C'est ici que réside le malentendu de base.

Il nous faut bien évidemment savoir que « le sujet de la pratique politique et la personne privée sont le même », mais le sujet de la pratique politique ne peut être qu'une personne privée existant en tant que telle et se livrant en tant que telle à l'exercice politique : il s'agit d'un homme conscient de soi avant d'être responsable de la vie publique, et il s'agit dans l'enseignement et dans l'information de permettre la création du premier et non du second. Le chapitre de *L'État et le citoyen* consacré à la vie privée est sans doute le meilleur. « La discrimination politique-privée est le présupposé fondamental de toute analyse... « politique » l'intérêt privé est un intérêt limité comme les intérêts de la vie privée sont des intérêts limités. Mais de ceux-ci à ceux-là,

il n'y a pas transition, passage graduel, puisque la politique suppose une suspension des intérêts privés comme la vie privée suppose une suspension de l'intérêt politique. Et, tandis que la limitation politique est une suspension conduisant à la rigueur logique d'une problématique, la limitation caractéristique de l'intérêt privé est une suspension de la rigueur dans l'arrangement de la totalité des préférences et des choix. » Cela est parfait comme indication de ce qui doit être, et la description de la problématique vie publique-vie privée me semble absolument essentielle. Mais elle me semble exactement compromise par la situation actuelle. Dans la mesure justement où la politique prétend tout régir (et entre autres, avons-nous vu, dans la vie privée), dans la mesure où le citoyen est politisé, où on lui fait le devoir de l'être, et dans la mesure où il vit dans le monde illusoire de la politique, alors la vie privée s'amenuise, perd son sens, sa saveur, elle n'a plus de justification, elle semble terne et indigne des hautes compétences du citoyen informé qui brûle de servir, de témoigner, de s'engager. Et même lorsque le citoyen dégoûté s'y réfugie, elle n'est pas davantage ce qu'elle doit être, elle devient refuge, absence, évasion : là non plus, il n'y a plus de problématique. C'est elle qu'il faut tenter de rétablir, mais cela ne se peut artificiellement par des procédés techniques, externes, qui permettraient de réinstaurer la chose ! Là encore ce serait invasion induue du politique. Il faut la réinventer. Il faut réinventer la situation où les vrais problèmes ne seront pas posés en termes politiques.

II. LA TENSION 113

Nous savons tous que le grand mot d'ordre de la société actuelle c'est : l'adaptation. L'expansion du terme, les doctrines psycho-sociologiques sont d'origine américaine, mais lorsque M. Khrouchtchev parle du citoyen soviétique, de sa formation, de ses devoirs et de ses lacunes, lorsque l'on nous explique l'identité dans le monde socialiste de la vie collective et de la vie privée, ou l'absence d'« écran » entre l'homme et la réalité socio-politique, c'est en définitive exactement la même chose. L'idée générale est infiniment simple, simpliste même si les études de psychologie et de sociologie mathématiques poussées à partir d'elle sont infiniment complexes, méticuleuses, probantes et indiscu-

tables. Mais les bibliothèques écrites sur la question n'ont rien changé à l'idée générale. Au niveau de l'individu, c'est l'expérience de chacun qui lui apprend combien les conflits intérieurs, les déchirements sont pénibles et désagréables, et qu'il vaut mieux avoir une vie équilibrée, ordonnée et sereine. Mais la psychologie des profondeurs nous a appris bien plus de choses sur les caractères de ces conflits, et nous a appris qu'ils étaient bien plus graves que cela n'en avait l'air. Psychoses et névroses dérivant de ces tensions intérieures non maîtrisées, dominées, intégrées, on en a tiré la conclusion qu'il fallait éviter ces tensions, puisqu'elles peuvent éventuellement donner de si terribles résultats. Alors furent mises au point toutes les techniques d'analyse que nous savons (d'ailleurs pas dans ce seul but !). Il s'agit en définitive toujours, plus ou moins, d'adapter l'individu à lui-même et à sa propre vie, puisque la plupart des conflits et tensions proviennent de là.

Dans un groupe, le même problème se pose : on s'est bien rendu compte qu'un groupe dans lequel règne des conflits entre les individus, des revendications, des jalousies, etc., est non seulement un groupe beaucoup moins heureux (famille), mais aussi un groupe beaucoup moins efficace pour la tâche, la fonction qu'il a à remplir (équipe de travail). Il importe donc de réduire les conflits, au premier chef, pour que le groupe puisse donner sa mesure dans l'accomplissement de son travail. C'est à cela que s'attachent avant tout les *Human relations*, *Human engineering*, etc. Mais un groupe n'est pas une entité : c'est un ensemble d'individus. Le problème est d'arriver à établir entre les individus des relations interpersonnelles détendues, heureuses, sans conflits, sans revendications. Et ce n'est pas seulement dans l'intérêt du groupe, où tout se corrompt très vite sitôt que deux des membres sont en conflit l'un avec l'autre, mais dans l'intérêt de chacun, et pour le bonheur de chacun. On fait remarquer évidemment que tout individu se trouve inséré dans de multiples groupes, et que son bonheur dépend en fait de son insertion dans les groupes, de ses relations de groupe avec les autres. S'il a de bonnes, vraies relations équilibrées dans sa famille, dans son bureau, dans son association sportive, dans son syndicat : cet homme *est* heureux, il ne peut manquer de l'être, le bonheur dépend exactement du système de relations sociales de l'individu. Ainsi c'est une affaire d'adaptation. Car si chacun est exactement adapté à son milieu, à ses différents groupes, à son travail, aux compagnons qu'il cotoie dans ces groupes, il est heureux et

efficace, et il aide à résoudre le problème du groupe. Si *chacun* est ainsi adapté, il n'y a d'ailleurs plus de problème de groupe. En un vocabulaire différent, c'est aussi ce que nous enseigne le communisme actuel.

Mais cela n'apporte pas seulement la solution du ou des groupes : c'est la solution pour l'ensemble de la société. On sait le caractère désastreux pour l'individu des discordances entre les concepts culturels, les standards moraux qu'il reçoit de cette société, et en face, les comportements que cette société implique, exige, et qui sont totalement différents. Discordance entre idéalismes et techniques, entre morale et comportement économique concurrentiel, entre enseignement humaniste et activités professionnelles : en bloc, entre les idéologies qui datent du ^{xvii}^e ou du ^{xix}^e siècle et les réalités actuelles. Il faut arriver à résoudre ces conflits (à aligner en fait les idéologies sur les réalités) et à adapter l'individu à la situation nouvelle. Il faut arriver à résoudre les conflits de classe de la même manière : c'est une affaire, à la fois d'organisation et de psychologie, etc. Le grand but est donc en définitive l'adaptation exacte de l'individu à ses diverses activités, à son milieu, à ses fonctions, à son habitat, à ses appareils. Un individu inadapté est non seulement un malheureux mais c'est un trublion, une cause de désordre, de déséquilibre général. Et cette adaptation ne peut s'effectuer que par la réduction de toutes les tensions tant intérieures qu'extérieures.

Cette doctrine n'est pas seulement une doctrine, elle est inspirée d'innombrables travaux, elle est appliquée, mais il faut se rendre compte qu'elle n'a de sens et d'évidence qu'à partir d'un certain choix de valeurs, qu'à partir de certaines présuppositions : il s'agit avant tout du confort et du bonheur. Cet immense mouvement pour l'adaptation, cette glorification de l'individu extraverti, cette haine des tensions et des conflits reposent uniquement sur l'idée que le seul but, le seul sens, la seule valeur de la vie humaine, c'est le bonheur. Et sur la conviction que le seul moyen, la seule voie pour accéder à ce bonheur, c'est le confort, matériel (hausse du niveau de vie, appareillage général, diminution du travail et de la douleur) et moral (sécurité, doctrines générales, explicatives, idéalismes). Ces valeurs sont identiques dans le monde occidental et le monde communiste. Dans cette orientation générale, la politique joue un rôle ambigu. D'un côté, on admet qu'elle est créatrice de tensions et de conflits (et je ne sais que trop qui risquera d'applaudir, hélas ! à certaines des affirma-

tions contenues dans ce livre... mais je récusé les adhésions, et je déclare qu'elles ont lieu à partir d'un malentendu). Et par conséquent elle est critiquable dans une société comme la nôtre. Alors ont lieu toutes les études de psychologie de groupes où l'on essaie de démontrer que le comportement démocratique, réducteur des conflits, est en même temps le plus efficace et le plus adapté politiquement (mais à condition que l'homme soit vraiment et complètement *intégré* dans ce groupe!). D'un autre côté la politique est la grande réductrice des tensions. Non seulement parce qu'elle présuppose l'accord de fond, que nous avons souvent noté, sur la valeur suréminente de l'État et de l'organisation politique, à quoi tout doit contribuer et se subordonner, mais encore parce que dans le mouvement actuel de la société, elle aboutit finalement, par exemple dans le système soviétique, à une effective unification, à la structure d'une société unitaire, où les décisions de groupes locaux *ne peuvent que converger* vers un but commun, et aboutir à la réalisation d'un objectif collectif incritiquable. Je ne dis pas que ce soit actuellement ainsi, et réalisé aujourd'hui en U.R.S.S., mais c'est le but, d'ailleurs admirable et convaincant, pour tous, même non-communistes. L'idéal politique n'a-t-il pas toujours été de réduire enfin le corps social à cette unité? Aujourd'hui nous en sommes plus près que jamais.

* * *

Or, je pense que c'est une erreur effrayante, et que toutes les doctrines que nous venons d'évoquer coïncidant avec l'illusion politique sont le pire chemin de l'homme d'aujourd'hui. Il faut rappeler l'extension faite par Shannon de la formule d'entropie de la thermodynamique. Il a formulé l'hypothèse que cette tendance serait générale et il l'a appliqué à la théorie de l'information. L'entropie augmente toujours dans tout échange spontané à l'intérieur d'un système isolé. Elle ne décroît jamais spontanément. De même l'information décroît toujours comme résultat de la communication. A la limite, elle reste constante lorsque la communication est totale. Mais l'information n'augmente jamais comme résultat de la communication. L'entropie et l'information sont des données isomorphiques, mais différentes de signe. Wiener a généralisé encore ceci : dans tout système isolé, l'entropie tend à augmenter spontanément de même que l'information tend à diminuer. L'entropie serait une mesure du

« désordre » (mais il faut s'entendre! cela ne signifie pas bouleversement, perturbation), l'information, une mesure de l'ordre. Disons que si celui qui doit être informé connaît déjà l'objet de l'information, la communication peut être matériellement parfaite et techniquement au point, elle n'a pas d'objet : il n'y a pas d'information. Pour qu'il y ait information, il faut que dans un système clos (par ex. le langage), il y ait un déséquilibre : l'informateur connaît une information et la transmet à celui qui ne la connaît pas : dans ce cas, il y a une information. Lorsque rien ne passe, rien ne se communique, il y a entropie. L'entropie qui est donc un état de désordre maximal, est en même temps celui de la plus grande homogénéité possible : lorsque toutes les parties sont homogènes, il n'y a plus aucun échange, donc entropie. Dans un univers en état d'équilibre thermique, aucun événement ne pourrait plus se produire en raison de l'absence de dénivellation. Dans un cercle en état d'équilibre d'information, il n'y a plus aucune information. Dans un groupe en état d'équilibre humain, d'homogénéité humaine, il y a entropie. Mais l'entropie, c'est exactement l'équilibre de la mort. Il nous faut être attentif, si nous acceptons les généralisations qui ont été faites par d'autres, à ce que l'adaptation parfaite des uns aux autres dans un groupe signifie en réalité la disparition de la vie de ce groupe au profit de sa mécanisation. L'unité accomplie dans le mouvement politique signifie la disparition de la vie dans un système donné. Bien entendu, chacun se récriera, dira : « Ce n'est pas possible. Il y aura toujours la singularité de l'individu, tout sera toujours troublé par ses passions et ses goûts. Il y aura toujours le jeu des concurrences, des haines, des refus, des paresse! Tout cela empêchera les adaptations et l'aboutissement du mouvement d'unification. » Certes tout cela est exact. Mais la question n'est pas pour moi l'aboutissement, le résultat final : c'est l'orientation générale.

Or, je peux dire que l'orientation vers une conception unitaire de la nation sous la puissance organisatrice de l'État, comme l'orientation vers l'adaptation généralisée de l'homme à son milieu sont des tendances qui accroissent l'entropie et diminuent la vie. Dans ce mouvement, l'illusion politique a son rôle fort précis à jouer, qui est de présenter un simulacre, un faux-semblant d'information, de courant vivant, de fixer les passions sur de fausses réalités, cependant que les mécanismes adaptateurs fonctionnent, et d'éviter les heurts et les refus au niveau de la réalité de la société nouvelle.

La seule voie pour maintenir l'État dans son cadre et sa fonction, pour restituer à la problématique vie privée-vie politique une réalité, pour dissiper l'illusion politique, c'est de développer et multiplier les tensions. Cela est également vrai pour l'individu et pour le corps politique. Je pense que seuls les processus de tension et de conflits sont formateurs de la personne. Non seulement sur le plan le plus élevé mais aussi sur le plan collectif. Je sais que je me heurte en disant cela à l'unanimité des pédagogues et des psychologues. Cependant, je crois que, par suite des méthodes appliquées, nous sommes dans une orientation inexacte, et que tout repose en définitive sur des choix préalables à caractère métaphysique. Il fut de mode au ^{xix}e siècle, d'opposer avec vigueur individu et société. Beaucoup de sottises furent alors écrites à ce sujet. Depuis un demi-siècle, on a résolu le problème en affirmant la coïncidence complète entre individu et société, et les techniques psychologiques côté américain, comme l'éducation politique (qui remplit exactement le même rôle côté soviétique), ont pour but essentiellement de faire passer dans le concret cette présupposition, de la rendre effective. Or, sans reprendre le moins du monde les considérations du ^{xix}e siècle, nous pouvons sans aucun scrupule affirmer qu'il n'y a de société que s'il y a des personnes, que les personnes ne s'accomplissent ni dans, ni par l'État, le groupe, la société, le socialisme, et que les adaptations trop parfaites conduisent à des efficacités de groupe, et à l'énervement des personnes.

La personne se forme dans des tensions et des conflits, disions-nous. Nous ne pouvons ici en faire le développement complet. Nous ne prendrons que quelques exemples : à l'égard de l'enfant, l'orientation selon laquelle il faut que l'enfant apprenne sans peine, qu'il ait un travail agréable, séduisant, qu'à la limite, il ne s'aperçoive pas qu'il travaille, et que dans la classe, le maître soit en définitive une sorte de meneur de jeu, un conducteur libéral avec qui il n'y a pas de conflit, etc. Tout cela me semble remarquablement fait pour empêcher la personnalité de l'enfant de se former sous prétexte de la respecter. C'est un ensemble parfaitement hypocrite consistant à cacher les réalités sous des procédures artificielles, comme des remèdes enrobés de sucre ¹¹⁴. Il est au contraire essentiel que l'enfant rencontre un travail qui soit d'une part limité (dix fois moins de temps occupé qu'aujour-

d'hui), mais qui soit un effort, une conquête, une contrainte, un obstacle. Seul ce combat, à la mesure de ses forces, peut avoir un sens, et le préparer à exercer vraiment une énergie, et à rencontrer une société dans laquelle pour longtemps encore le travail n'est pas un jeu. De même la relation avec le maître ne doit être qu'une relation d'autorité, comme avec le père (une autorité compréhensive, amicale, pleine de dévouement, de pédagogie de la part du maître). Prétendre qu'il ne doit pas y avoir de conflit entre maître et élève est un mensonge (réalisable, bien sûr!) qui fausse radicalement la participation de l'enfant à une vie sociale, et qui l'empêche de marquer sa personnalité. Le maître ne peut être en réalité que l'ennemi de l'enfant (du point de vue de l'enfant) comme l'officier pour le soldat. Et ce qui est formateur, c'est l'établissement de ce conflit, où l'inférieur « se fait les dents », mesure sa force, apprend les modalités du jeu de la contrainte et de la liberté. Mais dans ce conflit, le supérieur doit savoir qu'il n'a pas à brimer, écraser, dompter, il doit savoir, parce qu'il est le supérieur, limiter sa propre force à celle de son adversaire, et c'est là toute la pédagogie.

Il en est exactement de même en ce qui concerne le fameux apprentissage de la démocratie tant recherché dans des expériences de groupe. L'apprentissage de la démocratie ne peut se faire dans un groupe artificiel, où une soi-disant discussion libre sur le choix des activités du groupe aboutirait à une sorte de *consensus*. L'apprentissage de la démocratie suppose une formation plus sévère, plus tendue, plus virile, sans quoi la démocratie sera bien ce que ses ennemis lui reprochent d'être, le régime des mous et du vocabulaire vidé de son sens. La démocratie se gagne par une conquête permanente, car elle n'est pas un régime *normal*, naturel, spontané. Elle est, si elle est, la plus tendue des conquêtes politiques, la plus remise en question par les faits, la plus fragile et la plus volontaire. Comment donc tiendrait-elle sans une attitude volontaire des citoyens, c'est-à-dire l'inverse d'un conformisme et d'une adaptation? Comment tiendrait-elle si on la réduit à n'être qu'un ensemble de rouages bien huilés, et d'institutions? Mais si le citoyen est préparé à entrer dans cet ensemble de rouages qu'il prend pour la démocratie, alors celle-ci ne peut-être qu'illusoire, souvenir d'un passé, en la célébration duquel les démocraties se résolvent aujourd'hui. Washington et les Jacobins sont le nom de baptême des démocraties mortes. Les Anciens avaient totalement raison quand ils affirmaient que la démocratie présuppose la

vertu des citoyens. Et la vertu ne se forme que dans la tension, et non par l'adaptation.

C'est en face de l'obstacle, de la contrainte, de la règle, du supérieur, de l'ordre imposé que l'homme à la fois peut éprouver ses forces et vivre sa liberté. Mais tant que la liberté est conçue comme un donné de la nature humaine, ou comme le résultat de mécanismes sociaux, ou comme une espèce de champ vide offert à l'individu par la bienveillance de la société, champ dont les limites variables sont posées par l'État ou par le maître d'école, tant que la liberté est « inscrite » dans les lois et les institutions, elle n'est que ce que B. Charbonneau appelle le « Mensonge de la Liberté ¹¹⁵ ». Il n'y a de liberté que conquise, que dans la conquête en face d'une contrainte, d'une règle. Il faut qu'il y ait un ordre précis et rigoureux pour que l'homme placé dans le conflit, conquière sa liberté. Le problème est toujours celui de la poétique : la liberté du poète ne consiste pas en l'absence de règle d'une pseudo-poésie libre qui n'est qu'inexistence de l'acte poétique, mais en un combat que le poète mène avec l'ensemble des règles. Et plus la règle est rigoureuse, plus la liberté du poète s'affirme en la surmontant. Cette expérience, l'homme moderne l'a faite dans son combat contre la nécessité révélée par les sciences exactes : c'est en découvrant à quel point il était déterminé dans l'ordre physique et chimique que l'homme a trouvé la voie de sa maîtrise qui pourrait être une voie de sa libération, celle de la technique. Mais ce qu'il a réussi dans ce domaine, il le manque dans celui du socio-politico-économique ¹¹⁶. Il le manque pour trois raisons :

Il considère l'homme comme un objet à traiter selon les mêmes orientations que la matière physico-chimique ;

Il veut employer dans le socio-politique des méthodes comparables à celles qui ont réussi en physique et chimie ;

Il récuse l'affrontement avec le corps social (en croyant que le corps social contient la liberté!), alors qu'il avait accepté le corps à corps avec la matière. Autrement dit, il a triomphé dans un cas parce qu'il a admis le conflit, la tension Homme-Matière (ou Nature), et il est en train d'échouer dans l'autre parce qu'il refuse de voir (ou prétend résoudre par l'*adaptation*) le conflit, la tension Homme-Société-Culture-Histoire.

Bien entendu, je sais tout ce que l'on peut objecter sur les névroses de l'homme qui ne peut surmonter les tensions et conflits, les traumatismes de l'autorité sur l'enfant, les risques de la dictature, si le citoyen n'a pas cette vertu, etc. Mais il est

bien évident que si nous considérons la vie humaine comme une affaire sérieuse, si on se gargarise du mot de « responsabilité », cela veut dire en même temps « risque ». Il est évident que je ne valorise pas la tension pour la tension, valable *en soi* : la tension n'a de valeur que si elle est une rigueur qui doit être surmontée et assimilée (ce qui n'est absolument pas la même chose que l'adaptation). Pas davantage la tension ne doit être une épreuve artificielle, théorique : c'est un combat réel que l'enfant, puis l'homme, doit mener et y engager toutes ses forces ¹¹⁷. Pas davantage enfin la tension ne doit être une situation stabilisée : elle est forcément à résoudre, en même temps qu'elle se reproduit sur un autre plan et dans une autre forme. Il y a un risque, bien entendu. Mais le risque d'un échec, d'un recul, est exactement la condition d'une vie humaine responsable ¹¹⁸. Éviter le risque en évitant les conflits, c'est supprimer la responsabilité d'une part, et la capacité de la vie personnelle d'autre part ; réduire l'homme à être l'« assuré-consommateur » dans tous les domaines, c'est une négation de la capacité créatrice de l'homme en même temps qu'une négation de la démocratie. Mais le plus grand danger, c'est le tour de passe-passe (dont Teilhard de Chardin donne un bon exemple) qui consiste à prétendre que les tensions que l'on rencontre se résoudreont toutes seules. C'est le faux-semblant par lequel on détourne l'attention, la volonté, l'intelligence de l'homme des affrontements réels, en les voilant sous un idéalisme (comme on le voit pour l'affrontement avec la technique), ou en agissant pour adapter l'homme à la situation objective. C'est alors qu'il n'y a plus aucune chance que l'homme assume sa condition.

* * *

Considérant l'homme et sa formation personnelle, nous avons surtout pensé le problème de la tension sous l'aspect d'un conflit avec une règle, une contrainte. Mais la tension est plus vraie, plus féconde lorsqu'elle est le fait de deux existences qui s'affrontent et qui se forment dans leur rencontre mutuelle. C'est l'un des sens possibles de l'ordre du Christ : « aimez vos ennemis », non pas vos camarades et vos semblables !

La tension suppose alors deux pôles : — une différence profonde (sans quoi il ne se passera rien, et c'est le problème de l'adaptation) — et une commune mesure (sans quoi il n'y a pas de relation). C'est au niveau individuel la relation homme-femme qui est la plus caractéristique de la création par suite de

la tension (et l'obsession de l'adaptation se rencontre dans la tendance à récuser l'amour comme conflit, ou bien à vouloir que la femme soit en définitive la même chose que l'homme!). Cette tension se retrouve à un degré moindre avec toutes les personnes participant à un groupe, à condition que ces participants soient suffisamment des personnes! C'est exactement dans cet ensemble de relations-là que l'homme s'éprouve et se définit. Il est stupéfiant de constater que pour les uns ce genre de relations est pernicieux parce que réduisant l'efficacité et troublant les tranquillités. Pour les autres il doit être transformé en un réseau de relations « sociales » à infrastructure économique, sans aucune signification personnelle en définitive. Cela revient à dire que l'homme doit être un élément d'un système collectif, et que c'est par ce système collectif qu'il existe. Je sais d'ailleurs que c'est aussi une affirmation expressément avancée, mais il faudrait alors avoir le courage d'en tirer toutes les conséquences, et en particulier renoncer à parler d'humanisme ou de valeurs et même de langage individualisé dans ces conditions. C'est, par exemple, le problème du langage qui nous rappelle cette nécessité de la tension à un double niveau : la tension, la contradiction fondée sur une similitude entre le signifiant et le signifié (et si cette tension disparaît, il n'y a plus de langage — c'est pourquoi, quoi qu'on en ait, la reproduction imagée de la réalité n'est pas un langage); l'autre aspect est la tension entre les deux interlocuteurs : si la différence n'existe pas, s'ils sont identiques, il n'y a pas de langage parce que celui-ci n'aurait aucun contenu, si la commune mesure n'existe pas, il n'y aurait pas de langage, parce que celui-ci n'aurait aucune forme. Ces exemples ont pour but de montrer que dans ma pensée la tension, le conflit ne peuvent avoir de valeur positive que dans la mesure où il ne peut s'agir d'une élimination d'un facteur par l'autre, ni d'une absorption, ni d'une réduction : la tension n'a de sens qu'entre deux éléments faisant partie d'un même système, d'un ensemble qui ne se détruit pas, qui n'éclate pas parce que ses éléments sont en opposition; et il ne s'agit pas non plus d'un ensemble statique, au point d'équilibre, la tension suppose une progression des deux facteurs par une suppression du conflit entraînant la création d'une nouvelle tension, située normalement à un niveau plus élevé, enrichie, mais aussi plus exigeante pour les partenaires.

Si nous considérons maintenant le corps social, une « société globale », nous voyons qu'elle est vivante et progressive juste-

ment dans la mesure où ces tensions existent. Nous retrouvons pour la société les deux types de tensions que nous avons discernés pour l'individu. D'une part les obstacles, les règles, les limites, qu'il s'agisse des conditions géographiques, des concurrences politiques avec les groupes voisins ou de l'évolution démographique. Pour une société globale ce genre de conflit est d'une importance certaine, c'est là qu'elle affirme sa vitalité. Et, sans en faire une philosophie générale, sans prétendre y trouver l'explication des cultures et la clef de l'histoire, nous pouvons à ce niveau modeste accepter la théorie du challenge de Toynbee. Il est exact qu'une société n'existe que dans la mesure où elle a une vitalité, une plasticité, une capacité d'invention suffisantes pour résoudre les problèmes qui lui sont posés par une croissance ou une décroissance démographique, un épuisement de ses ressources, une concurrence culturelle ou militaire, etc., c'est-à-dire exactement au niveau de la société, ce que nous pourrions appeler contraintes et limites pour l'individu est en réalité système des tensions et de conflits où la société est bien obligée de s'assumer elle-même à peine de périr. Une société qui ne connaîtrait pas les tensions serait, comme l'individu, progressivement énermée, perdrait progressivement ses facultés d'invention.

Mais l'autre aspect de la tension nous importe plus directement : à l'intérieur de la société, pour que celle-ci vive, évolue, il faut qu'il existe des centres de conflits, des pôles de tension dans tous les domaines, culturel ou économique. L'erreur monumentale est d'avoir et de concevoir plus encore aujourd'hui une société unitaire, où tous les éléments bien intégrés les uns dans les autres, bien ajustés sont les rouages d'une machine. A partir de ce moment, quelle que soit la structure de cette machine, le résultat sera le même. Conçue selon un plan pyramidal et hiérarchique le plus souvent, dont tous les éléments bien coordonnés finissent par s'assembler au sommet d'où dérive toute l'impulsion sociale, la société est un tout qui paraît harmonieux. Et je comprends bien que cette harmonie ait pu séduire ; que ce soit le fruit de l'esprit philosophique à un moment où la soif de l'unité était grande, que ce soit le fruit de la conviction d'une raison universelle qui impose un schéma rationnel au monde, que ce soit le fruit de la contemplation des machines, si parfaites dans leur fonction limitée, et qui attirent l'attention sur l'imperfection du corps social, pour des raisons diverses, l'homme a toujours été tenté par cette vue unitaire de la société, dont toutes

les utopies nous offrent, depuis Platon, l'horrible exemple. Mais la contemplation de l'Histoire, et cette évidence que la société est finalement faite d'hommes et pour des hommes, nous donnent une autre leçon. Les sociétés unitaires (mais à la vérité, jamais encore les corps sociaux ne sont arrivés à cette unité complète, ni l'Égypte ni les Incas) sont en définitive des sociétés sans progrès, des sociétés stérilisées. Seules les sociétés où les tensions sont très fortes entre les groupes (l'Inde, la Grèce, le Moyen Age européen, la France et l'Angleterre des XVIII^e et XIX^e siècles avec la lutte des classes) peuvent effectivement à la fois inventer, évoluer, assimiler des cultures nouvelles, et à la fois poser le « problème » de l'homme dans toutes ses dimensions. Ne nous y trompons pas, si notre société est encore hantée aujourd'hui par le problème de l'homme, ce n'est pas quelque reste fugace d'une philosophie ou du christianisme, c'est le fruit de la lutte des classes du XIX^e siècle. La tension entre les groupes composant la société globale est la condition de la vie même, de la vie susceptible de création, et d'adaptation, de cette société. C'est le point de départ de toute culture. Il ne peut y avoir de culture dans une société unitaire : il ne peut y avoir que des diffusions de connaissances entretenues et appliquées pour le plus grand bien du corps social. Ce disant, je n'affirme pas autre chose que la réalité d'un certain mouvement dialectique de l'Histoire. Mais là encore, je ne peux en faire la clé et le système universel. Il n'y a pas une dialectique nécessaire. La possibilité de ce mouvement dialectique est la condition de la vie des sociétés. Mais cette possibilité n'est pas toujours réalisée. Il n'y a pas à croire aveuglément que, en toutes circonstances, les contradictions (et encore moins les mêmes contradictions!) se retrouvent. Le rêve de l'homme (y compris socialiste!) est de supprimer ces contradictions, c'est-à-dire d'arriver à l'entropie, à l'équilibre de la mort. Ce mouvement dialectique n'est d'ailleurs pas davantage mécanique en ce qu'il ne porte pas sur des forces abstraites, mais sur la relation entre des groupes sociaux qui peuvent être de nature totalement différente suivant les périodes (par exemple Église-État, ou bien État et seigneuries, ou bien classes sociales) et ne se ramènent pas au seul conflit des classes dont tout le reste ne serait que l'image.

Je disais que jamais encore nous n'y sommes vraiment arrivés, toutefois certains schémas nous paraissent avoir été au cours de l'Histoire assez bien appliqués pour donner une bonne approximation de cette élimination des tensions internes, et le mouvement dia-

lectique n'a plus d'objet à ce moment. « Mais, me dira-t-on, c'est impossible de supprimer les tensions dans les sociétés globales : elles sont fatales, il y a toujours des groupes opposés ! C'est une simplification abusive de parler de société unitaire ! » Je le sais bien évidemment, et je ne prétends pas que l'homme arrive jamais à créer une société parfaitement mécanisée, pas plus que dans les relations de l'homme au groupe une adaptation constante et exacte ! Mais ce qui me paraît certain, c'est qu'il existe un seuil en deçà duquel les tensions sont véritables et fructueuses, où les groupes sont de véritables pôles autour desquels se structure la société, et au-delà de ce seuil, les tensions ne sont plus qu'apparentes, sans exigence, sans rigueur, sans force. Elles ne menacent plus rien, la société n'est plus structurée par rapport à elles. Elle n'a même pas besoin de s'en préoccuper. Ainsi la tension Église-Pouvoir politique est une réalité au Moyen Âge, elle ne l'est plus aujourd'hui : bien sûr l'Église n'est pas l'État, elle continue bien souvent à protester, mais cela n'a aucune valeur de tension. De même la relation entre classe bourgeoise et classe ouvrière au XIX^e siècle et jusque vers 1930 était une tension véritable, elle l'est de moins en moins, et cette tension va bientôt disparaître. Bien sûr, la classe ouvrière ne sera pas totalement devenue la classe bourgeoise, mais l'opposition reste de l'ordre du vocabulaire. Et de même toutes les études tendant à expliquer qu'il y a création d'une nouvelle classe sociale dans les pays socialistes (ce qui est certainement exact) ne permettent pas de conclure : donc puisqu'il y a deux classes, il y a tension et lutte. La société soviétique me paraît remarquablement unitaire et ce n'est pas l'existence d'une, deux, trois classes sociales qui y changera quoi que ce soit : leurs tensions n'auront pas plus d'importance que celles existant entre un ingénieur et un contre-maître sur un projet d'usinage dans une petite usine par ailleurs bien organisée ! Question qui peut toujours se résoudre sans grand dommage. Or, le seuil en question, c'est celui du risque : pour que la tension entre des corps sociaux soit fructueuse et puisse être prise au sérieux, il faut qu'elle constitue un risque véritable pour la société globale. Si elle se ramène à quelque petit problème de coexistence entre des groupes un peu contradictoires, mais d'ailleurs sans grande vitalité, comme nos syndicats, nos partis politiques, nos communes, nos Églises, nos mouvements agricoles, nos universités, nos familles, notre franc-maçonnerie, nos groupes de pression ou nos trusts, tout le monde vivant dans un paisible *gentleman agreement*, compensé seu-

lement par la violence des déclarations, protestations, proclamations et pétitions sans contenu ni effet, alors nous ne pouvons parler de tension. De même, il existe un fédéralisme (bon exemple de tension) véritable et un fédéralisme illusoire. Le fédéralisme véritable est celui qui remet fondamentalement en jeu l'État central, et finalement le nie. Les U.S.A. ont eu pendant trois quarts de siècle une vue exacte du système de tension entre le gouvernement fédéral et les éléments de la fédération. Le fédéralisme illusoire est celui que l'on nous propose de tous côtés aujourd'hui, où l'État central n'est plus en rien contesté, mais où l'on demande une vague et timide décentralisation : il n'y a là aucune source de tension. Le corps social est alors unitaire et la raison de sa vie, comme la possibilité de son progrès sont à ce moment exclues.

* * *

Je ne m'occupe ici que du problème intérieur, de la structure interne d'une société globale comme la nation française, et non pas du challenge externe. Il est bien vrai qu'il existe dans ce domaine une tension sérieuse entre le bloc occidental et le bloc soviétique. Mais nous sommes déjà ici devant un choix profond : il serait à mon sens catastrophique de prendre cette tension comme notre seule raison d'agir, c'est-à-dire de supprimer toute recherche de la vie interne de nos sociétés globales pour ne les consacrer qu'à la parade au défi soviétique; accepter la société unitaire française pour être plus efficace dans la concurrence économique, dans la course au progrès technique, dans la défense militaire, c'est accepter la réduction de toutes les possibilités de la vie humaine et d'une évolution de notre société. La véritable réponse au challenge externe n'est pas la suprématie de force d'un groupe sur l'autre, mais l'invention d'une forme nouvelle, d'une initiative provoquée par la tension. Engagés dans la concurrence, nous ne sommes pas en présence d'une tension authentique puisque le but est l'exclusion ou l'élimination d'un des pôles. Dans ce cas la marche est unilinéaire. Ainsi les États engagés dans la guerre contre Hitler en sont venus à imiter les méthodes hitlériennes, et le vaincu a réussi à pourrir remarquablement le vainqueur, tous ses vainqueurs (propagande, torture, camps de concentration, racisme, destruction du droit, etc.), parce que nous nous sommes placés à un simple niveau de puissance. De même dans la coexis-

tence pacifique, la réduction et l'élimination de la tension risque de se produire par une imitation progressive et réciproque des adversaires, engagés d'ailleurs dans la voie unique de la croissance technique, et dans ce cas la tension est éliminée sans aucun effet fructueux : il n'y a pas d'avance dialectique. Or, c'est au profit de cet unique effort que l'on sacrifie toutes les possibilités internes de développement humain (et l'on veut nous persuader que le seul développement humain est le développement technique).

Notre société française est devenue une société unitaire, d'où les tensions sont pratiquement exclues ¹¹⁹, ou plus exactement, il existe un seul type de tensions : politique. Il est bien exact que, parlant de la politisation, je disais que les conflits politiques sont portés à leur paroxysme, les passions, les violences sont évidentes. J'entends le lecteur me dire. « Qu'est-ce que vous voulez de plus comme tensions internes dans un pays que celles traversées jusqu'ici ! Tension entre collaborateurs et résistants de 1940 à 1945 (et avec les séquelles) ! Tension entre Algérie française et Algérie indépendante, entre armée et Nation, entre O.A.S. et gauche antifasciste... Nous vivons dans une tension terrible et permanente et nous ne voyons pas que ce soit si fructueux ! » Le problème est en effet que les conflits que nous connaissons aujourd'hui sont exclusivement d'ordre politique. Il n'y a plus en France d'autre tension que celle-là, tout le reste a été réduit et assimilé à un ensemble unitaire.

Or, nous avons justement essayé de montrer tout au long de ces pages que la politique dans notre société, avec la structure de celle-ci, avec ses transformations, est devenue illusoire, que les problèmes réels ne peuvent plus être résolus par la voie politique, que les débats politiques portent sur de l'illusoire. Ainsi ces tensions dont on parle tant, et qui sont tragiques puisque chaque vingt ans elles se soldent chaque jour par un prix de vies humaines, sont encore plus tragiques parce qu'elles sont absurdes et illusoires. Les seules tensions qui existent sont politiques, mais malgré leur caractère dur et violent, malgré l'engagement des hommes, malgré le sérieux de certains dans ce débat, ce sont de fausses tensions, débouchant dans le vide, ne mettant en question rien de sérieux dans la structure de notre société, et ne supposant aucune solution, aucune invention profonde. Toutes les « inventions » que l'on propose, ou bien se situent au niveau du nécessaire technicien, ou bien éclatent comme des bulles de savon ! C'est donc dans ce sens

que nous parlerions de dépolitisation. C'est parce qu'en définitive le politique nous obsède et nous hallucine, nous fixant sur des faux problèmes, de faux moyens, de fausses solutions, qu'il s'agit d'en sortir, non pas pour se désintéresser de la *Res-populica*, de la vie collective et sociale, mais bien au contraire pour y accéder par un autre biais, pour la ressaisir autrement, à un niveau plus réel, et dans une contestation plus décisive. Non pas pour laisser les mains libres à un État qui ne rencontrerait même plus l'obstacle d'une illusoire opinion publique, mais au contraire pour dresser devant l'État un répondant rigoureux, un ou plusieurs pôles d'attraction obligeant l'État à composer avec eux. Il s'agit de ne plus orienter tous les canaux de l'action publique dans le sens et la direction de l'État, comme tout notre réseau de chemin de fer est orienté vers Paris. Mais cela ne veut pas dire retrouver des autonomies provinciales! Il serait illusoire de remonter le cours du temps. Il n'est même pas question de demander aux syndicats de retrouver un sérieux, car il faut bien dire que les syndicats entrent de plus en plus dans la structuration unitaire de la société par l'État. Les syndicats ont bien été en leur temps un pôle de tension, par exemple en France entre 1880 et 1906. Mais aujourd'hui leur opposition au régime, leurs méthodes d'action sont devenues fictives. Revendications médiocres, fausse défense de la classe ouvrière, et, pour incarner la lutte des classes, grèves symboliques! Or, ce qui au cours du temps a perdu son sens ne le retrouve pas artificiellement. Une institution dépassée *est* dépassée : elle ne peut être revigorée, c'est la leçon de toute l'histoire des institutions.

Nous sommes alors en présence de la question exacte suivante : — ou bien nous continuerons à croire que la voie pour résoudre nos problèmes est la voie traditionnelle du politique, avec toutes les réformes constitutionnelles, toutes les « révolutions » de droite ou de gauche que l'on voudra : et j'ai essayé de montrer que tout cela n'a plus de signification, que c'est un combat d'ombres pour des faux-semblants, — ou bien nous détournant du débat illusoire, nous admettons par exemple que les « libertés publiques » ne sont pas autre chose que des « résistances », nous admettons que pour l'homme « exister, c'est résister », et que bien loin de se laisser aller à calculer le courant de l'Histoire, il importe avant tout de ne jamais se laisser aller à la sollicitation du milieu social. Et cela veut dire que nous tentons de créer des points de refus et de contestation à l'égard de l'État. Non pas, encore une fois, une opposition pour modifier tel élé-

ment du régime ou pour prendre telle décision, mais, beaucoup plus fondamentalement, pour faire apparaître des organismes, des corps, des associations, des ensembles à intérêt socio-politique ou intellectuel ou artistique, ou économique ou chrétien totalement indépendants de l'État, mais dans une situation de capacité à s'opposer à l'État, de refuser aussi bien ses pressions que ses contrôles ou que ses dons (même gratuits, subventions et autres). Totalement indépendants non seulement sur le plan matériel, mais encore sur le plan intellectuel et moral, c'est-à-dire capables de contester que la Nation soit la valeur suprême (ce qui conduit à dire qu'un groupe est *dans* la Nation, il est donc National avant tout), et que l'État soit l'incarnation de la Nation (et par conséquent peut ordonner et contrôler tout groupe). Des groupes capables de récuser le droit de l'État (aujourd'hui admis par tous), de mobiliser toutes les forces, toutes les énergies de la Nation pour un but unitaire (celui de la grandeur de cette Nation ou de son efficacité) et de ne pas céder au chantage : « mais si tous les intellectuels ne sont pas utilisés par l'État, et si tous les fonds ne sont pas concentrés entre les mains de l'État, et si tous les intérêts privés ne plient pas devant l'État, jamais nous n'aurons l'usine de Pierrelatte ! » Eh bien tant pis ! Des groupes capables d'une extrême diversification des tendances fondamentales de la société globale, et susceptibles d'échapper à une structuration unitaire, de se présenter, non pas comme des négations de l'État (ce qui est absurde) mais comme *autre chose*, non pris en tutelle et tout aussi importants, fondés, valables que l'État, c'est-à-dire un pôle de tension en face de l'État, qui oblige celui-ci à se penser, à se limiter à considérer des problèmes politiques réels sans toute-puissance ¹²⁰.

Si des groupes de ce genre pouvaient se former, ce serait évidemment dangereux, et dans un certain sens probablement amoindrissant en ce qui concerne la puissance de la Nation, la croissance technique, la concurrence économique et militaire. Mais c'est la condition de la vie même. La tension suppose le risque, c'est une partie à jouer, dont l'enjeu est en définitive l'authenticité de la vie humaine et du développement social. Je sais que devant de pareils termes, on haussera les épaules et les esprits rigoureux et scientifiques diront : « Qu'est-ce que c'est que ça ? » Ce que c'est ? *par exemple* ne pas se payer de mots et ne pas se nourrir d'illusions, dont j'ai pris pour exemple l'illusion politique, comme le font les esprits rigoureux et scientifiques de notre temps ! En créant de tels pôles de tension en face de l'État, il ne faut

pas oublier que nous avons essayé de montrer que les facteurs contraires font partie d'un même système, autrement dit, ce n'est ni une méconnaissance de l'État, ni une tendance à sa destruction, c'est, en restituant une vitalité autonome à certaines parties de la société, rendre possible une politique qui serait autre chose qu'une illusion. C'est donc apporter une possibilité de vie véritable à l'État. Mais on m'objectera encore : « Tout cela est parfaitement utopique, et en fait d'illusion, c'en est une belle de croire que la constitution de pareils organismes soit possible ! » Je n'ai jamais dit que cela soit possible. J'indique seulement ce que je crois être la condition de la vie sociale et politique, le chemin *unique* pour échapper à l'illusion politique. Qu'on ne le suive pas, soit ! L'avenir est assez clair dans ces conditions. Plus ou moins vite, l'illusion politique, qui est transitoire, se résoudra en cendres, et il subsistera une organisation d'objets par des objets.

CHAPITRE VIII

L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE

CES timides propositions ne sont imaginables, et plus difficilement réalisables, que si finalement l'homme politique est avant tout un homme*. Qu'on le veuille ou non tout repose décisivement sur l'individu. Un homme? Je ne me hasarderai pas dans les méandres des débats actuels à ce sujet. Disons simplement : un centre autonome de décision. Et non pas un produit exclusif et complet de courants sociologiques, qui, se combinant, donnent une apparence d'homme. Non pas davantage un produit voulu, systématique d'influences exactement calculées pour qu'il soit ce qu'il doit être pour le plus grand bien de la société et son plus grand bonheur. Non pas davantage enfin un fragment indiscernable (quoique plein de promesse et d'avenir) d'un magma social teilhardien, convergeant vers une hypothétique mutation.

Lorsque j'affirme ce caractère indispensable, irremplaçable de l'homme, le lecteur aura le sentiment à la fois décevant et rassurant de revenir à un problème politique archi-connu! « La République ne vaut que ce que valent ses citoyens. » Appelons

* Très significative est la position de M. Mendès-France qui, suivant la meilleure tradition, élude complètement le problème de la réalité du citoyen et procède à toute sa construction en conservant la notion purement abstraite d'un citoyen raisonnable, compétent, etc. (p. 49, 213). M. Baret, par contre, innocemment, admet que son système ne peut valoir que s'il y a une sorte de conversion spirituelle de l'homme. Il faut une révolution morale (p. 137). Or, il décrit les vues et moyens de la dictature technicienne, mais, comme tout le monde, il tourne court devant cette nécessité de la révolution morale : toutefois poser ce point d'interrogation est déjà plus sérieux qu'ignorer le problème.

Aristote à notre secours, et Octave Auguste, et Saint-Just! On pense qu'il y aurait ici un grave malentendu. Notre situation n'est plus la même, et je ne peux plus lancer un appel à la vertu. Le propos classique aujourd'hui qualifié de réactionnaire est un propos éthique; chacun placé devant le choix de vertus à accomplir dans sa vie privée comme publique. Mais devant la difficulté de la chose, devant son caractère aléatoire et fuyant, les hommes raisonnables ont cherché à éluder cette ultime décision, cette inévitable référence. Jamais ne pouvait être assurée la vertu *du* et *des* citoyens. Il fallait bien aussi que la République fonctionne même en l'absence de cette vertu. Dès lors la grande entreprise fut d'inventer l'institution permettant d'économiser l'appel à l'individu; la démocratie, quoique adhésion du peuple, devait fonctionner même si le peuple était corrompu, absurde, lâche, jouisseur, égoïste et veule. On a combiné indéfiniment des institutions, des règles, des organismes, des constitutions, hors de toute « présence » et variabilité humaines. Et cela nous conduisit aux impasses que nous avons constatées plus haut. Il y fut bientôt ajouté une autre systématique : le cours nécessaire de l'Histoire, et que cela soit marxiste ou teilhardien, cela revient au même : l'important c'est d'assurer l'homme que les « choses se font », qu'il y a un aboutissement heureux à toute cette aventure, que des mécanismes secrets (et tout aussi idéalistes que le fameux jeu naturel des lois économiques des grands libéraux) combinent les solutions, hors de l'effort, de l'énergie, du bien moral, de la vertu en somme. Ce n'est pas : « Je fais ». Mais « ça se fait ». C'est un recours à ce qui n'est pas l'homme pour que la machine sociale et politique fonctionne quel que soit l'homme. Cela donne assurément une beaucoup plus grande sécurité (à condition de « croire » à ces mécanismes) et permet de « raisonner » sans tenir compte de l'aléa humain. C'est à une entreprise du même genre, plus moderne et plus subtile, que nous assistons avec le développement des « Sciences humaines ». Il est bien remarquable qu'une équipe aussi lucide que celle d'*Arguments* tombe dans ce panneau, et ne voie finalement comme réponse à la question politique actuelle qu'une application des méthodes de microsociologie et de psycho-sociologie. C'est-à-dire quand même une manipulation de l'homme pour qu'il soit apte à jouer son rôle politique.

I. NOUVEAUTÉ DU PROBLÈME

Or, je pense que l'ancienne direction et la nouvelle sont également inexactes, la situation est aujourd'hui beaucoup plus neuve qu'on ne l'imagine, et le lien entre individu et la démocratie beaucoup plus fort et profond. Car, d'un même mouvement et dans la même orientation, les grands faits nouveaux, la technicisation du monde, la propagande et les techniques psychologiques, la systématisation des institutions attaquent en même temps l'homme et la démocratie : l'homme, pour le conformiser, le ramener à n'être qu'une pièce du système; la démocratie, pour la muter en un système mythique tout en détruisant sa réalité. Nous en sommes venus aujourd'hui à appeler n'importe quoi de ce terme, et à chercher de subtiles définitions de science politique ou sociologique pour éviter la simple évidence de ce que comporte ce mot, qui n'a aucun contenu sans la présupposition de la plus totale liberté individuelle. Ce qui m'autorise à dire que, sans cela, il n'y a aucun contenu, c'est la complication des analyses pour arriver à expliquer que les dictatures yougoslaves ou tchécoslovaques sont aussi des démocraties, ou encore pour se replier dans ces polyarchies ou dans l'analyse du processus démocratique par la dynamique du groupe : tout cela n'est que couverture hypocrite pour ne pas renoncer au mot magique, pour ne pas reconnaître que les rigueurs techniciennes, les séductions psychologiques ont éliminé la substance démocratique.

Or, ce qui me paraît aujourd'hui bien remarquable, c'est que l'attaque contre l'homme est une attaque politique. Le monde politique, sommairement décrit ici, n'est pas celui d'une dictature formelle, qui contraint, écrase l'homme par la violence, la police et les camps. C'est un monde qui séduit, annexe, parle selon la raison, neutralise et conformise, c'est-à-dire attaque l'homme non plus au niveau extérieur de son comportement, mais dans son cœur et sa pensée. Et voici pourquoi le problème de la vertu du citoyen n'est plus le même! La question était : « Pour que la démocratie vive, il faut que le citoyen soit vertueux » (question personnelle!) Aujourd'hui elle est : « La croissance du politique détruit l'homme en son for interne. Et cependant rien ne peut se faire sans cet homme. » Mais quel homme? Celui dont a besoin la politique d'aujourd'hui, car nous savons que l'homme

dans ce milieu ne peut plus se prétendre abstentionniste; il doit donner son cœur pour que marche la chose publique. L'attaque contre lui est donc politique. Mais réciproquement, si l'on peut espérer un retour à la démocratie ce ne pourrait être qu'au travers d'une rénovation de l'homme qui cesserait d'être intégré au mécanisme autoritaire actuel.

Vouloir l'homme, c'est le vouloir contre la propagande, contre les techniques psychologiques d'influence, et bien sûr contre les hypocrites « Sciences de l'homme » qui prétendent agir sur lui pour le hausser au niveau de son destin dans la société actuelle, au niveau de l'exercice de ses responsabilités, et qui, en fait, le dépossèdent de lui-même pour le posséder plus profondément. Lui-même ? Certes, un « lui-même » médiocre, inadapté, incertain, fragile. Mais lui-même. Sans doute avec votre thérapeutique psychosociologique vous ferez tellement mieux, un bel homme extraverti, responsable, adapté, efficace... J'entends bien la fameuse objection. « Cet homme que vous croyez défendre, lui-même ? Allons donc, produit du hasard, des influences de famille, de milieu, de métier, de tradition, de climat... Lui-même ! Pourquoi donc le respecterait-on ? » La réponse est aisée. Bien sûr, tous ces facteurs déterminants existent. Et c'est parce qu'ils sont bien assez lourds, contraignants et nombreux qu'il ne faut pas encore y ajouter en plus ces déterminations complémentaires provenant de l'intervention « scientifique » d'autres hommes. D'autant mieux que les premières orientations, fruit du hasard et des circonstances, il est dans une certaine mesure possible de lutter contre elles. Mais comment, pris par des techniques assurées, rationnelles, profondes, l'homme pourrait-il échapper ? Et s'il le tentait ne serait-il pas aussitôt jugé comme un anormal ou un dangereux anarchiste ? Qui plus est, je demande au nom de quelle autorité, de quelle vertu, de quelle certitude nous interviendrions. Nous avons des moyens d'agir pour conformiser l'homme, mais sommes-nous assurés de connaître tous les effets d'une pareille intervention. Le psychologue, le sociologue sont-ils des surhommes pour se permettre de « traiter » ce vulgaire troupeau ? Cette nouvelle aristocratie est-elle bien certaine que son savoir en fait des « aristoi » ? L'homme actuel, fruit de nombreuses influences ? Mais il présente aussi certains équilibres, certaines orientations, sans doute mis en question aujourd'hui ! Mais sommes-nous assurés que nos interventions ne seront pas encore plus traumatisantes, déséquilibrantes ? Lorsque nous considérons les terribles erreurs commises dans les équilibres naturels (biologiques, chimi-

ques) par les techniciens de divers ordres depuis 1850 jusqu'à nos jours (et dont maintenant les scientifiques voient les conséquences, mais il est le plus souvent trop tard), nous ne pouvons pas être tranquilles lorsqu'on nous parle de ces interventions psychiques et sociales; les erreurs peuvent y être encore plus graves et plus décisives.

Mais demander que l'on ne porte pas le bistouri psychique dans cet homme maladroit, mal adapté, médiocre, demander qu'on le respecte et le laisse évoluer spontanément, c'est en même temps vouloir un certain type politique, qui est l'inverse de ce que le mécanisme combiné des techniques, des organisations, des propagandes tend à produire automatiquement, et que nous avons essayé de décrire ici. On ne peut plus opter pour l'homme sans ce choix, car il est évident que le régime engendré par les techniques diverses implique la mainmise sur l'homme pour l'adapter et le conformer. C'est alors jouer à contre-courant de l'Histoire, qui tend à cette combinaison, et s'accomplit dans le sens que nous avons décrit.

*
* *
*

Ce vouloir d'un certain type politique, c'est vouloir la démocratie. Ce n'est pas nouveau? Il faudrait comprendre à quel point cela est finalement nouveau! Car, en premier lieu, cela implique la récusation radicale des formules sans contenu, concernant la démocratie « massive » ou « populaire », ou « organisée », ou « le plan démocratique ». Mais en même temps, il n'est pas question de revenir en arrière, à une démocratie du ^{xix}^e siècle. Et nous verrons pourquoi tout à l'heure.

En second lieu, il nous faut comprendre que cela implique une démocratie-choix, décision, volonté. Autrement dit, il faut abandonner toutes nos méthodes habituelles de penser une démocratie conforme à la nature. Cette vue idéaliste de la fin du ^{xviii}^e siècle est encore très répandue. Ainsi d'innombrables travaux de sociologues américains sur des microgroupes essaient de démontrer que c'est dans un groupe organisé démocratiquement qu'il y a le plus d'équilibre, le moins de tensions, le plus d'adaptation.

De même la conviction habituelle de la gauche : la démocratie est le régime « normal », ce que l'homme finalement souhaite en exprimant sa nature (et l'on se réfère à tous les mouvements d'indépendance, très évidemment démocratiques!). Un régime non démocratique apparaît comme contre nature. Bien d'autres

tendances du même genre peuvent se résumer. « Laissez faire la nature, et vous aurez la démocratie. » Aujourd'hui, en présence du phénomène politique inscrit dans le milieu technique, il faut renverser cette proposition et dire : « Laissez faire, et vous aurez la dictature. »

Pour d'autres, la démocratie est aussi un produit nécessaire, un fruit inmanquable, mais cette fois, de l'Histoire. Le « sens » de l'Histoire débouche dans la démocratie. Elle se fait... spontanément. Et c'est la même démission de l'homme, qui attend que l'histoire fasse quelque chose ! Mais à partir de cette première démission, qui repose sur une croyance, il ne peut pas y avoir de démocratie, car à aucun moment l'homme ne reprendra sa responsabilité, et d'ailleurs, il sait d'avance, que quel que soit le régime réel où l'on débouche, ce ne peut être qu'une démocratie ! Enfin cette démission et cette passivité se marquent sans aucune raison, sans aucune philosophie, sans aucune croyance, par l'attitude la plus courante qui consiste à s'installer dans une situation toute faite, à s'asseoir paisiblement dans la démocratie. Celle-ci étant inconsciemment considérée comme un donné tout naturel, comme un acquis irréversible. Et tout le reste paraît alors bien anormal, bien curieux. On vit gentiment sur tous les lieux communs concernant la souveraineté du peuple, l'égalité, la liberté, les ancêtres jacobins et l'instruction pour tous. Parfois on se mobilise en meetings pour « défendre la démocratie ». Imbécile qui croyez défendre ce qui a disparu depuis longtemps ! La démocratie ne se défend pas, car elle n'est pas un capital, une place forte ou une formule magique (p. ex. constitutionnelle). La démocratie se veut par *chaque* citoyen. La démocratie *se fait* chaque jour, par chaque citoyen. Si nous adoptons les vues paisibles d'un donné démocratique, alors tout est perdu. Il faut au contraire comprendre que la démocratie aujourd'hui ne peut plus être que volonté, conquête, création. Il faut admettre qu'elle est exactement le contraire de la pente naturelle et historique, contraire à notre paresse, à notre aveuglement, à notre goût du confort et de la tranquillité, contraire à l'automatisme des techniques et des organisations, contraire à la rigueur toujours plus grande des structurations sociologiques, contraire à la complication croissante de l'économie... Et nous devons dès lors nous convaincre qu'elle est toujours infiniment précaire, remise en question, de façon mortelle, par chaque progrès. Elle est toujours à reprendre, à repenser, à recommencer, à reconstruire. Bien plus ! Aujourd'hui comme hier (avec peut-être d'autres

motivations), la démonstration de Tocqueville selon quoi la démocratie se condamne elle-même par sa propre évolution interne reste vraie. Dès lors, elle est plus que jamais le fruit d'une décision, d'une pratique vigilante, d'un contrôle de soi-même et d'une volonté publique.

Or, il faut que chaque citoyen le veuille (et non pas quelques leaders de groupe, ni une masse encadrée, défilant en hurlant). Et cela déjà nous montre combien peu de chance nous avons d'accéder à la démocratie. Mais si chaque citoyen ne le veut pas, alors le régime établi sera forcément de type aristocratique, et dans le style autoritaire impliqué par les progrès techniques, et si le citoyen est fabriqué pour entrer dans la démocratie, alors celle-ci n'est qu'une pseudo-démocratie, un jeu de formules et de règles juridiques, mais non pas l'expression de l'homme.

La situation paraît plus désespérée encore lorsque nous réfléchissons à l'objet du choix et de la volonté. L'homme doit vouloir la démocratie... mais où est donc cette démocratie ? Il s'est produit depuis un siècle et demi une évolution générale qui a modifié les possibilités de la démocratie, et qui a progressivement exigé un approfondissement de la visée démocratique. On est parti des niveaux les plus superficiels, et nous atteignons maintenant les niveaux les plus profonds. Au début la démocratie fut purement « politique » au sens superficiel du terme. Il s'agissait de constitutions, d'organisation du pouvoir central, de lois et de tribunaux, de règles et de principes, de « droits de l'homme », et de séparation des pouvoirs... Et c'est toujours la même tendance poursuivie dans la recherche du système électoral le plus adéquat, la structure des partis, etc. Mais on s'aperçut que tout cela était bien superficiel, n'assurait finalement pas la démocratie, car les institutions doivent être l'expression d'une certaine structure socio-économique. Si la société n'est pas en elle-même démocratique, les institutions ne servent de rien, et finalement la démocratie n'existe pas, le discours démocratique n'est qu'un faux-semblant, une illusion. La critique de Marx est décisive, il suffit d'y renvoyer. Mais en même temps, cette désillusion ne pouvait conduire à un jugement purement négatif. Il apparaissait bientôt que la démocratie juridique n'était pas un simple mensonge, elle était aussi un point de départ : il fallait pousser au-delà, en réalité, il fallait creuser plus profond. La démocratie devait s'établir à un autre niveau. Et l'on a tenté la quête de la démocratie sociale et de la démocratie économique. Au début, il y eut confusion des deux, ou plutôt malentendu.

La plupart de ceux qui parlaient de démocratie économique entendaient par là démocratie sociale (la plupart... mais non pas K. Marx). On s'est alors orienté vers l'égalisation des conditions, la diffusion du confort, la hausse des salaires inférieurs et le resserrement de l'éventail des salaires, la fonction des salaires élevés et leur redistribution par la voie de l'État, l'institution de sécurités de tous ordres, la diffusion de l'instruction et la démocratisation de l'enseignement, la culture de masse et les loisirs constructifs, la possibilité d'un habitat décent pour tous... Mais très vite, on se rendit compte également que cette démocratie sociale était infiniment fragile si elle ne reposait pas sur un fondement plus profond et plus solide. De même que la démocratie juridique n'est rien sans la démocratie sociale (mais l'exige et y conduit), de même la démocratie sociale n'est rien sans une démocratie économique, et l'exige et y conduit. Y conduit ? Certes ! Car les acquisitions énumérées plus haut amènent l'homme quelconque à désirer une participation plus grande à l'économique, à augmenter son pouvoir dans la société. Or, toutes ces acquisitions peuvent être aisément remises en question si la démocratie économique n'est pas acquise. Participation du peuple aux grandes décisions économiques, à la gestion des entreprises, à l'élaboration du plan, à l'orientation de la production, au niveau de l'emploi, à la redistribution du revenu national... Et c'est à ce point que la plupart des démocrates aujourd'hui sont arrivés, c'est à ce niveau qu'ils se situent, c'est là maintenant qu'ils placent le débat (avec un retard d'un siècle par rapport à Marx). Il est bien vrai que c'est à ce troisième niveau de profondeur que l'on risquait d'arriver à un fondement plus solide de la démocratie.

Mais (ce que j'ai tenté de montrer dans cet essai) ce problème est déjà dépassé. L'effort tenté dans ce sens tombe dans le vide et la phraséologie. Si les généraux sont régulièrement en retard d'une guerre, les politiques, les économistes sont aussi en retard d'une évolution. Lorsque l'on se battait pour établir la démocratie politique, la question était déjà dépassée par les faits, et ce qui se posait en réalité, c'était dès ce moment la démocratie économique ! Aujourd'hui on se bat pour cette démocratie économique. Mais elle n'est déjà plus possible à ce niveau, la question est déjà située à un degré plus profond. La croissance des techniques, l'intervention dans tous les domaines de la « classe » des techniciens, les procédés d'action psychologiques, la recherche d'une structuration systématique sociologique, la volonté de

créer des processus démocratiques par la « mise en condition », tout cela fait que le débat est porté dans le cœur et le cerveau de l'homme individuel, dans sa relation *personnelle* avec les groupes auxquels il appartient ! C'est maintenant là, et là seulement, que le débat se joue. Si l'homme est laissé à lui-même, à ses orientations, ses responsabilités, ses choix personnels, à son niveau, sans influence systématique, sans propagande ni *human relation*, ni dynamique de groupe, ni information obligatoire, ni loisirs dirigés, ni massification par la culture et l'habitat, alors, petitement, humblement, médiocrement, une démocratie peut éventuellement naître. Mais combien fragile, nouveau-née, convalescente... !

Et cela suppose une mise en question radicale de tout ce que nous appelons le progrès, comme la démocratie économique impliquait une mise en question radicale de la politique bourgeoise. Sinon, si on poursuit l'emploi des mécanismes d'adaptation, de conformisation, de structuration interne de l'homme « pour qu'il soit apte à jouer le rôle qu'exige le progrès », alors cet homme n'est plus qu'un agent (essentiel) d'une machine sociale, la démocratie économique est une dérision, la démocratie sociale consiste à distribuer des objets pour satisfaire les besoins conformisés d'autres objets. Or, il faut bien se rendre compte que nous sommes vraiment en présence d'un choix. Nous avons eu à comprendre, difficilement, au travers d'un siècle de tâtonnements, que les institutions politiques de la démocratie ne conduisaient pas automatiquement vers la liberté, l'égalité, et ne produisaient pas *ipso facto* la démocratie économique. Aujourd'hui nous devons prendre conscience, de façon aussi dure, aussi pénible, que la démocratie économique ne conduit pas automatiquement à la démocratie humaine, ne produit pas *ipso facto* l'homme démocratique. En ce sens, le marxisme est vraiment dépassé. Tant que le vrai problème était celui de l'aliénation économique, on pouvait légitimement conclure, comme l'a fait Marx, que cette aliénation finissant, l'homme deviendrait pleinement homme.

Mais une nouvelle agression a paru, une nouvelle aliénation qui remet ce processus en question ; ou plutôt, l'aliénation politique, qui, au temps de Marx, était en effet illusoire et superficielle, est devenue maintenant décisive, par les moyens nouveaux que l'État peut employer. Le problème est celui de la possession intérieure de l'homme par les pouvoirs, étatique ou technocratique, de l'organisation d'un faux-semblant de liberté

reposant sur une aliénation fondamentale, de l'organisation d'un faux-semblant de responsabilité reposant sur une démission collective systématisée, de la fabrication d'un faux-semblant de personnalité reposant sur une intégration et une massification radicalisée ¹²². Dans ces conditions le marxisme est un acquis, mais n'est plus ni une solution ni un remède. Or, plus le débat s'approfondit, plus il devient difficile. Il était plus difficile d'inventer la démocratie économique que la démocratie juridique et constitutionnelle. Il est aujourd'hui plus difficile encore d'inventer la démocratie humaine, de vouloir l'homme qui y correspond, de le choisir. Car nous sommes à un niveau de profondeur où tout devient plus aléatoire. Nous sommes en présence d'un ensemble de mises en question beaucoup plus graves que ne le furent celles de la bourgeoisie ou de la propriété privée. Nous sommes en présence d'une option qui ne peut pas être prise par un homme ou un groupe ou un parti *pour* les autres, *à la place* des autres. C'est tout, ou ce ne sera rien. Nous sommes en présence d'un choix qui doit être fait personnellement, mais qui *en même temps* implique des transformations politiques et économiques. Et c'est ici que l'immensité de la tâche apparaît, c'est pour la première fois que la personne et l'institution doivent être mises en cause ensemble, décidées ensemble, car si l'homme est vraiment homme, cela doit s'inscrire (et je dirai : aujourd'hui, cela *ne peut que* s'inscrire) dans un certain comportement politique, dans certaines inventions partant de la base et peut-être orientées dans le sens que j'indiquais au chapitre précédent.

Or, tout cela suppose également un changement profond du citoyen. Tant que celui-ci n'est préoccupé que de sa sécurité, de la stabilité de sa vie, de l'accroissement de son bien-être, nous ne devons avoir aucune illusion, il ne trouvera nulle part la vertu nécessaire pour faire vivre la démocratie. Dans une société de consommateurs, le citoyen réagira en consommateur. Le confort pèsera de plus en plus lourdement sur la potentialité d'une vie politique sérieuse, et la diminuera progressivement. Certains auteurs constatent avec satisfaction que l'accroissement du bien-être conduit à la libéralisation des régimes. En réalité, il conduit à l'indifférence politique du citoyen, et en effet alors le régime a moins besoin d'être policier ! De même, c'est à partir du citoyen, dans son obsession d'efficacité avant tout, que nous devons juger l'évolution des régimes. La démocratie n'est pas un régime efficace. Si le citoyen juge de tout à partir de l'efficacité, il sera forcément conduit vers des systèmes réglementaires et autoritaires.

Il s'agit donc encore d'une conversion du citoyen, non à une certaine idéologie politique, mais au niveau le plus profond, celui de sa conception même de la vie, celui de ses présuppositions, de ses mythes. Si cette conversion n'a pas lieu, alors toutes les élaborations constitutionnelles, les études sur la démocratie économique, et les enquêtes sociologiques rassurantes sur l'homme et la société ne sont que vains efforts de justification.

* * *

II. L'HOMME DÉMOCRATIQUE

L'homme vraiment homme? Hélas!... depuis le temps que la question se pose! Qui le définira? Je ne pourrais ici que tracer quelques options, en affirmant ce que je crois indispensable pour qu'il y ait démocratie, tout en rappelant une fois de plus qu'il ne saurait être question de « fabriquer » cet homme de l'extérieur par les moyens d'action psychologiques *!

Il s'agit, me semble-t-il d'abord, d'un homme raisonnable. Ce qui, bien entendu ne signifie nullement rationaliste. Il ne peut y avoir de démocratie humaine que si l'homme est décidé à tout ramener à l'usage d'une droite raison, d'une froide lucidité, qui implique une grande humilité intellectuelle, car au niveau de la raison cet homme apprend à tenter de juger par lui-même; il reconnaît alors les limites et l'incertitude de son information, la relativité de ses idées et de ses opinions, l'utilité humble des institutions qu'il ne faut jamais exalter au-dessus d'un usage pertinent, mais non plus mépriser. Cet homme est alors appelé à tout passer au crible de cette raison, en amenant tout ce qu'il est possible dans le champ de sa conscience claire. Tout... c'est-à-dire ses propres passions, ses propres préjugés, ses propres doctrines, en même temps que le corps social et les groupes dont il fait partie. Et dans cette prise de parti pour le raisonnable, il y a le rejet de toutes les exaltations, de l'appel à l'irrationnel comme expression plus élevée de l'homme, ou comme moyen d'action politique. Il y a récusation du sacré politico-social, et des forces obscures que l'on tente de déchaîner depuis un demi-

* Je me borne à indiquer très sommairement ces lignes de recherche qui seront développées dans un ouvrage ultérieur.

siècle, tant au niveau personnel qu'au niveau collectif. Il y a refus des mythes politiques ou économiques, fussent-ils les mythes de la démocratie, du socialisme, du progrès, de la productivité, de l'Histoire, comme ceux de la civilisation occidentale, de la chrétienté, ou de l'individu ! Il y a rejet de tous les idéalismes et des doctrines explicatives globales du Monde, de la Science, de la Société et de l'Homme dont le prototype aujourd'hui est Teilhard de Chardin, rejet de tout cela, car ce sont les voies principales par lesquelles pénètrent en l'homme la propagande et toute l'action psycho-sociologique. Je ne porte pas ici un jugement de valeur ou métaphysique sur le Sacré, l'Irrationnel et le Profond, mais seulement un jugement de fait relatif à la vulnérabilité de l'homme, quand il récusé le raisonnable au profit de ces forces. Or, aujourd'hui, cette vulnérabilité n'est plus à l'égard de Dieu, mais à l'égard d'autres hommes possédant les moyens d'abuser le manant.

Cet homme raisonnable sans lequel la démocratie humaine ne peut exister est celui qui, de même, restitue au langage sa valeur de raison, sa substance de communication et qui ne cherche ni un métalangage, ni un degré zéro du langage, ni une expression de l'inexprimable, ni un langage originaire, opposé au rhétorique et à l'artificiel. Bien sûr, nous savons bien que ce langage raisonnable est artificiel. Et après ? Cela veut dire seulement qu'il faut le maintenir à son modeste usage d'outil, irremplaçable et sûr. Vous voudriez le langage absolu ? La parole en soi ? Mais ici encore, je reproduis ma remarque précédente : je ne porte pas un jugement de valeur, mais de fait. Ici encore, l'accession au langage mystique, hypnotique, est une ouverture totale à l'action de la propagande sur soi. Plus le langage perd son contenu et sa structure raisonnable, plus l'homme est livré au délire de la propagande. Or, cette propagande est faite pour vous introduire de l'intérieur dans le monde technicisé : vous désirez retrouver le langage absolu, la nature du langage par-delà l'artifice, et voici que par un retournement singulier (mais non pas surprenant dans le monde où nous vivons), cette quête vous livre sans défense à l'insertion profonde, à l'adaptation totale au monde le plus artificiel qui ait jamais existé. Il nous faut prendre garde à cette situation générale dans la société d'aujourd'hui, que les mécanismes montés des multiples techniques ont le pouvoir de retourner contre lui les meilleures intentions de l'homme. Enfin cet homme raisonnable doit être capable de procéder aux prises de conscience, les plus dures et les plus honnêtes, les plus

réalistes et les plus humiliantes, de sa *condition* d'homme dans *cette société-là*. Et ce dur travail ne peut se faire que par l'usage de la raison.

Une autre dimension (que je me borne également à indiquer) de cet homme démocratique qu'il nous faut choisir et décider d'être, est celle du respect. Respect absolu de l'adversaire, de l'autre, des minorités. Respect qui n'est absolument pas un libéralisme (indifférence envers la vérité, établissement sur un pied d'égalité de toutes les opinions). Respect qui n'est absolument pas une tolérance (on supporte qu'il y ait des divergences tout en les restreignant...). Ce respect me paraît impliquer (en relation avec ce que nous disions plus haut de la Tension) deux orientations : la première est la valorisation de l'opinion des minorités qui doivent être d'autant plus favorisées qu'elles sont plus faibles. Et par conséquent, il ne saurait être question de démocratie massive, ni de tendance à l'élimination par quelque moyen que ce soit des minorités. La seconde orientation est celle du dialogue : le dialogue est le contraire de l'identification. Il est affirmation cohérente de la différence et de la commune mesure. Les deux éléments tenus étroitement ensemble.

Il convient en effet, pour qu'une démocratie existe et pour que l'homme existe, de maintenir avec intransigeance les différenciations qui provoquent la communication, la relation. Il faut récuser toute assimilation, (d'un groupe inférieur ou minoritaire à un groupe supérieur ou majoritaire) et toute adaptation (de l'individu à la société), toute globalisation (style teilhardien). Il faut les récuser quoique ce soit exactement cela que l'homme moderne demande par facilité, paresse, économie, et que ce soit ce que la société présente comme souhaitable par souci d'efficacité et autodétermination. Mais convenons que si l'adaptation s'effectue, il n'y a plus de dialogue parce qu'il n'y a plus de différence, donc plus de raison à la communication. Il restera seulement une énorme diffusion de nouvelles collectives et anonymes, sans contenu d'information, puisque tout sera fondamentalement reconnu. Mais cette volonté de maintenir les oppositions ne peut conduire justement à la volonté d'éliminer celui qui provoque la tension, au contraire : de façon concordante, c'est la recherche d'une communication qui est significative, c'est la volonté désespérée de ne pas être « étrangers ». Par conséquent, c'est vivre sur la présupposition qu'une commune mesure est possible ; qu'il y a dans nos différences mêmes une possibilité de rencontre.

Mais cette commune mesure n'est pas un fait de nature, n'est pas un donné tout simple. Il nous est toujours possible de la nier, de la briser. Il nous est toujours possible de redevenir l'étranger; ou, ce qui est pire, il nous est toujours possible de traiter l'autre en étranger. Le militant nazi, le militant communiste établit d'une part une identité avec ceux de son groupe (avec qui plus aucune communication vraie n'est possible) et d'autre part brise la commune mesure avec l'adversaire, qui ne peut plus être qu'éliminé. La commune mesure de ce que nous avons à nous dire, (et qui rend possible la communication), de ce que nous avons à vivre en commun (et qui rend possible le travail ensemble dans la différenciation) est sans cesse à redécouvrir, sans cesse à recréer, car elle se perd vite, soit dans la généralisation (l'Humanité, la Science, etc.) soit dans la banalisation. Cette quête épuisante de la commune mesure dans la différenciation est la marque même de l'homme.

*
* *

Mais notre vigilance doit être attirée sur un autre point. Nous ne cesserons jamais de démontrer que notre civilisation est celle des moyens, et par conséquent la vraie question n'est pas de l'ordre d'une dissertation sur les fins de l'homme (ce qui est une évasion) ni sur une philosophie de la société, ni sur la subordination qui va de soi des moyens aux fins. Il nous faut renoncer aux idées généreuses et générales, aux vastes jugements, aux grandes synthèses. Il nous faut renoncer à l'idée que les moyens sont de l'ordre du particulier, du concret, de l'immédiat, et par conséquent sont de peu d'importance ou peuvent être maîtrisés facilement. Bien au contraire. Nous devons apprendre que nous vivons dans un monde caractérisé par ces trois faits :

— La prodigieuse multiplication de nos moyens d'action nous interdit de prétendre à quelque maîtrise que ce soit sur ces moyens. Ce sont eux au contraire qui nous maîtrisent.

— L'intensité des moyens d'action, leur présence immédiate et constante dans notre vie, leur sollicitation provoquent, sans que nous le voulions ni même en soyons conscients, le primat définitif de l'action sur la pensée, la méditation, le choix, le jugement.

— Les moyens déterminent les fins en assignant les fins que l'on peut atteindre, et en évacuant celles qui sont jugées irréelles parce que nos moyens n'y correspondent pas. En même temps d'ailleurs, les moyens corrompent les fins. Nous vivons à l'opposé de la formule « les fins justifient les moyens ». Il nous faudrait

comprendre que l'énormité des moyens caractérise aujourd'hui les fins que nous prétendons poursuivre. Les moyens de la guerre, nationale ou de classes, sont devenus tels que l'on ne peut plus grâce à eux espérer établir la paix, les moyens de contrainte ne permettent plus de prétendre que grâce à eux on débouchera sur la liberté.

C'est exactement au niveau des moyens que se situe la différence entre démocratie et totalitarisme. Si le gouvernement multiplie les techniques d'organisation, d'action psychologique, de relations publiques, mobilise toutes les forces pour la productivité, planifie l'économie et la vie sociale, bureaucratise toutes les activités, réduit le droit à une technique de contrôle social, socialise la vie quotidienne... il est un gouvernement totalitaire. A ce niveau, le problème des camps de concentration, de l'arbitraire policier, de la torture ne sont plus que des différences secondaires, dépendant de la plus ou moins grande habileté du gouvernement (qui peut éviter de tels scandales!), et de la plus ou moins grande accélération du mouvement. La permanence d'un jugement sur les moyens de l'État, de l'action politique, de notre groupe, de nous-mêmes, devrait être le souci toujours renouvelé de notre conscience, l'objet toujours mieux considéré de notre réflexion politique.

Enfin, cette quête de l'homme démocratique implique la mise en question de nos lieux communs, des évidences sociales admises sans discussions, des présuppositions sociologiques collectives qui nous permettent d'être d'accord au niveau le plus bas avec nos concitoyens. Ces lieux communs sont la trame idéologique fondamentale, insidieusement glissée dans notre conscience par le mouvement de fait de notre société, et destinée à la justifier et à nous y adapter sans souffrance. Ces lieux communs sont la base inconsciente sur laquelle nous construisons glorieusement nos idéologies et même nos doctrines. Il faut les traquer, les mettre à jour et contempler en eux notre vrai visage social. L'homme est fait pour le bonheur. L'homme est bon. Tout est matière. L'histoire a un sens qu'il faut suivre. La Technique est neutre et maîtrisée par l'homme. Le progrès moral suit forcément le progrès matériel. La Nation est une Valeur. Plus de parole, des actes. Le Travail est Vertu. L'élévation du niveau de vie est un bien en soi, etc. Mille facettes de nos jugements et de notre conscience. Or, si je prétend qu'il faut attaquer le problème à ce niveau, ce n'est ni jeu d'intellectuel, ni morose critique, ni perverse auscultation en vue d'un examen de conscience.

En réalité, nous devrions comprendre que c'est exactement par ces croyances-là que la propagande nous saisit, nous convainc et nous fait agir. L'existence de ces lieux communs en nous est la faille sociale de notre être, le point même de notre vulnérabilité. Nous pouvons être par ailleurs remarquablement intelligents, informés, soucieux de la démocratie, parés contre les influences, avoir l'esprit ouvert et libéral, être humanistes ou chrétiens, cela importe peu. Dans notre relation au politique, la loi fondamentale est la loi de la résistance d'une chaîne : celle-ci n'a jamais que la résistance de son maillon le plus faible. De même pour nous : notre point le plus faible, celui par lequel passera toute la faillite politique, c'est notre adhésion fondamentale à ces lieux communs. A partir de là, aucune liberté, aucune création démocratique n'est possible.

* * *

A quoi bon prolonger ? Je sais bien quelle est la réaction du lecteur, et la mienne aussi en écrivant... Il n'y a dans tout cela rien de bien neuf. Ce sont des opinions cent fois dites et entendues. Certes... Pour moi la question n'est pas là, mais ici : cette réponse n'est pas neuve, c'est la situation dans laquelle nous sommes situés qui est neuve. C'est la question posée qui est neuve. Or, il se peut et je le crois, que la réponse ancienne soit encore vraie — et la seule vraie. Seulement, dans cette situation neuve, cette réponse ancienne devient nouvelle.

Essayons en effet de penser ce que j'écrivais non pas *sub specie aeternitatis*, ni dans une permanence historique, mais par rapport au monde politique concret que nous essayons de décrire. Alors, nous serons surpris de la fulgurante étrangeté de cette vieille réponse. Réponse qui n'est pas une solution. Le tout est là. Car si la réponse est connue, a-t-elle été vécue ? Et si elle n'est pas vécue, elle n'est rien. Nous sommes, dans l'évolution politique présente, rigoureusement placés au pied du mur ; ou bien nous vivons cela, ou bien... Le dilemme est aujourd'hui rigoureux, comme il ne l'a jamais été. Il n'y a plus d'échappatoire possible. Mais entendons-nous bien. Je n'ai jamais affirmé que l'homme soit par nature ce que j'essayais de décrire, ni même que cet homme a existé autrefois et serait dégradé. Je prétends seulement que cet homme est possible et qu'il nous faut le vouloir. Et si ce n'est pas possible, si nous ne le voulons pas, si nous ne le réalisons pas, alors il faut cesser de parler de démocratie, et même de politique. Il faut cesser de faire semblant et de nous

donner des valeurs et des vertus dont ne subsistent même pas l'apparence (par exemple la liberté). Suivons comme des choses le cours de l'Histoire et cessons de prétendre à une réflexion et à une action politique. Alors la boucle est bouclée. Nous revenons à notre commencement, l'homme et le politique sont aujourd'hui rigoureusement liés l'un à l'autre. Mais cette politisation n'est plus celle dont nous parlions dans notre préface, elle est l'image du plus grand risque et du plus grand choix de l'homme.

ANNEXE

LA DÉMOCRATISATION DU PLAN ÉCONOMIQUE

Nous développerons ici les raisons qui nous ont conduit à adopter au texte une opinion qui pourra paraître trop tranchée. Nous ne cherchons pas à décrire le système de la planification française, que tout le monde s'accorde à reconnaître très technocratique, et que certains dénoncent comme un moyen du capitalisme de se survivre ou de s'adapter *. Je pense plutôt au problème de savoir si la démocratisation d'un plan est possible, ou bien si le plan ne peut finalement être autrement que technocratique malgré les palliatifs proposés. En ce qui concerne les faits je me bornerai à rappeler qu'aucun système de planification existant n'est démocratique. La plan en U.R.S.S. est tout aussi technique malgré les apparences de consultation populaire. Quant au plan yougoslave que l'on cite souvent en modèle il est vrai que la consultation populaire est relativement plus réelle (quoiqu'elle soit très strictement encadrée dans des options étroitement délimitées par les techniciens) mais on s'accorde généralement sur le fait que ces plans yougoslaves sont assez inefficaces, inexécutés pour la plus grande part. Cela tient sans doute à la méthode même d'établissement ¹.

D'autre part, en posant la question, il est évident que je ne l'envisage pas sous son angle abstrait, doctrinal, où l'on peut assurément tout résoudre, mais en tenant compte de la réalité de l'homme occidental, et des groupes existants. Il va de soi que si nous considérons un homme intelligent, raisonnable, non livré à ses passions, informé et intéressé par les problèmes économiques, si nous considérons des partis et syndicats, libéraux, démocratiques dans leur fonctionnement, libres de toute influence basement partisane, recherchant le bien commun, alors il n'y a presque pas

* Ces pages étaient écrites bien avant la mise en œuvre de la « nouvelle » procédure du V^e Plan... Je n'ai pas cru nécessaire d'y rien changer.

de problèmes concernant la démocratisation du plan. Mais la réalité est tout autre, et pour très longtemps, sinon pour toujours. Dans la mesure où l'on n'aperçoit pas l'ombre du commencement d'un changement de cette réalité dans ce sens.

* * *

Que veut-on dire lorsqu'on parle de démocratisation du plan ^{1 bis} ? Les auteurs présentent des réponses assez diverses : pour les uns c'est le choix des grandes options du plan par les intéressés eux-mêmes, par les citoyens. Pour les autres c'est le Parlement qui doit procéder au choix. Et fréquemment le même auteur oscille dans le cours de son travail et confond, comme si le problème était le même, le citoyen et le député, le choix par les intéressés et par le Parlement. Certains sont beaucoup plus rigoureux ² et considèrent qu'il ne faut pas seulement laisser au politique le choix général, pour ensuite laisser aux techniciens tout le travail de formation du plan, mais veulent associer le Parlement à la totalité des travaux, à toutes les étapes de formation du plan, et c'est en effet la seule position sérieuse : l'homme politique appelé à intervenir au niveau des études préparatoires, au niveau de la prévision, au niveau de fixation des objectifs, du choix des moyens de l'exécution, et enfin procédant au contrôle. Nous aurons à voir plus loin les difficultés et impossibilités de ces propositions.

Un autre aspect de la démocratisation est l'association des syndicats à la préparation du plan. Mais nous trouvons ici une gamme d'opinions. Au minimum, c'est l'association, telle qu'elle est réalisée actuellement par l'élaboration du plan français (mais qui n'est généralement pas considérée comme satisfaisante) ; au maximum, la presque totalité des pouvoirs serait dévolue aux syndicats, en matière de planification, les techniciens étant de simples servants aux ordres ³.

Un quatrième aspect, dont la faveur semble sans cesse augmenter, c'est l'importance donnée aux conseils régionaux. La régionalisation du plan paraît être une voie de démocratisation parce que c'est au niveau des régions que l'on peut mieux connaître les besoins des hommes, les possibilités locales, et parce que c'est à ce niveau que l'ordination et l'exécution des plans peut prendre un aspect humain, une souplesse que le technicien est incapable de donner. Enfin, il ne faut pas négliger un dernier aspect de la démocratisation : l'assouplissement des structures administratives, leur adaptation aux nécessités du plan, leur ouverture à ce problème, car les administrations peuvent dans une certaine mesure, à la fois représenter l'État démocratique et aussi les intéressés.

Bien entendu, tout le monde insiste sur les conditions nécessaires pour que cette démocratisation soit possible : des techniciens de la planification qui ne soient pas liés aux intérêts, à la classe

économique dirigeante⁴ et des citoyens ou des parlementaires éclairés, informés, entraînés aux fonctions de choix, guidés par une vue de l'intérêt général, aptes à une participation technique, et capables de vérifier le développement du plan. Nous n'insisterons pas sur la quasi-impossibilité de réaliser ces deux conditions. Même celle sur laquelle tout le monde insiste, à savoir une bonne information des problèmes économiques et des choix à effectuer⁵, nous paraît presque irréalisable pour les motifs que j'ai étudiés ailleurs⁶. Mais ce n'est pas sur ce point, ni sur celui de l'incompétence des hommes politiques, thème traditionnel, que j'insisterai.

* * *

Un premier ensemble de faits qui ne laisse pas de m'impressionner est formé par les contradictions que l'on rencontre chez les auteurs qui préconisent la démocratisation du plan. Ainsi dans *L'État et le Citoyen* nous trouvons que le plan peut être « un moyen de rendre effective la participation des citoyens à l'exercice du pouvoir économique ». Celui qui écrivit cette phrase fit d'ailleurs bien curieusement un développement sous ce titre pour démontrer : 1° que le plan est l'expression de la contrainte sociale ; 2° qu'il n'est pas démocratique par essence ; 3° que sa valeur positive est de valoriser l'économie, de justifier les sacrifices demandés au travailleur, de rendre supportable le monde de l'organisation : nous ne voyons là nullement l'introduction d'une liberté, mais au contraire le moyen de faire accepter la nécessité !

De même chez M. Mendès-France, nous trouvons une assignation de la fonction du plan, en dehors de toute option politique ; la planification *doit* être orientée vers les objectifs suivants : « éliminer les dents de scie, combattre les dépressions et récessions, afin d'obtenir une expansion et une croissance aussi régulières et rapides que possible ». Mais comment ne pas voir que ces « préconditions » du plan, cette assignation d'objectifs non discutables représentent une extrême limitation dans les possibilités de décision politique ? Cela fait partie des « limites supérieures » dont nous parlons au texte. De même encore M. Turin nous parle de la nécessité de tenir compte des « besoins non ressentis, mais dont la satisfaction peut apparaître primordiale dans une certaine conception de l'homme ». Comment ne pas voir que s'il s'agit de besoins non ressentis, ce n'est pas le citoyen quelconque qui fera prévaloir cette orientation, ce n'est même pas l'homme politique très étroitement attaché à ses électeurs et à leurs intérêts, ce sera le technicien (pas forcément celui de la planification, mais celui de l'urbanisme, de l'hygiène, de la psychologie sociale, etc.) et plus généralement des élites éclairées qui pourront faire prévaloir cette

orientation du plan vers la satisfaction de besoins non ressentis. De même le plan doit être destiné à « créer des besoins nouveaux, à modeler des habitudes, à orienter la vie », alors, là, ce n'est assurément ni le peuple ni les politiciens qui prendront des décisions dans ce sens, d'ailleurs le même texte parle (comme M. Massé indiquant qu'il faut « mouvoir les mentalités ») de l'utilisation de moyens de pression sur l'opinion publique « pour l'obliger à aller dans la bonne direction et à accepter le plan », cela est rien moins que démocratique.

Du moins cet article est-il honnête, mais on ne semble pas y voir la contradiction entre une démocratisation décrite comme possible et l'emploi de moyens de pression sur l'opinion. Enfin l'exemple le plus frappant de ces contradictions⁸ : « le plan ne peut se fixer pour but la promotion d'un homme bien tranquille dans son confort », et l'on nous décrit le type d'homme que le plan ne doit pas promouvoir, or, ce type d'homme est assez exactement l'idéal que l'homme occidental se propose, et avec lui les politiciens. Dès lors, au moment où on nous parle de démocratisation, on récuse le type d'homme que la démocratie devrait imposer (non parce qu'elle est démocratie, mais parce qu'il correspond au sentiment commun) et l'on assigne au plan un objectif fort beau, mais qui résulte d'une vision d'élite de ce que doit être l'homme. Et c'est encore la même tendance, les mêmes préconceptions du plan, hors de toute réalité de consultation démocratique que nous trouvons chez Lebre⁹, lorsque nous lisons que la vie culturelle et spirituelle doit être sauvegardée dans l'optique et les options du choix. Je suis infiniment d'accord, mais je doute qu'on obtienne ce résultat par le vote populaire sur les orientations ou par l'association de politiciens à l'élaboration du plan.

Ces contradictions me paraissent extrêmement significatives de ce qu'il est finalement impossible de maintenir une exigence de démocratisation réelle.

Si maintenant nous nous demandons quels sont les choix qui seraient à proposer au peuple ou au Parlement, il y a plusieurs types possibles, — ou bien avant que le plan ne soit fait, il doit y avoir des choix sur les grandes orientations — ou bien on peut demander aux techniciens de faire plusieurs modèles de plan entre lesquels on choisirait. Dans ce second cas, seul évidemment le Parlement serait apte à choisir. Mais en ce qui concerne les options préalables et générales, nous voyons déjà se profiler une opposition de formulation. Dans les discours politiques, on voit proposer des choix simplistes, par exemple : choisir entre la bombe atomique et les logements, choisir entre la formule capitaliste des rapports de la propriété et du travail et la conception socialiste

(ce sont des exemples *réels*), nous sommes là en présence de simples propositions de propagande qui n'ont rien à voir avec des choix possibles du plan. M. Mendès-France déjà pose des options plus rigoureuses : il faut décider du taux de croissance économique, de l'importance réciproque du travail et des loisirs, des consommations et des investissements, il faut décider de la priorité d'une consommation de biens individuels ou de biens collectifs, il faut décider de l'orientation des investissements entre les diverses branches de production, et de la répartition régionale ou sectorielle de ces investissements, etc. ; là nous sommes en présence de décisions effectives à prendre, et concernant vraiment le plan. Mais alors peut-on être sérieux en affirmant que c'est le citoyen qui doit prendre des décisions sur ces problèmes.

Nous avons déjà dit que presque tous les auteurs présupposent que l'usager est un homme rationnel et compétent, capable de procéder par lui-même à un choix politique, ayant une conception claire de l'avenir. Mais cela peut-il être vraiment soutenu ? Sans insister sur le problème de la compétence, je suis obligé de me ranger à l'avis de M. Frisch ¹⁰ « la dimension des problèmes actuels dépasse l'entendement humain moyen... Malgré l'énorme amplification des moyens de communication et d'instruction, le rapport des connaissances possédées aux connaissances nécessaires s'est abaissé. la technicité atteint un tel degré que les détails pourtant importants de la politique agricole de la Communauté Économique Européenne, pour citer un exemple, échappent totalement à l'appréciation réelle et décisive des gouvernements et entrent dans le domaine réservé des techniciens auxquels la plupart des ministres doivent se fier. Comment demander dans ces conditions au citoyen une participation à la politique ? » Je n'insisterai pas sur ce thème.

Nous disions plus haut que le citoyen doit être appelé à procéder à des choix généraux d'orientation.

La question préalable que nous trouvons est évidemment celle de savoir qui va fixer ces options et les données du choix. Car enfin on peut choisir entre mille objets ou orientations. Il y a un choix préalable entre les objets du choix à proposer. Si le soin de ce choix est remis à des hommes politiques, il sera forcément du type « bombe atomique ou logements », ou encore « grandeur française ou stagnation ». Pour entrer dans les véritables choix économiques, il faut s'en remettre aux techniciens qui fixeront les données de l'option, car celle-ci ne repose pas sur un élan sentimental ou une idéologie mais sur les possibilités concrètes de réalisation que seuls les techniciens connaissent. On dit d'ailleurs très couramment que les électeurs doivent être correctement informés de ces données, et cela sera la première charge des techniciens d'expliquer complètement et simplement les éléments du problème. Il y a donc déjà une intervention préalable du technicien qui fixe

les « limites de l'épure » suivant les possibles. Mais même en expliquant simplement, croit-on que le citoyen soit apte à choisir ?

Un petit exemple (que j'ai cité ailleurs, mais que je reprends parce que je le crois significatif) éclairera cette illusion d'une possibilité de décision par les citoyens eux-mêmes pour les « grandes orientations », laissant le choix des voies et moyens seulement au technicien : le problème de la quatrième semaine de vacances. M. Sauvy (que l'on ne peut suspecter quant à l'attachement à la démocratie et dont tous les travaux vont dans le sens indiqué plus haut) écrivit à ce sujet deux articles dans *Sud-Ouest*, des 17 et 18 janvier 1963, pour montrer au lecteur moyen quel était le problème, qu'il fallait procéder à des choix, c'est-à-dire que la décision ne devait être ni « politique », ni passionnelle, ni démagogique : c'était une affaire économique précise. Ces articles étaient excellents. Mais à la suite d'une petite enquête personnelle auprès de certains lecteurs de *Sud-Ouest*, j'ai pu constater que dans le public moyen (non pas étudiants et professeurs, déjà alertés sur le problème), 3 % avait lu les deux articles. D'autre part dans ces articles mêmes il y avait un aveu d'impuissance. M. Sauvy explique que si l'on accorde la quatrième semaine, cela veut dire certaines restrictions, par exemple moins de logements ou de classes construits, et inversement plus de dépenses probables. M. Sauvy donne quelques exemples. Puis il dit : « Ce n'est pas ici que nous pouvons décrire les données du choix. » Autrement dit : Il faut que le « pays » choisisse, lui-même. Il faut « que le pays soit placé devant les choix clairs et sans équivoque » (ce qui est parfait). Mais... ces choix ne peuvent être formulés ici, c'est-à-dire dans deux articles de journal. Alors nous demandons : « où les données du choix seront-elles décrites ? » Dans de longues et copieuses études, établissant toutes les corrélations, toutes les implications : c'est-à-dire des études illisibles pour le non-spécialiste, que des articles clairs et simples dépassent déjà. Sans compter que même s'il y a information correcte, plus les options seront nombreuses, plus il sera difficile au citoyen de choisir, car le plus souvent il se trouvera devant des éléments auxquels il est également attaché.

En outre, on ne se heurte pas seulement à une incapacité intellectuelle mais d'abord à une impulsion spontanée. Proposez au citoyen une quatrième semaine de congé payé, rien ne l'arrêtera dans sa décision favorable. Donnez à choisir : « l'automobile pour tous, ou bien un équipement social plus développé », le choix est fait d'avance, et si le problème est plus compliqué, comment arrivera-t-on à le « faire passer » ? M. Bauchet a raison quand il dit que le « consommateur français d'énergie risque de faire un choix peu rationnel entre le charbon taxé au coût moyen, l'électricité au coût marginal, et les produits pétroliers dont les tarifs dépendent de multiples éléments y compris la fiscalité ¹¹. » Si le choix spontané est irration-

nel, que serait-ce si ce consommateur était consulté pour faire un choix théorique entre des données si complexes? En réalité une planification raisonnable doit aller à l'encontre des choix spontanés, doit blesser des revendications « évidentes », et doit se désolidariser des options idéologiques. Peut-être, par exemple, comme le dit M. Devaud, le logement dans le plan devrait-il être placé avant l'automobile, mais aussi le logement, dans une société qui s'enrichit, devrait être payé à son prix par un nombre croissant de familles... ¹² cela ne serait pas accepté aisément par la masse des consommateurs. De même M. Perroux dit, avec évidence, que l'adhésion au plan serait improbable si on annonçait une croissance des investissements au dépens de la croissance de consommation ¹³, etc. Bien entendu on peut toujours rejeter le caractère raisonnable et technique du plan, préférer les grands choix idéologiques et les aventures... mais alors ne parlons plus de plan! Or, il faut en parler, car toutes les sociétés justement s'orientent vers ce mode d'organisation.

Il est enfin parfaitement illusoire malgré l'exposé de M. Massé sur le V^e Plan de croire que les citoyens soient avertis des options à faire! Seuls quelques cercles de spécialistes divers pourront jouer, et influencer les décisions dans des limites étroites.

D'autre part, presque tout ce que nous venons de dire du citoyen moyen vaut aussi du député, représentant ses élus, et généralement d'une compétence à peine supérieure à l'*upper middle class*. Mais nous rencontrons ici d'autres problèmes : comment associer vraiment les politiciens à la planification? On nous dit à juste titre que ce n'est pas seulement au niveau des grandes options mais à chaque phase d'élaboration du plan. Pour les études préparatoires, le politicien vérifierait la valeur des documents et statistiques, veillerait à leur objectivité. Pour la prévision, sa place résulterait des ignorances et incertitudes des techniciens eux-mêmes, du caractère très élémentaire et conjectural de la prospective : de ce fait les techniciens travaillent à partir de présuppositions, ou à partir de choix, ceux des politiciens ne sont pas moins valables après tout, donc on doit les associer ¹⁴. A la vérité cela ne me paraît pas très convaincant, la conclusion ne me paraît pas résulter nécessairement des prémisses. Celles-ci sont exactes, mais elles n'attribuent pas validité à l'intervention des politiciens : il faudrait pour faire cette option, et cette critique des présupposés (car on ne peut entrer dans le fait même de la prévision économique qui est très difficile), des intellectuels, des philosophes bien plus que des politiciens. Ce n'est pas une question de compétence, mais d'orientation d'esprit. Au troisième stade, celui de planification même, de la quantification, des dosages, des ajustements, c'est là que le Parlement, et la « Nation » (syndicats, consommateurs, partis, etc.) doivent décider au mieux. Certains proposent ces

interventions au débat (et non par un vote final) du Parlement ¹⁵. Il faut rendre le débat aussi large et approfondi que possible. Mais ici nous trouvons toutes les difficultés que nous indiquons pour la consultation générale de l'opinion. D'ailleurs M. Cazes admet qu'il y aurait à réussir une véritable éducation du personnel politique pour le rendre apte psychologiquement (il parle de reconversion mentale) à entrer dans ce travail. Pour être concret, on ne peut concevoir que deux possibilités : ou bien en effet de très larges débats, de larges consultations, mais alors on ne peut plus les restreindre au Parlement : et pourquoi demander leurs avis seulement aux syndicats et partis ? S'il s'agit des options fondamentales de la vie de l'homme, l'Université, les Églises, les associations familiales, les sociétés de philosophie, les multiples groupes d'écrivains et d'artistes me semblent bien plus qualifiés, mais alors ces consultations produiraient une extraordinaire cacophonie, et qui choisira ? et pour quels motifs ? Étant donné que la plupart des arguments dans des sens divers seront solides, les politiciens seront renvoyés à leurs présuppositions partisans et politiciennes qui ne semblent pas des critères très sûrs, ou bien ils se référeront à ce que les techniciens estiment finalement comme étant le possible au milieu de tout cela. Je pense que de très larges consultations de ce genre renverront finalement à l'arbitrage des techniciens... au mieux « éclairés » par ces centaines d'avis.

Ou bien, on peut penser à une association de parlementaires au travail de formation du plan. Mais il se produira alors ce qui se produit dans toutes les commissions techniques — au début le politique, ou l'intellectuel, n'est pas au niveau, n'ose pas discuter parce que le technicien a des arguments irréfutables (en apparence) ; à la longue, le politicien désigné depuis longtemps se spécialise, il acquiert une compétence réelle, mais alors en même temps, il acquiert une optique et une mentalité de technicien. C'est-à-dire que ce n'est pas le technicien qui est gagné à la conception générale, aux idées du politicien, mais celui-ci qui prend la vision globale et les motivations des techniciens. A ce moment les options ne sont plus réellement celles du politique. D'ailleurs à y regarder de près, ceux qui préconisent cette remise des décisions au Parlement, n'ont pas grand-chose de *concret* à proposer sitôt que l'on sort de l'énoncé des formules générales pour voir institutionnellement comment cela paraît s'inscrire dans les faits ¹⁶ ; on est toujours surpris du hiatus entre l'ampleur, la justesse apparente des formules de démocratisation et les possibilités d'action pratique que l'on suggère. Pour le surplus, nous renvoyons au paragraphe suivant concernant les difficultés techniques provenant de la nature même du plan.

Arrivons à un autre aspect d'intervention du Parlement, le vote du plan, après son élaboration technique. Tout le monde est d'accord pour considérer qu'un plan, une fois effectué, est un ensemble

dont toutes les parties sont solidaires. Chaque élément sert, et ne peut être modifié, car il est établi en fonction de tout le reste. Si on change une des données il faut aussi modifier le reste. Dès lors le vote du plan doit être global, et non fractionnaire. Il s'agit forcément d'un vote d'acceptation ou de rejet mais sans modification. Dès lors, on a le sentiment d'une frustration du Parlement.

Pour l'éviter on propose que le Commissariat au plan fasse plusieurs plans entre lesquels le Parlement choisirait. M. Halff propose en effet la présentation de cinq ou six modèles de développement, avec pour chacun l'exposé des objectifs généraux recherchés, les grandes masses constitutives, et les lignes directives de l'expansion régionale. C'est le système qui paraîtrait le plus sérieux et permettrait un choix véritable du Parlement. Mais on se heurte ici à une autre difficulté : quand on nous propose cinq esquisses de plan, cela représente un nombre très réduit de variables. Si en effet, on ne retenait que les cinq points fondamentaux indiqués par la loi du 4 août 1962 et sur lesquels il y aurait à décider, et si pour chacun de ces cinq points on présentait seulement deux hypothèses, cela conduirait en réalité à présenter vingt-cinq esquisses du plan. Comment le Parlement se débrouillerait-il pour discuter réellement ces vingt-cinq esquisses et sinon, si on réduit à cinq, qui fera le choix préalable ? Bien évidemment c'est le Commissariat au plan, qui une fois de plus reste maître des options et orientations. Tout cela montre à quel point la participation réelle des hommes politiques du Parlement, et plus encore leur pouvoir de décision, est aléatoire, et difficilement applicable.

Nous en dirons autant en ce qui concerne les syndicats. Toutes les difficultés précédemment analysées peuvent être évoquées pour eux. Tout particulièrement, il deviendra très vite indispensable que le syndicat mette à part les spécialistes pour discuter réellement des questions de planification avec les techniciens. Mais nous retrouvons alors la même évolution que nous indiquions pour les politiciens.

De plus, en ce qui concerne les syndicats se présente une autre difficulté.

Dans l'ensemble la position des syndicalistes est claire : ils veulent participer à l'élaboration du plan, et même y avoir une part prépondérante, mais d'un autre côté, si à l'issue des travaux des techniciens, et des votes du Parlement, le résultat ne leur convient pas totalement, ils veulent être dégagés de l'obligation d'exécution. Ils ne veulent pas se sentir liés par le plan. Or, cela est beaucoup plus qu'une simple question de forme. L'ambiguïté a été clairement mise en lumière dans un article d'*Économie et Humanisme* ¹⁷ où l'on montre que les syndicats ne sont pas aptes à « définir les besoins nouveaux », à « approfondir la nature des besoins complexes » parce qu'ils sont fondamentalement ancrés dans une posi-

tion fausse au sujet de l'économie. Ils considèrent que le seul problème est encore celui de la plus-value, et que d'autre part la satisfaction des besoins passe forcément par l'augmentation des salaires, conceptions économiques actuellement dépassées. Or, la planification, même si elle n'est pas « capitaliste » d'un simple point de vue technique, ne peut pas se fonder sur des notions aussi périmées que celles maintenues par les syndicats. Et, en face, on comprend bien la position des hommes politiques qui soutiennent que si les syndicats participent à l'élaboration du plan, ils sont engagés dans l'exécution, il y a un « quasi-contrat », ils ne peuvent se laver les mains et recommencer à entrer dans l'opposition¹⁸. Mais s'ils adhèrent ainsi, voici les syndicats qui renoncent pour la durée du plan à une politique d'agitation et de revendication : mais alors ils perdent leur poids et leur valeur auprès de la classe ouvrière. Inversement s'ils sont décidés à maintenir coûte que coûte leur attitude oppositionnelle et revendicatrice, alors on peut difficilement accepter leur collaboration approfondie dans l'établissement du plan, ce ne serait pas sérieux. On voit que le problème n'est pas du tout aussi clair et évident qu'on veut bien le dire. Enfin, toujours au sujet des syndicats, pour qu'il y ait, par leur participation, une démocratisation, il faudrait qu'ils soient eux-mêmes démocrates ; nous renvoyons à ce que nous avons écrit au chapitre IV.

En somme, les modes de démocratisation, de participation des politiques au plan, de décision sur les options au niveau politique paraissent sitôt qu'on les examine de près, très illusoires et finalement sans portée.

* * *

Mais il est un dernier ordre de questions qu'il faut étudier : l'obstacle à l'influence réelle du politique dans la planification tient encore à la réalité technique du plan. Tout d'abord on pense surtout aux plans à moyen terme. Or, de plus en plus il apparaît que l'on doit s'orienter vers deux types de planifications, l'une à moyen terme, l'autre à long terme : par exemple, à côté des problèmes de rationalisation des investissements, il y a le problème du « matériel humain » à préparer. Or, celui-ci ne se prépare pas en un ou deux ans. De plus en plus, on se rend compte qu'il faut prévoir dix, quinze ans à l'avance le personnel dont on aura besoin dans tel secteur pour orienter la formation humaine dans ce sens. Il y a corrélation évidente entre les structures humaines et l'évolution de la production¹⁹, celle-ci devenant de plus en plus dépendante de celles-là. Or, pour une prévision de ce genre aucune option politique n'est possible, on se trouve en présence de faits précis et d'orientation très objective sans *nuances d'opinion*. Devant la minutie et la rigueur des études faites dans ce sens²⁰, on ne voit pas l'insertion possible de discussions valables par des non-

spécialistes. Or il est bien évident que ce plan à long terme, à son tour, conditionne les plans à moyen terme, on ne peut pas bouleverser en cours de route, par exemple la formation humaine. Le plan d'investissement doit accepter la durée. Nous nous trouvons là en présence d'un autre exemple de ce que nous appelons les limites inférieures du choix. Une autre de ces limites inférieures, qui vient encore réduire la dimension du choix et le nombre des options, c'est l'existence du plan précédent. Un plan n'apparaît pas dans une situation vierge, il a été précédé par un autre (à moins de faire une révolution, ce qui est toujours possible, alors le politique reprend en effet le dessus, mais nous échappons au domaine de la planification). Qu'on le veuille ou non, il y a forcément une continuité : entre les deux, le second est forcément conditionné par les réalisations obtenues grâce au premier. Cette continuité est même tellement ressentie comme nécessaire que M. Mendès-France se fonde là-dessus pour établir sa procédure devant le Parlement ²¹ (la documentation sera fournie un an avant la fin de législature, et deux ans avant la fin du plan pour examiner les résultats et viser les nouvelles options). Là encore, les mutations brusques sont impossibles, c'est-à-dire que l'on ne peut pas vraiment reposer tous les quatre ans les « grandes options », les « orientations fondamentales », les « choix décisifs » ; quels que soient les changements de l'opinion, les faits s'inscrivent dans une durée qui n'est pas malléable, les grandes options sont le plus souvent décidées d'avance par la continuité des événements et des plans.

Une troisième limitation de ces possibilités, sur laquelle je ne m'étendrai pas, est la combinaison pour l'observation et l'application du plan, entre les techniciens et les administrations. A ce niveau le pouvoir politique est en présence d'une puissance particulièrement redoutable, par l'appui mutuel que se fournissent les deux éléments, souvent séparés, parfois opposés mais ici unis. L'adaptation de l'administration au plan, bien loin d'être un facteur de démocratisation donne au contraire un pouvoir qui peut plus facilement écarter l'influence du politique ²². Les deux éléments combinés présentent une rationalité et une efficacité contre lesquelles peu de chose semble pouvoir prévaloir. Une quatrième difficulté provient du fait, souvent évoqué, qu'il est bien difficile de distinguer clairement dans la planification entre moyens et fins, entre les grandes options (politiques) et leur mise en œuvre technique (planifications) ; seul le technicien peut dire ce qui est possible quant à la réalisation de telle fin, du fait des moyens existants, et de même la simple formulation technique de telle intention la transforme forcément en éliminant l'impondérable, le qualitatif, le sentimental, la « charge humaine » contenus dans le discours. Le simple citoyen qui aura donné son avis ne le reconnaîtra plus lorsque la rigoureuse méthode de calcul économique sera passée dessus, et

l'aura mis en forme d'effectivité. Autrement dit, en formulant au niveau du discours, de l'opinion et du sentiment tel choix, on ne sait pas exactement ce que cela donnera réellement au niveau des horaires de travail, des possibilités de consommation, des investissements, de l'équilibre général de l'économie et, en procédant à ces calculs, le technicien est bien obligé de procéder à des retouches, à des orientations pour éviter les incohérences ou les catastrophes. Et cela nous conduit à une dernière difficulté : on sait qu'il est souvent nécessaire de procéder à des modifications et des retouches du plan en cours d'exécution, pas forcément par suite d'erreurs du plan mais du fait des circonstances. On parle alors parfois de planification « active »²³. Comment adapter par exemple notre plan à la mauvaise récolte 1963, à l'afflux des rapatriés d'Algérie, à la quatrième semaine de congé, etc. ? Or, nous sommes ici en présence de modifications qui ne peuvent être décidées que par les techniciens. Il est certain que l'on ne peut, en cours d'exécution du plan, recommencer les consultations, les discussions politiques, car ce sont généralement des problèmes purement techniques, supposant une multiplicité de changements dans le plan, une discussion politique ne ferait qu'obscurcir la situation sans amener de solution. Mais alors, on voit à quel point l'intervention des instances politiques, les choix sont encore limités, et nous retrouvons une autre « limite *infra* », qui présente ce danger supplémentaire d'être inconnue lorsque les choix se font. En présence de la nécessité, le technicien est seul habilité à intervenir, mais cela ne rend-il pas vain le débat général ? On s'interroge encore pour savoir si le plan de stabilisation 1963 a été ou n'a pas été un bouleversement total du IV^e plan et une modification de son orientation. N'est-on pas toujours menacé d'une pareille transformation ? Au nom de quoi le Parlement refuserait-il de tels changements s'il n'est pas véritablement qualifié pour apprécier dans le détail et techniquement des faits économiques nouveaux et les changements du plan apportés par les révisions ? Au fur et à mesure que l'on détaille les situations, on s'aperçoit que les analyses ne sont pas concrètes. Et c'est sans doute un problème constant ; en face des études rigoureuses et concrètes faites par les planificateurs, lorsque se pose le problème de la relation « politique-planification », ou « démocratie-planification », on s'évade dans le verbalisme, les solutions générales, ou bien on se contente d'une démocratisation tout à fait artificielle, en se leurrant de mots. On ne voit même pas clair sur une option aussi simple que la suivante : dans le processus politique, faut-il commencer par une discussion générale sur les options globales du plan, ou bien par des discussions minutieuses dans les groupes et les secteurs pour enregistrer les revendications et les besoins ? On conçoit que les deux procédures conduiront à des résultats totalement différents. C'est pourquoi je ne pourrai pas sur ce point m'accorder aisément avec M. Meynaud

quand il dit ²⁴ : « le plan est un instrument de gouvernement qui devient facteur de la puissance technicienne quand son élaboration et son exécution échappent à l'impulsion et à la surveillance des dirigeants politiques ».

Je crois que cela est de la nature du plan. Évidemment, M. Meynaud ajoute : « Sans doute la nature même de la planification, et en particulier la cohérence qu'elle implique rendent-elles plus difficile l'exercice de telles démarches. On ne saurait s'attendre à trouver d'un coup des solutions satisfaisantes, la conciliation entre ce qui est « politiquement souhaitable » et « techniquement désirable » se révélant ardue ; mais ce serait une grave démission que d'abandonner définitivement aux techniciens l'œuvre de planification... » Cela est vrai. Et je veux bien que l'on cherche une solution car je ne vois pas avec joie cette croissance du pouvoir des techniciens, mais il me paraît encore plus grave de se payer de mots. Ce que ne fait pas M. Meynaud.

A l'issue de cette analyse je crois que la formule de démocratisation du plan, ou de conjonction du politique et du technique dans la planification est un exemple caractéristique d'illusion politique, de verbalisme sans contenu ; de consolation que l'on se donne devant la croissance réelle de ce pouvoir de planification et la mise en question de la démocratie qui s'ensuit.

NOTES DE L'ANNEXE

1. En ce qui concerne l'U.R.S.S., on sait toutes les interventions autoritaires, qui ont eu lieu dans la planification depuis 1956. Quant à la Yougoslavie, le Congrès des Syndicats yougoslaves (avril 1964) montre d'une part la réaction des techniciens contre les interventions politiques, et d'autre part les déséquilibres entre production et consommation ainsi que les disparités de croissance.

1 bis. Mendès-France, *La République moderne*, p. 109 et sqq. « Économie et Humanisme », 1961, n° 136. « Colloque de Paris pour une planification démocratique », juillet 1962. « Travaux du Conseil économique et social pour la préparation du V^e Plan », octobre 1963. « Colloque de Grenoble (fondat. nat. de sc. pol.) sur la planification démocratique », mai 1963. Meynaud, *Planification et Politique*, 1963. Meynaud, *La Technocratie*, 1964.

Nous essayons de décrire des faits, et de montrer le caractère illusoire des idées sur la démocratisation de la planification, c'est pourquoi nous n'étudierons pas la tendance, qui par ailleurs me paraît devoir l'emporter, selon laquelle il faudrait donner une autonomie absolue aux organismes créateurs du plan, tant à l'égard du pouvoir politique que des groupes privés.

2. B. Gournay, *Technocrate et Politique*. « Écon. et Human. » p. 27 et sqq.

3. Congrès C.F.T.C., 1963 : rapport Declercq. R. Jacques, les Syndicats et le Plan « Esprit », 1961.

4. Guiducci, *Arguments*, n° 25, p. 90. Meynaud, *Technocratie*.

5. Turin, *Le Plan, acte politique*, « Écon. Human. » Perraux, *Le IV^e Plan*, 15, 120. Mendès-France, p. 117 et sqq.

6. Ellul, *Information et Propagande*, « Diogène », 1957.

7. « Écon. Human. », p. 19.

8. Turin, « Écon. et Human. », p. 17.

9. Lebreton, *Le Problème des valeurs et des relations dans la planification*. « Développement civilisation », 1963, p. 22.

10. Frisch, *Évolution de la Démocratie en Europe*, in « Sedeis », 1964. Massenet, *L'Avenir de la liberté politique*, in « Sedeis », 1962.

11. Bauchet, *Propriété publique et Planification*, 1963.

12. Devaud, *Faut-il réduire la consommation ?* « Le Monde », 20 août 1963.

13. Perroux, *Le IV^e Plan*, p. 112. Voir aussi l'excellent article de A. Philp, *Le Monde*, octobre 1964, qui montre que pour discuter valablement, partis et syndicats devront avoir recours à des techniciens et auront le plus grand mal à proposer un « contre-plan. »

14. Gournay, *op. cit.* Meynaud, *La Technocratie*.

15. Cazes, « Écon. Human. » p. 44 et sqq. *Élaboration du Plan et Démocratie*.

16. Les propositions concrètes de Mendès-France, de Gournay, de Cazes, de Halff (rapport du Conseil économique et social, octobre 1963) sont très minces et ne semblent pas aboutir à de vrais pouvoirs de décision du Parlement.

17. « Écon. Human. », 1961, 136, p. 24 et sqq. Perroux 125.

18. Entre autres, Mendès-France, p. 181.

19. Grimancelli, in « Sedeis », 1963.

20. Par ex. : l'admirable étude de Vermot, Gauchy : *La Planification à long terme*, 3 études in « Sedeis », 1963.

21. Mendès-France, p. 128-129.

22. Lebreton : *Plan démocrate et Réformes administratives* (« Écon. Human. », 1961-98).

23. Rapport Halff.

24. Meynaud, *La Technocratie*, p. 206. D'ailleurs M. Meynaud (90) constate cependant que jusqu'ici tous les efforts ont entraîné une consolidation du pouvoir des techniciens et que les systèmes de planification aboutissent à une atomisation du pouvoir politique.

NOTES

1. *L'État et le Citoyen*.
2. Sorokin : *Tendances et déboires de la sociologie américaine* (1959) ; Ellul : *Propagandes*, Annexe I (1962).
3. Bourricaud : *Esquisse d'une Théorie de l'autorité* (1962).
4. Bourricaud : *op. cit.* p. 326.
5. Djilas : *La Nouvelle Classe* 1958. Numéro d'*Arguments* sur la Bureaucratie.
6. Ellul : *Propagandes*, chap. III.
7. Talcott Parsons : *The social system* (1951), p. 126.
8. Nous tenons pour indispensable de prendre le terme politique dans un sens précis et restreint, en relation avec l'État, et non pas avec n'importe quel pouvoir et encore moins avec n'importe quelle activité sociale. La définition de M. Weber (*Le Savant et le Politique* — Trad. fr. 1959, p. 112) nous semble à la fois classique et excellente : « La politique est la direction du groupement politique que nous appelons État ou l'influence que l'on exerce sur cette direction. » De même nous dirons avec lui que l'État ne se laisse définir sociologiquement que par le moyen spécifique qui lui est propre, à savoir la violence... celle-ci n'étant évidemment pas l'unique moyen normal de l'État, mais son moyen spécifique et monopolistique.
- Nous pouvons aussi accepter la définition de la politique donnée par MM. Goguel et Grosser (*La Politique en France*) : « Ensemble des comportements et des institutions qui concernent la gestion des affaires publiques et qui tendent à la formation d'un pouvoir, au contrôle de l'action de ce pouvoir, éventuellement au remplacement de ceux qui l'exercent. »
9. Cette citation et celles qui suivent sont tirées de l'ouvrage collectif : *La Dépolitisation, Mythe ou Réalité* (1962).
10. Quant à la difficulté d'appréciation de la dépolitisation, il faut rappeler la remarque sérieuse de Riesman (*Criteria for Political Apathy*) d'après laquelle la participation visible aux élections et l'expression publique d'opinions politiques peut cacher une indifférence politique profonde et une absence d'engagement politique réel.
11. Cl. Lefort : *La Pensée de la politique* (« Lettres nouvelles », 1963).
12. Weil : *De la politique* (1956).
13. Cf. par exemple l'analyse de M. Massenet : *L'Avenir de la liberté politique* (in « Sedeis », 1962).
14. Bouthoul : *L'Art de la politique* (1962).
15. L'affaire de la C.E.D., où les techniciens vaincus par la décision politique ont finalement remporté la victoire par les accords de Paris, a été particulièrement bien analysée par Meynaud : *La Technocratie* (1964), p. 122.

16. Entre mille, un bon exemple d'idéalisme était fourni par M. L. Tron (*Le Monde*, 19 février 1963), affirmant que l'Europe était une victoire de l'opinion populaire, prise de conscience de l'opinion-courant populaire qui entraîne les gouvernements, etc. On est assez stupéfait de telles affirmations. Car il ne faut pas oublier que l'« Europe » est le fruit des techniciens, au niveau militaire et économique. Le processus normal est typique de l'influence des techniciens, c'est par exemple celui que nous constatons avec « l'Inter-Exécutif-Energie » où les techniciens placent les gouvernements devant une option rigoureuse, où une seule décision est raisonnable, utile, et... s'impose (rapport du 11 janvier 1963) : c'est uniquement cela qui fera faire un pas de plus à l'Europe.

L'opinion précisément est amorphe comme le montrent les sondages. Il est vrai que M. Tron (rejoignant l'idée de M. Mendès-France) appelle « opinion populaire » les « mouvements », les « cercles », c'est-à-dire de tous petits état-majors où les techniciens sont régnants.

17. Ce problème des techniciens et des experts a été maintenant abondamment étudié : J. Ellul : *La Technique ou l'enjeu du siècle; Technique et Politique* (Colloque d'Aix, 1960) ; les rapports du V^e Congrès mondial de l'Association internationale des sciences politiques (1961), surtout ceux de MM. Vedel et Grégoire, qui contiennent une abondante bibliographie. Postérieurement à celle-ci, les ouvrages : R. Boisde : *Technocratie et Démocratie* (1963) et J. Meynaud : *La Technocratie* (1964).

18. Nous employons ce terme de technicien dans un sens assez général. Pour les précisions, nous renvoyons à la remarquable analyse de Meynaud, *La Technocratie* (1964), dont nous partageons entièrement les conclusions : Il faut distinguer les techniciens spécialisés, en second lieu les « généralistes », techniciens du second degré chargés de faire la synthèse, et enfin les experts. Il y a alors, d'après lui, technocratie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies : lorsque le technicien (d'une compétence réelle ou supposée) participe directement à l'élaboration des décisions, lorsque la compétence technique permet l'insertion en un point de l'appareil délibératif. Et il montre tout au long de son ouvrage la fréquence d'une telle insertion.

19. *L'État et le Citoyen*, p. 168.

20. Meynaud : *op. cit.* p. 70 et sqq.

21. A. Phillip a raison d'écrire que « le plus important aujourd'hui n'est pas la propriété, mais le pouvoir de décision qui s'en dissocie peu à peu » ; le « pouvoir décisionnaire » que Baretts analyse correctement domine aujourd'hui tant l'Économie que le Politique.

22. Un bon exemple de l'autoritarisme des techniciens nous est donné par le livre de Baretts, *La Fin des politiques*, à la fois parfaitement logique et superficiel, parfaitement cohérent et irréaliste (sous l'apparence d'un réalisme statistique et pseudo-analytique). Mais toutes les erreurs qui y sont contenues n'empêchent pas la possibilité d'efficacité d'un tel programme dictatorial.

L'impératif des techniciens à l'égard du pouvoir politique est très clairement énoncé par exemple dans le célèbre rapport Stanford (*Évolution du progrès scientifique et technique et ses incidences sur la politique étrangère des États-Unis* — 1960). Toutefois, en accord avec Meynaud, nous considérons que le pouvoir du technicien n'est pas un gouvernement par les techniciens, mais, par suite de glissement de compétences, et non d'une mutation du régime, on assiste à une détermination prépondérante par les techniciens des décisions politiques, concordant avec l'analyse de B. Gournay (*La Science administrative*, 1962) selon qui ce pouvoir s'appuie sur une idéologie

globale de technicisations et de rationalité, sans qu'il y ait complot des techniciens pour prendre le pouvoir. Th. Caplow (*Arguments*, 1962) souligne à juste titre que le technicien a tendance à se retirer dans l'« apathie civique » et c'est pourquoi aussi un régime technocratique est peu probable.

23. Meynaud souligne bien souvent l'impuissance de l'homme politique en face des conclusions des experts : même quand celles-ci ne sont pas réellement décisives, ce n'est pas l'homme politique qui est apte à les discuter. « Le lecteur non mathématicien se trouve placé devant une conclusion de proposition dont il n'a pas la faculté de suivre les considérants » (p. 43), et il souligne qu'il est possible d'imposer à l'administrateur une formation qui le rendrait apte à suivre les travaux des experts, mais cela est impensable pour l'homme politique (p. 44). — En contrepartie, voir : *La Mort de l'État républicain* de M. Debré.

24. Mendès-France : *La République moderne* (1963), p. 124.

25. D. F. Dolfus : *Le Monde*, juillet 1963.

26. Par exemple, Hauriou, *Le Monde*, décembre 1962.

27. Crozier : *Le Phénomène bureaucratique* (1964), p. 220.

28. M. Grégoire, par exemple, avec beaucoup d'autres, parle de la nécessité de « séparer les options fondamentales, de la compétence des responsables politiques, et les décisions mineures qui devraient être laissées aux experts ». Et il donne un exemple : il faut « laisser aux experts l'implantation des grands travaux publics une fois que sont arrêtées les grandes lignes d'un plan de développement économique ». Mais, qui analyse les conditions, formule les possibilités, établit les orientations du plan de développement économique ? En réalité, d'autres experts, ou plutôt d'autres équipes spécialisées d'experts ! La critique de cette opinion a été remarquablement faite par M. Meynaud, p. 266.

29. Cette idée que les grandes décisions sont préconditionnées par leur insertion dans un système international est bien connue quoique l'on n'en tire pas les conséquences ! (*sic* Hauriou, *Le Monde*, décembre 1962 ; Massenet, *L'Avenir de la Liberté*, II).

30. Schumpeter (*Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, chap. XXI, § 2) a cette formule admirable : « Si des résultats donnant à long terme satisfaction au peuple doivent servir de pierre de touche au gouvernement pour le peuple, le gouvernement par le peuple ne sortirait pas toujours victorieux de cette épreuve, il s'en faut de beaucoup. »

31. Meynaud : *op. cit.*, p. 100.

32. Voir l'excellente description de l'évolution de la structure politique française due à M. Viansson-Ponté (*Le Monde*, 8 mai 1962). Sous le titre : « Lobbies et Technocrates. » Peut-être a-t-il seulement le tort de considérer qu'il s'agit d'une évolution occasionnelle, accidentelle, alors qu'il s'agit d'un alignement de l'État français sur les conditions réelles du fonctionnement politique ?

33. Je serai assez proche des auteurs déjà nombreux qui considèrent que les décisions dans la vie politique moderne sont assez réduites, deviennent un phénomène occasionnel, l'exception plutôt que la règle générale, et que les décisions sont de plus en plus des ajustements, des rééquilibra-tions, etc. Voir l'analyse du phénomène chez Meynaud, *op. cit.*, p. 72.

34. Meynaud : *op. cit.* p. 126 ; Moulin : *Res publica* (1962) p. 42 et sqq.

35. Meynaud : *op. cit.*, p. 264 et sqq. Il est vrai que lui-même souligne souvent (p. 178 et sqq.) que la gestion technicienne atténuée et parfois fait disparaître les possibilités de contrôle, que d'autre part elle stabilise une situa-

tion politique et conduit à accroître la politique secrète ou confidentielle, au détriment du jeu politique.

36. Voir à ce sujet la brève note, admirable, de M. Bell (*Arguments*, 1962) sur « l'éclipse de la distance » : suppression de la distance psychologique, sociale, esthétique qui conduit à la situation que « l'individu est capturé par l'objet ». Avec cette indication essentielle : « La maturité se définit selon Freud par la capacité d'introduire le temps dans les événements... alors que l'intention de la culture moderne se présente comme une rupture, un concassage du temps. »

37. Cl. Lefort : *La Pensée de la politique*.

38. Nous rejoignons la remarque de Schumpeter (*op. cit.*, chap. XXI, § 3) : si l'on considère le citoyen moyen dans son attitude envers les problèmes politiques, « la connaissance des faits et la logique cessent de jouer le rôle que leur attribue la doctrine classique (de la démocratie). Le phénomène qui me frappe le plus... c'est la disparition quasi complète du sens des réalités. Les grands problèmes politiques se classent entre toutes les activités psychiques du citoyen typique parmi celles des distractions réservées aux heures de loisir qui n'ont pas atteint le rang de marottes, et parmi les sujets de conversation oiseuse. De tels problèmes paraissent s'estomper dans le lointain... au fond le citoyen a l'impression d'évoluer dans un monde imaginaire. »

39. Nous renvoyons pour illustrer ceci à l'excellente analyse faite par Cl. Lefort (*La Pensée de la politique*) de la retombée de la gauche mobilisée par une passion mythique dans l'affaire d'Algérie, bel exemple de déformation par l'actualité. Pour ne pas avoir vu la dimension réelle de l'affaire, pour être entré dans l'idéologie, et le moralisme, actuellement on est déçu de ce que l'État algérien soit un État comme les autres, et de ce fait « la politique lasse, rebute, éloigne de la vérité ».

40. Schumpeter (*op. cit.*, chap. XXIII, § 3) montre que les caractères que nous dégagions dans ce chapitre seraient bien plus accentués dans une démocratie socialiste que dans une démocratie « libérale ».

41. Meynaud : *op. cit.* p. 22 et sqq.

42. La réflexion sur la Morale et la Politique est toujours aussi classique ; des essais comme celui de M. Curien (*La Morale en politique*, Plon, 1962), intéressants comme réflexion morale présentent tous le défaut de méconnaître la singularité du monde politique actuel et sont donc parfaitement abstraits et désincarnés.

43. Malgré mon accord avec l'ensemble de sa pensée, je ne partage pas l'analyse de M. G. Bouthoul lorsqu'il oppose les fins poursuivies par les U.S.A. (bonheur) et les fins poursuivies par l'U.R.S.S. (puissance). Ce sont seulement des notions relatives l'une à l'autre. Car l'U.R.S.S. recherche d'abord la puissance pour assurer le bonheur universel. Et les U.S.A. ne recherchent-ils pas aussi la puissance pour protéger le bonheur ? Mais les deux ont la même conception du bonheur par l'élévation des niveaux de vie, et la même conception de la puissance !

44. *International Situationniste* n° 8.

45. Chatelet : *Arguments*, 1962.

46. Lorsqu'une puissante propagande se déclenche contre celle du gouvernement, lorsque toutes les organisations sont contre le gouvernement, celui-ci obtient quand même 60 % des voix. Comme on l'a vu en 1962 !

47. Ellul : *Propagandes*.

48. Ellul : *La Philosophie des réformes actuelles de l'Enseignement du Droit*, « Archives de philosophie du Droit », 1960.

49. C'est après tout aussi, quoique ce ne soit pas son but, ce que signifie M. de Jouvenel (*De la politique pure*, p. 221) lorsqu'il écrit : « Recourir à une méthode judiciaire quand la situation réclame une décision politique est une faute politique grave. »

50. Voir entre autres : Frisch : *Évolution de la Démocratie en Europe* (in « Sedeis », 1964). Hetman ; *Bien-être et Liberté* (in « Sedeis », 1962).

51. Schumpeter (*Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, chap. XXII) a bien mis en lumière ce caractère de (« victoire ») et donc d'efficacité pure dans le système démocratique. Il montre que pour l'homme politique une « cause » est un moyen de combat. Et il rappelle le mot de Peel après sa campagne contre le gouvernement. « La Jamaïque était un bon cheval à monter. » Nous pourrions dire que pour tel ou tel « l'Algérie était un bon cheval à monter ! »

51 bis. Böhm : *Kapituliert der Staat ? in Politische Meinung* 1962.

52. Nous nous trouvons donc sur ce point en plein accord avec M. E. Weil (*De la politique*, 1956), lorsqu'il souligne que la politique ne peut se comprendre que du point de vue de celui qui agit, donc du gouvernement. Et qu'il est vain d'adresser au gouvernement des sermons. La politique est ce qu'elle est, affirme M. Weil, ce qui (malgré la suite de son livre) est une façon de l'affirmer autonome. Et il a raison quand il montre qu'on ne peut juger les actes politiques, que *politiquement*.

53. Actuellement les camps de concentration en U.R.S.S. si farouchement niés par les communistes sont ouvertement reconnus par le gouvernement soviétique, qui assume le récit de Yvan Denissovitch (*Novy Mir*, oct. 1962) et cautionne sa généralisation dans la *Literaturnaja Gazeta* (novembre 1962). Mais évidemment c'était le camp *stalinien*. Silence sur les camps qui existent toujours aujourd'hui avec très peu de changements ! Néanmoins l'identité du mécanisme d'information et de non-information concernant les camps de concentration hitlériens et soviétiques est essentiel.

54. Le terme esclavage est pris ici au sens large : c'est plus exactement le régime du « péonage », étudié par ex. par Gunnar Myrdal (*An American dilemma*, 1946).

55. Les auteurs qui étudient les conditions à remplir pour que l'information soit efficace, c'est-à-dire qu'elle atteigne le public et modifie l'opinion, en arrivent très vite à décrire la propagande (Sauvy, *Nature sociale*). Certains en sont d'ailleurs conscients (Doob, *Public opinion and Propaganda*, Megret, p. 127).

56. Cantril : *Gauging Public opinion* (1944). Vivement attaquée par Doob (*Public opinion and Propaganda*, 1948), cette loi était complétée chez Cantril par d'autres : « Les événements d'une ampleur exceptionnelle font varier l'opinion d'un extrême à l'autre » ; « l'opinion est déterminée par les événements bien plus que par des paroles », etc. Cela était fondé et accompagné par des analyses de faits, des courbes, des statistiques se rapportant surtout à la guerre de 1914-1918. Cantril est suivi par beaucoup d'auteurs : par exemple Albigh, *Modern Public opinion* (1956) ; Hovland et Lundsaine : *Experiments on Mass communication* (1949).

57. Le seul problème est de savoir comment ce fait est transmis à l'opinion, par qui, au travers de quels mythes, de quels schèmes : voilà la seule question. Il n'y a plus d'importance objective du fait. Plus un fait politique est important, plus sa signification est redoutable, et plus son interprétation

sera complexe, profonde ; plus il sera « retravaillé », plus il recevra de coloration, plus il sera transposé du domaine du fait au langage moral (Speier, Otis, in Lerner ; ouvrage collectif : *Propaganda in war and crisis* (1951).

58. Il est évident que, si en soi, les réussites russes, Lunik, Spoutnik, etc., ont eu un tel effet aux U.S.A., c'est qu'elles ont brusquement heurté un stéréotype bien établi, celui de la supériorité américaine en matière scientifique et technique, en même temps qu'elles développaient une certaine crainte.

59. Mais après avoir admis cette importance du fait en soi, il faut aussitôt nuancer car, comme le remarque très bien Irlon (in *Public opinion and propaganda*, 1954, p. 533) les services d'information sont obligés d'agir aussi en fonction de leur public. Dans la mesure où il y a peu de relations entre les croyances et les faits, on ne peut en réalité fournir que les faits « acceptables ». Lorsqu'il existe des stéréotypes dans un domaine, la première réaction est de rejeter les faits qui vont à l'encontre : ces faits sont incroyables (Albig, *op. cit.*, p. 81 et sqq., p. 324) et nous avons déjà souligné que dans ces domaines la crédibilité vaut mieux que la réalité du fait. L'exactitude des faits est insuffisante : il est vain d'avancer un fait incroyable (Herz, in Lerner). Et plus l'individu est propagandé, plus il a de cadres tout faits d'interprétation, mais il sera sensible à l'événement important (Janis, Gladstone, in Lerner ; Doob, in Katz ; ouvrage collectif : *Public opinion and Propaganda* 1954).

60. Hovland et Weiss (in Katz) et Bruner (in Katz) montrent que précisément un des facteurs importants de la propagande consiste à détruire la foi dans les sources accoutumées d'information. Quand le doute sur l'information est introduit, il n'y a plus de possibilité d'information.

61. Hyman et Sheatsley, in Katz.

62. C'est dans cet univers, et seulement par rapport à lui que le « fameux » théorème de W. I. Thomas peut être tenu pour exact : « Si un homme considère une situation comme réelle, elle est réelle quant à ses conséquences. » Et c'est également par rapport à cet univers que les considérations sur la réalité des mots sont exactes. Les mots sont perçus alors comme des réalités existant en elles-mêmes, comme des objets en soi et non plus comme de simples signes. Krech et Crutchfield (p. 449 et sqq.) ont raison de dire : « L'homme qui écoute un orateur ou lit un journal (dans notre civilisation) est immergé dans un monde réel mais spécial, que créent les mots... aussi réellement qu'il vit dans le monde réel créé par les chaises, les tables, etc. »

63. Bellecave : *Évolution de la pensée politique de Sartre* (1960).

64. Veillé : *La Radio* (1958).

65. La contradiction importe peu : un texte chinois de 1956 disait expressément : « La Chine est le premier artisan de la Paix. Nous sommes prêts à faire la guerre contre Formose pour faire la paix. » (Albig, *op. cit.*, p. 308). Un étudiant, de même, nous disait après le belliqueux discours de Khrouchtchev à l'O.N.U. (octobre 1960) que c'était un acte pacifique ! De même que les menaces constantes d'arroser de fusées ceux qui ne sont pas d'accord avec lui !

66. Cf. Irlon, p. 698, qui cite d'autres exemples du même ordre au chapitre VII.

67. Cela explique l'échec des systèmes officiels de censure. Voir par exemple Mégret : *Action psychologique*, p. 80, 81.

68. Ellul : *Information et Propagande*, in « Diogène », 1957.

69. Toland : *Bastogne* (1963).

70. Lambert : in *L'Opinion publique*.

71. Nous avons souvent noté que le fait d'information brut est impuissant contre le stéréotype qui se crée dans l'opinion. On connaît l'impossibilité pour des hommes diffamés de se réhabiliter vraiment : par exemple, le suicide Sherwood, juin 1957. De même, au moment où se déclenchait la plus violente propagande contre le gouvernement français parce qu'il « ne faisait rien contre l'O.A.S. », et alors que le gouvernement était même accusé de complicité, il y avait eu, en un an, 1870 activistes arrêtés, 1284 inculpés... Bien entendu, cette information n'a convaincu personne. Cf. par exemple, Lipset ; Hyman et Sheatsley ; Janis et Gladstone ; Cooper et Jahoda ; tous ces articles dans Katz.

72. Doob, in Katz, qui montre comment toute action politique doit être envisagée dans ses conséquences psychologiques. Et, bien entendu, cela justifie la position de Mégret, d'après qui la propagande doit rester aux mains du pouvoir politique, et non pas être confiée à l'armée (*Action psychologique*, p. 142).

73. Schumpeter (*Capitalisme, Socialisme et Démocratie*), avec son habituelle maîtrise, montre clairement dans sa critique de la doctrine traditionnelle de la démocratie comment le peuple ne peut pas contrôler l'État (chap. XX, § 4).

74. Böhm : *op. cit.*

75. Sartori : *l'Avenir des Parlements*, in « *Sedeis* » (1964) .

76. Nous ne prétendons évidemment pas étudier ici tout le problème de la bureaucratie. En dehors des travaux bien connus de Weber et de Merton, nous renvoyons aux études très différentes et complémentaires suivantes : *Arguments*, n° 17 (1960) ; Mathiot : *Bureaucratie et Démocratie* (*Études et Documents*, 1961) ; Schnur : *Tendances de la Bureaucratie* (in « *Sedeis* », 1962) ; Crozier : *Le Phénomène bureaucratique*, 1964.

77. Comme illustration concrète on pourra lire : Gabr. Ardant : *Technique de l'État* (de la productivité du secteur public). Le Rapport du Comité Central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (1960). *La Fonction préfectorale et la Réforme administrative* (Étude publiée par l'association du Corps préfectoral et des administrateurs civils du ministère de l'Intérieur, 1961).

78. *La Fonction préfectorale et la Réforme administrative*.

79. Rapport de la Cour des Comptes (1959).

80. Rapport Rueff-Armand sur les obstacles à l'expansion économique (1960).

81. *La Fonction préfectorale et la Réforme administrative*.

82. G. Ardant, *op. cit.* et R. Catherine : *Quatre Fonctionnaires français* (1961).

83. Crozier (*Le Phénomène bureaucratique*) a exactement remis à sa place et analysé l'importance de l'élément humain et des fonctions dans la bureaucratie, et il a montré que l'un et l'autre produisent des cercles vicieux, renforçant en réalité le système bureaucratique. D'ailleurs ce problème de l'importance de l'élément humain dans le système bureaucratique n'est pas nouveau comme en témoigne le texte suivant : « Il ne suffit pas de choisir des hommes dont la position convienne aux fonctions qu'on leur confie ; il faut aussi savoir ménager en eux et leur conserver cette position en raison de laquelle on les a choisis. Il ne faut pas prétendre leur commander toutes choses ni faire d'eux indifféremment tel ou tel emploi. Les fonctionnaires publics et, en particulier, les administrateurs, sont, il est vrai, les bras et les mains du pouvoir, mais ces bras et ces mains sont des hommes ; traitez-les en hommes si vous voulez gouverner par leur moyen. Le ministère

l'oublie constamment. Il semble souvent considérer les fonctionnaires comme des automates vivants, sachant lire, écrire, parler, et qui, sur un ordre de lui, doivent prendre l'attitude, émettre le son, exécuter le mouvement, accomplir le résultat qu'il leur prescrit. Il ne leur suppose alors ni opinions propres, ni position personnelle à soigner. Il leur dit, et ils doivent croire, il leur ordonne, et ils doivent faire. Que si, engagé dans quelque grand embarras, il ignore lui-même ce qu'il doit dire et ordonner, tout à coup, la condition des fonctionnaires change; d'automate qu'ils étaient, ils deviennent ministres, chacun dans son ressort; il faut qu'ils deviennent le langage à tenir, la conduite à suivre, qu'ils se démêlent seuls des difficultés d'une situation où personne ne les éclaire ni ne les guide, qu'ils suppléent aujourd'hui à l'absence de ce pouvoir qui les fatiguait hier de son exigence; heureux même alors si le pouvoir se borne avec eux à se taire, et ne cherche pas à leur donner le change, à les abuser eux-mêmes, comme le public, sur la vérité des choses et sur l'avenir. »

Guizot : *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France.*

84. Je ne porte aucun jugement sur tous ces faits. Mais je signale que par exemple Schumpeter (*Capitalisme, Socialisme, et Démocratie*, chap. XXIII) pense que l'administration est un pouvoir qui a sa spécialité normale et dont la prérogative ne doit pas être sujette aux interférences des politiciens. Seule l'administration est efficace, et la démocratie, dans une société industrielle, est remarquablement inefficace. D'ailleurs ceux qui récusent les idées de Schumpeter et veulent une démocratisation de l'exécutif accordent aussitôt que cela n'est pas possible pour la direction économique!

85. Schumpeter (*op. cit.*, chap. XXIII, § 1) insiste à juste titre sur ces caractères de la carrière de l'homme politique.

86. M. Waline (*Rapports des Scissions politiques*, 1961) a parfaitement analysé la force de l'administration en face du pouvoir politique, et sa capacité de résistance technique. Nous nous sommes beaucoup inspirés de lui.

87. « Il est devenu de pratique fréquente de présenter les administrations, ou du moins certaines d'entre elles, comme des groupes de pression. En ignorant pour l'instant la question de la défense des intérêts des fonctionnaires à l'égard de l'État-employeur, il semble que l'allégation ainsi portée vise un double phénomène :

« Pression effectuée par les services administratifs pour faire prévaloir leurs propres conceptions des problèmes, imposer les solutions qui leur semblent les mieux appropriées, contrarier l'exécution des décisions prises contre leur gré. Dans ce sens, on signale les relations directes nouées par de hauts fonctionnaires avec les membres du Parlement pour éviter les servitudes de la voie hiérarchique. Il semble que dans certains pays (États-Unis en particulier), l'armée, qui a toujours constitué un service public d'une nature particulière, offre aujourd'hui des exemples typiques d'une telle attitude ;

« Pression effectuée par les services en vue d'appuyer les revendications de groupes particuliers. Ainsi dit-on souvent du ministère de l'Agriculture dans divers pays qu'il constitue une *pressure group* au profit des paysans. L'administration formerait en somme un groupe de pression au second degré mettant toute sa force au service des intérêts dont il apparaît souhaitable d'assurer la défense. » (J. Meynaud, *Les Groupes de pression de France.*)

88. Nous ne sommes pas aussi optimistes que Crozier (*Le Phénomène bureaucratique*) quand il relativise le système bureaucratique à un système

de protection des individus à l'égard d'une certaine société, et quand il considère que le mécanisme de centralisation s'arrête au-delà d'une certaine dimension : il nous semble qu'il a négligé excessivement l'effet de l'État (accaparant et nationalisant) produisant un type (et non pas une pluralité possible) de bureaucratie, et que d'autre part il n'ait pas vu le système de déconcentration qui permet d'étendre la centralisation au-delà des limites qui lui seraient imposées par des fonctions croissantes. En définissant l'organisation bureaucratique comme un système qui ne peut se corriger lui-même en fonction de ses erreurs, il néglige un peu trop à la fois l'efficacité intrinsèque du système et surtout les possibilités de modifications provenant de l'État bureaucratique lui-même, pour adapter et corriger le système, sans que celui-ci finalement cesse le moins du monde d'être bureaucratique. Il ne me paraît pas certain que le système soit trop rigide pour s'adapter aux transformations des sociétés industrielles : *en fait* il s'adapte!

89. La grande réforme de l'U.R.S.S. en décembre 1962 donne précisément un rôle plus grand dans l'administration directe au parti lui-même. C'est un acte essentiel pour notre étude : la lutte contre la bureaucratisation conduit à remplacer une administration par un organisme anciennement politique, mais de plus en plus bureaucratisé, et qui assure directement les tâches administratives qu'antérieurement il aurait seulement contrôlées ou animées.

90. De façon très exacte, Bensman et Rosenberg (*Mass, Class, and Bureaucracy*, 1963) ont montré que la fonctionnarisation n'est plus seulement un mode d'emploi mais devient une manière d'être. Dans la société fonctionnarisée, les fonctions de l'individu sont rigoureusement et rationnellement organisées, non seulement au niveau professionnel, mais en ce qui concerne l'existence. Les relations sociales deviennent des fonctions, et les fonctions remplacent la personnalité, qui devient une composante sociale. Il ne faut jamais perdre cette perspective de vue lorsque l'on réfléchit à la vie politique actuelle. On reconnaît d'ailleurs ici les thèmes de Whyte (*L'Homme de l'organisation*) mais renouvelés.

91. Cette considération me semble rester exacte même si je développe ce que Meynaud (*op. cit.* p. 258) indique : la collaboration des intéressés avec les fonctionnaires et la relation contractuelle entre administration et administrés, car cela ne peut jouer qu'au sommet et avec des « représentants » de groupes organisés : c'est-à-dire un nombre infime de citoyens.

92. « On accuse souvent l'administration de fonctionner pour elle-même plus que pour l'usager, de perdre de vue son objet, d'y substituer les vues personnelles, voire la commodité des fonctionnaires, la nature même du service public non vendeur, par l'isolement du marché qui le caractérise, contient en germe cette attitude. Pour ne pas s'y laisser aller, l'administration doit réagir. On conçoit donc que le principe de toute réforme de l'administration doit reposer sur une lutte constante, contre un penchant naturel, sur une référence perpétuelle à l'utilité du service rendu, au besoin et à la commodité du public, sur la recherche incessante des pertes de force, des gaspillages d'énergie qu'une vie en vase clos risque sans cesse d'engendrer. A cette vue générale, peuvent être ramenés les diverses propositions de réforme. » (Gabriel Ardant, *Technique de l'État* (de la productivité du secteur public).

93. *Les Temps modernes*, n° 184, p. 320, 324, 349.

94. *op. cit.*, p. 313, 314, 325, 328, 347.

95. *op. cit.*, p. 330, 334, 338 et sqq.

96. Bellecave : *Évolution de la pensée politique de J.-P. Sartre*, 1960.
 97. Lavau : *La Dépolitisation*, p. 183, 189.
 98. Tibor Mendé : « Les Élections indiennes », *Le Monde*, 8 mars 1962.
 99. *Évolution du progrès scientifique et politique étrangère des U.S.A.*, 1962.

100. Frisch : *Évolution de la Démocratie en Europe* (in « Sedeis », 1964).

101. Rémond : in *La Dépolitisation*.

102. Touraine : *Le Syndicalisme de contrôle* (« Cahiers internationaux de Sociologie », 1960).

103. Contrairement à une idée courante, nous sommes convaincus que les partis politiques, même traditionnels, ont encore en France une puissance de base réelle. Ils ne sont pas « brisés », et reparaîtront sitôt après De Gaulle. Quand on a vu la resurgence des partis de la III^e en 1944-1945, on ne peut en douter ! (cf. Fr. Goguel : *La Vie politique dans la V^e République*, « Revue Française de Sciences Politiques », volume XIII ; cf. aussi Frisch : *Évolution de la Démocratie en Europe* [in « Sedeis », 1964]). La décroissance des effectifs des partis politiques n'est pas un signe indiscutable de leur déclin. On a pu dire à juste titre que les partis avaient profité, parfois, par exemple entre 1920 et 1938, puis en 1945, de circonstances favorables — exceptionnelles —, mais que ce n'est pas sur ces périodes qu'il faut juger l'ensemble (Goguel et Grosser, *La Politique en France*, 1964). Mais beaucoup attribuent au parti des fonctions « nouvelles » : organe de contrôle pour les uns (Frisch), éducateur et sélecteur du personnel politique (Goguel et Grosser), régularisateur de la concurrence politique (Schumpeter), etc. De toute façon, il nous paraît que le rôle des partis est loin d'être fini. Mais davantage par pesanteur de l'organisation que par vocation nouvelle, le parti sera un élément d'une « démocratie organisée » dans la mesure même où il acquerra une plus grande rigidité et efficacité sans référence à un contenu clair, à une idéologie, à une vision neuve du politique.

104. Je crois l'analyse de Michels (*Les Partis politiques*, 1913) entièrement exacte.

105. Sartori (*op. cit.*) souligne l'importance de la machine du parti dans la professionnalisation des politiciens : quel type de politicien devient prédominant ? Est-ce celui qui « devient » professionnel parce qu'il a été réélu plusieurs fois, ou bien est-ce celui qui « naît » ainsi, parce qu'il a fait exclusivement carrière dans la machine d'un parti ? Dans ce cas, qui semble s'affirmer, le politicien représente les bureaucrates d'un parti ; alors sans doute l'État sera contrôlé (en partiel) par les partis politiques, mais le citoyen a encore moins de possibilités de se faire entendre.

106. Je suis alors complètement en désaccord avec MM. Goguel et Grosser (*La Politique en France*, 1964) lorsqu'ils sont prêts à accorder une prime politique à la minorité qui adhère à un parti. Le militant, estiment-ils, a plus le droit d'être écouté par le pouvoir, entre deux consultations électorales, que les indifférents. Cela nous paraît tragiquement dangereux, car le militant est fréquemment plus médiocre, plus borné que le non-militant, et la passion qu'il porte à une « cause », l'empêche le plus souvent de voir les problèmes politiques réels. De même lorsque MM. Grosser et Goguel pensent que les militants étant en contact avec leurs concitoyens sont plus capables de traduire leurs aspirations... Cela me paraît également inexact : le militant interprète les opinions au travers des lunettes colorées que lui fournit son parti. Il n'y a aucune raison de valoriser le militant par rapport au non-engagé pour exprimer une volonté politique, surtout quand on

connait les raisons *effectives* de l'engagement dans un parti! Il est d'ailleurs très remarquable de constater qu'un homme aussi démocrate que M. Mendès-France admette en réalité que des « élites » représentent en fait les masses, qui par elles-mêmes pourraient errer (*La République moderne*, p. 14 et 26).

107. La critique que nous avons faite de la démocratie organisée ne me paraît nullement résolue dans les articles qui y sont consacrés dans *Démocratie aujourd'hui* (1963) et *La Démocratie à refaire* (1963) (par exemple les articles de M. Fauvet, Debatisse, etc.) — Et la critique de M. Lavau nous paraît remarquablement pertinente.

108. De Jouvenel, *De la politique pure*, p. 248 et sqq.

109. Combien juste à cet égard la formule de M. Rubel : « La conquête du pouvoir politique est leurre, c'est le piège absolu : c'est le suicide du mouvement ouvrier. » (*Arguments*, n° 25).

110. Nous pourrions prendre aussi bien d'autres valeurs, par exemple la liberté. Parmi les innombrables textes sur la liberté nous ne pouvons nous empêcher de citer celui de M. R. Ikor, qui, bien entendu est exact, mais simplement manifeste une remarquable ignorance de ce qu'est un État moderne, et le passé récent! M. Ikor s'imagine-t-il que depuis 1789, la liberté a jamais été autre chose qu'une faveur révocable? Et peut-il imaginer une structure de l'État moderne et technicien où la liberté serait autre chose? Quelle innocence!

M. Roger Ikor écrit dans *Démocratie 63*, sous le titre *l'État et l'urgence* :

« C'est vrai, votre liberté subsiste. Toute l'astuce du gaullisme est là sans doute; les moyens de la dictature la plus rigoureuse ont été rassemblés et sont progressivement renforcés dans la même main sans jamais être utilisés à fond tous en même temps. Notre liberté quotidienne, en particulier, a toujours été vaille que vaille respectée. D'où notre sérénité et, par suite, notre passivité pendant que nous étions progressivement arrachées les protections légales de la liberté. Toute la bataille constitutionnelle prend ainsi son sens quasi symbolique : c'est à la forme que De Gaulle en avait, assurant que le fond seul comptait. Or, c'est bien la forme qui est la sauvegarde de la liberté. « Vous êtes libres, de quoi vous plaignez-vous ? » demande De Gaulle.

« Mais la liberté ainsi présentée devient octroyée : elle est donc malgré les apparences, le contraire de la liberté. La démocratie libérale définit la liberté comme un droit, et imprescriptible. La liberté telle que la conçoit De Gaulle n'est plus qu'une autorisation, voire une faveur, et révoquable. « Quartier Libre! ordonne le capitaine. Cela veut dire : « Je vous permets de... » Ce n'est pas la liberté.

« Grâce à l'état d'urgence, qui retourne comme un gant la définition de la liberté, le gaullisme établit la liberté comme une tolérance, dont nous devons remercier le chef : ce n'est pas la liberté... »

111. Relevons toutefois l'excellent numéro d'*Esprit* sur la question, qui est tout à son honneur.

112. Nous renvoyons ici à l'admirable démonstration de M. de Jouvenel (*De la politique pure*, p. 244 et sqq.) selon laquelle « si l'on veut maintenir le jeu de la politique dans le cadre des règles fixées, les enjeux doivent être modérés » (p. 265). C'est le sens de notre « relativisation ». Mais il faut prendre garde qu'avec l'opinion publique comme avec les techniciens, les enjeux sont toujours portés à l'absolu. De même on peut noter les lignes suivantes de E. Borne (parues dans *Forces nouvelles*, sept. 1962) :

« En agissant démocratiquement, la France contredit du même coup tous les nationalismes, celui qui est notre tentation devenue plus pressante depuis le 13 mai et celui qui nous est opposé et qui aspire à triompher en obtenant par le droit de la guerre notre abaissement et notre humiliation...

« Le propre du nationalisme, on l'a souvent écrit à cette place, est d'être une philosophie du destin, et le même thème se retrouve dans *Esprit* sous la plume de M. Jean Conilh. Le nationalisme se caractérise en effet par une revendication absolutiste parce qu'il voit dans la nation, comme le dit fortement l'écrivain d'*Esprit*, « une essence mystique et intemporelle » d'où se déduira un avenir et un seul, séparatisme passionnel ou intégration indéchirable, que d'un côté comme de l'autre on regarde comme déjà fait, et qui imposerait sa fatalité à la volonté des hommes. Dès lors le drame devient tragédie insoluble. Une pensée et une action démocratique exorciseront le destin si elles parviennent à substituer au vertige du nécessaire, la délibération raisonnable sur les possibles. »

113. Rares sont ceux qui admettent que ce soit le problème-clé. Plus rares encore ceux qui essaient de tracer une voie. Un essai comme celui d'*Arguments* (1962) nous paraît tragique, car finalement s'il pose le problème, il le fait paraître désespéré; ou bien on en reste à une phraséologie sans contenu; ou bien on suppose résolu ce qui est justement en question, par exemple l'existence d'une vie privée, la vertu du leader de microgroupes (p. 5 et 15), la plasticité des structures du pouvoir (p. 13-17), l'existence d'un schéma préétabli du Bien indépendant de l'État (p. 27). Et lorsque l'on entrevoit une solution possible, c'est celle de l'application des techniques psycho-sociales, dynamiques de groupe, etc. Or, comment ne voit-on pas qu'il ne peut y avoir par là aucune reconstitution véridique de vie privée, précisément parce qu'il y a rupture à la base de toute spontanéité, application d'une technique (qui sera forcément d'intégration) et que l'on va dès lors dans le sens de la formation de ce que nous appelions précédemment des groupes féodaux!

114. Ellul : *Propagandes*.

115. B. Charbonneau : *Le Mensonge de la liberté*. Les livres de B. Charbonneau, pour la plupart encore inédits, ont inspiré certaines de nos analyses. En particulier le livre à tirage limité sur « l'État. »

116. Je m'accorderai partiellement avec la conférence de M. Barrère (*Semaines sociales*, 1963) lorsqu'il indique que « le grand problème est celui de la situation des structures intermédiaires en présence des pouvoirs publics », mais il me paraît bien optimiste quant à la situation réelle de ces instances. Certes, il a raison lorsqu'il affirme qu'elles doivent rester autonomes (mais le peuvent-elles concrètement?) et qu'elles doivent avoir une compétence circonscrite. Par contre, il me semble qu'il existe dans sa conception une contradiction lorsqu'il affirme que ces structures doivent rester subordonnées à l'État (mais dans ce cas, étant donné ce qu'est l'État moderne, elles en deviennent forcément des organismes!) et d'autres part que ces corps intermédiaires doivent jouir d'un véritable droit de contestation, pouvant aller jusqu'au refus de participer aux tâches communes, et aboutissant à une action positive sur le plan social... c'est exactement ce que nous appelons la Tension.

117. La Tension ne doit pas être artificielle et factice : bon exemple de celle-ci, le poète Evtouchenko : on le présente comme un opposant, un novateur, etc., alors qu'il représente exactement la ligue du parti, qu'il est un véritable poète officiel, qu'il se borne à vouloir perfectionner le régime

du pays où il vit, et que s'il est en « colère », c'est que, dit-il lui-même, « le parti le lui a ordonné » (*Le Monde*, 11 février 1963).

118. Il va de soi que par « corps intermédiaires » je n'entends pas la même chose que M. L. Armand (colloque *Technocratie et Politique*, 15 mai 1963) celui-ci ne considère les « corps » que comme des éléments diversifiés mais collaborant sans opinion, et finalement intégrés. Le dialogue dont il parle se situant à l'intérieur du système techno-politique et ne remettant rien en question.

119. La formation de nouvelles féodalités dont nous parlions plus haut n'est pas un facteur de Tension, ni de limitation du pouvoir, car ces groupes de pression, syndicats, partis, etc., sont parfaitement intégrés dans la structuration politique moniste de l'État. Ils ne sont « féodaux » qu'à l'égard de leurs adhérents, qui sont à cause d'eux sans pouvoir véritable et sont contraints de se réfugier en eux pour avoir une protection.

120. Il faudrait également retrouver une tension authentique entre l'intellectuel et le politique. D'un côté le théoricien, le vrai, réfléchissant au politique avec rigueur (nous citons en exemple B. de Jouvenel); le moraliste, le théologien. Et en face, le praticien, le militaire : il faut que la contestation soit dure et rigoureuse; l'étude du devoir être politique est indispensable en face de ce qui est, mais en se situant dans un conflit. La triple erreur que nous vivons à ce sujet est la suivante : pour les uns (philosophes, théologiens) « la morale et la politique c'est la même chose », « la politique est la science de l'âme », etc. Dès lors, cette réflexion qui ne tient aucun compte du réel est vaine, non provocatrice de tension, méprisée par l'homme d'action.

Pour d'autres l'engagement les conduit à se situer à l'intérieur du jeu politique, à en admettre les données : ils prétendent être au niveau de l'action, mais comme ils sont incompetents en politique, ils sont parfaitement inutiles et vivent dans l'illusion : utilisés par une faction sans utilité pour restituer à la politique son sens.

Pour d'autres enfin, les politicologues, le rôle de l'intellectuel est de constater la politique comme elle est, ce qui est excellent. Mais ils se situent aussi à l'intérieur du système, et par ailleurs négligent totalement l'affirmation de la vérité ou la recherche du devoir être. Ils ne jouent pas non plus leur rôle plein d'intellectuels en face du politique.

121. Il est évident que dans ces pages, je ne reprendrai pas ce qu'il y a de positif dans les innombrables livres récents où l'on s'interroge sur la démocratie : par exemple le « Colloque France-Forum » *La Démocratie à refaire*, ou encore le recueil d'« Action populaire » *Démocratie aujourd'hui* (1963).

122. Crozier (*op. cit.*, p. 370) tombe dans l'erreur commune quand il considère que l'amélioration des techniques de prévision et la clairvoyance des individus du fait de leur culture contribuent à rendre moins rigide les systèmes d'organisation. Cela est exact si on parle de rigidité formelle, extérieure, mais il faut se rendre compte que cette rigueur ne diminue que dans la mesure où l'on a obtenu une intégration plus complète de l'individu dans le système. Lorsque l'individu, manipulé, arrive à faire exactement et spontanément ce que l'on attend de lui, alors évidemment il est possible d'assouplir le mécanisme des pressions extérieures et des organisations bureaucratiques. C'est ce qui se passe en U.R.S.S., la libéralisation coïncide avec une plus complète intégration des individus : l'U.R.S.S. n'est plus remise en question, donc elle peut se libéraliser. Mais il n'y apparaîtra aucun facteur de contestation intérieure.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — LA POLITISATION	15
CHAPITRE PREMIER. — L'ÉPHÉMÈRE ET LE NÉCESSAIRE ..	31
1. Le Nécessaire	34
2. L'Éphémère	51
CHAPITRE II. — L'AUTONOMIE DU POLITIQUE	69
1. Le Monopole de la Violence	69
2. Contestations	82
CHAPITRE III. — LE POLITIQUE DANS LE MONDE DES IMAGES	97
1. Le fait Politique	98
2. L'univers psychopolitique et les problèmes poli- tiques	111
3. L'action politique	122
CHAPITRE IV. — L'ILLUSION POLITIQUE : LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT	133
1. La bureaucratie	135
2. L'administration et les hommes	144
CHAPITRE V. — L'ILLUSION POLITIQUE : LA PARTICI- PATION	159
CHAPITRE VI. — L'ILLUSION POLITIQUE : LA SOLUTION POLITIQUE	181
1. La politique comme solution générale	181
2. La politique comme accomplissement des valeurs	187
CHAPITRE VII. — DÉPOLITISATION ET TENSIONS	195
1. Dépolitiser?	195
2. La Tension	201
CHAPITRE VIII. — L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE	219
1. Nouveauté du problème	221
2. L'homme démocratique	229
ANNEXE. — LA DÉMOCRATISATION DU PLAN ÉCONOMIQUE	237
NOTES DE L'ANNEXE	251
NOTES	253

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
18 DÉCEMBRE 1964 SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE
BUSSIÈRE, SAINT-AMAND (CHER)

— N° d'édit. 2009 — N° d'imp. 913 —
Dépôt légal : 4^e trimestre 1964

Imprimé en France